Péguy-Pasolini #

Diégèse 2016

Pierre OUDART

Péguy-Pasolini #00

Je ne sais pas ce qui rassemble ces textes si ce n'est leur auteur et le protocole d'écriture qui a permis de les produire. Ce n'est d'ailleurs peut-être que ça... Un lecteur pourrait mieux discerner si quelque chose qui relèverait de la personnalité de leur auteur y transparaît.

Ce n'est pas que j'en doute, mais c'est que je n'en sais rien, car il n'y a pas de textes plus opaques que ceux que l'on a écrits.

Ils vont maintenant reposer, comme on le dit d'une préparation culinaire et l'on verra bien si, dans quelques mois, quelques années, ils sont encore comestibles, ce qui, tout bien considérer, n'a pas grande importance. L'intérêt de ces textes pour leur auteur n'est pas dans leur lecture. Il ne peut rien apprendre. Pour lui, leur seul intérêt - et il est capital - c'est qu'ils ont été écrits.

Quand on lit aujourd'hui les textes de Péguy et ceux de Pasolini, ils portent témoignage d'un temps et d'affaires de ce temps, et, en cela, ils ont un intérêt historique. Ils ont aussi l'intérêt d'avoir été écrits par Péguy et par Pasolini qui ont produit une œuvre, qui sont des écrivains, des artistes, des poètes documentés par l'histoire. Mais s'il n'y avait que ça, on ne les lirait pas, ou bien on les lirait seulement en bibliothèque pour alimenter des mémoires et des thèses. On les lit encore, en dehors des bibliothèques d'étude, et on y trouve un intérêt parce qu'ils nous parlent de ce temps de maintenant, parce qu'ils sont contemporains au sens que donne Agamben à ce terme. Il y a les textes contemporains, qui le restent, et les textes de maintenant, qui sont déjà passés.
Je ne saurais évidemment juger si ces textes écrits au jour le jour en 2016, puis consolidés, puis rassemblés, sont contemporains ou sont de maintenant. Ce ont bien sûr des chroniques, ils s'alimentent aux *actualités*, quand bien même il s'agit de démonter et de refuser ces *actualités*.

Alors que sont-ils ?

J'aurai la position qui était celle de Harold Pinter quand on l'interrogeait sur ses pièces, et de ces textes, je dirai qu'ils sont là, qu'ils disent cela. Et je ne sais rien dire d'autre de cela.

Pierre OUDART – 31 décembre 2016

Avant-propos

Péguy-Pasolini #00 -b

À soixante ans de distance, deux poètes, l'un en France, l'autre en Italie se sont mis dans le monde, en son plein cœur, et ont porté une attention écorchée à ses évolutions, à ce qu'ils voyaient comme la disparition d'un ancien monde avant l'éclosion d'un monde indistinct encore mais dont le devenir les inquiétait.

Charles Péguy.

Pier Paolo Pasolini.

Charles Péguy vivait dans un monde qui n'avait pas connu l'extermination des Juifs. Il avait été l'un des premiers acteurs de l'Affaire Dreyfus, refusant que cet engagement mystique ne rejoigne la compromission politique.

Pasolini vivait dans l'Italie post fasciste qui lui semblait connaître alors la « première vraie révolution de droite ».

Les deux auteurs, que l'on n'associe pas, ou si rarement, pourtant dialoguent, pour ce en quoi ils décrivent tous deux un changement d'époque, une crise.

Plus de cent ans après la mort de Péguy au front de la Marne en 1914 et plus de quarante ans après l'assassinat de Pasolini sur une plage près d'Ostie, nous aussi nous assistons à un changement d'époque. Nous aussi nous devons être attentifs à ce qui arrive.

Péguy et Pasolini savaient tous les deux que les forces du progrès, par elles-mêmes ainsi dénommées, sont le plus souvent les forces de l'argent, sont les forces du profit et sont donc aussi les forces de la domination et de l'aliénation. Artistes, ils savaient que ces puissances font largement emploi du spectacle pour diffuser leur propagande et créer ainsi artificiellement des *affects de première fois* pour les foules ébahies.

L'un comme l'autre est allé à la recherche du peuple qui préexistait à la société moderne, c'est à dire à l'idée, à la notion, au concept même de *modernité*.

L'un comme l'autre aura scruté avec attention et angoisse les stigmates d'un monde qui change, tourbillonnant dans les illusions d'une modernité qu'ils dénonceront comme avilissante.

Dès 1910, Péguy sait que le monde qu'il a connu dans son enfance, celui du fils de la rempailleuse de chaises des faubourgs d'Orléans, est en train de disparaître. L'ambition de Péguy, qui sera aussi celle de Pasolini, n'est pourtant pas de dépeindre ce monde en train de disparaître comme une parousie engloutie, mais comme un monde vivant, un monde de nerfs et de sang.

Il s’agit donc ici de se pencher encore dans une pratique clinique de diagnostic des signes en se penchant sur des signaux faibles, peu interprétés, ou mal interprétés, et qui nous renseignent pourtant mieux sur le changement d'époque que tous les médias réunis.

Il s’agit donc ici d’avancer modestement, en tâtonnant, en s’appuyant sur les épaules rugueuses de Péguy et de Pasolini, et de le faire pendant toute une année, toute l’année 2016.

En référence à Pasolini, en référence à Péguy, je fais le pari de l'écriture poétique et pamphlétaire, donc d’une écriture vraiment démodée, d’une écriture qui n'est pas historique, qui n'est pas sociologique ou ethnologique, ni anthropologique, pas du tout scientifique.

Pierre OUDART – décembre 2016

Les Années barbues

Péguy-Pasolini #01

Le signal sémiotique de la barbe ne cesse de s'amplifier.

Posté en France au début des années 2000, Pasolini aurait pu avoir aperçu, pour la première fois, dans un hôtel d'Angoulême ou de Périgueux, deux jeunes hommes à la barbe fournie, aux pantalons « feu de plancher » - comme on disait dans les années 1970, portant des lunettes avec de larges montures, et dont il aurait appris, peu de temps après, qu'il s'agissait là de « hipsters ». Pasolini pourrait alors reprendre le texte qu'il consacre en 1973 aux « cheveux longs », notamment pour sa partie sémioticienne :

> « Je fus le destinataire de cette communication ; je sus tout de suite la déchiffrer : ce langage privé de lexique, de grammaire et de syntaxe, on pouvait l'apprendre immédiatement, et puis, sémiologiquement parlant, ce n'était qu'une forme de ce *langage de la présence physique* que les hommes savent employer depuis toujours. »

Mais les bourgeois de province des années 2000 n'auraient pas été scandalisés par ces hipsters de rencontre, percevant ceux-ci, immédiatement, comme un produit de la bourgeoisie, et même une de ses créatures. En revanche, que dans le même hôtel, surgissent au même moment, deux autres jeunes hommes, barbus eux aussi, mais pouvant être désignés, par des attributs connexes, comme musulmans fondamentalistes, et la réaction de la clientèle de passage aurait été toute différente, et encore différente en ce début d'année 2016.

Les cheveux ne font plus vraiment signe et il est désormais admis que leur coupe et leur agencement répondent à tant de modes imbriquées que la lecture de leurs signes en devient confuse. Ils ne marquent plus l'époque. En revanche, les barbes des hommes, oui, et l'historien décrira peut-être un jour ces années de la première décennie du vingt-et-unième siècle comme *les Années barbues*.

De ces années du début de siècle, l'histoire et toutes les sciences humaines, la sociologie, l'ethnologie, l'anthropologie même, disent et diront beaucoup, ont déjà commencé à dire beaucoup de « l'histologie » de cette société française, de *ces années barbues*. Péguy, comme s'il appelait de ses vœux l'*École des Annales* qui viendra après sa mort, fustigeait l'histoire officielle et les historiens officiels au profit de documents authentiques, telles les archives de la famille Millet publiées dans les premiers numéros des *Cahiers de la Quinzaine.* Mais ce qui remplace l'histoire officielle, avec autrement de puissance de feu, de puissance d'argent et d'habileté dans la manipulation, ce sont les

récits faits par les médias. La représentation doxale de notre société, de ses tensions, de ses troubles, de ses joies et de ses peines, ce n'est plus l'école, ce n'est plus le livre d'histoire de l'école, ce n'est plus le livre, ce ne sont plus les livres, ce ne sont même plus les films, ce n'est même plus le cinéma, ce sont les médias continus, les dépêches continues, la grande machine médiatique qui la fournissent. Pour échapper à la doxa, il s'agit alors, comme toujours, de scruter le monde pour tenter de déceler ce qui *cloche*, ce qui ne correspond pas à ce que l'on nous en dit.

Mon premier postulat, s'agissant des barbes des jeunes fondamentalistes musulmans et de celles des hipsters de ces *années barbues*, c'est que sont les *mêmes* barbes. Certes, elles se ressemblent, mais, au-delà des apparences, elles disent la même chose.

Ce sont *sémiotiquement* les mêmes barbes.

Tout d'abord, ces barbes procèdent d'un même mouvement de retour vers le passé, de remise à la mode de valeurs précédemment démodées. S'agissant des jeunes - ou non jeunes - musulmans, le port d'une barbe qui pousse librement est une obligation issue des recueils des paroles du Prophète, les hadiths. Pour les bourgeois-bohèmes des centres villes, l'incitation vient de la seule source véritablement autorisée pour la propagation de la mode chez les jeunes : New-York, et vient en référence à un mouvement blanc d'amateurs de jazz joué par des noirs après la seconde guerre mondiale : les « hipsters ». Il y a certes une différence notable entre un retour vers des modes des générations précédentes et l'obéissance à une injonction religieuse millénaire.

Quoique.

On se souviendra que la barbe soudaine des Beatles, dans les années 1970, et notamment celle de John Lennon, venait d'un séjour prolongé et controversé dans l'ashram d'un maître Yogi.

La barbe comme gage de sagesse semble bien transculturelle.

Comme Pasolini a vu pour la première fois des « chevelus », c'est à dire des garçons avec les cheveux longs, à Prague en 1968, je me suis dit que quelque chose avait profondément changé dans notre société, dans cette société française, dans cette société régie par la République française, chez ce vieux peuple de France… au rayon « homme » d'un hypermarché de la banlieue d'une petite ville de l'Aveyron.

J'étais il y a quelques années en vacances près de Villefranche de Rouergue, attentif car libéré de tâches quotidiennes qui captent l'attention vers des objets formatés de fait par le travail et ses obligations. J'étais heureux d'être dans cet hypermarché qui, accusé de contribuer à la « désertification du centre-ville » insistait, pour se racheter, sur le caractère local des produits de bouche qu'il vendait. Il s'agissait pour le client, autochtone ou de passage, d'être bien persuadé qu'il était dans un hypermarché aveyronnais, un hypermarché enraciné au plein cœur de l'Aveyron. Et pour cela, des pancartes martelaient que tout ou presque était « bien de chez nous ».

Soudain, au rayon « homme », donc, et en tête de gondole, j'ai aperçu une offre présentée comme banale, mais que j'ai trouvée stupéfiante car elle indiquait un changement culturel majeur qui m'avait échappé jusqu'alors. L'histoire et les historiens diront si ce changement affecte ce vieux peuple français « dans sa texture, dans sa

tissure » comme l'écrivait Péguy. Il s'agissait d'une offre de tondeuse pour homme. Mais, la particularité de cette tondeuse, comme le montrait l'image publicitaire qui l'accompagnait, était de faciliter l'épilation du torse. Or, il ne m'avait jamais semblé que l'épilation du torse fût une pratique culturelle ancestrale des hommes du centre de la France.

Il se passait donc quelque chose.

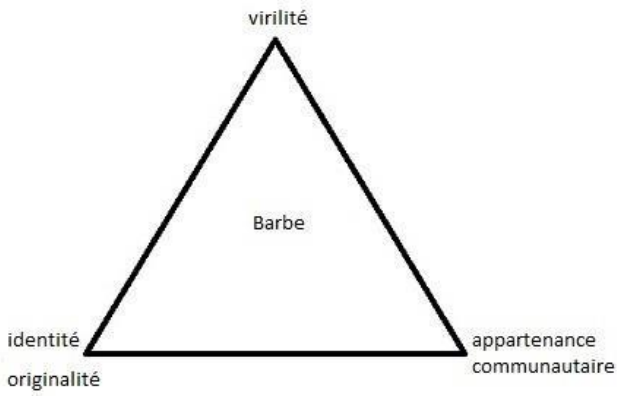
Détaillant l'offre de produits de rasage pour hommes de ce rayon, j'ai constaté d'autres faits troublants : abondance de rasoirs manuels permettant de dessiner la barbe et la moustache ; épilateurs corporels ; teintures diverses. La culture de l'homme aveyronnais avait-elle à ce point changé que désormais il s'épilait le torse et se teignait cheveux, barbe et moustaches ?

Oui... et non.

Pasolini, Péguy, a fortiori, n'avaient pas la possibilité de vérifier leurs intuitions en interrogeant le Web. Le Web ne remplace, certes, ni l'intuition, ni l'observation, mais il aide à vérifier, il corrobore. Il amplifie les signaux faibles de la société. Si l'agencement du poil masculin dans la société française se modifiait, cela devait bien apparaître d'une façon ou d'une autre sur les réseaux sociaux, les forums, les articles en ligne. C'est donc ce que je suis allé vérifier sur le réseau.

Tout d'abord, est-il nécessaire de rappeler que l'agencement du poil dans les sociétés, dans toutes les sociétés, et donc aussi dans la société française, et même dans la société aveyronnaise, est un fait culturel. Il n'est pas certain que l'on puisse trouver de société dans laquelle le mâle ne constitue pas ses poils en signe. Marie-France Auzépy et Joël Cornette retracent d'ailleurs cette histoire dans *Histoire du poil* paru en 2011 chez Belin. On lira l'ouvrage plus tard, mais, sans l'avoir lu, ni même parcouru, on peut tenter des hypothèses : quels sont les signifiés que le signifiant « poil » active ordinairement chez le mâle ? Ils sont certainement très nombreux, mais j'en choisirai trois. En tout premier lieu : la virilité. Celle-ci s'exprime le plus souvent dans nos contrées par le développement pilaire, notamment sur le torse. Mais le poil exprime aussi le soin de soi, la classe sociale, l'affirmation d'une identité, d'une originalité, et cela s'exprime alors le plus souvent par le retranchement pilaire, par rasage ou par épilation. Ce retranchement peut être aussi une marque d'hygiène. Enfin, l'agencement du poil marque l'appartenance distinctive à une communauté, à un corps de métier. Dans les sociétés du Moyen-Orient, au moins jusqu'au vingtième siècle, il fallait pouvoir distinguer aisément un juif, d'un chrétien ou d'un musulman. La forme, la taille, la couleur des attributs pilaires contribuaient à cette distinction, avec l'habillement et la parure. La culture masculine se forme donc entre développement et retranchement du poil dans une série significative d'agencements différenciés.

On peut donc supposer, intuitivement, que le poil active un triangle sémiotique : virilité – identité / originalité – appartenance communautaire. Et l'on peut supposer aussi, en conséquence, que l'apparition soudaine dans les rayons d'un hypermarché aveyronnais d'épilateurs corporels pour hommes, correspond à une évolution de ce triangle sémiotique.



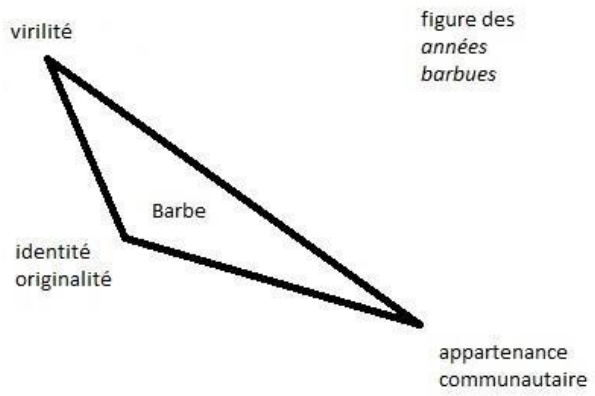
Quand j'évoque un « triangle sémiotique », il ne s'agit évidemment pas de celui, fondateur, d'Odgen et Richards, mais d'un triangle bricolé pour les besoins de ce texte.

Ce qui fait triangle, c'est que chacun des trois éléments est lié avec les deux autres, mais aussi que chaque pointe est mise en tension avec les deux autres. Si l'on admet ainsi que chaque pointe est, selon les individus mâles, plus ou moins pondérée, on obtient un triangle déformable, qui ne sera donc pas nécessairement isocèle, et encore moins équilatéral. Cette pondération individuelle peut donc, par addition et moyenne, être appliquée à un groupe constitué. Chaque groupe peut ainsi être associé à une forme de triangle particulier et l'observation de ces triangles permettrait d'affirmer ou non que les groupes se ressemblent, au-delà de leurs différences sociologiques et historiques.

Bien sûr, je ne ferai pas ce travail, qui serait un travail scientifique, qui demanderait une méthodologie éprouvée et explicitée, alors, que ce qui me plaît, dans ce triangle, c'est le triangle, c'est qu'en soi, par sa seule existence de triangle, sa forme, il apporte la preuve que le triangle sémiotique que je bricole existe lui aussi. Il s'agit bien de trafic ontologique.

La poésie n'est peut-être rien d'autre qu'un trafic ontologique revendiqué.

La tondeuse pour le torse de l'hypermarché rouerguais devait ainsi signifier une forme particulière de modification du triangle sémiotique de la barbe des hommes aveyronnais, où le signe de l'appartenance à une communauté prend le pas sur celui de l'affirmation de l'identité. Il s'agissait peut-être d'un retour aux sources de l'antique peuple de l'Aveyron, les « Blonds Rutènes », Celtes de leur état. Qu'ils fussent barbares pour les Romains, sans aucun doute. Qu'ils fussent barbus, pas certain. Ils devaient plutôt être glabres. Peu de chance en fait que la tonte des torses des hommes aveyronnais soit une recherche identitaire de leurs racines rutènes. Aucun autre signe ne vient corroborer cette hypothèse fantaisiste. Il faut donc trouver autre chose pour justifier la pratique de l'épilation masculine intégrale dans le Rouergue.



J'ai eu une première intuition : il ne s'agissait pas du torse, ou, pour être plus précis, pas seulement du torse. La tonte proposée, suggérée, devait s'étendre à d'autres parties du corps masculin et, notamment, aux parties intimes. Je suis donc allé vérifier cette intuition sur le site internet du fabricant de la tondeuse. On y lisait : « utilisation sûre et confortable sur les aisselles, le torse, le dos, les épaules, le pubis et les jambes. » Si la tondeuse proposée à la vente n'était destinée à tondre le torse que par une forme d'euphémisme de bienséance, étant plutôt vouée à tondre les poils du pubis, je pouvais commencer à risquer une hypothèse : cette tondeuse était destinée aux hommes musulmans de la zone de chalandise de Villefranche de Rouergue. En effet, l'islam préconise le rasage des parties intimes, afin de faciliter les purifications rituelles. Un texte affirme même que le Prophète s'arrachait à la main les poils des aisselles. L'hygiène en islam est très stricte et les textes sont formels sur les parties du corps qu'il convient d'une part d'épiler ou de tondre et celles qu'il est, d'autre part, interdit d'épiler. Celles pour lesquelles les textes ne disent rien ne font l'objet d'aucun interdit particulier. Le marché de la clientèle musulmane est suffisamment vaste dans le monde pour que les fabricants de tondeuse développent des produits spécifiquement adaptés à ses besoins. L'appareil idéal doit pouvoir tout à la fois servir aux parties intimes et raccourcir la moustache. S'agissant spécifiquement du torse, les textes ne disent rien, laissant donc cela à la libre appréciation de chacun.

Le torse de la publicité aurait donc été un leurre.

Soit.

Mais, pour autant, la tondeuse en question n'était pas réservée *uniquement* aux hommes musulmans. Il n'y a pas de tondeuses « halal ». C'est donc qu'elle pouvait aussi être achetée et utilisée à d'autres fins que celles d'obéir à des préceptes religieux.

Je tentais une deuxième hypothèse : les cyclistes. En effet, il est admis que les cyclistes s'épilent. Le torse ? Peut-être ou peut-être pas. Mais les jambes, certainement.

Qui encore ? Les gymnastes, les nageurs, beaucoup d'homosexuels et les acteurs pornographiques.

La cible marketing s'élargissait singulièrement. Même en plein cœur de l'Aveyron.

Il faudra ainsi enseigner désormais, inculquer l'idée au personnel politique que l'homme aveyronnais s'épile intégralement et cela devrait changer radicalement son discours politique sur nos « régions enclavées ».

Les spécialistes du marketing avaient donc identifié et ciblé une nouvelle niche de consommation agglutinant le hipster et le musulman observant, ainsi que le cycliste amateur et le jeune gay. C'est ce que l'on nomme une nouvelle segmentation.

Car ce sont bien les marchands qui ont besoin d'une segmentation efficace de la société, d'une segmentation organisée, et si possible stable, et même, à l'idéal, figée. Qui préfère que les goûts, les modes de vie, les désirs, tous les désirs soient catégoriques et catégorisés, et catégorisables ? Qui a besoin de constituer des cibles et que ces cibles ne soient pas modifiées, et même, à l'idéal, ne soient pas modifiables ? La consommation. La démonstration est ainsi faite : la barbe des fondamentalistes musulmans sunnites est, en première intention, la marque théologique de la volonté d'échapper à l'impureté et à la

corruption du monde d'ici-bas, et c'est une marque politique, qui est aussi sociale, celle d'échapper à l'occidentalisation, c'est à dire d'échapper à la société de consommation et à ses désirs artificiels. La barbe du hipster marque, elle, le souhait de revenir vers les mouvements hédonistes des années 1970, vers l'époque des « chevelus » de Pasolini, la volonté d'adopter un mode de vie participatif et parfois décroissant. L'une et l'autre barbe manifestent donc une volonté de rupture avec l'ordre économique dominant. Mais, l'une et l'autre barbe est rattrapée par cette même société de consommation, et l'objet symbolique de cette récupération, serait cette tondeuse vue pour la première fois en Aveyron.

Il n'y avait d'ailleurs pas que la tondeuse.

Il y a tous les objets de consommation et il faut, pour s'en convaincre, aller sur les sites marchands spécialisés pour musulmans fondamentalistes, qui utilisent tous les ressorts du marketing pour vendre des produits adaptés à l'observance la plus rigoureuse comme sur les sites pour les jeunes mâles à la mode pour faire le même constat. Les religions, même les celles sans dieu, sont un rêve pour les marchands, quand elles veulent régler les moindres détails de la vie des femmes et des hommes, car, il est alors facile de produire et de diffuser en grand nombre des produits adéquats, inutiles et présentés comme nécessaires sinon indispensables.

Pour autant, bien sûr, l'une et l'autre barbe, bien que semblables, sont différentes.

Elles ne disent pas exactement la même chose.

C'est peut-être qu'elles ne sont pas au même point du cycle évoqué par Pasolini, qui, dans ces mêmes années 1970, montre comment un signe sympathique : « les cheveux longs », disant des « choses » plutôt de gauche, finit par dire, selon lui, des « choses » plutôt de droite, sinon d'extrême droite. Bien sûr, Pasolini ne pouvait pas savoir en 1973 que les barbes des ayatollahs finiraient quelques années plus tard par avoir raison des cheveux longs des jeunes bourgeois iraniens qu'il fustige dans ce même texte, et surtout des cheveux des femmes. Il est évident désormais que la barbe fondamentaliste est une barbe devenue fasciste, quand la barbe hipster demeure une barbe plutôt de gauche, mais d'une gauche le plus souvent sans politique. Ce qui est certain, c'est que ni l'une ni l'autre barbe ne peut avoir la prétention d'être une arme contre le capitalisme.

Nous serions donc entrés dans un temps nouveau, un temps qui aurait pour caractéristique principale la « retribalisation » de nos sociétés. Que l'on m'entende bien, il ne s'agit pas ici d'utiliser le mot « tribu » comme une métaphore utile en sociologie, mais, comme la marque culturelle de l'arrêt du mouvement d'individualisation de l'être, mouvement engagé depuis les Lumières ; c’est-à-dire, rien de moins que l'arrêt du mouvement de l'éveil de l'être en tant que sujet dans nos sociétés. Et pour atteindre cet objectif de réification de masse, il y a alliance objective entre les religions et les marchands. Marx dirait, entre « l’opium du peuple » et le capital.

Ce n'est pas la première fois que l’on observe de telles collusions.

Tous les totalitarismes s'y sont essayé. Tous ont commencé par réussir, avant d'échouer. Le problème n’est pas de savoir quand ils vont échouer mais quand !

Et c'est bien là le problème.

Et c'est bien là la question.

Le problème est de savoir que l'on ne vit qu'un temps, qu'un temps donné, et il y a ceux qui ont vécu les temps de guerre, et ceux qui ont vécu les temps de paix.

Il y a ceux qui ont vécu le délitement constant de leurs croyances, de ces croyances qui faisaient leur joie, et ceux qui ont vécu l'espoir et même l'espérance.

Charles Péguy écrivait dans *Notre Jeunesse* que sa génération était la dernière, qu'elle était *l'arrière-garde* et qu'après sa génération, il n'y avait *rien*. Cette jeunesse que Péguy regardait avec inquiétude en 1910, regrettant qu'elle fût sans « mystique » allait quatre années plus tard périr massivement dans les tranchées, avec le même Péguy, d'ailleurs, tué dans les premiers affrontements à quarante-et-un ans.

Pasolini regarde la jeunesse de 1973 avec la même incrédulité inquiète. L'un et l'autre s'en prennent à ce qu'ils nomment ou ne nomment pas « le monde moderne ». Est-ce que cela les place en conséquence, ensemble ou séparément, dans le même camp des réactionnaires ? Passé quarante-ans, quand on regarde le monde et qu'on s'étonne, et qu'on regrette, et qu'on critique, il faut toujours se demander si l'on n'est pas devenu subrepticement réactionnaire.

Réactionnaires ?

Le dictionnaire Larousse donne de ce terme la définition suivante : *qui se montre partisan d'un conservatisme étroit ou d'un retour vers un état social ou politique antérieur*. Péguy regrette la mystique républicaine et Pasolini l'Italie avant le fascisme et la consommation de masse. Cela peut-il suffire à les classer parmi les réactionnaires ? Réactionnaires, Péguy et Pasolini n'auraient pas d'intérêt alors que leurs œuvres recèlent des charmes puissants. C'est donc bien qu'ils s'échappent de cette classification hâtive. Je veux croire pour ma part que ni l'un ni l'autre ne sont véritablement réactionnaires car, ce qu'ils regrettent - et s'agit-il d'ailleurs de regrets - ce n'est pas un état antérieur de la société, mais l'état jamais atteint d'une société mise en mouvement par des idéaux politiques élevés au rang de mystique. L'Italie préfasciste de Pasolini est la Judée-Samarie du premier siècle qu'il filme pour *l'Évangile selon Saint Matthieu*. La France républicaine de Péguy est un phalanstère de Fourier qui pousse sur la terre gorgée du sang des Communards et dans la foi de l'innocence du capitaine Dreyfus. Les deux poètes glorifient le martyre et l'un et l'autre seront sacrifiés et sanctifiés. Péguy et Pasolini, comme le dit ce dernier, entretenaient avec leurs pères un rapport dialectique, dont la jeunesse barbue dans son aliénation consumériste semble avoir abandonné l'ambition.

Le temps passe par spasmes et provoque à notre monde, c'est à dire à nos sociétés, des poussées de modernité, qui sont tout autant de poussées inflammatoires. Ces poussées attaquent, altèrent, détruisent parfois, non pas la culture, comme le pensait Péguy, mais le système culturel, comme système, dans le même sens que l'on donne à *système immunitaire*. Ainsi, il n'est pas juste, et c'est même une erreur flagrante, grossière, que de penser, de penser et d'écrire, que les barbus radicaux qui détruisent les statues de Palmyre le font contre la culture occidentale. Ils le font pareillement contre la culture arabe, contre la culture musulmane, contre l'idée même de culture, contre le système culturel qui révère le passé, le conserve et le montre. Sans compter que s'approprier Palmyre comme un joyau de la *culture occidentale* relève de l'escroquerie

intellectuelle, de l'escroquerie historique, relève d'une pensée coloniale, d'une pensée colonialiste. C'est que ce système culturel, lui, malgré sa marchandisation, entretient avec le consumérisme un rapport dialectique et critique qui ne peut convenir au cléricalisme, qui est lui aussi un consumérisme.

Est-ce que nous avons des raisons d'espérer que cette poussée anti culturelle ne dure pas longtemps ? Sans doute. Péguy ajoute : « Mais enfin c'est pour le temps présent. »

Je ne conclurai pas ce texte comme Pasolini conclut le sien, par une imprécation contre les barbes de toutes sortes, contre l'épilation intégrale, ni même contre les tondeuses. En revanche, il est temps et bien temps de commencer le travail qui fera que nous sortirons plus vite de l'époque dégradante dans laquelle nous vivons. À chacun des spasmes historiques de la modernité, il s'est trouvé des inventeurs de contre-pouvoirs, femmes et hommes qui ont tissé l'avenir avec leurs espoirs et leur espérance et c'est, pour un temps, ceux-ci qui ont gagné. Ils n'ont pas gagné pour leur temps, ni pour notre temps, mais ils ont gagné pour l'histoire, pour notre histoire.

Dans la première page du roman *Aden Arabie*, Paul Nizan, en 1930, se trouve lui aussi confronté aux spasmes historiques de la modernité historique, au commencement de ce terrible spasme d'une modernité terrible. Il écrit alors ceci :

> « À quoi ressemblait notre monde ? II avait l'air du chaos que les Grecs mettaient à l'origine de l'univers dans les nuées de la fabrication. (...) Alors très peu d'hommes se sentaient assez clairvoyants pour débrouiller les forces déjà à l'œuvre derrière les grands débris pourrissants. On ne savait rien de ce qu'il eût fallu savoir : la culture était trop compliquée pour permettre de comprendre autre chose que les rides de la surface. »

Ainsi, pendant ces périodes spasmodiques, de tous les professionnels qui prétendent soigner la société, ne restent face à l'histoire, que ceux qui prophétisent, ne restent que les prophètes, les prophètes vivants.

Pierre OUDART – janvier 2016

Barbie Tahrir

Péguy-Pasolini #02

Péguy, dans *Notre Jeunesse*, veut croire qu'il y a des générations intermédiaires, des générations de passage. Dès l'enfance, je soupçonnais que mes camarades et moi, nés au début des années 1960, serions de ces générations-tampons qui n'ont d'autre choix que d'amortir, douloureusement et parfois cruellement, le choc titanesque des époques. Mais, dès l'enfance aussi, j'éprouvais une difficulté à comprendre, à appréhender, et, dès lors, à utiliser le concept de « génération ». Je me souviens très bien que je demandais aux enseignants de bien vouloir me dire combien d'années durait une génération. Le dictionnaire de l'Académie française dans ses éditions de 1932 et de 1835 évoquait une période de trente années. Celui de 1986 n'en dit plus rien. Combien d'années désormais durent ces générations, empilées les unes sur les autres ?

Nous sommes la génération floue.

Comme dans l'enfance, je ne sais rien de sa durée.

Qu'avons-nous à envier aux générations précédentes et qu'avons-nous à défendre de ce qu'ont connu, promu, sauvé les générations précédentes ?

On répondrait facilement, unanimement, automatiquement : la liberté.

Mais la liberté, c'est plutôt la génération qui précédait la génération précédente qui l'a défendue et qui l'a sauvée.

Mais alors quoi ?

Eh bien, la liberté de mœurs.

Le principal gain, la principale bataille gagnée par ces « chevelus » que brocardait Pasolini, c'est la liberté sexuelle et la liberté de mœurs et, au-delà de toute autre liberté, c'est celle-ci qui est désormais menacée, visée, atteinte, blessée.

Les atteintes nouvelles, dénoncées, nouvellement dénoncées ou pas encore dénoncées, à la liberté de mœurs se manifestent, d'abord subrepticement, puis, soudainement ou non, mais elles se manifestent massivement, contre les femmes. Il faut d'abord contraindre les femmes dans leur liberté pour parvenir à contraindre l'ensemble de la société. C'est une règle immuable des réactions et des fascismes. Les femmes sont à l'avant-garde des victimes des fascismes de tout ordre, et autres intégrismes, fondamentalismes, traditionalismes, etc., qui sont tout autant de fascismes. Je préfère

utiliser le terme « fascisme », certes, au risque de confusions historiques, car, préférer le terme « fascisme » aux autres termes, c'est d'emblée placer le débat et l'enjeu sur un terrain politique, idéologique et économique, plutôt que supposé religieux, culturel, ou pire encore, « civilisationnel ». Ceux qui crient à une guerre des civilisations sont déjà gangrénés par ces mêmes fascismes, quand ils n'en sont pas les acteurs, et leurs propos occultent une vérité autrement plus sérieuse : l'éradication de la civilisation par la consommation mondialisée, normalisée, et cette consommation, comme l'écrivait Pasolini, tend à produire « un monde inexpressif, sans particularismes ni diversités de cultures, un monde parfaitement normalisé et acculturé. » Il faudrait ajouter que dans ce monde « parfaitement normalisé », les femmes et les jeunes filles sont à la maison, strictement, et les petites filles jouent à la poupée et ne font pas de vélo dans la cour. Il suffirait pour s'en convaincre d'aller au rayon des jouets d'un supermarché.

Il faut donc s'arrêter, mieux regarder, mieux considérer, ce qui est fait aux femmes à travers le monde entier, et le considérer globalement, c'est à dire sur l'ensemble du globe, dans un même mouvement, dans un mouvement global. Dans une approche géographique, qui se voudrait une approche culturelle, et qui pour certains, seraient une approche civilisationnelle - ils ne savent pas ce qu'ils disent -, les atteintes aux droits des femmes seraient le privilège odieux et douloureux de certains pays, de certaines zones, de certains quartiers, et pour tout dire, de certaines cultures. Pensée facile sinon douteuse. Certes, là où l'on excise, là où l'on viole, là où l'on séquestre, là où l'on bat, où l'on enlève, ces lieux-là ne sont pas exactement équivalents aux lieux où l'on discrimine sur les salaires et où l'on réserve le rose aux petites filles, tout en leur promettant de supprimer le planning familial quand elles seront grandes. Il ne s'agit pas de dire que toute situation vaut toute situation. Ce serait stupide, et même, ce serait criminel. Mais il s'agit de considérer l'époque comme une époque, c'est à dire comme un tout, dans sa simultanéité. Je ne dis donc pas que c'est la même chose partout et que tout se vaut, par une forme de relativisme imbécile et coupable, mais je dis en revanche que tout cela se passe en même temps et que cela se passe maintenant.

Or, ce qui caractérise aussi cette époque, la nôtre, cette époque intermédiaire noircissante, c'est sa capacité technologique à considérer la simultanéité, la coïncidence, de tout fait avec tout autre fait, sur l'ensemble de la planète. Et, ce que l'on constate sur l'ensemble de la planète, c'est une sorte d'affaiblissement, d'amoindrissement, d'amenuisement de la condition faite aux femmes, et que dans ce vaste mouvement, on trouve tout aussi bien les événements de la place Tahrir du Caire que les poupées Barbie.

Le mot arabe « Tahrir » signifie « Libération ».

Il est désormais connu mondialement pour évoquer la place du même nom, au Caire.

Le 25 janvier 2011, premier jour du rassemblement populaire sur cette place cairote, est considéré comme la date qui marque le commencement du « Printemps arabe ». Dans ce rassemblement, la jeunesse urbaine, celle des téléphones mobiles et des réseaux sociaux se montre pour ce qu'elle est, c'est à dire loin des clichés d'une propagande gouvernementale nassérienne à peine retouchée depuis les années 1950. Par un retournement de l'iconographie, les photographies du peuple rassemblé, agglutiné, rejoignent les tableaux des révolutions des siècles précédents, avant que le terme même de « Révolution » ne soit phagocyté par des régimes autoritaires et corrompus. Le

rassemblement de 2011 est mixte, comme l'étaient les rassemblements révolutionnaires historiques de France ou de Russie.

Le monde, qui adore les soulèvements populaires festifs, célèbre donc avec joie le soulèvement de la place Tahrir.

Deux ans et demi plus tard, en juillet 2013, se tiennent de nouveaux rassemblements contre le successeur du Président Moubarak, le Président Morsi, issu de la confrérie des Frères musulmans. Mais, entre 2011 et 2013, entre le Printemps arabe de la place Tahrir en 2011 et les émeutes de 2013, il s'est produit un basculement historique fondamental. En effet, le quotidien du soir, *Le Monde*, titre, comme ses confrères du monde entier :

> « Égypte : près d'une centaine d'agressions sexuelles sur la place Tahrir ces derniers jours. »

Cette date de juillet 2013 appelle une autre date, celle du 1er janvier 2016, à Cologne, cette fois, en Allemagne, entre la gare et la cathédrale. Le 5 janvier 2016, le même journal titre cette fois :

> « À Cologne, l'agression de dizaines de femmes lors du Nouvel An suscite l'indignation ».

Même s'il est à haut risque, il faut se résoudre au rapprochement de ces trois événements. Même si les commentateurs de l'extrême droite - mais pas seulement de l'extrême droite – effectuent ce même rapprochement comme preuve d'une supposée « guerre de civilisations », il faut faire ce rapprochement. Et je soutiens que c'est stupide et frauduleux d'évoquer une guerre de civilisations quand, de toute évidence, tous les protagonistes de ces scènes, en 2011, en 2013 et en 2016 vivent dans la même civilisation, et j'ajoute, dans la même culture, celle de la consommation globalisée de produits et d'images. Et les imaginaires des uns et des autres sont en contact permanent les uns avec les autres par les productions des industries culturelles massives.

Il faut rapprocher ces trois événements, non pour en tirer je ne sais quelle conclusion absurde et raciste, mais parce qu'ils se passent *en même temps*, et s'accrocher, dans l'analyse, à cette concomitance, et ne pas s'en éloigner.

Une image, une de ces images mondiales, reprise par les médias du monde entier, une de ces images qui naissent parfois sur les réseaux sociaux, retient l'attention : la manifestante de la place Tahrir avec un soutien-gorge bleu, au dénoté violemment explicite. Il faut voir et revoir cette image et la revoir encore pour la dépouiller de son signifié médiatique et la considérer en tant qu'image, et s'interroger vraiment sur sa notoriété. Devenue emblématique de la violence faite aux femmes en Égypte, elle est tout autant le témoignage de la brutalité policière, qui, ce jour-là, s'est exprimée sur les femmes et sur les hommes. La femme est frappée et tirée, c'est à dire comme enlevée, par une troupe d'hommes, certains avec des bâtons dressés. Elle est montrée en tant que proie, déjà blessée, qui sera achevée... et consommée.

Tout cela est bien dans l'image.

Mais, il est loyal d'affirmer aussi que, ce qui a fait le succès de cette image, c'est le soutien-gorge, c'est le soutien-gorge bleu. Ainsi, on peut supposer vraie l'assertion

suivante : cette photo a eu du succès parce que l'on y voit une femme en soutien-gorge. Sous son « abaya », cette femme portait un soutien-gorge.

Faut-il s'en étonner ?

Elle en portait un comme toutes les femmes égyptiennes en portent.

On ne voit pas pourquoi elle n'en aurait pas porté.

Alors, pourquoi ce succès ?

Je vois deux autres niveaux de lecture.

Le premier est d'emblée colonialiste sinon raciste. Sous leurs voiles, les femmes arabes ont des dessous sexy ! Esthétique classique de la houri aux sept voiles, qui entraîne immanquablement vers un second niveau de lecture, qui me semble être celui qui a fait la notoriété de l'image. Quoi ! Ces femmes voilées portent des soutiens-gorge bleus ! Et des jeans ! C'est très excitant ! Peut-être ! Mais alors dans un système iconographique machiste, voire pornographique. L'esthétique de la réception de cette image est une esthétique sexiste machiste. Si l'on évacue le soutien-gorge et le fantasme du soutien-gorge sous le voile, il n'y a pas d'image. Ainsi, cette image fonctionne malgré tout, fonctionne seulement, dans un système sémiologique sexiste et colonialiste. Cette femme violentée malgré tout, et surtout, malgré celui qui la regarde, marque le passage d'une esthétique de la libération des femmes à une esthétique de la soumission des femmes.

Tout cela se passe place Tahrir, la place de la libération.

Considérons ce qu'a été, une esthétique de la libération de la femme.

L'image qui vient à l'esprit, de façon automatique, c'est le tableau de Delacroix où la femme, pour être l'allégorie de la liberté, cette *Liberté guidant le peuple*, n'en est pas moins dépoitraillée. Marianne elle-même, selon les époques et les sculpteurs, est plus ou moins couverte, mais elle a toujours une forte poitrine. Allégorie de la République, mère nourricière, il n'en est pas moins vrai qu'elle a de gros nichons. L'esthétique de la libération n'échappe pas au système sémiologique machiste. Quand il s'agit de femmes, les caractères sexuels secondaires semblent nécessairement primer sur toute autre représentation. C'est d'ailleurs en cela que la proposition sémiologique des Femen est particulièrement subtile. Les Femen sont une prétérition, figure de style que Molière utilisa déjà pour son Tartuffe, lui faisant dire : *couvrez ce sein que je ne saurais voir.* Tartuffe avoue d'ailleurs, puisqu'il continue ainsi : *par de pareils objets les âmes sont blessées / et cela fait venir de coupables pensées*. Les Femen tordent, retournent puis pulvérisent par saturation le système sémiologique machiste qui, quelle que soit la situation, et même quand elle est aussi violente et cruelle que sur la place Tahrir, marchandise le corps de la femme. La femme serait nécessairement réduite à un objet libidinal pour un homme animal ne pouvant réprimer des instincts prédateurs ? Toute femme serait *une salope ?* Les Femen dénoncent le cliché séculaire en le sur jouant et inventant ainsi une esthétique contemporaine de la libération de la femme. Les Femen démontrent que brimer la liberté de mœurs, c'est d'abord brimer la libre sexualité des femmes, libération d'emblée assimilée à la révolution anticléricale et anti bourgeoise.

Et puis est arrivée la nuit de la Saint-Sylvestre 2015.

Les agressions contre des femmes entre la gare et la cathédrale de Cologne ont aussi fait la une des médias.

Elles ont d'emblée constitué un fait politique médiatique, c'est à dire un fait politicien.

Les commentateurs ont vite focalisé leurs commentaires sur la personne de la Chancelière Angela Merkel et sur sa politique d'accueil des réfugiés. Peu ont considéré qu'aborder ces faits par ce biais révélait une manière de voir le monde conforme à une pensée d'extrême droite.

De ce qu'il y a à dire, politiquement, sur ce que l'on appellera désormais l'Affaire de Cologne, il n'y a, je crois, pas mieux que ce qu'a écrit la sociologue Marieme Helie Lucas dans son article « De l'européocentrisme comme cache-sexe, et de l'art de la prestidigitation en politique[1] ». Elle y utilise la méthode fertile de la juxtaposition de faits - des agressions faites aux femmes - qui ne sont ordinairement pas mis en relation par les commentateurs, par peur, par idéologie, par habitude de pensée, par absence de pensée - ce qui est la même chose nous dirait Péguy - par lâcheté, et surtout par nécessité de continuer à propager une pensée machiste colonialiste.

Mais ce qui me frappe, moi, dans cette *Affaire de Cologne*, et ce qui me semble essentiel pour que ces événements *fassent* affaire, c'est l'absence d'images. Alors que tout ce qui se passe sur la planète semble être photographié et filmé en permanence par des téléphones mobiles, par des caméras de surveillance, par des drones, dans cette affaire-là, qui nous occupe et qui nous préoccupe, il n'y a pas d'images, il n'y a que des illustrations. Dans une société saturée d'images, l'absence d'images provoque en conséquence un trouble terrible, et surtout, laisse entièrement la place au fantasme.

Quelle image fantasmatique se substitue à l'image absente ?

Soudain, se dresse une scène orgiaque où des milliers d'hommes basanés en rut prennent à l'entrejambe et violent sur le parvis d'une cathédrale gothique des femmes blondes juchées sur des talons aiguille.

Cela excite qui ?

Cette image fantasmatique de la nuit de Cologne excite qui ?

Politiquement ?

Sexuellement ?

Elle naît de quelle industrie de l'image ?

Répondre à cette question, ce serait commencer à comprendre, non les faits, qui sont les faits, et que très largement j'ignore, mais l'impact fantasmatique de ces faits sur le corps social tels que retranscrits dans les médias. Quoi qu'il se soit passé cette nuit-là à Cologne, qu'il s'agisse ou non d'un complot de l'extrême-droite allemande alliée à une mafia locale afin de stigmatiser les réfugiés, ou qu'il s'agisse de crimes crapuleux précédés d'attouchements sexuels pouvant aller jusqu'au viol, commis par des hommes frustes et

[1] http://www.siawi.org/article10591.html

frustrés, il me paraît pour autant évident que l'image fantasmatique produite sur le corps social par les médias, image d'autant plus prégnante qu'elle ne se confronte à aucune autre image, il me paraît évident donc, que cette image fantasmatique est une image pornographique.

Il ne s'agit pas là d'un jugement moral, mais d'un propos critique.

Cette image médiatique présente mais absente est une image pornographique calquée sur les images pornographiques produites par l'industrie mondiale de la pornographie en ligne. Car, la mondialisation est aussi la mondialisation de la pornographie. L'uniformisation des modes de consommation, c'est aussi l'uniformisation de la sexualité comme consommation, donc l'uniformisation du fantasme, et ce fantasme est d'abord un fantasme masculin machiste. Dans l'imagerie pornographique, l'homme basané, arabe ou « latino », est sexuellement surpuissant, et la femme, blonde et épilée intégralement, une salope à qui l'on doit faire subir les derniers outrages. Depuis l'adolescence, à travers le monde entier, cette imagerie délétère est consommée en masse. Elle influe sur la sexualité. Elle influe sur l'économie libidinale des peuples. Elle vient avec *l'affaire de Cologne* de démontrer qu'elle peut aussi faire irruption dans l'économie politique d'un peuple. Une enquête[2] publiée par l'institut de sondages IFOP en avril 2014 révèle cette aliénation du fantasme par l'industrie pornographique et souligne que c'est sur les jeunes que cet impact est le plus fort. La conclusion de l'étude est limpide :

> « La consommation de pornographie en ligne est devenue un phénomène de masse dont l'impact sur la sexualité des Français ne se limite pas qu'au visionnage passif d'images pornographiques. Source de fantasmes et de diversification du plaisir conjugal, cette forme de production culturelle influence directement la vie sexuelle des Français : la forme de leurs rapports mais aussi de leurs organes sexuels semblant de plus en plus influencée par les codes et les scénographies de la pornographie. Indissociable d'un univers pornographique qui l'a popularisée ces dernières années, la pratique de l'épilation totale des poils pubiens illustre plus que toute autre l'influence de la culture « porn » et notamment sa capacité à imposer ses représentations du corps aux catégories les plus jeunes de la population. »

Mais, ce qui est encore plus surprenant, c'est que le commanditaire du sondage n'est pas une ligue de vertu, une association familiale religieuse, ou toute autre personne morale voulant pousser un cri d'alarme, mais une entreprise qui diffuse en ligne des films pornographiques et qui veut sans doute ainsi attester pour ses actionnaires du marché porteur sur lequel elle est assise. Une autre étude[3] réalisée par Similarweb, entreprise spécialisée dans l'étude du Web, souligne l'importance de la consommation de pornographie en ligne dans les pays arabes et place l'Irak et l'Égypte en tête du classement mondial pour la part du flux internet vers ce type de sites. Qu'en conclure ? Que les Arabes sont des obsédés sexuels ? Il faudrait alors aussi conclure que les indigènes d'Amérique étaient des alcooliques en puissance avant l'arrivée des occidentaux. Ce qui se passe me semble en effet de même nature. De la même façon que les Européens ont importé en

[2] http://www.ifop.com/?option=com_publication&type=poll&id=2609
[3] http://izitech.ma/2015/03/24/arabe-top-10-consommation-contenu-x/

Amérique l'alcoolisme et la syphilis, l'Occident importe dans ses colonies économiques des fantasmes dévoyés qui ont pour première vertu de doper la consommation, toute la consommation. Les imprécations des imams contre la masturbation n'y font sans doute rien, sinon accroître la culpabilité jusqu'à la morbidité.

Les événements de la place Tahrir du Caire en 2011, puis ceux, sur la même place en 2013, et enfin ceux de Cologne début 2016 marquent un changement d'époque, le basculement de l'époque. Les technocrates aiment à inventer des indicateurs sociaux. La dangerosité de l'espace public pour tout ou partie de la population est un de ces indicateurs, que l'on nomme « sécurité ». La dangerosité de ce même espace public pour la catégorie de la population « femme » est un sous-indicateur du premier. Le plus souvent, cet indicateur et ce sous-indicateur sont quantitatifs : nombre de crimes et de délits. Mais, cet indicateur peut aussi être qualitatif. Or, la qualité de l'espace public pour les femmes se dégrade singulièrement partout sur la planète. Est-ce une question de religions ? Est-ce l'Islam ? En apparence, certainement. Ce serait sot de nier que le retour des intégrismes musulmans dans des pays qui avaient connu des périodes où l'esthétique de la libération des femmes avait primé entraîne mécaniquement une dégradation de la qualité de vie des femmes dans l'espace public. Mustapha Kemal en Turquie, Gamal Abdel Nasser en Égypte ou encore Habib Bourguiba en Tunisie ont tous trois pris position contre le voile islamique. C'est que leur régime était d'inspiration marxiste, et que les marxistes ont toujours jugé que la lutte contre le cléricalisme passait par la libération des femmes de ce même cléricalisme. Mais, il faut bien considérer qu'au-delà des religions, bien au-delà, et de façon massive, ce qui joue contre les femmes et qui se joue contre elles, c'est l'assignation à une consommation « genrée » dont elles finissent pas être l'objet même, ce que Freud aurait appelé une réification de masse. Charles Péguy écrivait « il y a pour les peuples modernes de grandes vagues de crises (...) Et il y a des paliers, plus ou moins longs, des calmes, des bonaces qui apaisent tout un temps plus ou moins long. Il y a les époques et il y a les périodes. » Nous serions donc entrés dans une époque, dans une crise. Mais, il y a des crises qui portent des libérations, d'autres qui portent des aliénations, des réifications. 1848, le Printemps des peuples, était une crise de libération. La crise des années trente était porteuse de la plus douloureuse vague de réification des peuples que la civilisation ait connue. Celle des années soixante se voulait une libération. Force est de constater que les crises de réification ne sont jamais favorables à la condition des femmes. En prenant les choses à rebours, on peut même considérer que la condition faite aux femmes en temps de crise est un indicateur du type d'époque où l'on se trouve, où l'on bascule. Ce que nous dit la succession des événements de 2011 à 2016, c'est que l'on a espéré un Printemps des peuples, qui s'est appelé Printemps arabe et que ce printemps, dès 2013, s'était refermé dans la nuit de la réification des masses, la nuit de la réification massive, ce que 2015 aura confirmé de la façon la plus violente qui soit.

À qui profite le crime ?

Qui a intérêt à ce que le patriarcat demeure, voire qu'il se renforce ?

Qui a intérêt à présenter l'organisation patriarcale violente de la société comme l'état naturel de la société et la libération des femmes, et donc la libération des mœurs, comme une perversion ?

Trouver le bénéficiaire, c'est trouver le coupable.

En 1973, Pasolini commente l'émoi que suscitent dans la presse italienne les slogans publicitaires pour des jeans de marque « Jesus » : « Tu n'auras pas d'autre jean que moi » et « Qui m'aime me suive ». Certains ont feint de croire que Pasolini était devenu réactionnaire. Au sens premier du terme, c'est à dire, en un sens anhistorique, c'est vrai. Pasolini réagit, non pas au supposé blasphème, mais à la sécularisation de la société par la consommation et par son bréviaire publicitaire. En 2015, le mot « blasphème » évoque d'autres événements que les imprécations convenues d'un quotidien catholique. Aucun commando n'était alors venu assassiner les créatifs de l'agence de publicité. Mais, cette publicité s'inscrivait dans un contexte général de libéralisation des mœurs, mais aussi dans celui où la comédie musicale « Jesus-Christ Superstar » soulignait la compatibilité des évangiles avec la culture « Peace & Love » - ou l'inverse -. Avec le recul de quarante années, on peut aussi penser que Pasolini avait raison de voir un coup de force de la consommation, mais que ce coup de force disait plutôt aux Italiens que la consommation est compatible avec le catholicisme, comme le sont aussi les lazzi machistes et la marchandisation du corps féminin. Le véritable blasphème aurait été d'appeler les jeans en question « Marie » et d'utiliser un slogan lié au culte marial. La société italienne se serait embrasée de cette insulte faite à la Sainte Mère, donc à toutes les mères italiennes. Car, c'est aussi un point commun des cultures patriarcales que de sanctifier la maternité tout en aliénant les femmes.

« Toutes sauf ma mère » dit aussi le slogan des jeans Jesus.

Jusque dans les années soixante, les petites filles jouaient avec des poupées qui étaient des poupons, qui étaient des bambins. Puis apparaît la poupée-mannequin, qui est une poupée au corps d'adulte. Si le modèle le plus célèbre de ces poupées est la poupée Barbie, la première est née en Allemagne, près de Nuremberg, associée au journal Bild, sous le nom de *Bild Lilli*, à la fin des années cinquante. Mais à cette époque, Nuremberg était en zone américaine. Ce n'était pas la première poupée à corps d'adulte de l'histoire de la poupée, mais c'était la première de l'histoire de la consommation de masse. Avec la poupée-mannequin, la petite fille - car ce sont les petites filles qui sont assignées à jouer à la poupée - passeraient d'un apprentissage du statut de mère, qui pouponne, à l'apprentissage du statut de femme.

Pas vraiment ! Car Barbie, même dotée d'un Ken, n'a pas de sexualité car, tout autant que Ken, elle est dépourvue d'organes génitaux.

Barbie, tout autant que Ken, n'a que des caractères sexuels secondaires, mais ceux-ci sont surdimensionnés : la taille mannequin, les cheveux longs et, à l'origine, blonds, et la forte poitrine des starlettes de ces mêmes années.

Quel apprentissage s'agit-il alors de proposer aux petites filles ?

Celui de consommatrice.

Barbie va évoluer avec le temps qui passe. Elle va exercer de nombreux métiers. Elle va devenir noire et asiatique. Le fabricant Fulla produira un modèle voilé qu'il ne sera pas possible de déshabiller. Barbie abandonnera même, et c'est tout récent, ses formes impossibles, accusées d'encourager l'anorexie des adolescentes, pour des formes plus rondes. Mais deux choses ne changent pas : Barbie consomme et n'a pas d'organes sexuels. Elle peut avoir une vie maritale, affective. Barbie peut faire semblant

d'embrasser. Elle peut dormir avec Ken. Il ne se passera rien. La femme idéale est une femme blonde, épilée intégralement, sans organes sexuels et que l'on trouve au supermarché, avec un voile ou non. Ainsi, entre les photographies de la place Tahrir de 2011 et la photographie dite « du soutien-gorge bleu » de 2013, il y a ce basculement esthétique, qui est un basculement politique. En 2011, les femmes de la place Tahrir sont photographiées dans une esthétique de la libération, c'est à dire une esthétique révolutionnaire qui renvoie à la peinture académique française du dix-neuvième siècle, puis à la peinture et à la photographie soviétiques. La photographie de 2013 est polysémique, mais ce qu'elle dit *aussi*, c'est que la consommation est sous la burqa, que Barbie est là, *aussi*, assumant une forme de totalité qui est un totalitarisme. Les slogans de la marque de jeans « Jesus », en 1973, plagiaient les commandements bibliques. Plus de quarante ans plus tard, la consommation comme nouvelle idole mondiale semble ajouter un onzième commandement, fatal, qui serait : « Tu ne m'échapperas point ».

Au moment de refermer ce texte, je me souviens de ce que la femme de l'un des terroristes des attentats de Paris de novembre 2015 racontait à l'une de ses amies pour vanter sa vie à Mossoul, en Irak. Elle y décrivait des objets de consommation courante, un confort « moderne ». Que voulait-elle dire vraiment ? Peut-être qu'il n'y avait rien d'exotique à vivre à Mossoul, que cela ressemblait à la vie dans une banlieue de n'importe quelle ville européenne, que, même en Irak, la consommation ne l'avait pas quittée. Et j'imagine cette femme, cette jeune femme, tout aussi endoctrinée que son compagnon kamikaze, attendant toute la journée sur un mauvais canapé dans un appartement poussiéreux, gardant en souvenir, sous son voile intégral, un soutien-gorge bleu, acheté dans le souk, dans une boucle terrible qu'elle ne perçoit plus.

Pierre OUDART – février 2016

Réactionnaires 2.0

Péguy-Pasolini #03a

En 2013, l'espace public français a été le théâtre de manifestations, parfois violentes, contre la loi en discussion au parlement devant permettre à des couples de même sexe de se marier dans les mêmes conditions et en acquérant les mêmes droits qu'un couple de sexes opposés. Une grande partie de la droite et de l'extrême droite s'est alors mobilisée contre cette loi par des formes d'exhibition urbaines qui reprenaient dans une forme de pastiche les codes des manifestations « de gauche ». On a vu ainsi apparaître des drapeaux, des chansons, la reprise de slogans alors à la mode, comme le fameux « dégage ! » qui avait fait fortune pendant les Printemps arabe, ou encore l'éternel « On lâche rien ! ». « Sitting », installation de tentes « façon canal Saint-Martin », des jeunes faisant le « pogo » en scandant « Taubira, t'es foutue, les Français sont dans la rue ! »… Une vidéo explicite d'ailleurs cette tactique sémiotique, tentant de relier ces bouffonneries au Printemps de Prague en 1968, Solidarnosc en 1980, Tian Anmen en 1989, et, bien sûr, au Printemps arabe de 2011. Il est intéressant de remarquer que le mouvement prend ainsi en otage un appareil sémiotique, celui de la manifestation de rue, avec son matériel, ses codes, sa chorégraphie, et le retourne à son profit.

Bien sûr, il n'aura pas fallu plus d'une ou deux manifestations de ce type pour que le mouvement apparaisse pour ce qu'il est : conservateur, réactionnaire et abritant en son sein des groupes fascistes, racistes et antisémites. Derrière les hymnes et les chants des *Journées mondiales de la jeunesse*, on a ainsi pu entendre les vieux slogans de l'ignoble, ceux-là même dont on croyait qu'on ne les entendrait plus jamais sur les boulevards parisiens. Comme l'affirme le dicton populaire : « chassez le naturel… »

Ce qui a permis ce retournement sémiotique, c'est notre habitude de penser la manifestation de rue comme étant plutôt « de gauche », manifestation d'ailleurs comprise comme une des formes privilégiées de la révolution. Or, l'école nous a appris à considérer la révolution comme une chose « de gauche », c'est à dire, comme apportant le progrès, et luttant contre la tyrannie. En adoptant le terme « Printemps français », les manifestants de 2013 s'inscrivaient d'ailleurs dans une logique révolutionnaire. Qu'elle soit crédible ou non est une autre affaire.

Il n'en reste pas moins que, dans nos imaginaires, la révolution est « de gauche ».

Le révolutionnaire peut être sanguinaire, il n'en est pas moins progressiste.

À mieux y regarder, rien n'est moins certain.

La révolution n'est pas toujours de gauche. Le peuple, ou une partie du peuple, peut tout aussi bien se livrer à une révolution de droite, et parfois pieds et poings liés. Cette

habitude de penser la révolution comme apportant nécessairement un état meilleur pour le peuple est d'ailleurs à l'origine d'erreurs répétées dans l'interprétation des faits historiques.

En 1973, Pasolini dénonçait la société de consommation et l'installation du capitalisme libéral en Italie comme étant « La première Révolution de droite ». Il avait peut-être raison pour l'Italie. Mais, en France, Péguy, au tournant du siècle, avait été confronté à des forces révolutionnaires de droite et les avait combattues pendant l'Affaire Dreyfus. Il s'agissait alors de forces politiques réactionnaires et revanchardes souvent d'inspiration monarchiste, voire bonapartiste. On peut d'ailleurs considérer que « la Manif pour tous » est un lointain surgeon de cette extrême-droite préfasciste du début du 20ème siècle. On remarquera d'ailleurs qu'elle n'hésite pas à mêler les époques, accusant presque la gauche d'aujourd'hui d'avoir assassiné Marie-Antoinette, pire de l'assassiner de nouveau avec une œuvre d'art installée dans les jardins de Versailles. Il est vrai que cette même gauche peut, quant à elle, s'écharper encore sur la véritable nature de Robespierre.

Peu de temps après la mort de Pasolini commençait la révolution iranienne. Une partie de la classe politique française, notamment à gauche, lui appliquait alors sa grille de lecture habituelle. Si le shah était capitaliste et allié avec les États-Unis, il était donc de droite, et si Khomeiny était contre le shah et révolutionnaire, c'est qu'il était de gauche. Il allait donc de soi, si l'on était de gauche, d'être contre le shah et en faveur de Khomeiny, ce Khomeiny si familier qui partageait alors Neauphle le Château avec Marguerite Duras et que certains appelaient alors le Gandhi iranien. Aujourd'hui, le régime iranien n'est plus perçu comme « de gauche » depuis longtemps, ni par la gauche française, ni par la droite, d'ailleurs. C'est qu'une autre grille de lecture est appliquée : régime clérical versus démocratie laïque. Une dictature cléricale ne peut pas être de gauche. Une dictature laïque, oui. Tant qu'il y a Cuba… « Les Printemps arabes », quant à eux, ont d'emblée été perçus comme « de gauche », car ils se dressaient contre des régimes corrompus dictatoriaux, et n'étant pas mus par le cléricalisme. Mais l'étaient-ils vraiment ?

Puisque les réactionnaires, ceux que j'appelle les « réactionnaires 2.0 », activistes de l'internet, utilisent en les retournant à leur profit les codes de « la gauche » tels qu'installés dans nos imaginaires depuis cent-cinquante ans, il est logique et loyal que des groupes anti-réactionnaires utilisent eux aussi cette tactique du retournement. Le groupe, qui, à l'évidence, utilise le plus efficacement cette tactique du détournement sémiotique et du retournement sémiotique, ce sont les Femen. Les Femen se dénudent pour dénoncer la marchandisation du corps féminin. Elles simulent une pendaison pour vilipender l'exécution des prisonniers en Iran.

Pour autant, leur retournement me semble d'une autre nature que les singeries des bouffons de « la Manif pour tous ». Ce que posent les Femen dans l'espace public, c'est une performance qui, par sa littéralité, dépasse le cadre de l'interprétation, de la dénonciation et même de la révolte pour dire : « voyez, c'est comme cela que ça se passe ! Vous ne pouvez plus l'ignorer ! ».

Les Femen ne démontrent pas, elles montrent.

Elles utilisent la littéralité comme arme, et c'est ce qui fait leur force.

Il n'est en fait pas si facile de savoir si un mouvement insurrectionnel est progressiste ou non. En effet, tous se présentent face au peuple en brandissant l'étendard de la « libération ». Aucun d'entre eux ne proclame d'emblée son intention d'asservir le peuple. Cependant, il existe un test qui trompe rarement, celui de la littéralité. Il suffit en effet d'observer, de scruter, d'analyser les relations que ces mouvements entretiennent avec la littéralité pour déceler leur véritable nature. Ceux qui maîtrisent la littéralité et en jouent ont plus de chance d'être vraiment progressistes quand ceux qui croyant en jouer en sont le jouet ne sont très certainement que réactionnaires.

Pierre OUDART – février 2016

Littéralité – littéralité – tabou

Péguy-Pasolini #3b

En cette période de crise, en cette période de grand tourment, on doit constater la modification du système sémiotique, de l'espace commun des échanges sémantiques. Notre société, comme à d'autres époques, a mal à ses signes et l'un des symptômes de ce mal semble bien être une modification du rapport à la littéralité.

On pourrait, dans un premier mouvement de pensée, croire que c'est de la littéralité que vient le problème, du fait que les gens prendraient « les choses au pied de la lettre », se défaisant de leur droit à l'interprétation des signifiants, connotations, allusions, contextes, etc. Dans le champ des religions, cette modification du rapport à la littéralité et cette torsion produit les fondamentalismes cléricaux totalitaires, tels que l'Inquisition et le salafisme. Mésusage de la littéralité de la liberté de commerce et du marché dans le champ de l'économie, et cela produit le libéralisme déshumanisé et sans culture.

Ce serait pourtant une erreur.

Le mal, ce n'est pas la littéralité, mais c'est bien de vouloir faire jouer à la littéralité dans la société un rôle qu'elle ne peut pas prendre, qu'elle ne doit pas prendre. Elle est, comme la langue pour Esope, la meilleure et la pire des choses.

Si une société entièrement littérale serait à l'évidence une société entièrement bloquée, où les échanges sémantiques communs ne pourraient plus s'effectuer, ce n'est pas à cause de la littéralité mais parce que l'ordinaire des échanges sémantiques s'effectue et doit s'effectuer sans avoir jamais recours à la littéralité. Tout énoncé visant à communiquer s'effectue dans la mise en tension d'un dénoté et d'un connoté, mais le dénoté n'est pas la littéralité. Il y a déjà du langage.

La littéralité, en tant qu'elle relève du réel, et non de la communication, est à la fois désirée, sacrée et interdite, c'est-à-dire tabou.

C'est de cette confusion entre ce qui est littéral et ce qui relève de l'échange sémantique que pourrait bien provenir l'essentiel des malentendus qui conduisent aux troubles sociaux que nous connaissons.

En 1966, Frank Stella, dans une interview croisée avec Donald Judd, dit de sa peinture : « ce que vous voyez est ce que vous voyez. ». Et la phrase est restée célèbre. Il ajoute : « c'est vraiment quelque chose si vous pouvez tirer une sensation visuelle agréable, ou penser que ça vaut le coup d'être regardé... ».

Cinquante ans auparavant, Gertrud Stein avait fait le même chemin avec : « A rose is a rose is a rose », qui est sans doute l'une des phrases les plus abouties de la poésie de langue anglaise.

Et, en fait, il en va de même des textes sacrés.

Aux fondamentalistes d'aujourd'hui qui prétendent lire le texte au pied de la lettre, que ce texte soit Bible ou Coran, d'autres lecteurs opposent la littéralité de la forme du texte sacré. Si le verset 7 de la sourate 3 du Coran dit : « nul autre qu'Allah ne connaît l'interprétation du Coran », ce verset ne conduit pas automatiquement à accepter la lapidation des femmes. Il peut aussi dire que le texte est d'abord un chant qu'il convient de percevoir comme expression intangible et ineffable de l'Esprit Saint. Quant aux évangiles, ils dénoncent en permanence les mauvaises lectures littérales de la Bible, et sauvent de la lapidation la femme adultère. Ils n'empêchèrent cependant pas qu'on brûlât les sorcières.

Ce qui est difficile, avec la littéralité, c'est qu'elle est totem et tabou, tout à la fois servage et libération de la pensée, aussi, manifestation du pur esprit.

Mais les troubles de la littéralité ne s'expriment pas que dans les conflits religieux. En tant que tabou, elle est désirable, et les industries de divertissement aiment penser y accéder et la présenter. Ce faisant, elles y échouent implacablement.

Fin janvier 2016, une de ces émissions télévisées qui sont des émissions d'avilissement des masses en a fait la démonstration. C'était prévisible, car, une émission qui vise à divertir en jouant sur les plus bas instincts ne peut atteindre à la littéralité et demeure au stade du graveleux. Elle est immédiatement comme rattrapée par le sens.

Il s'agissait de l'émission « Touche pas à mon poste ». Les animateurs y ont des rôles assignés. Parmi ceux-ci, un bellâtre blond, une sorte de « Ken » de poupée Barbie, avec quelque chose d'un peu efféminé - mais pas trop - tient le rôle, consenti, de souffre-douleur. Dans un des épisodes, il s'est agi d'illustrer - littéralement donc - l'expression argotique : « avoir le cul bordé de nouilles ». Il s'en est suivi que l'on a versé des nouilles crues dans le caleçon du beau gosse blond, le tout sur fond de gloussements sur-joués et suraigus de l'animateur vedette. Le seul visionnage de la scène met mal à l'aise, fait – littéralement – peine à voir.

Quelques jours plus tard, un chroniqueur radiophonique, sérieux et bien intentionné, a qualifié tout cela de comble de l'abjection. Les animateurs incriminés se sont alors défendus sur différents plateaux télévisés. La grande machine télévisuelle se nourrissant d'elle-même, ils ont eu tout loisir de le faire : il ne s'agissait que d'une plaisanterie ; alors, si l'on ne peut même plus rigoler à la télé !

Le chroniqueur avait pourtant raison, mais, le schème d'avilissement qu'il a décelé est encore plus fort que ce qu'il a cru.

Peu importe ce que l'émission voulait montrer !

Puisque il s'agissait de littéralité, prenons l'émission au mot : nous y voyons ce que nous y voyons. Or, montrer un homme qui se fait verser des nouilles dans son caleçon est avilissant pour celui qui le subit, celui qui le fait, celui qui le regarde.

Mais il n’est pas question ici, en fait, de littéralité.

Le sens s'est vengé.

Étudions l’extraction de cette expression dérangeante : « avoir la cul bordé de nouilles ». En argot, « nouille » signifie le sexe masculin. L'expression en question désignerait un homme qui se fait sodomiser par d'autres hommes, en prison, car il s'agirait ici de l'argot carcéral parisien. Cet homme serait supposé avoir de la chance, car, grâce à son consentement, il serait de ce fait protégé par les caïds – dominateurs donc sodomites -. Revue sous cet éclairage, la scène prend un autre sens qui est son véritable sens. La scène dit : « les blonds sont des enculés. ». Et cela fait bien rire les autres, qui sont bruns, et exemptés des derniers outrages. J'exagère. Non. L'animateur blond, juste avant la scène de littéralité dévoyée, lâche : ah non, j'en ai déjà assez dans le cul ! Comme quoi il avait, lui, bien compris ce qui se jouait. Littéralité et métaphore se sont alliées contre la bêtise.

C’est que les protagonistes de cette émission télévisée ont méconnu les subtilités de l'agencement d'un axe sémantique essentiel, l'axe des connotés, par lequel circulent les métaphores. Il n'est pas possible dans le cadre des échanges sémantiques communs de contrôler entièrement la part de métaphore d’un message. On peut même penser, en utilisant le vocabulaire de la biologie, que dans chaque message, il y a des traces de métaphore. Il n'est donc pas possible d'éradiquer la part d'incertitude et de malentendu qu'il y a dans chaque échange sémantique. C'est bien ce que déplorent les pouvoirs, tous les pouvoirs, qui voudraient des énoncés parfaitement exacts.

Tout échange sémantique, linguistique ou iconique, a sa part d'ambiguïté, qui est la part d'interprétation des locuteurs, des regardeurs. On peut d'ailleurs penser que tout échange sémantique est sujet à malentendu. J'émets un message, sans savoir parfaitement ce que j'émets, sans maîtriser entièrement le sens de mon message, parole, texte, images... et l'autre le reçoit, mais je ne sais pas bien non plus ce qu'il en perçoit. Ce qui fait que, pour autant, mon message ne va pas complètement s'évanouir, complètement s'auto détruire, c'est le partage, avec le récepteur, d'un vocabulaire, d'une syntaxe, et, au-delà, de codes qui vont régler les écarts possibles ou non avec la littéralité du message.

En fait, ce qui fait que le message demeure porteur de sens, qu'il est actif, qu'il est productif d'échanges sémantiques, c'est le fait culturel.

Je peux comprendre à peu près l'autre bien qu'il soit autre, car, je baigne avec lui dans une même culture. Plus l'échange sémantique s'effectue dans la liberté, dans la confiance, plus je peux m'écarter de la littéralité du message et interpréter l'autre. Plus l'échange est contraint par une situation sociale de pouvoir, plus je suis aux ordres de cette situation, moins je peux, moins je m'autorise à exercer ma capacité d'interprétation. Un ordre, pour fonctionner comme ordre, doit être univoque. Un ordre soumis à interprétation est inefficace en tant qu'ordre. Eh bien, je prétends que nous vivons une période où les forces cléricales et les forces marchandes, et les forces politiques qui sont à la solde des

premières et des secondes, ont pour but et ont pour ambition de restreindre les capacités d'interprétation des peuples, de les empêcher tout à la fois de s'éloigner de la littéralité des messages et de manipuler la littéralité comme voie d'accès au réel, pour des raisons qui peuvent sembler parfois antinomiques mais qui sont en fait équivalentes.

La capacité d'interpréter est profondément liée aux libertés, individuelles et collectives. Le chemin des humanités et des humanismes a en effet entièrement ouvert le champ des possibles de l'interprétation. Ainsi, pour l'humaniste, tout s'interprète, tout se critique, tout se pèse, jusques et y compris sa propre identité sociale, économique, sexuelle.

Dès lors, il paraît évident que ce refus généralisé de la détermination scandalise et inquiète ceux qui *ont quelque chose à vendre*, que ce qu'ils aient à vendre soit un dogme, une doctrine ou un bien de consommation. Réduire le champ de l'interprétation, contrôler la littéralité, c'est d'emblée placer l'échange sémantique dans le champ de l'injonction. Ce qui s'échange alors, ce n'est pas du sens, c'est du pouvoir, où un dominant, qui possède le sens, l'impose à un dominé, qui n'a d'autre choix que de l'acheter et de s'y soumettre.

Dans cette prise de contrôle, l'art est évidemment l'une des premières cibles.

L'art échappe au jeu des échanges sémantiques communs.

L'art n'est pas injonction.

L'art n'est pas soumis à interprétation.

Ce qui rend le signe artistique, quel qu'en soit le médium, spécifique parmi les autres signes, c'est qu'il ne poursuit aucun objectif dès lors qu'il est émis. Tous les autres messages ont un but. Il n'y a pas de message gratuit. Chacun d'entre eux déclenche des fonctions sémantiques qui veulent agir directement sur l'autre et prétendent au réel, avec plus ou moins d'intensité. De l'énoncé performatif « je déclare la séance ouverte », à l'énoncé en apparence descriptif mais signifiant un souhait « la fenêtre est fermée » pour « ouvre la fenêtre », en passant par l'incontournable « je t'aime » dont le sens n'a jamais clairement été établi, toute émission de signe veut atteindre l'autre et interagir avec le réel, sinon le modifier. C'est en cela que la publicité, qui a pour objectif de « faire acheter », est une sorte d'industrialisation du langage à des fins mercantiles, de colonisation des imaginaires sémantiques au profit de la consommation.

L'œuvre d'art, elle, n'a rien à vendre et ne délivre aucun message, ou alors, par surcroît.

Ainsi, il me semble légitime d'écrire, légitime de penser, légitime de croire que la qualité du signal émis par l'œuvre d'art, par le geste artistique, sa qualité et sa pureté, dans cette extrême impossibilité de tout retour de ce signal, de toute réciprocité, est justement ce qui fait l'art, ce qui fait art, et ce qui rend l'art désirable, mais irréductible à tous les pouvoirs. Le signal artistique, émanant de la littéralité et bouclant sur la littéralité, échappe au champ de force créé par la mise en tension du dénoté et du connoté, échappe donc au champ des échanges sémantiques communs. Par là-même, il agglutine contre lui tous ceux qui n'ont d'intérêt que dans le jeu de ces mêmes échanges sémantiques communs, qui sont l'aire d'installation de tous les pouvoirs. L'art a donc contre lui tous ceux qui font de la politique et qui ont abandonné la mystique, aurait pu dire Péguy. Car,

quand Péguy dit que tout commence en mystique et tout finit en politique, il ne dit en fait pas autre chose. La République, le suffrage universel, la démocratie comme œuvres, sont de l'ordre de la mystique, donc de la littéralité, quand leur mise en œuvre ne peut être, par dégradations successives, que de l'ordre de la politique. Et qu'est-ce alors que la politique ? L'expression d'une volonté de pouvoir par la maîtrise des échanges sémantiques, puis par la soumission des échanges sémantiques.

Dès lors que l'on a posé ceci, les combats féroces autour de la littéralité s'éclairent.

Quand les fondamentalistes iconophobes détruisent des œuvres et assassinent des artistes, ils le font car, selon eux, rien ne doit venir concurrencer le signal sans retour qu'est la parole divine révélée. Ils se placent cependant dans une aporie théologique, puisque par ces actes, ils admettent une concurrence possible qui serait celle de l'art. Ils sont rattrapés par l'amphibologie du tabou, qui signifie tout autant l'interdit que le sacré. Car, le tabou, interdit et sacré, n'est autre que littéralité. Ceux qui détruisent une œuvre d'art au prétexte qu'elle est blasphématoire commettent précisément l'erreur qu'ils croient combattre, c'est à dire celle de fétichiser la parole divine, et, dès lors, commettent l'erreur de la faire entrer dans le champ des échanges sémantiques, champ qui n'est pas celui de la prophétie. Celui qui proclame que Dieu est tout puissant, et qui le croit, ne peut rien opposer à cette toute puissance, ne peut rien lui comparer et s'il le fait, commet alors ce que l'Islam appelle le péché « d'association », péché capital qui consiste à associer Dieu à toute autre figure. En détruisant un temple de Palmyre, les fondamentalistes détruisent quelques pierres, mais réactivent surtout ce temple comme temple. En effet, s'ils le détruisent en tant que temple, c'est donc que c'est un temple, et qu'il est donc sacré. Mais s'ils le reconnaissent comme temple, c'est donc qu'ils associent le Dieu unique, à un autre dieu jadis vénéré dans ce temple. Sinon, ce n'est pas un temple, et il n'y a donc aucune raison de le détruire comme tel. Les voilà pris eux aussi par l'ambivalence implacable du tabou qui se renverse de l'interdit vers le sacré. Il en va bien sûr de même des statues du Bouddha de Bamyan. En les détruisant, les islamistes ont reconnu leur caractère sacré et les ont d'ailleurs fait croître comme tels dans l'imaginaire mondial, comme personne n'aurait pu les faire croître auparavant en tant qu'objets sacrés.

Il en va de même des contempteurs de l'art contemporain, qui, fustigeant cette création de leur temps qu'ils exècrent, commettent une double erreur.

La première est de considérer l'œuvre comme partie prenante des échanges sémantiques communs, c'est à dire comme active dans le champ sémantique créé par la mise en tension entre un dénoté et un connoté. Supposons une bouilloire, hors du champ de l'art, elle n'a quasiment pas de littéralité. Elle n'existe que par son usage, ou même, par l'intention dont elle est investie. Dès lors, l'image de la bouilloire, par exemple, l'image publicitaire, sera chargée de connoté. L'énoncé : « Prends la bouilloire ! » ne se comprend pas en dehors de tout connoté. Supposons maintenant une bouilloire comme œuvre d'art. Elle ne sert pas. Elle ne sert à rien. L'appréhender comme œuvre, c'est directement considérer sa littéralité, sans passer par le dénoté, ni par le connoté. « Ce que vous voyez est ce que vous voyez » nous a enseigné Franck Stella. Bien sûr, libre au regardeur de laisser aller son imagination, sa capacité narrative. Mais cela n'aura rien à voir avec la bouilloire en tant qu'œuvre d'art.

La seconde erreur, à supposer qu'il n'y en ait que deux, est équivalente à celle des fondamentalistes de tout crin. Ils se rejoignent d'ailleurs parfois. Dénonçant ce qu'ils considèrent être « N'importe quoi ! », c'est à dire quelque chose qui échappe au sens commun, qui échappe aux échanges sémantiques communs, ils pensent exclure l'œuvre ainsi dénoncée du champ de l'art alors même qu'ils l'y installent. Ce qu'ils reprochent à l'œuvre, c'est sa littéralité, mais, ce faisant, ils l'instituent comme œuvre. Quant aux thuriféraires de la beauté dans l'art, Malraux les renvoyait déjà au *Bœuf écorché* de Rembrandt, ce qui devrait suffire à les confondre. C'est aussi pourquoi, quand des fondamentalistes trouvent, comme avec *Immersion* (*Piss Christ*), d'Andres Serrano, une œuvre contemporaine, donc d'emblée détestable, qu'ils jugent blasphématoire, leur jouissance est extatique. Renvoyés au tabou, ils se livrent alors, en transe, sans tarder, à des rituels païens. C'est donc bien que ça marche !

Les fondamentalistes ont toujours voulu éradiquer les mystiques. L'art en tant que mystique ne peut que rencontrer leur ire.

Tentons un schéma, bricolons un schéma. Considérant que le réel est inaccessible et que ce qui est littéral, la littéralité, relève du réel, l'art et la mystique, voies d'accès au réel, par le littéral, forment un boucle qui est issue de la littéralité et retourne à la littéralité, sans jamais rencontrer le champ des échanges sémantiques communs, qui, en quelque sorte, s'effectuent à l'intérieur de cette boucle, comme inspirés par elle et sans porosité.

Ce schéma serait alors à peu près celui-ci :

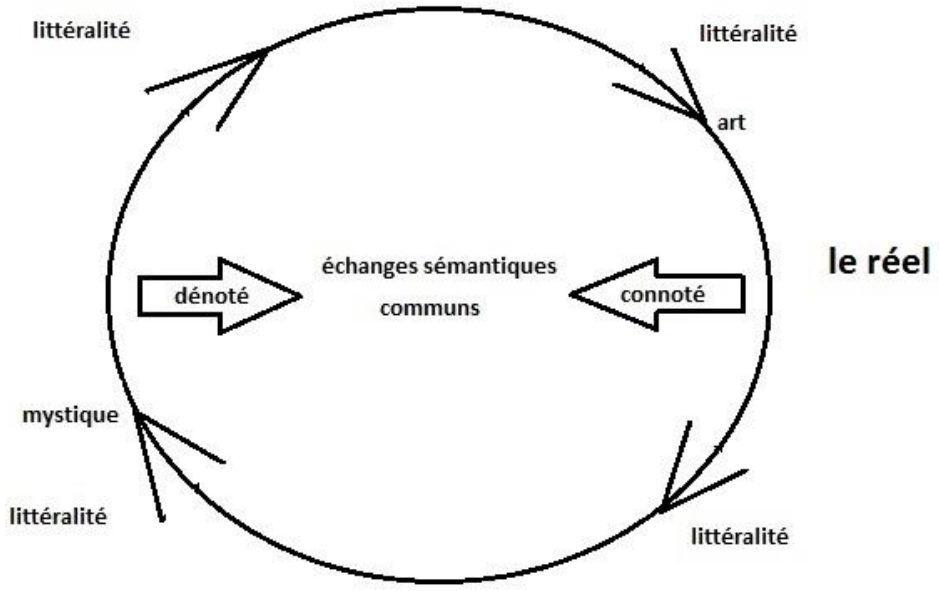


Schéma dont il ressort que l'art et la prophétie ont ceci de commun que, dans l'ordre du sens, ils vont de la littéralité à la littéralité en contournant, en dépassant, en surpassant, en surplombant le champ des échanges sémantiques communs, qui sont, quant à eux, comme coincés entre le dénoté et le connoté - et d'autres fonctions du langage ici omises -. Les charlatans de la littéralité, bien-pensants de tous les bords, prennent la littéralité pour un dénoté, ou pour un connoté, ou pour les deux, et, ce faisant, disqualifient ce qu'ils croient défendre ou exaltent ce qu'ils croient combattre.

C'est ainsi que les fondamentalistes méconnaissent la valeur intrinsèquement ésotérique de la littéralité de la prophétie quand, les commentateurs réactionnaires de l'art veulent faire entrer l'œuvre dans leur univers d'échanges sémantiques normés, œuvre qui ne peut alors que lui échapper. Quant aux religieux iconophobes, que dire d'eux sinon que ce sont des cumulards. Dès lors que l''on fait entrer ce qui relève de la mystique ou de l'artistique dans le champ des échanges sémantiques communs, on commet une erreur épistémologique sérieuse, et qui n'est pas vénielle pour ce qu'elle produit de fichus désordres sur nos vies humaines.

Pierre OUDART – février 2016

L'Invention du popularisme

Péguy-Pasolini #04

En 2012, le 15 avril, se tenaient en même temps deux rassemblements politiques des deux principaux candidats aux élections présidentielles, dont le premier tour allait se tenir une semaine plus tard. L'un des candidats parlait place de la Concorde et l'autre candidat parlait à Vincennes. Plus loin, sur l'axe historique parisien, matérialisé par la ligne n°1 du métro et par la ligne A du RER, à La Défense, je participais, par hasard, au troisième rassemblement populaire sur ce même axe prestigieux.

Il n'y avait pas de discours.

Il n'y avait pas de candidat.

J'étais dans le centre commercial « Les Quatre-Temps ».

Selon les organisateurs, chacun des deux meetings politiques a rassemblé ce jour-là plus de cent mille auditeurs. En 2012, le centre commercial de la Défense a été fréquenté par plus de quarante-cinq millions de personnes. Arithmétiquement, ce weekend d'avril, il y avait plus de cent mille personnes à cette heure d'affluence du début de l'après-midi.

Cependant, quand j'ai visionné le soir des images des deux meetings et que je les ai comparées à celles que j'avais vues à La Défense, j'ai constaté que le peuple rassemblé à Vincennes ressemblait trait pour trait au peuple rassemblé à la Concorde, l'un ne se distinguant de l'autre que par l'identité des notoriétés venues en soutien et filmées en gros plan, de temps en temps. En revanche, ce peuple à l'écoute des deux candidats, ce peuple capable de se mobiliser pour faire masse sur les images des journaux télévisés du soir, ce peuple de militants jouant somme toute le rôle de figurants, ne ressemblait pas beaucoup au peuple du troisième rassemblement dans le centre commercial, celui sans discours, abandonné aux harangues des annonces publicitaires, celui sans candidat, celui au candidat absent.

Je fais le pari qu'au même moment, dans tous les centres commerciaux de France ouverts le dimanche, le même peuple se rassemblait, le même peuple populaire, avec la même culture populaire, mû par cette même culture populaire, dont je ne veux pas croire qu'elle soit seulement une culture de consommation guidée par la publicité.

Mais, je fais aussi le pari que ce n'était pas cette culture populaire, non décrite, non pensée, qui animait les discours politiques de la Concorde et de Vincennes. La représentation du peuple qu'ils avaient en tête en parlant était celle de l'échantillon qui s'était rassemblé devant eux.

Faut-il en faire le reproche aux candidats à la Présidence de la République ?

Pas vraiment.

Ils n'étaient pas en situation de s'adresser vraiment à ce peuple, quand bien même ils l'auraient voulu. De puissantes forces, culturelles elles-aussi, les médias principalement, avaient, de longue date, créé une situation langagière qui devait leur interdire de s'adresser politiquement et culturellement au peuple.

Sans doute pour que ce même peuple puisse continuer sans encombre à fréquenter le dimanche les mêmes centres commerciaux.

Le personnel politique, quel que soit son parti, quelles que soient ses idées, quels que soient son programme et sa volonté, a la prétention de s'adresser au peuple et de parler du peuple. Il se fonde, pour ce faire, sur une représentation mentale du peuple supposée collectivement partagée. Cette représentation est désormais fournie par le grand bazar des représentations collectives des médias de masse, et en particulier, évidemment, ceux qui se vantent, ceux qui font profession, d'être « populaires ». Ainsi, patiemment, obstinément, les médias informent de ce qu'est le peuple, de ce qu'il aime et de ce qu'il doit aimer, de ce qu'il craint et de ce qu'il doit craindre. La grande machine à récits, à images, à récits et à images agencés, alimente la représentation collective du peuple. Et c'est sur cette représentation folklorique du peuple que prospèrent les partis et les expressions politiques.

Le problème, c’est que cette représentation est frappée d’obsolescence.

La représentation que le personnel politique a du peuple semble ne pas s’être renouvelée depuis les années 1970, quand le parti communiste français était un parti de masse, qui définissait pour le reste de la société, et même pour les autres partis, et même pour les partis de droite, ce qu'était le « populo ». Depuis, l'évanouissement du PCF a comme effacé la représentation qu'avait le corps social de ce que pouvait être le peuple. Mais le personnel politique a gardé celle que le PCF lui a laissée. Or, cette représentation était déjà passéiste. Même au beau milieu des années 1970, même lors de la conquête du pouvoir avec les socialistes en 1981, l'image de ce qu'était le peuple, l'iconographie populaire diffusée par les « forces de progrès », était une image du passé, une iconographie du passé, forgée cinquante ans plus tôt pour le Front populaire. Mais, cette iconographie, cette imagerie, cet imaginaire, tout cela était encore plus ancien, issu d'une iconographie qui datait de près d'un siècle, créée en plein dix-neuvième siècle, pendant le Printemps des peuples de 1848, elle-même largement fondée sur l'imagerie révolutionnaire de la fin du dix-huitième siècle. Ainsi, souvent, qui évoque le peuple et la « culture populaire » active une représentation du « peuple » qui date de plus de deux cents ans. La révolte de 1968 peut d'ailleurs s'expliquer aussi par la volonté ardente de la jeunesse, d'une partie de la jeunesse, de s'échapper du carcan de cette imagerie dans laquelle elle ne savait plus se reconnaître. L'affrontement des gauchistes chevelus et des syndicalistes à casquettes était aussi un affrontement esthétique. Ainsi, depuis lors, régulièrement, par différentes manifestations, pacifiques ou non, le peuple signifie au pouvoir, aux pouvoirs, qu'il n'est pas ce que ces pouvoirs croient qu'il est.

C’est dans l’écart entre ce qu’est le peuple, et qui est sans représentation, et la représentation imaginaire du peuple par la classe dominante que se situe précisément le populisme. Sans cette représentation, sans le maintien en vie artificielle de cette représentation surannée, il n'y aurait pas d'expression populiste possible. Elle serait parfaitement inaudible. On peut dénoncer aussi fort que possible le populisme, cela ne sert à rien si l'on ne considère pas le système général qui rend possible le populisme, système constitué des médias, de l'institution, de l'expression du gouvernement, de l'expression de l'opposition, des dépêches, des informations, des fictions, des images choc, des people, des gangsters et des faits divers. C'est de ce bric-à-brac que naît la représentation que l'on se fait du peuple. Bric-à-brac, certes, mais bric-à-brac polarisé, continument polarisé, évidemment polarisé par la consommation.

J'appellerai désormais « popularisme » ce bric-à-brac-là, c’est-à-dire : « une représentation collective surannée du peuple en tant que consommateur. »

L’un des symptômes de la représentation populariste du peuple est ce que la classe dominante entend par « culture populaire ». Comment ne pas être perplexe devant la forme de tétanie qui prend la classe dominante dès lors qu'il s'agit de considérer la culture populaire, c'est à dire la culture du peuple ?

Dans un article de 1973 dans le *Corriere della sera*, Pasolini qualifiait le modèle culturel proposé par la télévision d'« hédonisme de masse » et concluait que ce modèle étant, pour le plus grand nombre, en grande partie inaccessible, « frustration ou carrément désir névrotique (étaient) désormais des états d'âme collectifs ». Le constat vaut toujours, à ceci près que, désormais, cette frustration et ce désir névrotique sont eux aussi recyclés par les médias et intégrés dans le modèle culturel proposé. Mais, le moteur de ce modèle culturel demeure le même : la consommation. L’ennemi culturel, c’est celui qui va venir freiner l’expansion de cet « hédonisme de masse », l’expansion de la consommation.

Les médias interactifs, encore appelés réseaux sociaux, ont rendu ce popularisme encore plus sophistiqué. Constatant que, malgré tout, le peuple était capable d'émettre de grandes aspirations altruistes, de grandes émotions collectives, elles ont été intégrées, elles aussi, au modèle... et traduites en algorithmes, ces mêmes algorithmes qui choisissent pour vous la meilleure publicité.

Peu à peu l'humanitaire est remplacé par le « crowdfunding ».

« Culture populaire » !

D’emblée, il convient de préciser que l'emploi du mot « culture », que cette « culture » soit « populaire » ou non, est source infinie de malentendus.

De quoi parle-ton vraiment quand on évoque la « culture populaire ». S'agit-il de chants et de danses traditionnelles ou de modes de consommation de masse ?

Les deux.

Alternativement ou successivement.

Le mot « culture » est polysémique et ambigu, tout autant que le mot « populaire ». Une voiture « populaire » sera une voiture bon marché. Un quartier « populaire » sera un quartier avec de nombreux logements sociaux habités par des familles cumulant les

difficultés économiques et sociales. Ce sera aussi, par extension et par euphémisme politicien, un quartier où l'insécurité et les trafics prospéreront. Enfin, ces familles seront majoritairement d'origine étrangère. Quelle serait dès lors la culture populaire d'un quartier populaire dans la France de 2016 ? Sans doute des sociologues auront-ils enquêté sur cette question et pourront en cerner les contours, mais, l'image demeure floue. Il est pour autant certain que la culture populaire d'un quartier populaire aujourd'hui ne connaît ni béret, ni cigarettes sans filtre vissée au coin de la bouche, ni Mireille Mathieu, ni Édith Piaf. Cette culture populaire ne répond donc en rien aux premières images qui viennent quand on prononce « culture populaire française ». Cela peut sembler une évidence. Pour autant, après les attentats de novembre 2015 à Paris, des journalistes anglo-saxons erraient dans les rues de la capitale en demandant si Édith Piaf était encore vivante.

Est-ce grave ?

Est-ce ennuyeux ?

Après tout, les Américains, les Anglais, les Allemands, les Italiens, et, somme toute, tous les ressortissants de tous les pays ne ressemblent pas à l'image que l'on a d'eux, c'est à dire à la représentation folklorique que l'on en a. Et ce n'est pas si grave. Mais, ce qui est ennuyeux, ce qui est grave, ce qui est éminemment sérieux et grave, c'est que la représentation du peuple français qu'ont la plupart des femmes et des hommes politiques français est aussi frappée d'obsolescence. Je prétends en effet que les responsables politiques nationaux, ont une représentation *folklorique* du peuple.

Dès lors, il est loyal de se demander comment évoluerait le discours politique, les discours politiques, si celles et ceux qui les prononcent se représentaient le peuple comme étant celui que l'on croise dans les centres commerciaux, et non celui qui assiste aux meetings partisans.

Il y aurait d'abord un moment de silence, un long moment de long silence.

C'est qu'il n'est pas facile de parler pour la première fois à quelqu'un que l'on ne connaît pas.

Il faudrait ensuite rendre hommage.

Oui, il faudrait rendre hommage à ce peuple qui ne cède pas, qui ne se résout pas à ressembler à l'image que les médias donnent de lui, et qui, par conséquent, ne déclenche pas, en tout lieu, à chaque instant, des guerres civiles.

Et aussi des guerres de religion.

Et aussi des guerres de classe, et encore des guerres économiques.

Il faudrait aussi remercier ce peuple de tous ces gestes accomplis, de tous ces gestes donnés et de tous ces gestes offerts dans le secret des petits gestes d'amour. Car, il faudrait aussi se réjouir de tout l'amour qui s'échange chaque jour, et de l'espoir, malgré tout, et même de l'espérance.

Alors, après cela, après avoir rendu hommage, après les remerciements et après les réjouissances, peut-être pourrait-il y avoir le commencement, le tout premier commencement d'un discours politique qui, pour la première fois, ne serait pas, ne

pourrait pas être un discours populariste. Et ce discours affirmerait que ce peuple vaut mieux et davantage que ce que la publicité dit de lui, et vaut mieux aussi et davantage encore que ce que les journaux télévisés disent de lui. Car, il faut s'étonner, il faut s'étonner vraiment de la capacité de résistance du peuple à tout ce qui veut l'avilir.

Car, régulièrement, au gré de ce qu'il subit, au gré de ce qu'on lui fait subir, le peuple manifeste qu'il n'est pas exactement ce qu'on dit de lui. Il peut alors exprimer sa joie, sa colère ou sa peine, mais, l'espace et le temps de cette manifestation, il se révèle tel qu'en lui-même. Les objets d'art funéraire populaire disposés autour de la statue de la République depuis les attentats du 13 novembre 2015 sont l'une de ces manifestations. Les nommer ainsi, c'est d'ailleurs déjà procéder à une interprétation de cette ferveur populaire spontanément exprimée. Dans une société qui propose par voie publicitaire des abonnements mensuels pour ses propres obsèques, le peuple a montré qu'il n'avait pas oublié ce qu'était le deuil. À une société emberlificotée dans son mercantilisme, le peuple a répondu de toute sa grandeur par un grand deuil archaïque, anthropologiquement humain, comme l'ont fait toutes les sociétés humaines depuis plus de cent mille ans.

Il faudrait donc pouvoir concevoir la culture populaire, la culture du peuple, la culture contemporaine du peuple, la culture du peuple d'aujourd'hui, autrement que dans une relation de pouvoir, autrement que dans une relation marchande et autrement que par une approche folkloriste politicienne. En conséquence, il ne s'agirait plus seulement de faire accéder le peuple aux pratiques culturelles de la bourgeoisie, de lui faire consommer des produits culturels plus ou moins avariés, ni de le renvoyer à un folklore qui n'a existé que dans les albums nostalgiques du dix-neuvième siècle. Il s'agirait bien de prendre une position qui ne soit ni populariste, ni, a fortiori, populiste. Il s'agirait d'admettre que le peuple peut faire de grandes choses, avoir de grandes aspirations, qu'il peut déterminer ses choix autrement que par les injonctions publicitaires et les effets de notoriétés artificiellement fabriquées. Il s'agirait donc de croire, de croire vraiment, de croire philosophiquement et surtout de croire politiquement à la démocratie et d'affirmer, et de prouver que cette démocratie est une démocratie culturelle.

Alors, peut-être, serait-il possible de commencer à penser ce que sont le peuple et la culture du peuple de France maintenant.

Pierre OUDART – mars 2016

Les Intello-Fakes

Péguy-Pasolini #05

Il suffit, en France, dans une conversation banale, d'évoquer le rôle et la place des intellectuels dans le débat politique, et, à l'instant, c'est 1968 qui débarque. Jean-Paul Sartre et Simone de Beauvoir sont en tête de cette manifestation imaginaire. Voilà les « intellos ».

Et les « intellos » sont de gauche.

C'est ainsi.

Il est admis qu'ils sont de gauche.

Il est admis aussi que le terme est ambigu, sinon franchement péjoratif. Selon les usages et les situations, l'interjection « Espèce d'intello ! » peut être doucement moqueuse et signifier « rêveur, loin de la réalité » ou vraiment insultante et signifier alors « charlatan et parasite ». Le succès de cette dernière acception ne tarit pas, et, d'ailleurs, depuis quelques années, tout bon élève est qualifié comme tel dès l'école primaire, ce qui lui attire quolibets et mésaventures. Il ne me semble d'ailleurs pas que ce fût le cas dans mon école de banlieue parisienne des années 1970.

On aurait pu croire que le système médiatique contemporain pouvait, et même devait se passer de la figure de l'intello, celui-ci ou celle-ci disant des choses trop longues et trop compliquées qui ne peuvent que faire baisser l'audience. Mais il n'en est rien et ce même système, tout au contraire, a fabriqué ses propres figures d'intellos, dont il entretient le succès, et qui, de plateaux en tribunes semblent ne vouloir dire qu'une seule chose : « Tous les intellos ne sont pas de gauche. » Et même : « les intellos de gauche vous ont menti. »

Même la station de radio France-Culture semble parfois vouloir participer à cette opération. Il est vrai qu'elle accueille sur ses ondes le chantre incantatoire de la grande rectification droitière de la pensée intellectuelle : Michel Onfray. Ainsi, le 12 mars 2016, France-Culture organisait et diffusait une table ronde dans le Grand Amphi de la Sorbonne intitulée « Les intellectuels n'ont pas toujours été de gauche ». Le titre de l'émission, à lui seul, confirmait volontiers la doxa.

Et quelle était la figure historique de l'intellectuel de droite qui était alors mise en exergue ? Charles Maurras, auquel Olivier Dard a consacré une biographie historique. Quelle que soit la qualité de l'ouvrage, il est certain qu'il ne va pas nous apprendre que Maurras n'était pas de gauche. Alors, pourquoi cette question en apparence anodine ? L'usage d'outils linguistiques rudimentaires pourrait aider à débusquer l'énorme part de

connoté présente dans le mot « intellectuel » utilisé comme nom commun. En effet, quand le même mot est utilisé comme adjectif qualificatif, ce connoté s'évanouit en grande partie. Une activité « intellectuelle » ne sera ainsi pas réservée aux « intellectuels ». Mais c'est l'abréviation « intello » qui commence à livrer les clés du trouble sociolinguistique. Maurras était peut-être un intellectuel. Aucune chance qu'il fût ni qu'il soit un jour considéré comme un « intello ». Si un « intellectuel » est un philosophe, un penseur, un chercheur engagé dans la lutte politique, dans le combat politique, qui écrit des tribunes, qui manifeste, qui écrit des pamphlets, alors, on voit que la fausse question posée par France-Culture se dégonfle, car, cette figure existe à droite comme à gauche, et ce, depuis plus d'un siècle. On pourrait même penser que les combats idéologiques et politiques de la Révolution française, sur fond de philosophie des lumières, ont inventé l'un et l'autre. Plus près de nous, même pendant les années 1970 considérées comme les années fastes des « intellos », il y avait Raymond Aron. Personne ne lui dénie le statut d'intellectuel et personne ne doute qu'il ait été de droite.

Alors !

Pourquoi cette fausse question ?

C'est qu'on a lancé sur le marché de nouveaux intellectuels de droite et que pour en faire la promotion, on feint que ce cela soit nouveau.

Il s'agit donc d'une campagne publicitaire.

Mais plutôt que d'intellectuels, il s'agit d'intellos.

Car, c'est bien l'intello qui est de gauche. Pas nécessairement l'intellectuel.

Ainsi, le système médiatique n'a pas inventé les intellectuels de droite, mais bien les *intellos de droite*, ce qui est assez différent. Il s'agit de les substituer patiemment, mais vaillamment, aux intellos de gauche.

Ces intellos de droite, ou faussement de gauche et vraiment de droite, je les appellerai désormais : les « intello-fakes », en référence à ces faux profils des réseaux sociaux ou des forums sur l'internet, parfois créés uniquement pour accroître le trafic vers certaines pages au seul profit de la publicité qu'elles abritent.

Parmi ces nouveaux intellos de droite, ces nouveaux produits médiatiques, l'un des plus intéressants est donc Michel Onfray, qui jouit d'une notoriété sans comparaison avec son apport à la pensée. L'homme se dit philosophe parce qu'il a pris des cours de philosophie à l'université et va, sentencieux, de débats en débats la chemise dégrafée comme un Bernard-Henri Lévy. Michel Onfray a construit un sous-système de notoriété au sein du système global de notoriété. Il est l'intello qui fustige les intellos. Et ça marche. Mais, arrive toujours le moment où les systèmes médiatiques, les systèmes publicitaires les plus sophistiqués se dévoilent brutalement pour ce qu'ils sont. Le 13 avril 2013, à Balma, près de Toulouse, Michel Onfray fait une scène. Alors que la table ronde à laquelle il était invité doit commencer, il prend le micro et commence une harangue : « Ma compagne a un cancer, avec métastases. Je pourrais être avec elle, je devrais être avec elle, je suis avec vous, parce que… professionnel, etc. J'avais juste prévu ça. ». S'il s'agissait de philosophie, il pourrait s'arrêter là, parce que, déjà, il a dit beaucoup de choses. Mais, les structuralistes, que déteste M. Onfray, en guise de philosophie, pointeraient surtout

la fonction essentiellement phatique de cet énoncé, c'est-à-dire destiné à établir et à maintenir une forme de communication sans souci premier du sens. Il s'agit bien ici d'établir une relation émotionnelle avec l'auditoire. Puis, ayant saisi son auditoire par l'émotion, l'intello-fake passe à la colère. Il ne parlera pas, dit-il, en présence d'un autre essayiste qui a écrit un livre le définissant comme un imposteur. Il quitte le plateau sous les cris déçus de la salle. Le Maire de la Ville - qui pense aux finances publiques et qui doit savoir combien tout cela a coûté - intervient pour soutenir le supposé-philosophe-qui-ne-veut-pas-parler. Celui-ci revient et lâche cet autre énoncé définitif : « qui remplit la salle ? C'est moi ! »

Tout est dit.

Sur la base d'un rapport émotionnel et revendicatif avec son auditoire, Michel Onfray déploie un discours autoritaire qui intime l'ordre à ses contradicteurs de se taire. C'est presque un des signes de reconnaissance de l'orateur fasciste. Et si l'on était à la télévision ou à la radio, je devrais instantanément ajouter que je ne considère pas que Michel Onfray soit fasciste au risque d'engager une fausse polémique. Dans ce texte, je n'ai pas besoin de le préciser, puisque je ne l'ai pas écrit.

Ce qui est frappant chez Michel Onfray, c'est combien il ressemble à un intello, au point même où cela relève du jeu de mot. Alors que de tel ou telle on dira qu'il, qu'elle *est* la figure de l'intellectuel-le. De lui on dira qu'il *a* la figure de l'intellectuel.

Michel Onfray, aussi passionnant qu'il soit comme produit médiatique médiatisé, n'est pas le seul sur le marché. Plus bas de gamme, il y a Éric Zemmour. On pourra prétendre que les deux hommes n'ont rien à voir l'un avec l'autre, et que le second n'est pas un intellectuel. Et l'on aura tort, car l'un et l'autre se positionnent bien, en tant que produit, sur le même marché, celui de faire croire que la doxa, l'opinion commune, peut se substituer à l'analyse, et même qu'elle peut servir d'analyse. En 2006, Éric Zemmour publie un ouvrage qu'il intitule *Le premier Sexe*. Le titre fait à l'évidence référence au livre de Simone de Beauvoir, *le deuxième Sexe*, preuve que l'auteur, délibérément, *publicitairement*, se place en tant que philosophe, essayiste, penseur. Il n'est pas besoin de le lire en détail pour savoir ce qu'il contient : une litanie convenue de propos de comptoirs sur les femmes qui... et les hommes qui, *quand même*. Et, c'est justement à ce moment linguistique du *quand même* que se rejoignent Onfray et Zemmour, ce point qui fait que chacune de leurs phrases semble devoir commencer par : *quand même*, vous ne me direz pas que... *Quand même* ! L'expression pourrait même être la devise de la réaction et du conservatisme dans ce qu'ils ont de convenu, de conventionnel, de *convenable*. C'est avec ce *quand même* que l'on a soutenu que la terre était bien plate et que le soleil tournait autour d'elle. C'est avec ce *quand même* que l'un et l'autre de ces *intello-fakes* fondent leur système de parole médiatique que l'on nous vend comme de la pensée.

Ce travestissement de la doxa, de l'opinion commune en pensée, en philosophie, peut s'appliquer à tout fait, tout phénomène, tout événement. Ces *intello-fakes* sont donc appelés, potentiellement, à s'exprimer continuellement. Leur forme privilégiée est ainsi la chronique polémique, qui précède le plus souvent l'essai polémique vendu ensuite dédicacé dans des conférences rémunérées. L'intello-fake a ses circuits de distribution et ses attachés de presse.

On peut dès lors se demander pourquoi une mécanique médiatique aussi grossière fonctionne aussi bien et construit d'aussi fortes notoriétés. C'est que le principal ressort de leur système de communication est le ressentiment, et que le ressentiment provoque des émotions des plus puissantes. Et, face à la parole publique, qui a menti, qui a trompé, le ressentiment est grand. Le discours de l'*intello-fake* est ainsi émis dans un contexte général de dévalorisation de la parole publique. Il vient confirmer que le brouhaha médiatique est un mensonge généralisé et c'est sur ce mensonge qu'il peut prospérer. L'*intello-fake* frôle toujours le complotisme. Alors que ce discours pourrait mettre à mal le pacte de confiance entre les médias et leur auditoire, ce pacte sans lequel les médias ne peuvent vivre, ces mêmes médias utilisent l'intello-fake dans leur stratégie éditoriale. « Vous voyez bien que nous ne vous mentons pas puisque nous donnons la parole à quelqu'un qui dit qu'on vous ment. » Tactique rhétorique ancienne.

Il serait faux, il serait injuste, il serait faux et injuste de penser que l'intello-fake se développe *seulement* dans le camp des conservatismes et de la réaction, même masquée, qu'il prospère uniquement à droite, avec des idées de droite qui plaisent aux gens de droite et aux gens qui pensent être de gauche quand, à l'évidence, ils sont de droite et aussi aux gens, surtout aux gens, qui pensent que tous ces intellos leur ont menti et que *quand même*, c'est plus simple que ça ! La gauche a aussi ses intello-fakes. Il y a bien sûr, encore, Michel Onfray, et c'est aussi ce qui fait son succès, d'être à droite et à gauche en même temps, sans être au centre, au centre politique tout en se plaçant au centre *médiatique*... ce qui tend d'ailleurs à donner des indices sur le caractère non situé de sa pensée et de ses propos. On pourrait aussi classer dans le camp des intello-fakes, tout en respectant sa respectable longévité, cette longévité qui le « respectabilise », l'institutionnalise et le statufie : Jacques Attali. Dès lors, il peut être intéressant de visionner, près de dix ans plus tard, un débat auquel participent Attali et Onfray, en 2007, dans l'émission « Esprits libres » animée par Guillaume Durand, qui tentait alors de reprendre le format de la mythique « Apostrophes » présentée de 1975 à 1990 par Bernard Pivot. Onfray est plus jeune qu'aujourd'hui, le cou puissant, mis en valeur par un col en « V ». Attali n'a pas changé parce qu'Attali ne change pas. Comme toujours, Onfray commence par dire des choses avec lesquelles on peut être d'accord en tant que téléspectateur de la gauche critique : « la gauche est devenue libérale dans les années 1980 et a abandonné le peuple des banlieues ». On croirait entendre Pasolini. Ensuite, il affirme que dans l'histoire de la philosophie, il y a les résistants et les collaborateurs, parmi ces derniers Jacques Attali, tout en retirant le terme « collaborateur » qui, dit-il est connoté « politiquement ». On pourrait lui répondre qu'il est surtout connoté historiquement. Personne ne lui répond. Et l'on attend dès lors avec impatience qu'il nous dise qui seraient aujourd'hui les philosophes résistants - outre lui-même, cela va sans dire -. Il cite un mort et un vivant : Raymond Aron et Luc Ferry. Et voilà tout l'art d'Onfray en quelques minutes : passer de la gauche à la droite comme on joue au bonneteau. Car, prétendre que Luc Ferry est une figure emblématique de la philosophie de résistance est grotesque, et le serait même pour un observateur particulièrement inattentif. Luc Ferry a été ministre d'un gouvernement de droite quelques années plus tôt, ce qui ne le place pas immédiatement dans une position de résistance aux pouvoirs. Admettons cependant que Raymond Aron n'a pas été ministre. La suite du débat est édifiante. Onfray attaque, Attali se défend, rappelle que lui n'a jamais accepté d'être ministre, prétend que lui, agit, et renvoie son interlocuteur dans le seul champ de la pensée, qui, elle, n'agirait pas. Si la

pensée n'agit pas, pourra-t-on penser, à quoi bon être un intellectuel ? Curieux qu'il affaiblisse ainsi son propre camp. Un contradicteur intellectuel pourrait le lui faire remarquer, mais, M. Onfray lui répond qu'il a acheté un chapiteau pour réunir ses concitoyens d'Argentan, ce qui semble bien valoir le micro-crédit. Tout y passe, dans une bouillie dont il ressort principalement que les deux hommes ne sont en fait opposés en rien. Ils participent du même système médiatique et alignent, chacun à sa manière, les mêmes poncifs doxaux. Face à eux, Xavier Darcos, récent ministre de l'éducation nationale affiche une certaine fraîcheur qui n'est d'ailleurs pas feinte. Je mets quiconque au défi de déterminer à l'issue de ce faux débat qui défend quoi, qui est de gauche, ou plutôt de gauche, et qui est de droite, ou plutôt de droite, et même, qui est humaniste et qui ne le serait pas. Le but est atteint. Le but médiatique est atteint : la gauche et la droite, c'est pareil. Onfray est un Attali plus jeune. L'un et l'autre ne servent qu'une seule cour : celle des médias et n'ont qu'un seul pouvoir, leur notoriété.

Bien sûr, le système de notoriété porte en lui-même ses propres limites. Considérant désormais que l'intérêt d'inviter Michel Onfray sur un plateau réside dans la capacité du chroniqueur à le faire sortir de ses gonds, le pauvre intello-fake se trouve posé là comme un punching-ball entouré de roquets qui l'excitent pour qu'il se fâche. C'est ainsi que l'on a vu, par exemple, se lancer dans l'aventure un certain M. Moix, malhabile, tout empêtré dans un préambule chantourné, presque gêné de l'obligation dans laquelle il était d'attaquer celui qu'il nomme « le vieux lion », comme dans l'espoir que la vidéo extraite de l'émission le lance comme nouveau « méchant » de l'émission. Même Onfray était embarrassé pour lui, vaguement las de devoir jouer son propre personnage. La manipulation n'a pas vraiment pris. C'est que les échanges de notoriété obéissent malgré tout à des lois plus subtiles que les présentateurs de la télévision.

Il faut alors bien se demander quelle serait la figure qui échapperait vraiment, qui échapperait ontologiquement à ce jeu médiatique qui consiste à présenter comme relevant de la pensée ce qui relève du slogan, de la norme, de la publicité. On a connu ces dernières années des engouements imprévisibles qui ont surpris les médias eux-mêmes, admiratifs de phénomènes qu'ils auraient voulu savoir créer, et qu'ils ont tenté, dès lors, de s'approprier. L'exemple le plus probant de ces échappées possibles, de ces échappatoires à la doxa médiatique, est le succès rencontré par « Indignez-vous ! » de Stéphane Hessel. Le vieux diplomate, en quelques pages, a su toucher la conscience de ses lecteurs, leur conscience et leur cœur, et le livre s'est répandu en France, puis sur la planète entière, souvent de la main à la main, comme se diffusaient jadis les libelles. Au-delà de l'indéniable légitimité du vieux résistant, au-delà de son autorité personnelle et morale, ce qui a suscité, ce qui a inspiré, créé, multiplié le succès du livre, c'est son caractère poétique et l'indéniable poésie de son auteur.

Car, en fait, la seule figure qui puisse durablement s'opposer à l'arasement de la pensée par les médias, ce n'est peut-être pas le philosophe, mais le poète.

Pierre OUDART – mars 2016

Des Barbarinades

Péguy-Pasolini #06

Je me souviens avoir vu, presqu'adolescent, dans les années 1970, à la télévision française, le film de Pietro Germi *Divorce à l'italienne*, et avoir appris alors, surpris, incrédule, que le divorce était encore interdit en Italie. Car, il en est ainsi, quand on a treize ou quatorze ans, que ce que l'on connaît depuis l'enfance semble avoir existé depuis toute éternité. Il est vrai qu'en France, le divorce avait une première fois été autorisé en 1792. Il l'est sans interruption depuis 1884. Peut-être que, dans quelques années, un pré-adolescent néerlandais, regardant les images des manifestations en France des opposants au mariage de personnes du même sexe éprouvera le même sentiment d'incrédulité, lui qui vit dans un pays où le mariage a été étendu aux couples de même sexe en 2001. Ainsi, quand les conservateurs moralisateurs et réactionnaires utilisent l'argument de la longévité de telle ou telle pratique coutumière légalisée pour justifier qu'elle se perpétue, ils ne peuvent ignorer que chaque jour qui passe affaiblit considérablement leur argumentation. Depuis 1971, et confirmé en 1974 par un référendum populaire, les Italiens divorcent légalement sans avoir recours au tribunal religieux de la Rote, ni à la réduction de peine pour crime d'honneur, bizarrerie de la loi italienne que le personnage du baron dans le film de Germi veut pouvoir utiliser. Cette disposition du code italien n'aura d'ailleurs été abolie en Italie qu'en 1981, une année avant que la France ne dépénalise l'homosexualité, France qui, par la loi portée par Christiane Taubira, aura autorisé en mai 2013 le mariage pour tous les couples.

Les débats autour de la loi Taubira ont donné lieu à des expressions publiques riches, et qui doivent faire le bonheur des sociologues. Elles ont aussi révélé l'imaginaire sexuel des conservateurs français, et cet imaginaire est apparu bien noir. Ainsi, qu'est-ce que le Cardinal Barbarin, Primat des Gaules, en septembre 2012, voulait dire quand il affirmait :

> « Après, ça a des conséquences qui sont innombrables. Après, ils vont vouloir faire des couples à trois ou à quatre. Un jour peut-être, qui sait ?, l'interdiction de l'inceste tombera. » ?

Plus tard, en février 2016, le Cardinal Barbarin est apparu plusieurs fois à la une des journaux. Une association de victimes d'un prêtre pédophile porterait plainte contre lui, qui n'aurait pas dénoncé les crimes de ce prêtre officiant dans son diocèse. Les médias adorent les feuilletons, et pour construire ces feuilletons, ont besoin de personnages. Ils ont fait du Cardinal Barbarin un de leurs personnages, une de leurs marionnettes. Depuis, on guette ses sorties, ses phrases, ses mots, si bien qu'on peut leur attribuer un substantif : ce seront les « barbarinades ». Le mot n'est pas méchant. Il évoque à la fois Tartarin et Raffarin, ce Premier Ministre que les médias aimaient à brocarder.

On aime aussi, surtout sur les réseaux sociaux, connecter entre eux des faits qui n'ont rien à voir les uns avec les autres. Et c'est ce qui s'est passé quand les barbarinades contre le mariage pour tous ont été « associés » aux crimes pédophiles de son diocèse. Or, il est essentiel, il n'est pas négociable qu'il faille ériger une cloison étanche entre les deux affaires, celle de 2012, au moment des bouffonneries de la « Manif pour tous » contre le mariage pour tous, et celle de 2016, qui a trait à une affaire de pédophilie dans l'Église.

Cela semble évident ?

Pas pour tous.

Qu'en est-il de ces barbarinades ?

Il ne s'agit pas ici de jeter l'anathème sur l'anathème, ni de produire de l'indignation contre l'indignation, mais bien de tenter de comprendre, non pas ce que le Cardinal Barbarin a voulu dire, qui est assez clair, mais ce qu'il a dit, qui demeure incertain.

Prenons, les séquences une à une.

Première séquence : « Après ça a des conséquences innombrables. »

Le terme « innombrable » n'apparaît dans la Bible que dans l'Ancien Testament, pour désigner la force des ennemis d'Israël. Mais il peut évoquer aussi, dans le Nouveau Testament, les démons, qui sont si nombreux qu'ils sont « légion », au point que le terme devient un nom propre. Chez Marc et Luc, dans les mêmes termes, ou presque, le Christ délivre un homme habité de si nombreux démons qu'il ne sait les compter. Les religions monothéistes confèrent à l'unité une valeur intrinsèque. Ce qui est « innombrable » ne peut être que mauvais, c'est à dire du côté du mal.

Soit.

Deuxième séquence : « Après, ils vont vouloir faire des couples à trois ou à quatre. »

Cette phrase, à l'apparence anodine, est en fait la plus curieuse. En 1844, le Cardinal Thomas Gousset, alors archevêque de Reims, publie sa *Théologie morale à l'usage des curés et des confesseurs*, texte qui fige l'éducation morale catholique au moins jusqu'à Vatican II. Le Cardinal y fait la liste des péchés capitaux, parmi lesquels, après l'orgueil, l'avarice et l'envie, on trouve la luxure, avant la gourmandise, la colère et la paresse. Ce qui définit un péché comme étant *capital*, et tous ne sont pas mortels, c'est qu'il est la source de plusieurs autres péchés. On retiendra au passage que le premier péché capital, ce n'est pas la luxure, mais l'orgueil, ce qui devrait inviter à la réflexion ceux qui abondent en permanence l'expression publique. Plus loin, le traité détaille les péchés de luxure, qui seraient de sept espèces : « la simple fornication, le stupre, le rapt, l'inceste, le sacrilège, l'adultère et le péché contre nature. Le vice contre nature comprend la pollution volontaire, la sodomie et la bestialité. » Nulle trace, donc, de « couples à trois ou à quatre ». Certes, ce n'est pas parce que ce *Traité* ne l'interdit pas explicitement que c'est autorisé, et peu de chance que la « partouze » agrée à l'Église… Pour autant, ce n'est pas de l'imaginaire de la *Théologie morale* que vient l'irruption du « trouple » dans le discours cardinal. En l'état de mes recherches, je ne vois qu'une seule source autorisée : un dossier du magazine *Elle*, publié quelques mois avant la sortie barbarine, le 23 mars 2012, dans la rubrique des dossiers sur la sexualité, et intitulé : *Après le couple, le trouple !* La lecture

du premier paragraphe de ce « dossier » suffit à confirmer cette intuition : la source sociologique et scientifique de la conviction du Cardinal, c'est *Elle* :

> « Le trouple serait-il l'avenir du couple ? Rien de tel qu'un ménage à trois pour pimenter une existence conjugale terne lorsque l'amour est passé à la machine et que les sentiments ont perdu leur couleur d'origine, pensez-vous ? Pourtant, le trouple dont il est question ici, néologisme formé à partir des mots « couple » et « trio », s'observe depuis peu chez certains homosexuels, de sexe féminin parfois, de sexe masculin le plus souvent, et tient lieu de véritable mode de vie. « J'ai déjà eu plusieurs trouples dans mon cabinet, constate Stéphane Clerget, psychiatre et pédopsychiatre, auteur de "Comment devient-on homo ou hétéro" (éd. JC Lattès). C'est un phénomène assez récent et qui est peut-être annonciateur, qui sait ?, de nouveaux comportements, les homosexuels étant souvent prescripteurs. C'est un équilibre qui s'établit en totale rupture avec le modèle traditionnel du couple. »

Les homosexuels prescripteurs de la destruction du couple hétérosexuel ! Même le Cardinal Gousset n'y avait pas pensé. Il est vrai que le psychiatre se nomme Clerget.

Mais l'article du célèbre magazine féminin - ou supposé tel - n'explique pas pourquoi le Cardinal Barbarin a ajouté l'inceste dans le fantasme orgiaque qui semble l'avoir submergé. Un couple, à trois, à quatre, papa... C'est logiquement incohérent ou forcément très pervers.

Et c'est la troisième séquence.

C'est certainement un autre épisode de la reconnaissance des familles qui s'est ici réactivé dans la mémoire du Cardinal. On se souviendra avec lui, qu'en 1998, lors des débats sur le Pacte Civil de Solidarité, le PACS, naît un débat au sein du débat : pourra-t-on autoriser les membres d'une fratrie, ou un ascendant et un descendant à conclure un PACS ? Il n'y avait évidemment alors, chez celles et ceux qui, à gauche et même parfois à droite, soutenaient une telle mesure, aucune intention de légaliser l'inceste. C'est que l'on affirmait alors que le PACS n'était *pas* le mariage, que c'était un contrat, et qu'il ne disait rien du type de relations qui étaient nouées à l'intérieur du binôme à qui il donnait une existence contractuelle. On disait aussi que « la République n'avait pas à connaître de ce qui se passait dans les lits ». Elle reconnaissait donc seulement un contrat de solidarité entre des personnes, de même sexe ou non. Que ce contrat répondît à une demande de nombreux couples homosexuels souhaitant protéger leur amour et les liens qui les unissaient était une autre affaire. Cette présentation était strictement rhétorique, tactique et politicienne, et, en fait, assez hypocrite. Mais cette même argumentation aboutissait assez logiquement à donner l'autorisation à des frères et des sœurs, des pères et des fils, des mères et des filles, des filles et des pères, des mères et des fils à conclure un PACS. Et c'est alors que les mêmes qui fustigeaient la légalisation d'un mariage homosexuel, pas avares en contradictions logiques, s'élevèrent contre ce qui leur semblait soudainement pouvoir relever d'une légalisation de l'inceste. « Il faudrait savoir ! » avait-on envie de leur répondre ! Si le PACS n'est pas un mariage et ne conduit pas à la reconnaissance de la filiation, pourquoi serait-il interdit à deux personnes qui ne couchent pas ensemble ? La mesure, instillée dans la loi socialiste par Roselyne Bachelot, députée

de l'opposition, sera finalement rejetée. Seuls les cousins-germains pourront se pacser. Il est que cela n'a jamais effrayé l'Église, plus soucieuse de ce qu'elle considère d'une certaine forme de moralité et de la transmission des biens de ce bas-monde que des risques de consanguinité. L'échappée malheureuse du Cardinal Barbarin ne peut qu'être une réminiscence de cet épisode « jésuitique » de 1998 qui, à lui seul, justifierait qu'on ait appelé plus tard mariage ce qui se veut un mariage et qi est un mariage.

De ces « barbarinades » de 2012, l'observateur et le commentateur inattentifs auront peut-être gardé l'impression que le Primat des Gaules est un réactionnaire, voire un fondamentaliste catholique, ce qui n'est pas le cas. Les prises de position du Cardinal sont d'ordinaire pondérées, mesurées, respectueuses. On devrait donc seulement en conclure que même les Cardinaux ne sont pas infaillibles, qu'ils commettent des erreurs, qu'ils peuvent même commettre des livres avec Luc Ferry. Depuis, la loi qui autorise le mariage pour tous a été votée.

Admettons que l'incident est clos.

Il était clos.

Mais, à la mi-février 2016, le même Cardinal Barbarin est pris dans la tourmente : un prêtre de son archidiocèse est accusé d'actes pédophiles, dont il aurait eu connaissance, sans les avoir dénoncés à la justice. Les médias s'enflamment. Le Premier Ministre s'en mêle. Le Cardinal et son avocat ripostent. La machine médiatique fonctionne à plein régime, torve, comme à son habitude. Car, au-delà de la gravité des faits incriminés, il y a cette détestable impression que certains jouent dans cette histoire le match retour de 2012, comme s'il s'agissait par cette même affaire de pédophilie de faire payer au Cardinal ses saillies précédentes contre le mariage homosexuel. Les réseaux sociaux, d'ailleurs, ne s'y trompent pas et les anticléricaux primaires ne se privent alors d'aucun amalgame.

Il faut, et il le faut solennellement, les en dissuader.

Celles et ceux qui rapprochent les deux affaires médiatisées jouent avec l'imaginaire social en petits apprentis sorciers.

L'affaire de pédophilie qui secoue le diocèse de Lyon est terrible. On y retrouve la manipulation, le secret, le chantage affectif, l'intimidation et la crainte du scandale présents dans toutes les affaires de ce genre. Fort heureusement, le prêtre « tripoteur », figure « culturelle » du catholicisme, figure intolérable et pourtant « classique », n'est aujourd'hui plus toléré. Le rôle du Cardinal Barbarin, personnel ou fonctionnel regardait la justice, et aussi l'Église. Il s'en est expliqué. Il devait s'en expliquer. En revanche, il ne faut rapprocher en aucune manière ces deux affaires. Non parce que cela consisterait en une attaque injuste contre l'Église, mais parce que cela conduirait à des amalgames désastreux qui se retourneraient contre ceux qui les auraient induits. Car, ce faisant, on ferait sans y prendre garde le rapprochement ignominieux contre lequel il a fallu tant lutter, ce rapprochement entre pédophilie et homosexualité, rapprochement sinon assimilation, dont le terme « pédéraste » et son diminutif « pédé » gardent encore les stigmates. Bien sûr, dans cette affaire, personne, aucun média, aucun politique, ne l'a faite, cette assimilation, de façon explicite, mais les médias, mais les politiques auront permis une connexion imaginaire, une connexion imaginairement effectuée, et l'on sait

que ces connexions sont tout autant efficaces, et parfois même davantage, que les connexions explicites.

L'aversion séculaire contre l'homosexualité s'enracine dans l'imaginaire. Rien ne pouvant justifier moralement cette aversion, il faut l'affubler de crimes, il faut la criminaliser. C'est ce qu'ont fait depuis des millénaires les clercs des religions monothéistes. Le Cardinal Gousset dans son énumération amphigourique des péchés de chair, ne fait pas autre chose, et va même au-delà, puisque c'est toute la sexualité qu'il pénalise. Toutes les luttes de libération contre le pouvoir clérical de l'Église ont attaqué ces amalgames hasardeux qui ont produit des lois, des peines, des geôles, des lynchages, des meurtres symboliques ou des meurtres non symboliques. Alors qu'on continue dans le monde à jeter des hommes et des femmes du haut d'immeubles parce qu'ils seraient convaincus d'homosexualité, alors que les lynchages se poursuivent, alors que des familles, de bonnes familles, et parfois de bonnes familles chrétiennes, chrétiennes et catholiques, des familles pieuses même, rejettent leur enfant, le mettent à la rue, l'excluent de tout amour familial, il ne faut s'associer en rien à la criminalisation imaginaire de l'amour entre adultes du même sexe. Ainsi, rapprocher, même subrepticement, par le choix d'une photo dans un éditorial, par simple juxtaposition, les barbarinades contre le mariage pour tous et le silence supposé du Cardinal face à une affaire de pédophilie, c'est collaborer, tout aussi subrepticement, mais efficacement, à ce vaste mouvement de criminalisation de l'amour, c'est perpétuer l'amalgame justificateur des meurtres.

Que conclure de cette affaire, alors que le Cardinal Barbarin, après avoir demandé pardon dans son homélie de la messe chrismale qui précède Pâques, a aussi remercié ceux qui l'aident à faire son examen de conscience ?

Je ne sais pas si je peux aider le Cardinal, mais si je devais m'adresser à lui, je lui dirai qu'il a très certainement péché en prenant position contre le mariage pour tous, mais que son affaire actuelle, qui le conduira peut-être devant les juges de son pays, n'en constitue pas la pénitence, la punition pour ce péché.

Dans un cas, il a peut-être fauté.

Dans l'autre, il a commis un péché mortel.

S'agissant du mariage pour tous, sa faute principale, sa faute cardinale, aura été de s'éloigner, sinon de la parole du Christ, de son message, du sens impérieux du message du Christ, e ce message qui est aussi transmis par la posture du Christ face aux événements qu'il rencontre. Que ce soit au moment où la femme adultère est menacée de lynchage, ou où lorsqu’il il accepte de l'eau d'une femme considérée dans son village comme une prostituée, le Christ ne s'assimile jamais à la foule, il ne s'appuie pas sur l'opinion commune, il ne joue pas en bande organisée, même s'il a des disciples qui le suivent.

La première faute du Cardinal Barbarin, celle qui l'aura conduit au péché, aura été de ne pas prendre en compte le caractère profondément anti chrétien des supposés catholiques de la Manif pour tous. Face à eux, la seule parole ecclésiale possible, après semonces, aurait été l'excommunication, tant ils défigurent le message du Christ, tant ils ont durablement affaibli l'Église.

La deuxième faute du Cardinal Barbarin aura été de se livrer au plaisir de la communication médiatique, qui, dans le droit canon du vingt-et-unième siècle devrait être cité au rang des péchés capitaux, au sens, donc, premier du terme, c'est à dire au rang des péchés dont tous les autres péchés découlent.

Le troisième péché, dont j'espère pour lui qu'il n'est pas mortel, ce troisième péché qui est le plus terrible pour un chrétien, qui le met véritablement en danger personnel, en danger de mort, c'est de ne pas avoir cru à l'amour.

S'agissant de la capacité dans laquelle il a peut-être été de dénoncer des crimes sans l'avoir fait, la justice des hommes passera. Elle est passée et a conclu au non-lieu.

S'agissant de son reniement de l'amour, celui qu'il a commis en associant la demande de mariage de couples aimants à l'orgie et à l'inceste, pour ce péché-là, il devra rendre compte à la justice de Dieu.

Pierre OUDART – avril 2016

L'Apparence d'un pseudonyme

Péguy-Pasolini #07

En 1974, quelques jours avant le référendum qui va confirmer la légalité du divorce en Italie, dans un article qui prédit la défaite de la Démocratie-chrétienne, Pasolini écrit cette phrase :

> « Ce que l'on vit existentiellement est toujours énormément plus avancé que ce que l'on vit consciemment. ».

S'agissant de sociologie politique, Pasolini a certainement raison.

Plus près de nous, et en France, s'agissant du « mariage pour tous », sémiologiquement, l'arrivée de Madame de La Rochère à la tête de « la Manif pour tous » signe non seulement la défaite du mouvement réactionnaire mais aussi le fait qu'il l'avait admis sa propre défaite, qu'il avait admis que le peuple était contre lui et que le peuple vivait déjà, existentiellement, le mariage pour tous.

Le pays, dans sa majorité, et pas seulement dans sa majorité parlementaire, n'y était pas opposé.

Cela ne veut pas dire que le pays était *pour* le mariage homosexuel, mais que cela, profondément, lui était indifférent. Il avait admis que ce n'était pas un problème et que, ce faisant, ce n'était pas son problème.

Les « sorties du placard » des années 1990, ces « coming out », avaient permis de banaliser l'homosexualité dans le corps social, et amené ce même corps social à considérer que chaque famille ou presque, de près ou de loin, connaissait une personne homosexuelle déclarée et revendiquée comme telle, et que cela ne posait pas de problème particulier. Dans les années 1970, l'homosexualité affichée semblait réservée aux personnes qui passaient à la télévision, à certaines vedettes de cinéma et de la chanson. Alors, s'agissant désormais d'admettre que des personnes banales puissent banalement se marier elles aussi, le corps social n'y a pas vu d'inconvénient majeur.

Alors, les opposants à la loi Taubira ont compris leur défaite et ont substitué à leur tête Ludovine de la Rochère à Frigide Barjot, épouse de Basile de Koch.

Cela demande d'être explicité ;

Dans un premier temps, le mouvement contre le mariage pour tous a adopté la stratégie de la « dédiabolisation », comme, d'ailleurs, le Front national. Il s'agissait d'effacer ou au moins d'atténuer l'image droitière, réactionnaire, vieille-France du

mouvement en adoptant une égérie un peu « déjantée », familière de la « nuit » et au « look » fort peu classique. Avec la dite Ludovine, changement radical de stratégie, ils ont quitté le monde de la médiatisation un peu frelatée et rejoint leur base arrière post maurrassienne, Versailles, l'Action française, l'extrême droite légitimiste.

C'est en cela que le retournement est significatif et qu'il est de l'ordre de la sémiologie : la « Manif pour tous » est passée d'une femme qui agissait sous pseudonyme à une femme dont le nom ressemble à un pseudonyme.

Le mouvement réactionnaire a donc cessé de vouloir faire croire qu'il ne l'était pas, et l'étant, a pris comme dirigeante une femme qui l'est, qui l'est existentiellement et consciemment.

Tout est rentré dans l'ordre.

On sait d'ailleurs de quel ordre il s'agit.

Pierre OUDART – avril 2016

Je sais les noms

Péguy-Pasolini #08

Se glisser entre les écrits politiques de Péguy et ceux de Pasolini, c'est se glisser entre la révolte de l'un et la révolte de l'autre, entre la colère de l'un et celle de l'autre. L'actualité ne manque pas de combustible pour entretenir cette colère. Ainsi, le 4 avril 2016, le journal Le *Monde* a annoncé qu'il allait révéler jour après jour, et pendant une semaine, des informations sur les pratiques financières douteuses de personnalités du monde entier, et, donc, aussi de personnalités françaises, au sein du système « off-shore » mis en place au Panama, affirmant que ce système semblait bien être le point nodal des paradis fiscaux et des filières de blanchiment de la finance internationale.

Dès ce 4 avril, on s'est pris à imaginer que des noms insoupçonnés, insoupçonnables, seraient le lendemain dévoilés. Mais, *le Monde* entretenait le suspense, comme aux temps de la presse à scandale, comme au temps des campagnes publicitaires en forme d'« aguiche », comme disent les Québécois pour remplacer l'anglais « teasing ». Alors, ce 4 avril 2016, m'est revenu en mémoire ce texte de Pasolini qui commence par : « Je sais les noms. ». En effet, dès ce 4 avril, il n'était pas très difficile de se livrer à quelques prédictions, tant ces noms étaient connus, rabâchés depuis des années. « Je sais les noms. » : c'était bien ainsi que commençait l'article livré par Pasolini le 14 novembre 1974 au *Corriere della sera* intitulé *Le Roman des massacres*.

> « Je sais. Mais je n'ai pas de preuves. Ni même d'indices. Je sais parce que je suis un intellectuel, un écrivain, qui s'efforce de suivre tout ce qui se passe, de connaître tout ce que l'on écrit à ce propos, d'imaginer tout ce que l'on ne sait pas ou que l'on tait... ».

Et Charles Péguy, dans *Notre Jeunesse*, semble poursuivre le texte de Pasolini :

> « Parce que c'est la même matière, les mêmes hommes, les mêmes comités, le même jeu, le même mécanisme, déjà automatique, les mêmes entours, le même appareil, les habitudes déjà prises... ».

Alors, est-ce que dès le 4 avril, avec Péguy et Pasolini, et avant même toute révélation, nous connaissions les noms ?

Certainement.

Et ce, sans procéder à de la divination, sans même aucune investigation.

Nous connaissions tous les noms parce que ces noms étaient connus de tous.

Ce que *le Monde* annonçait, ce n'était pas le fait de savoir les noms des fraudeurs, mais d'avoir eu accès aux preuves de ces fraudes. Le lendemain, *Le Monde* livrerait quelques noms attendus, quelques noms déjà usés avant d'être prononcés, déjà compromis avant d'être accusés.

Le feuilleton tournerait court.

On le savait déjà.

Déjà, on savait tout.

Le lendemain, le 5 avril 2016, c'était « la perpétuelle et recommençante histoire », comme l'écrit Péguy. Le journal *Le Monde* a publié les noms, commencé à publier les noms des bagnards de l'off-shore. Et nous sommes demeurés sans surprise, et il n'y a eu aucune surprise, il y avait bien les noms que nous pensions qu'il y aurait. Il y avait bien les barbouzes qui ont choisi d'apparaître en politique pour mener plus facilement leurs barbouzeries, et dont on sait depuis toujours, depuis que leur nom a été dévoilé un jour dans un journal, pour quelque motif que ce fût, que ce sont des barbouzes. Ils se sont employés, parfois pendant des décennies, à ne rien cacher de leurs barbouzeries, et nous savions, et nous savions bien, et d'ailleurs tout le monde le savait ; tout le monde peut-être pas, mais du monde certainement, beaucoup de monde, assurément. D'ailleurs, ce qu'il conviendrait d'analyser, dès lors, ce qu'il conviendrait de dessiner, comme on dessine un réseau, comme on fait un organigramme, ce sont les rets de silence autour de ces évidentes barbouzes médiatisées, politisées, légitimées par le scrutin universel, financées par des partis, accueillies par des partis qui prétendent à la respectabilité, alors que nous savions, alors que tout le monde savait. Avec qui ont-ils dîné pendant des décennies, et déjeuné aussi ? Avec qui ont-ils fait des affaires, et signé des contrats aussi ? Quelles ont été leurs responsabilités ? Quelles sont leurs responsabilités ? Qui sont les silencieux, tous ces silencieux qui n'ont rien dit ? Et qui savaient puisque nous savions, puisque nous savions les noms.

Mais, apparemment et en apparence, nous ne savions pas tous les noms. *Le Monde* insistait alors sur le nombre important des « anonymes » présents dans les listes des personnes françaises qui avaient eu recours à des sociétés off-shore au Panama. Or, la même édition s'arrêtait sur les « anonymes » qui, chaque soir depuis le 31 mars se tenaient debout sur la place de la République, à Paris, pour protester contre la politique du gouvernement, et plus particulièrement contre la réforme du code du travail, inaugurant un mouvement nomme « La Nuit debout ». On ne sait pas, on ne saura jamais si parmi les « anonymes » détenteurs de biens au Panama figuraient aussi des « anonymes » qui occupaient la place de la République. On en conclura donc provisoirement que tous les « anonymes » ne relèvent pas du même anonymat. C'est que dans le premier cas, le journal connaissait les noms, mais ne les divulguait pas. Dans le second cas, le journal ne connaissait pas les noms, mais les aurait bien divulgués.

On ne saura jamais, ou pas tout de suite, si tous les noms qu'il aurait été intéressant de connaître ont été dévoilés ? Comment en juger ? Il n'y aurait eu en fait qu'une seule manière d'en être certains : avoir accès aux documents originaux. Dans les précédentes affaires de fuites de documents compromettants, la publication des documents originaux

a joué un rôle important dans la révélation. Si les documents originaux demeurent cachés, la révélation demeure partielle et, de partielle, devient biaisée, et, de biaisée, devient sans intérêt véritable, le lecteur ne pouvant effectuer facilement sa propre analyse de la situation. Pour autant, divulguer, brutes, les listes de toutes ces personnes « anonymes » aurait été à l'évidence inciter à une forme de lynchage contestable. Alors ? Alors, on aurait pu conseiller au journal de ne pas monter une opération commerciale visant à renforcer sa réputation de journal d'investigation sur l'argument que l'on allait dévoiler des noms, quand ce dévoilement aboutissait à dévoiler que ces noms demeureraient anonymes, sous peine d'une double contrainte qui ne peut conduire qu'au doute et à la déception.

Et ça continue encore et encore, c'est que le début d'accord, d'accord » chantait Francis Cabrel en 1985.

C'est d'abord ce refrain qui est revenu en mémoire à l'idée de découvrir le vendredi 8 avril 2016 les nouvelles révélations de ceux qui « savaient les noms ». On aura alors appris que le Premier Ministre britannique avait réalisé en 2010 un profit de 19 000 Livres Sterling de la vente de parts détenues par son père dans une société panaméenne et l'on se sera dit que, franchement, ce n'était pas grand-chose, qu'encore une fois, ça ne nous apprenait rien, et l'on aura souri seulement de la façon dont le signifiant s'était vengé, la holding en question se nommant « Blairmore ». M. Cameron a toujours voulu faire *plus* que M. Blair. Il y avait bien aussi cette histoire de Modigliani disparu, histoire assez romanesque, qui pouvait faire une histoire. Mais, le tableau appartenait à ceux à qui l'on disait qu'il appartenait vraiment. Il n'y avait donc pas de révélation, il n'y avait qu'une preuve. On sera revenu vers le Premier Ministre britannique qui avait d'abord nié avant d'avouer, comme un autre Premier Ministre qui, lui, n'avait jamais été trotskyste puis l'avait été.

Et l'on s'était ennuyé.

La divulgation, au jour le jour, de considérations générales sur le système bancaire international orienté vers l'évasion fiscale, dit système « off-shore », provoquait une déception, continue, lancinante, mais forte et d'autant plus forte, continue et lancinante que cette divulgation traînait en longueur.

C'était ennuyeux.

Mais, c'était ennuyeux que cela fût ennuyeux.

En effet, la conséquence de tout cela, de toute cette affaire, pouvait tout aussi bien être que l'on se dise, que l'on finisse par se dire que, tout compte fait, après tout, cette affaire était d'une grande banalité, que l'off-shore, c'était comme le cancer, que tout le monde pouvait un jour en être atteint et que l'on allait accélérer la recherche contre l'off-shore et qu'un jour, enfin, on aurait trouvé le remède, le traitement, la bonne molécule. L'off-shore serait éradiqué. De l'intense corruption autour du pétrole algérien, on retiendrait surtout que le journaliste du *Monde* qui devait accompagner le Premier Ministre français lors de son voyage officiel ne pourrait pas y aller et que le journal *Le Monde* s'offusquait contre cette atteinte à la liberté d'expression... comme si la liberté d'expression était par ailleurs une des spécialités du gouvernement algérien. Si la révélation avait vraiment été efficace, le voyage-même du Premier Ministre aurait été annulé. On voit mal cependant comment annuler les voyages officiels dans les pays

corrompus par le système off-shore sauf à se fâcher avec la planète entière. Même les familles étaient touchées, et l'on a vu bien des têtes opiner, de bonnes têtes bourgeoises et même semi bourgeoises et même pas bourgeoises du tout, et de dire que « aussi, si on ne payait pas autant d'impôt... ». Bientôt, la cause du « off-shore », ce ne serait pas la corruption, l'appât du gain, la frilosité coupable des dirigeants, le pourrissement de ce que l'on ose encore appeler l'économie réelle, ce serait l'impôt !

Pour tenter de commencer à comprendre ce que ces « Papiers de Panama » pouvaient révéler, il ne suffisait pas de s'accrocher à une liste de noms, célèbres ou anonymes, il ne suffisait pas de participer à la « peoplisation » de l'évasion fiscale, à la « documentarisation » du off-shore, à sa médiatisation médiatique, mais il fallait prendre en même temps, dans un même mouvement, il fallait au sens propre, littéralement, com-prendre, prendre avec, ensemble, aussi difficile que cela pût être, aussi compliqué, aussi inattendu, com-prendre trois événements chroniqués quotidiennement dans les colonnes de ce même quotidien *Le Monde* pendant cette première semaine du mois d'avril 2016 :

- les arrestations en Belgique de terroristes fondamentalistes musulmans ;
- les protestataires utopistes de la « Nuit debout » ;
- et, enfin, en commentaire, ces révélations, qui n'en étaient pas vraiment, sur l'évasion fiscale et le blanchiment d'argent sale via le système bancaire international.

Ce que ces trois événements avaient en commun, c'était d'abord qu'ils se passaient en même temps, et personne ne pouvait sérieusement considérer que c'était par hasard, que c'était fortuit.

Et d'ailleurs, il suffit de l'écrire pour qu'instantanément cela devienne évident, sans qu'il soit nécessaire, absolument, de s'expliquer.

Le système économique mondial, libéralement mondial et mondialement corrompu a installé durablement le désespoir. Il ne s'agit pas d'une crise, ni d'une crise de croissance, ni d'une crise de confiance. Il ne s'agit pas d'un malaise, d'un malaise économique, d'un malaise politique. Il s'agit d'un désespoir qui n'est pas sociétal, qui n'est pas sociologique. Il s'agit bien d'un désespoir anthropologique, qui prend, sur la planète entière, des femmes et des hommes, qui disent simplement, désespérément, qu'elles ne peuvent pas, qu'ils ne peuvent pas continuer ainsi. Elles disent, ils disent que le système qui leur est proposé, ce système marchand, qui pour autant ne marchande pas, qui ne distribue pas, qui ne respecte plus l'humanité, est un système dont elles ne veulent plus, dont ils ne veulent plus, parce que c'est un système de mort. C'est cela qui est dit dans ce temps qui est le nôtre, dans cette coïncidence, dans cette concomitance, et il faut entendre, *en même temps* le bruit des armes et des prières, les slogans de mégaphone et les indignations bancaires.

Car, pendant ce temps, pendant ce même temps, des anonymes qui se nommaient tous Camille organisaient place de la République à Paris, des réunions, des commissions : vendredi 8 avril #39 mars - 16h : réunion de la Commission « climat » - 2ème lampadaire à droite de la place. Et l'on s'était dit alors que la poésie était en marche et que tout cela relevait bien de la mystique, au sens même que Péguy donne à ce mot.

Et l'on entend encore Péguy...

> « Quand par impossible un homme de cœur discerne au point de discernement, s'arrête au point d'arrêt, refuse de muer à ce point de mutation, rebrousse à ce point de rebroussement, refuse, pour demeurer fidèle à une mystique, d'entrer dans les jeux politiques, dans les abus de cette politique qui est elle-même un abus... »

La place de la République de Paris était ainsi devenue, en ce début de printemps incertain, le point de convergence de cette concomitance des faits, et à cette convergence-là, les participants de la « Nuit debout » voulaient opposer la convergence des luttes. La statue de la République, immense cénotaphe noir des morts de janvier et novembre 2015 à Paris, témoin réprobateur et protecteur contre la violence terroriste, veillait sur tout un peuple qui venait, pendant que les éclopés de la mondialisation, posés sur des grabats, réfugiés des guerres syriennes ou familles Roms, occupaient les confins de la place.

Que se passait-il place de la République ?

Les commentateurs demeuraient prudents face à cet oxymore de la fragilité forte du mouvement. Les politiques ont aussi commencé à manifester, mais il s'agissait de signes d'impatience. Aucune, aucun ne s'est vraiment risqué-e dans la foule vivante qui se tenait sur la place. C'est que les manifestants pointaient le travail qu'ils ne font pas : « reprendre sens », comme on dit « reprendre pied ». Le manifeste de la « Nuit debout » invitait chacune, chacun à « reprendre possession de la réflexion sur l'avenir de notre monde ». Le programme publié chaque jour était celui d'un « Collège de France » citoyen et en plein air, où les conférences alternaient avec les commissions thématiques. Un groupe écrivait la Constitution, pour montrer et démontrer que c'était possible de le faire soi-même. C'était une sorte d'atelier de bricolage juridique participatif. La référence à la révolution de 1848 était très présente, et avec elle, la référence au « Printemps des peuples » ; printemps d'une dizaine de révolutions dans une Europe dominée par les monarchies. Les Espagnols ont montré le chemin, comme pour le Front populaire. La Belgique, épouvantée par les attentats de Bruxelles, connaissait déjà deux places occupées par la Nuit debout, à Bruxelles et à Liège.

Est-ce que le mouvement allait durer ?

Il a duré un certain temps, et c'est cela l'important.

Cette germination printanière sera durable.

Nos mémoires sont infinies.

Ce qui frappait dans le traitement politique et médiatique qui était fait de la « Nuit debout », c'était la volonté à peine masquée, parfois même affichée, de faire rentrer le mouvement dans le récit commun, le récit politique et médiatique commun ; et Péguy aurait ajouté : transformer leur mystique en leur politique. EN parler populaire, cela s'appelle « se raccrocher aux branches ! ».

Il y avait d'abord l'utilisation par les médias et par les élus parisiens de tous les bords du concept d'« espace public », qui aurait été « privatisé » par les manifestants, cette « privatisation » se matérialisant par l'usage de bâches et de stands divers, qui, dès lors,

n'ayant pas fait l'objet d'autorisations, ni de redevances, devaient être enlevés, démontés, balayés. Juridiquement, c'était imparable. Politiquement, c'était grotesque, ravalant l'occupation de la place aux terrasses des cafés-restaurants. Il y avait ensuite la question du bruit qui gênait les riverains, eux qui, dans le quartier, sont déjà exaspérés, tout à côté, par les jeunes qui se rassemblent près du canal, les réfugiés sous les ponts, et les mendiants sur les grilles chauffantes du métro. Tous ces braves riverains votent, ou sont supposés voter, et pouvaient s'en souvenir. Il a donc suffit qu'un leader de droite lève le ton pour que les élus de gauche se précipitent pour déplorer eux aussi les nuisances sonores.

Il y avait surtout l'envie des médias et des politiques de trouver des leaders, de les identifier et de les caractériser comme interlocuteurs, puis de les inviter sur des plateaux de télévision, de leur offrir des interviews.

Il s'agissait là aussi de « savoir les noms ».

Une fois ce premier pas effectué, il n'aurait pas été très difficile de « peopliser » ces nouvelles figures, de leur trouver des amours secrètes et même des comptes au Panama. Quel aurait été le leader idéal, médiatiquement idéal, politiquement idéal ?

D'abord, un homme. Avec « une gueule », entre celle de l'abbé Pierre et celles des syndicalistes de Goodyear, une barbe, bien sûr, et un galurin reconnaissable sur la tête. Une fois choisi, une fois montré, seraient rapidement venus le dépeçage et les révélations. Cela aurait été le fils de quelqu'un de connu. Il aurait passé son enfance dans le 16ème arrondissement de Paris et n'aurait pas payé l'impôt sur la fortune. Il se serait encanaillé à cause de la rencontre d'une jeune femme droguée et végétarienne devenue son égérie.

Quel récit formidable !

Le boa des médias aurait étouffé sa proie.

Il y a donc bien eu un double rapport de force engagé entre les pouvoirs constitués, que l'on nomme habituellement « le pouvoir », et le mouvement qui se faisait appeler « Nuit debout » : un rapport de force sur la place de la République et un autre, dans l'espace médiatique.

Dans l'espace physique de la place parisienne, et sur d'autres places en France, l'un des instruments de la lutte était, bien sûr, l'usage des forces de l'ordre, mais aussi l'usage de la ruse juridique. On imaginerait volontiers que l'usage de la ruse, s'agissant du droit, n'est pas chose souhaitable, voire même chose impossible. Le droit serait le droit. Certes, il y a des usagers, des citoyens et des concitoyens qui, au quotidien, rusent avec la chose juridique et trouvent des accommodements. Mais, s'agissant de l'occupation de la place, les manifestants répondaient par le droit à la ruse, dans une situation qui s'était donc inversée. Ce faisant, le pouvoir devait avoir conscience - mais il ne l'avait pas - qu'il perdait beaucoup, qu'il perdait énormément, car, il perdait dans l'ordre des échanges symboliques. Un pouvoir qui ruse avec la réglementation, ruse avec le droit, et se place en conséquence en dehors du droit. Il aurait presque été préférable d'interdire, et de trouver des raisons juridiquement fondées pour ce faire, sans ruse.

Le second rapport de force opposait, dans l'espace médiatique, la « Nuit debout » aux « Papiers de Panama ».

Sur le front panaméen, le combat s’est essoufflé rapidement. Le maître mot de ce milieu de première semaine d'avril semblait bien être « perquisition », comme si ce mot de « perquisition » recelait en lui-même un pouvoir magique, comme si « perquisition » était une sorte de super-héros des mots. Dans l'espace médiatique, la « perquisition », c'est le bras armé de la justice, c'est l'outil invincible qui va rétablir l'ordre. Ainsi, le Ministère public panaméen effectuait une « perquisition » au siège de la société d'avocats au cœur des fameux Papiers de Panama ; au siège et aussi dans certaines de ses filiales. L'heure était grave. D'ailleurs, le Président panaméen protestait contre l'inscription de son pays sur la liste des paradis fiscaux. Il est vrai que c'était particulièrement injuste puisqu'il avait fait la preuve qu'il pouvait faire usage de la « perquisition ».

Ainsi, le pouvoir panaméen *aussi* rusait.

Que conclure de cette première semaine d’avril 2016 ?

Quand les pouvoirs constitués rusent et que les gens font des ateliers d'écriture de la Constitution, c'est peut-être qu'il se passe quelque chose qui ressemble à une révolution.

Pendant que les pouvoirs perquisitionnaient pour trouver ce que tout le monde savait déjà, les gens cherchaient à inventer l'avenir éclairci du monde.

Pierre OUDART – avril 2016

Chronite politique aiguë

Péguy-Pasolini #09

Faire de la politique, c'est faire de la politique *maintenant*.

Ce devrait toujours être faire de la politique *aujourd'hui*.

Cet *aujourd'hui* et ce *maintenant*, semblent aller de soi.

Mais ce n'est pas le cas.

« Maintenant » et « aujourd'hui » relèvent de la notion de contemporanéité. Faire de la politique, c'est prétendre vouloir gouverner ses contemporains. C'est donc nécessairement prétendre savoir ce qu'est ce contemporain et comment l'améliorer dans le souci de l'intérêt général. Toute femme ou tout homme politique qui prend la parole fait précéder son discours d'une proposition éludée : moi qui suis votre contemporain-e.

Pour autant, ce n'est pas certain que celle qui parle, celui qui parle, soit vraiment contemporain-e de celles et de ceux à qui elle ou il s'adresse.

La langue courante garde la trace de ce potentiel hiatus dans l'expression « être – ou ne pas être – de son temps ».

Dès lors, il est loyal de se demander si le personnel politique français est bien « de son temps », c'est-à-dire, notre contemporain.

Giorgio Agamben dans son ouvrage *Qu'est-ce que le contemporain ?* affirme :

> « Celui qui appartient véritablement à son temps, le vrai contemporain, est celui qui ne coïncide pas parfaitement avec lui, ni n'adhère à ses prétentions, et se définit, en ce sens, comme inactuel ; mais précisément pour cette raison, précisément par cet écart et cet anachronisme, il est plus apte que les autres à percevoir et à saisir son temps. »

Ce qui rend Péguy et Pasolini si contemporains, c'est cet écart qu'ils font pour regarder leur époque, leur temps, écart qui nous permet de constater, et même de vérifier qu'ils demeurent nos contemporains, quand le personnel politique, englué dans l'époque, paraît terriblement suranné, vieilli, frappé d'obsolescence.

Être contemporain, ce n'est pas être de son temps.

Depuis quelques années, le personnel politique, croyant tout à la fois être de son temps et s'adresser à ses contemporains, a attrapé une maladie du temps, que l'on nommera « chronite », et qui peut connaître des phases aiguës, et qui s'attrape principalement sur les réseaux sociaux, et plus particulièrement sur le réseau *Twitter*, celui qui fonctionne à coup de sentences de moins de cent-quarante caractères. Et le personnel politique a attrapé cette maladie, précisément en voulant être « de son temps ». La conséquence, les séquelles de cette maladie est l'incapacité partielle, mais le plus souvent totale, à saisir le contemporain.

Vers les années 2010, celles et ceux que l'on nomme dans les médias « les politiques » ont commencé à pratiquer activement, et même parfois frénétiquement, l'envoi de messages courts sur les réseaux sociaux. *Twitter* a commencé à rythmer, à cadencer même, ce que l'on nomme « la vie politique ». Les plus chanceux ont engagé des spécialistes de cette forme brève. Ce n'est pas que cent-quarante caractères, ce serait trop peu pour s'exprimer valablement. Le mot « non » n'en a que trois, ainsi que le mot « oui » d'ailleurs. C'est plutôt que cent-quarante caractères, c'est beaucoup trop pour dire non, et trop peu pour développer la nuance. Roland Barthes, en 1979, dans son cours au Collège de France, dit :

> « La civilisation des médias, des mass-médias, se définit à mes yeux par le rejet agressif de la nuance.[4] »

Mais loin s'en faut que le personnel politique recherche, et surtout trouve, dans l'interactivité frénétique de tweets concoctés par des services de communication, la grâce du haïku.

La clinique permet d'affirmer que, dans la plus grande majorité des cas, cette « chronite » est provoquée par un agent pathogène virulent : la « communication ». Vous prenez une personne normale, qui fait ses affaires avec patience, besogneusement, sérieusement, avec conscience aussi, et même avec conviction, et même avec conviction politique, avec engagement politique, et vous placez cette personne, qui a des atouts, qui a un bagage, qui détient des éléments, vous la placez en position politique, en position de visibilité politique, ou pire encore en position ministérielle, en position présidentielle et, sans délai, cette personne respectable attrape la « chronite ». Les symptômes sont toujours les mêmes, toutes et tous en sont frappés. Le symptôme le plus évident, le plus fort aussi, est l'apparente nécessité qui prend le malade de s'exprimer en permanence sur tout et n'importe quoi. Il y a quelques années encore, l'espace médiatique n'étant pas encore saturé, la pratique parcimonieuse du communiqué officiel permettait de juguler la maladie de la communication. Désormais, et depuis l'efflorescence des réseaux sociaux, la maladie galope, provoquant ses dégâts sur l'entendement, sur la clarté, sur le sens-même des choses et des événements. Il faut non seulement nourrir la bête médiatique de propos et d'images, de réactions et d'émotions, mais il faut aussi, et le plus banalement possible, dire que l'on est triste, ou heureux, ou scandalisé, ou étonné, ou ravi, ou seulement concerné. Cette forme de la maladie, que l'on a cru un temps bénigne, s'est avérée avec le temps particulièrement virulente, et provoquant des dommages inattendus. La Faculté manque certes de recul pour mesurer si ces dommages peuvent régresser par la pratique de la continence communicationnelle. Rien n'est cependant

[4] ce qui, au demeurant, ne demande que cent-un caractères.

moins certain. En effet, auparavant, il suffisait que la femme ou l'homme politique se retirât de la vie politique pour que sa logorrhée communicationnelle cesse, faute de service de presse à sa disposition. Désormais, même retiré-e, ça communique encore. Il n'y a plus besoin de service de presse.

Malgré ce manque de recul, on peut considérer que la « chronite » est une maladie neurologique qui fait régresser l'individu jusqu'à l'adolescence, qui est un âge sensible, enthousiaste et passionnant, mais qui n'est pas l'âge de la sagesse, du recul et de la circonspection. Il est en effet admis que pendant l'adolescence l'être humain ressent le besoin irrépressible d'échanger avec des congénères de la même classe d'âge, le plus souvent du même sexe, des messages à toute heure du jour et de la nuit commentant son environnement immédiat. Que la chemise du professeur sorte de son pantalon et c'est une épopée ! Un couple se forme dans la classe et c'est une nouvelle *Recherche du temps perdu* ! Le jeune humain va ainsi relater, et parfois-même dans un journal intime, tout ce qu'il ou elle fait, ce qu'il ou elle a mangé, ce qu'il ou elle a pensé, ses amours et ses détestations, qui ne peuvent être les unes et les autres qu'éternelles. Les jugements du jeune humain, surtout, sont définitifs, et sans appel. Cette affection bénigne de la communication interhumaine, qui peut parfois s'étendre aux échanges avec des animaux domestiques, tels les hamsters et les chats, s'éteint habituellement aux premières années de l'âge adulte. Il est plausible qu'elle provienne des hormones, et notamment des hormones sexuelles. C'est donc particulièrement curieux, et assez inquiétant, que des adultes, parfois fort avancés en âge, des adultes si soucieux de leur respectabilité et d'être pris au sérieux en tant qu'adultes, et même super adultes, soient soudainement atteints du même syndrome.

Il y a cependant un bénéfice social secondaire à cette émission effrénée de messages de moins de cent-quarante caractères : celui de révéler la nature véritable de ce que l'on nomme le débat politique et qui n'est le plus souvent qu'une collecte d'interjections de cours de récréation au milieu de banalités affligeantes.

On constate aussi que l'usage sans mesure de messages courts rendus publics sur les réseaux sociaux se double, le plus souvent, d'un usage tout autant débridé, intensif, maladif, de messages privés tout aussi courts et tout aussi sans nuance.

Bien sûr, la langue en pâtit.

Le message court fait rapidement l'économie de tout signe diacritique : les accents sont les ennemis du pianotage sur écran tactile. La ponctuation fait aussi les frais de la brièveté du message et de la rapidité de sa saisie. Le message court est souvent sans nuance, et sans retenue. Il est propre aux fonctions les plus rudimentaires du langage : l'expression d'un ordre ou d'une instruction ; l'acquiescement sans réserve ou le refus brutal ; l'indication d'un lieu, la confirmation d'un rendez-vous, dont on est déjà convenu. Le message court demande donc à être précédé ou un prolongement *in situ* et *in praesentia*. Si deux personnes communiquaient uniquement par messages courts électroniques sans jamais se parler, ni se voir, sans jamais s'écrire des phrases correctement formées dans des textes structurés, très vite, ces deux personnes ne se comprendraient plus : elles auraient développé cette maladie banale mais terrible de la communication que l'on nomme le « malentendu ». En effet, le message court ne peut être univoque que s'il est porté, soutenu, alimenté par d'autres échanges effectués dans

d'autres situations de communication. Sans ces autres situations, le sens-même de ces messages se dérobe. Rapidement, les personnes ne se comprennent plus. Continuant cependant à émettre, elles révèlent la principale caractéristique du message court, celle d'être d'abord une production sémantique *pour soi* avant d'être un message pour l'autre.

Cet émiettement du langage ne peut produire qu'un émiettement de la pensée, et l'éparpillement du discours politique, un éparpillement de la chose politique elle-même. Cela témoigne d'un affaiblissement du politique, de l'expression politique et même de la chose politique.

Dans les sociétés humaines pré-technologiques, ou plutôt, pré-communicationnelles, le sage, l'homme de pouvoir - ou la femme, mais, certes, plus souvent l'homme - parlait peu. Consulté, ses quelques mots avaient valeur de sentence. La rareté-même de sa parole mesurait sa force et sa puissance. « Bavarder » était synonyme de bêtise, de perte de temps et trahissait la faiblesse. Le sage, pourtant, était supposé sachant tout de son peuple. Il n'avait pas besoin de commenter les faits et gestes de chaque membre du groupe pour que le groupe reconnût sa proximité, son appartenance et sa position. Il n'avait pas besoin de se livrer aux distractions du groupe pour être proche du groupe ou pour faire semblant de l'être. Le fait que, désormais, le pouvoir politique bavarde, est une modification anthropologique importante, qui affaiblit ce pouvoir. Et le peuple, et même les plus jeunes, ne s'y trompe pas. Dans les jeux vidéo, dans les films, dans les séries télévisées, le pouvoir représenté continue de s'exprimer surtout par le silence, la prudence, sinon le mutisme. La société continue de reconnaître le bavardage pour ce qu'il est : une faiblesse.

Mais, ce changement anthropologique n'est qu'en trompe-l'œil. Le véritable pouvoir demeure silencieux.

Cela laisse penser que cet abrasement du langage n'est ni sans but ni sans raison.

Le message court, c'est souvent le slogan, et le slogan, plus que politique, est publicitaire.

Ainsi, plus on s'exprime par messages courts, plus on prépare son auditoire à recevoir et à faire siens les slogans de toute sorte : publicitaires ou politiques. L'usage intensif de messages courts est à l'évidence une préparation tout aussi intensive à la consommation de masse. Les inventeurs et détenteurs des réseaux sociaux ne s'y sont pas trompés. Il est plus facile pour cibler les bonnes publicités, de caler des algorithmes sur des textes de moins de cent-quarante caractères. On assiste même à une forme de renversement par lequel le slogan publicitaire se fait plus sophistiqué que l'analyse politique, que le discours politique. C'est que le slogan publicitaire, lui, est produit par des professionnels du langage. Alors que l'immense majorité de la classe politique veut ignorer et mépriser les humanités, les agences de publicité recrutent des sémanticiens, des linguistes, des sémioticiens, des sociologues, des ethnologues, des historiens... Alors que les ministres de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur successifs tendent à réduire la place de ces mêmes humanités - qu'ils méprisent et qu'ils ignorent - dans les enseignements, pour la raison supposée qu'elles ne prépareraient pas à ce qu'ils nomment « l'emploi », ces agences recrutent des philosophes et même des artistes.

Et c'est ainsi que l'abondance de la communication politique forme un brouhaha épouvantable où l'inaudible devient la règle. Plongée au milieu des slogans publicitaires qui vantent toutes sortes de produits, et même des contrats de location longue durée pour des obsèques, la phrase politique, pour pouvoir percer, doit forcer le trait, se caricaturer elle-même. C'est à l'évidence ce qui est arrivé, par exemple, à l'ancien Président de la République française quand il a affirmé devant des sympathisants niçois que les participants au mouvement de « la Nuit debout » « n'avaient rien dans la tête ». Intentionnellement ou non, il a joué son propre personnage, sa propre marionnette, il a créé la tendance sur les réseaux sociaux. Dans l'ordre de la publicité, il a sans doute eu raison. Sans cette phrase, sa présence à Nice serait passée entièrement inaperçue, un peu comme ces tournées d'anciens chanteurs à succès qui chantent désormais dans les maisons de retraite et les supermarchés.

Quand, pensant être de son temps, le personnel politique bavarde électroniquement, ajoutant son bavardage à ceux, innocents ou paranoïaques, de ses administrés. Ce même personnel politique, qui déclare vouloir aller à la rencontre du peuple, va vers les plateaux de télévision participer à des émissions ineptes, où ce qui prévaut est la caricature avilissante du peuple. Dans l'univers des réseaux sociaux, un message vaut un message, et ce sont des algorithmes manipulés et manipulateurs qui établissent la hiérarchie entre les messages. Ceux-ci agissent souvent comme des amplificateurs, mais des amplificateurs qui ont ceci de particulier qu'ils n'amplifient que ce qui est déjà amplifié. L'émetteur du message va donc devoir tenter de susciter une première vague d'amplification de son message, encore appelée « buzz », en espérant que l'algorithme complète le travail et accentue la tendance. Mais, l'amplification initiale ne peut être créée qu'en jouant sur le ressort de l'émotion. C'est ainsi que les publicitaires jouent sur l'attendrissement, émotion particulièrement forte qui renvoie à l'amour maternel, et cela donne alors des vagues de chatons. Ils jouent sur l'indignation, la peur, la surprise, la curiosité, la curiosité plus ou moins saine et parfois franchement malsaine. Ils jouent donc avec ce qui constitue l'humanité, mais ils le font sans morale, et l'on sait que la morale n'entre pas dans le code publicitaire. Il n’y a pas de raison qu’elle y entre. Le personnel politique en entrant dans le jeu de la tendance sur les réseaux sociaux ne peut donc, tendanciellement, lui aussi, que s'affranchir de la morale en usant des mêmes ressorts que la publicité pour promouvoir ce qu'il est convenu d'appeler, par anglicisme mal digéré ses « contenus ». L'Histoire nous apprend pourtant que ce sont les mouvements politiques populistes qui jouent en permanence sur ce registre. Quand on s'étonne, quand on regrette et quand on va déplorer les tendances populistes qui sont à l'œuvre dans la société, et qu'en permanence on s'adresse à l'émotion du peuple, on joue le jeu cruel et dangereux du pompier pyromane.

Il ne faudrait pas croire que tout cela n'a pas grande importance, qu'il ne s'agit en somme que de stratégie de communication, et que le gouvernement, et que la gouvernance, et que l'institution et les institutions, demeurent assez solides pour garantir la sédimentation qui permet de tendre à l'intérêt général. Cela ne serait pas juste, car cette activité forcenée de communication politique, qui privilégie l'actualité, le fait divers de l'actualité, qui privilégie la mise en scène du fait divers de l'actualité, cette « chronite » galopante a pour conséquence, pour première et dernière conséquence, que l'institution politique, que les institutions renoncent à faire l'Histoire et même à la considérer. Pour

pasticher de malencontreux et malheureux propos, le problème des femmes et des hommes politiques d'aujourd'hui serait qu'ils ont renoncé à entrer dans l'Histoire. Cette abdication est à la fois la cause et la conséquence directes de cette frénésie communicationnelle. Bien sûr, la place libérée de l'Histoire n'est pas demeurée vide, ne demeure pas vacante et d'autres l'occupent et s'en occupent et veulent la rendre cette place, la place de l'Histoire, inexpugnable. Ainsi, ce qui s'affronte en notre époque, au foyer-même de notre époque, ce ne sont pas des conceptions de civilisation ; et l'on a déjà montré que tous les protagonistes, que tous les belligérants sont de la même civilisation. Non, ceux qui s'affrontent et qui ne peuvent s'affronter que violemment, s'affrontent pour reprendre l'Histoire à ceux qui se la sont appropriée. Il n'y a donc pas d'un côté l'Histoire, le récit commun, qui serait la bonne Histoire, qui serait le bon récit, et de l'autre des traitres, qui voudraient casser ce récit, qui voudraient casser l'Histoire. Il y a d'un côté des politiques qui ont renoncé à écrire l'Histoire, qui ont laissé ce droit à d'autres, à ceux que l'on nomme le grand capital ou les grandes affaires, et de l'autre côté ceux qui, maladroitement, désespérément, tentent de reconquérir le droit, le droit et la capacité, non pas d'entrer dans l'Histoire, mais de, collectivement, l'écrire. Et cette volonté, et ce désir, peut parfois donner le meilleur comme donner le pire.

Comment pourrait-on soigner la « chronite » du personnel politique ?

Quelle serait la bonne thérapeutique ?

On pense d'abord aux remèdes traditionnels que sont la diète, voire le jeûne. La privation complète de moyens de communication pourrait être efficace. Reste qu'il est difficile de déterminer combien de temps cette prison communicationnelle devrait durer. On a vu tant de politiques clamer qu'ils avaient changé sans avoir changé en aucune manière, qu'aucune retraite, aussi longue fût-elle, pourrait garantir la guérison complète. Il y aurait bien aussi la rééducation. Mais le mot est désagréable pour ce qu'il évoque de régimes autoritaires et de pratiques inhumaines. On n'envisagera donc pas de rééducation, même maquillée sous l'apparence d'un « coaching ». Il reste le médicament, mais il n'y a pas de médicament disponible pour cette maladie, ni même aucune médecine douce.

Il n'y aurait donc rien à faire ?

La maladie serait incurable ?

Il ne faut pas perdre l'espoir.

Il faut d'abord, pour soi-même, prendre les précautions nécessaires pour ne pas attraper la maladie. Il ne faut pas aller prendre froid dans le champ des expressions bâclées, dans les vertigineux raccourcis, dans les abimes du commentaire succinct. Il faut consentir à la lenteur d'un texte, à sa grande lenteur, accepter même l'impression en sa lecture qu'il ne bouge pas, qu'il n'avance pas. C'était d'ailleurs le projet de Péguy quand il fondait *Les Cahiers de la quinzaine*, que d'avoir toute la place qui lui était nécessaire pour écrire, non seulement « bêtement la vérité bête », mais aussi pour pouvoir déployer sa phrase aussi longuement qu'il le souhaitait, sans être, dans sa lenteur, censuré. Le remède serait donc celui de Mithridate, qui s'empoisonnait chaque jour un peu pour s'immuniser davantage. Imposer la lenteur, la longueur, la redondance redondante à des médias qui

sont formés pour encourager le jeu des pouces levés et des pouces baissés, des onomatopées.

C'est déjà une forme de résistance.

C'est déjà une forme de guérison possible.

Il ne s'agit donc pas de se retirer, mais bien au contraire, d'aller dans l'arène, d'y demeurer immobile, et d'y déclamer des vers, des vers très longs, très ennuyeux peut-être, des vers écrits avec la matière-même du temps.

Pierre OUDART – mai 2016

Jeanne contemporaine

Péguy-Pasolini #10

Le 8 mai 2016, Monsieur Emmanuel Macron s'est rendu à Orléans pour les fêtes johanniques, les fêtes consacrées à Jeanne d'Arc, et cela a suscité beaucoup de commentaires. Certains, à gauche ou supposés tels, se sont étonnés, parfois davantage, qu'un ministre d'un gouvernement de gauche se rende à la célébration d'une sainte, icône de la droite, mais surtout du Front national. L'argument politique du ministre était qu'il ne fallait pas laisser ce symbole culturel de la nation française aux seules mains du Front national. Il avait raison. Mais peut-être pas de la manière dont il le pensait.

En allant à Orléans, Monsieur Macron est entré de plain-pied dans la conversation imaginaire que j'entretiens avec Charles Péguy et Pier Paolo Pasolini ; Péguy, parce qu'il a fait de Jeanne d'Arc une des figures centrales de son œuvre ; Pasolini, parce que dans un petit texte publié dans le Corriere della sera en juin 1974, il pose la question : « Qu'est-ce que la culture d'une nation ? »

Péguy, qui naît avec la Troisième République et meurt dans les premiers affrontements de la première guerre mondiale, navigue dans les méandres politiques du régime français qui, après la monarchie, a duré le plus longtemps. S'il est parfois à contre-courant, c'est qu'il considère que c'est le courant qui s'est fait contraire à ce qu'il nomme sa mystique politique, qui est la mystique républicaine, forgée dans les luttes pour Dreyfus. Péguy et Pasolini ont souvent fait face à la même incompréhension de leur propre camp, le camp de la gauche anti fasciste de Pasolini, et le camp républicain de « la Délégation des gauches » conduit par Émile Combes de 1902 à 1905. Quand Péguy s'oppose, au nom de la mystique politique, au combisme en tant que dévoiement du dreyfusisme, il préfigure Pasolini qui voit vaincus communistes et fascistes des années 1920, ensemble, par la consommation de masse. L'un et l'autre, dans des circonstances politiques et historiques différentes, dans des contextes culturels différents, et avec des tempéraments différents, ont mis au cœur de leur engagement politique, de leur combat politique, la question de la culture, et ils l'on fait à partir du même point politique et mystique, ce point que Péguy nomme « le point de retournement », qui n'est pas la foi, qui n'est pas la religion, qui n'est pas la croyance en un Dieu, mais qui est, obstinément, le point du spirituel.

Jeanne d'Arc, symbole culturel de la Nation française ?

« Qu'est-ce que la culture d'une nation ? »

La question porte sa propre métonymie car, la culture est une part essentielle de ce qui définit la nation, si l'on entend le terme « culture » dans un sens proche de celui que les Allemands donnent au mot « kultur », en opposition au mot « bildung », qui définirait,

lui, la matière que traite habituellement un ministère de la « culture » : patrimoine, création artistique... Bien sûr, il n'y a pas totale disjonction entre « kultur » et « bildung », il y a une intersection sémantique non vide, ou plutôt une mise en tension plus ou moins forte selon les temps.

À la politique de la Délégation des gauches, qu'il juge cynique et dévoyant la mystique républicaine, la mystique de la gauche-même, Péguy oppose très tôt la figure de Jeanne d'Arc, qu'il affectionne particulièrement. Comme toutes les figures historiques, comme toutes les figures mythiques, et celle-ci est en outre une figure mystique, la figure de Jeanne d'Arc est plurielle. Ou plutôt, elle est suffisamment complexe, comme figure politique, historique et mystique, qu'il est facile, et même trop facile, de n'en considérer qu'un aspect, que celui qui arrange, que celui qui sert, que celui qui peut servir un propos politique, qui ne serait pas un propos mystique. C'est ce qui a permis à un parti aussi anti-culturel, et somme toute aussi anti-français que le Front national de faire de Jeanne d'Arc une enseigne publicitaire.

Quelle Jeanne d'Arc choisir quand on veut l'évoquer ?

Quelle est la Jeanne de Péguy ?

I est bien dommage que dans son discours à Orléans, Monsieur Macron n'ait pas cité la Jeanne de Péguy, celle du *Mystère de la charité de Jeanne d'Arc*, qui est un drame, qui peut se jouer sur scène, qui peut se dire et se redire. Péguy y fait dialoguer Jeanne la bergère avec ses proches : une amie, Hauviette et une nonne lorraine, Madame Gervaise. C'est ainsi que Péguy fait dire à Jeanne, évoquant des enfants affamés :

> « Je leur ai donné tout mon pain, mon manger de midi et mon manger de quatre heures. Ils ont sauté dessus comme des bêtes, ils se sont jetés dessus comme des bêtes ; et leur joie m’a fait mal, encore plus mal, parce que tout d’un coup malgré moi j’ai saisi, ça m’a travaillé tout d’un coup dans ma tête, ça s’est éclairé tout d’un coup dans ma tête ; et malgré moi j’ai pensé ; j’ai compris ; j’ai vu ; j’ai pensé à tous les autres affamés qui ne mangent pas, à tant d’affamés, à des affamés innombrables ; j’ai pensé à tous les malheureux, qui ne sont pas consolés, à tant et tant de malheureux, à des malheureux innombrables ; j’ai pensé aux pires de tous, aux derniers, aux extrêmes, aux pires, à ceux qui ne veulent pas qu'on les console, à tant et tant qui ne veulent plus être consolés, qui sont dégoûtés de la consolation, et qui désespèrent de la bonté de Dieu. »

Mais cela, c'est un discours pour les réfugiés, ce n'est pas un discours pour les Fêtes johanniques d’Orléans.

« Qu'est-ce que la culture d'une nation ? ».

« Sa mystique », répondrait Péguy à Pasolini, dans une inversion chronologique.

Et Pasolini pourrait y souscrire.

Alors, puisque on nous offre Jeanne d'Arc comme figure culturelle et mystique de la nation française, examinons quelle serait cette figure aujourd'hui, qui, à l'évidence, n'est plus celle de Péguy, dans une France qui n'est pas l'Italie de Pasolini.

Quelle figure montre Jeanne en 2016 ?

Admettons tout d'abord que Jeanne soit libérée des contraintes liées au genre.

On la dit vierge.

Soit !

La dire vierge, c'est aussi ne pas révéler sa sexualité.

La dire vierge, c'est aussi laisser sa sexualité en dehors de son action, sa sexualité et son genre.

Les détracteurs du mythe ne s'y sont pas trompés, qui l'ont dit femme, qui l'ont dit homme, qui l'ont dit hermaphrodite, qui l'ont dit violée, qui l'ont dit pécheresse, qui l'ont dit mariée... Et les fanatiques ne s'y sont pas trompés non plus qui l'ont dit ange, surhumaine, extraterrestre.

Dans la France de 2016, on peut tranquillement, paisiblement admettre que Jeanne d'Arc est une figure transgenre et le revendiquer sans sarcasme, sans volonté de blasphème, seulement parce que cela paraît évident.

S'il s'agissait donc de ravir Jeanne d'Arc, de la ravir vraiment, aux factions rances et populistes, il faudrait mettre en évidence et revendiquer qu'elle est aussi une héroïne de la théorie du genre.

Et j'en arrive presque naturellement à l'idée que celles qui sont aujourd'hui les plus proches de Jeanne, en esprit et en acte, ce sont les Femen, et l'analogie peut être poussée. Comme Jeanne, les Femen s'élèvent contre la tyrannie et pour la liberté. Comme Jeanne, elles font preuve d'un courage physique impressionnant et engagent leur corps dans des batailles où elles sont souvent blessées. Comme Jeanne, elles sont accusées de sorcellerie, car c'est aussi un fait culturel, - puisque l'on évoque ici la culture des nations - que les femmes libres sont mises au rang des sorcières, des magiciennes, des ensorceleuses. Ces *Jeanne* contemporaines ne s'y sont d'ailleurs pas trompées quand l'une de leurs actions a pris pour cible la cérémonie grotesque du Front national en hommage à une statue dorée. Elles ont alors opposé l'image contemporaine de Jeanne d'Arc au mythe récupéré et vidé de sa substance mystique, donc vivante. Elles ont alors opposé le littéral véritable : des femmes en lutte contre l'oppression ; à la littéralité apparente : une statue allégorique d'un mythe rendu suranné par le conformisme, statue d'un mythe désactivé. Ce matin-là, l'ennemi culturel objectif de la nation était bêlant autour d'une statue qui n'en pouvait mais, quand des femmes sur un balcon étaient brutalisées par des mercenaires.

Avec qui était l'esprit de Jeanne d'Arc ?

Et pendant ces mêmes jours, pendant ce même moment, le pape était interrogé sur la place des femmes dans l'Église catholique, qui ne peuvent être ni prêtres, ni diacres. Et le pape a dit qu'ils allaient réfléchir au diaconat pour les femmes. Je ne vais pas engager, même à distance, un débat sociologique, un débat théologique avec l'Église sur les raisons sociologiques, sur les raisons théologiques, qui font que les femmes ne peuvent donner ni l'eucharistie, ni l'absolution. Je me contenterai de remarquer que les femmes peuvent être des Saintes, et peuvent être des martyrs. Elles peuvent évidemment être Saintes et martyrs. C'est donc que l'Esprit Saint les considère, et les considère même précisément,

en tant que femmes, en tant que Saintes, et en tant que martyrs. On me concèdera qu'il est difficile d'imaginer qu'il puisse y avoir une Sainte sans l'intervention de l'Esprit Saint. Ainsi, tous les fantasmes séculaires d'impureté originelle de la femme, qui lui interdirait ceci et cela ne tiennent pas une seconde, si l'on considère les Saintes et les martyrs, si l'on considère Jeanne d'Arc. Alors, je fais un pari théologique, qui n'est pas risqué, qui est un pari d'évidence. Les femmes ne peuvent pas être ordonnées prêtres dans l'Église catholique parce qu'elles n'en ont pas besoin. Donner l'eucharistie et l'absolution, c'est ouvrir le chemin vers la vie éternelle, c'est donner la vie véritable. Les femmes donnent la vie, et la vie véritable. L'ordination est le palliatif inventé contre la stérilité spirituelle première du mâle. Les femmes ne peuvent pas être prêtres. Soit. Elles donnent la vraie vie et le vrai pardon, et c'est tout aussi bien.

Jeanne d'Arc, contemporaine, est une femme qui fait autre chose que ce que l'on permet aux femmes.

Elle est kurde.

Elle est palestinienne.

Elle est syrienne.

Elle est irakienne.

Elle est française aussi.

Elle est dans l'Histoire et dans notre histoire.

Rien n'oblige donc à ce qu'elle soit vierge.

Il y a d'ailleurs beaucoup de femmes dans l'histoire qui ont fait pour la première fois ce qu'on ne leur permettait pas, et on ne les a pas condamnées à la virginité éternelle.

On a fait de Jeanne d'Arc une Sainte, et pour que ce soit plus plausible, on l'a laissée pucelle. C'est quand même curieux, cette crainte terrible de la sexualité des femmes, qui fait que la sainteté ne s'entendrait qu'avec la virginité. Car, on connaît de nombreux saints à qui l'histoire n'a pas imposé cela. Avant de devenir Saint, et même Père de l'Église, Augustin a connu ce que l'on nomme la débauche, et il a connu tant de débauches qu'il en inventa le péché originel.

Il n'en demeure pas moins qu'il n'était pas vierge et que l'Église en a fait un Saint.

Heureusement, il y a Marie-Madeleine, qui est Sainte parmi les Saintes, et personne n'a jamais prétendu qu'elle était demeurée vierge. Marie de Magdala, somptueuse pécheresse, est le premier témoin de la résurrection du Christ, et personne n'a demandé qu'on lui reconstruise auparavant sa virginité. En conséquence, nous nous passerons bien de la virginité de Jeanne contemporaine. La virginité, c'est comme la circoncision. Il y a ceux qui considèrent l'une et l'autre sur le plan de la chair, et sur le plan de la chair, ce n'est pas grand-chose, un hymen et un prépuce, c'est à peine quelques grammes et c'est vite oublié. Il y a ceux qui considèrent la virginité sur le plan de l'amour et cette virginité-là ne pèse pas quelques grammes de chair.

L'armure d'amour de Jeanne n'était pas une ceinture de chasteté.

La Jeanne d'Arc contemporaine serait une femme qui se lèverait pour combattre le joug insupportable qui pèse sur la nation. Il est probable dans ce cas qu'elle serait anticapitaliste. Elle recevrait l'injonction de combattre les forces économiques et politiques iniques qui affament les peuples, qui vident les campagnes, qui empoisonnent les airs et les eaux, ces jougs qui valent bien le joug anglais du Moyen-Âge.

Ainsi, Jeanne d'Arc serait anticapitaliste et écologiste.

Et ce n'est pas tout.

Elle se lèverait aussi pour libérer les femmes des forces patriarcales qui les oppressent et qui n'ont jamais cessé vraiment de les oppresser.

Elle serait donc aussi féministe.

Peu à peu, on cerne donc mieux les contours d'un mythe johannique revisité, et, comme le souhaitait Monsieur Macron, « réapproprié » : celui d'une héroïne transgenre anticapitaliste, écologiste et féministe. Il n'est pas certain que c'était vraiment ce qu'il avait en tête en allant participer aux fêtes johanniques avec le maire d'Orléans. Mais il est vrai que faire des choses convenues ne conduit qu'à des déconvenues. C'est exactement pour cela que ni Péguy ni Pasolini ne sont réactionnaires ; Pasolini, parce qu'il ne mythifie pas l'Italie ancestrale et patriarcale, mais qu'il dénonce ce qui, se grimant sous des airs de liberté, se révèle en réalité une nouvelle aliénation ; Péguy, parce qu'il aurait dénoncé l'usage politique du mythe johannique en opposition à un usage mystique, qui serait le véritable et bon usage véritablement politique de ce même mythe. L'un et l'autre ne plaident pas pour des sociétés figées, tournées vers le passé. Péguy n'est pas Maurras et Pasolini n'est ni fasciste, ni communiste, ni chrétien. Mais, et Péguy et Pasolini, en tant qu'artistes, portent un regard mystique sur leur temps, qui est en fait le seul regard humaniste possible.

Il n'est cependant pas certain que Jeanne d'Arc reprenne du service, retrouve une popularité.

Quoique...

Il y a cinquante ans, après les deux guerres mondiales, les mythes guerriers n'étaient pas ceux que les gouvernants aimaient à promouvoir. Il n'y avait que le Général de Gaulle qui gardait l'idée un peu floue, mais fervente, d'une filiation johannique. La basilique de Domrémy, jadis entièrement vouée à la glorification de la chose militaire et au salut de la patrie par les armes, s'est alors dédiée à la paix. Jeanne n'était plus cette guerrière têtue qui boutait l'Anglais hors de France, mais l'héroïne qui permettait de rétablir la paix. Jeanne était devenue l'icône d'une pacification séculaire, une sorte de casque-bleu moyenâgeux. Depuis, les mythes guerriers ont repris du service et les images des magazines qui photographient les conflits du monde se plaisent à exhiber la femme militaire sanglée dans un treillis délavé. Mais, il ne s'agit pas vraiment de garder contemporain le mythe johannique. Il s'agit encore une fois de le récupérer et d'estomper son mystère.

Et puis il y a cette histoire, et puis il y a cette femme qui s'est montrée, la poitrine dénudée, dans l'église de la Madeleine afin de protester contre la position de l'Église sur

l'avortement. Rappelons les faits en empruntant leur récit au journal en ligne *le Huffingtonpost* :

> « le 20 décembre 2013 au matin, la jeune femme s'était dirigée, torse nu, vers l'autel de l'église de la Madeleine à Paris face à une dizaine de personnes présentes alors qu'une chorale répétait dans l'édifice. Elle portait sur le dos l'inscription « Christmas is cancelled » (Noël est annulé) et sur le ventre « 344e salope », en référence au manifeste de 343 femmes appelant à la dépénalisation de l'avortement et à la légalisation de l'interruption volontaire de grossesse en 1971. Elle avait ensuite déposé des morceaux de foie de veau censés représenter l'avortement de l'enfant Jésus. »

Le curé de l'église de La Madeleine a décidé de porter plainte et, puisqu'il fallait bien trouver un motif à cette plainte devant la justice des hommes, c'est celui de l'exhibition sexuelle qui a été retenu, celui de blasphème étant plus difficile à manier dans le code civil, qui ne le reconnaît pas. Le motif de la plainte ne pouvait donc pas être qu'il s'agissait d'une femme représentant Marie, la mère de Jésus, la poitrine dénudée, ayant procédé à l'avortement de celui qui, né, serait devenu le Christ, ce dernier étant représenté par du foie de veau, ce qui pour un Chrétien, peut, certes, paraître agressif, bien que cela demeure assez inoffensif.

Ce qui est choquant, dans cette histoire, ce ne sont pas les seins de la jeune femme, ce n'est pas le foie de veau, ce n'est pas la représentation de la Vierge Marie dépoitraillée, ce n'est pas l'évocation de l'avortement de la Vierge. L'histoire du catholicisme regorge de mythes beaucoup plus crus que celui-là et plus violents. Et il faudrait que la foi de l'Église soit bien faible pour s'effaroucher d'une telle mise en scène. Non, ce qui est choquant, c'est que le curé de la Madeleine, qui est pourtant éduqué théologiquement, qui est armé religieusement, ait refusé d'engager le débat sur un plan théologique et religieux et qu'il soit allé chercher cette grotesque accusation d'exhibitionnisme. Il est encore plus curieux, sinon choquant, qu'il y ait eu un tribunal civil pour le suivre dans cette errance. La bonne réponse chrétienne aurait été que Marie, qui risquait d'être accusée d'adultère, a gardé son enfant, et que son mari Joseph ne l'a pas répudiée. La bonne réponse chrétienne aurait été qu'il y a toujours la possibilité du pardon, toujours la possibilité de l'amour. La bonne réponse du curé de La Madeleine aurait été de chanter au miracle, et de rétablir ce Noël qui avait été annulé un peu rapidement. Il est allé hurler au scandale de l'exhibition sexuelle, c'est à dire d'une agression sexuelle. Qui, avait été dans cette histoire agressé sexuellement ? Personne apparemment.

Et les Femen continuent leurs actions. Elles ont récemment perturbé le discours de Tariq Ramadan, entrant dans le congrès où il devait intervenir dissimulées sous une abaya, et l'enlevant ensuite pour apparaître seins nus et crier que Dieu n'était pas un politicien. Les organisateurs ont pris soin de préciser qu'elles avaient été calmement raccompagnées vers la sortie et Tariq Ramadan a déclaré que c'était un « non-événement ». Les organisateurs ont cependant déposé plainte, eux aussi, pour exhibition sexuelle, comme le curé de la Madeleine, celui qui aura ainsi permis, avec l'aide d'un juge compréhensif, que l'on puisse faire l'objet d'une plainte pour avoir montré sa poitrine en public. La plainte ne vaut bien sûr que si l'on est une femme. Il va de soi que si l'on est un homme, par exemple un supporter d'un club de football, montrer son torse en public est une chose

admise, tolérée, et même vaguement encouragée par les fabricants de boissons alcoolisées. Que des prêtres catholiques n'apprécient pas que l'on vienne évoquer l'avortement de celui qu'ils déclarent être le fils de Dieu, dans leur lieu de culte, c'est compréhensible. Que des musulmans qui prônent le voile des femmes, et parfois le plus complet possible, n'apprécient pas que trois femmes viennent, seins nus, interrompre une conférence, c'est aussi compréhensible. Qu'ils s'en plaignent : on n'en attend pas moins. Mais, alors, il faut vraiment trouver une autre raison que celle de l'exhibition sexuelle.

Que dit le Code pénal ?

L'architecture juridique est en soi éclairante : Code pénal / Partie législative / Livre II : des crimes et délits contre les personnes / Titre II : des atteintes à la personne humaine / Chapitre II : des atteintes à l'intégrité physique ou psychique à la personne / section 3 : des agressions sexuelles / Paragraphe 4 : de l'exhibition sexuelle et du harcèlement sexuel. La seule énumération de l'architecture du Code pénal, le chemin logique qu'il faut parcourir pour aboutir à l'exhibition sexuelle, laisse entrevoir que cela n'a pas été pensé, que cela n'a pas été conçu pour punir les Femen, puisque leurs actes ne relèvent en rien de l'agression sexuelle puisqu'il n'y aucune intention sexuelle dans leurs actes. Je ne connais pas non plus de cas où elles aient atteint à l'intégrité physique des cibles de leurs actions. Certes, reste l'intégrité psychique. Leur irruption dépoitraillée a peut-être atteint psychiquement le curé de la Madeleine et les prédicateurs musulmans du Bourget. Alors, il faudrait aussi mettre en examen pour exhibition sexuelle toutes les femmes et tous les hommes qui portent des pantalons trop serrés. La difficulté est que ces pantalons sont à la mode, et que cela va nécessairement encombrer les tribunaux.

Qu'est-ce qui fait « exhibition sexuelle » ici ? L'article 222-32 du code pénal relatif à l'exhibition sexuelle, qui précède l'article 222-33, relatif quant à lui, au harcèlement sexuel, est ainsi rédigé : « L'exhibition sexuelle imposée à la vue d'autrui dans un lieu accessible aux regards du public est punie d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende. » Si l'on considère l'article textuellement, on constate qu'il évoque l'exhibition sexuelle, et non pas l'exhibition d'organes sexuels. S'agirait-il d'ailleurs d'organes sexuels qu'il faudrait prouver que la poitrine féminine est un organe sexuel. C'est certes un caractère sexuel secondaire, comme la moustache chez l'homme, mais on ne fait pas les bébés avec la poitrine. S'il s'agit donc d'exhibition sexuelle, c'est que l'exhibition en question a un objectif sexuel. Dans le cas qui nous occupe, celui des Femen, l'intention sexuelle n'est pas prouvée. Elle est même franchement exclue. La chasteté du curé de la Madeleine, comme la pudeur de Tariq Ramadan, en l'espèce, n'avaient rien à craindre. S'il fallait pénaliser désormais l'exhibition de caractères sexuels secondaires, les tribunaux seraient bien encombrés.

Alors, les Femen seraient les nouvelles Jeanne contemporaines ?

On pourrait rétorquer que les Femen sont plusieurs et que Jeanne d'Arc était seule. Certes, elle était seule à s'appeler Jeanne, mais elle n'était pas la seule femme prophétesse de son temps à entendre des voix ou à avoir des visions. Dans un article publié dans *Information psychiatrique*, intitulé *Jeanne d'Arc et ses voix : pathologie psychiatrique ou phénomène contextuel ?,* Alexandre Baratta, Olivier Halleguen et Luisa Weiner rappellent le contexte historique de la geste johannique, où Catherine de la Rochelle a un temps disputé la vedette à Jeanne et a, elle aussi, proposé ses services à

Charles VII. Ils citent aussi Marie Robine, en Avignon, qui aurait annoncé la pucelle. Et ils nous apprennent enfin qu'il y avait dans l'église de Domrémy une statue de Sainte Catherine qui, les cheveux coupés court, quittait la maison de son mari une épée à la main. Et puis il y a Jeanne Hachette, l'héroïne de Beauvais... Les femmes guerrières sont nombreuses. Jeanne n'était pas seule.

Je comprends qu'il sera difficile pour les Femen d'arborer sur leur poitrine dénudée « Je suis Jeanne d'Arc », non moins que les femmes péruviennes qui, seins nus elles aussi, manifestent pour qu'on leur conserve le droit à l'avortement. Quoique le slogan pourrait fonctionner pour attirer l'attention.

Les historiens de notre siècle retiendront cependant qu'au tournant des années 2010, se sont levées de nouveau des femmes, tout autour de la planète, qui ont revendiqué que leur corps n'était pas seulement un objet de fantasme masculin, et, qu'en conséquence, elles pouvaient elles aussi montrer ce corps, dans tout le détail de ses caractères sexuels secondaires, sans que cela tombe sous une loi écrite pour sanctionner les agressions sexuelles. Si, montrer ses seins relève de l'agression sexuelle, alors, il faut admettre que, morceau de corps par morceau de corps, seule la burka serait la réponse adéquate, et les islamistes fondamentalistes qui prônent cet accoutrement mal pratique ne disent d'ailleurs pas autre chose. Si, tout, de la femme, est potentiellement objet irrépressible de désir pour l'homme, c'est l'homme qu'il faut soigner, et non la femme qu'il faut couvrir. Les féministes ont depuis longtemps posé cette équation. Mais Jeanne d'Arc ? On a voulu nous faire admettre qu'elle n'avait pu faire montre de valeur guerrière, donc de valeur supposée virile, que parce qu'elle était vierge, c'est à dire non souillée par l'homme. Ainsi, ce que l'homme transmettrait à la femme par l'acte sexuel, ce serait la féminité ? Jeanne d'Arc s'imaginait, une fois ses batailles gagnées, mère de rois et d'empereurs. Idées de grandeur ou non, elle s'affirmait bien femme et ne se vouait pas à la virginité à perpétuité, et nul doute qu'elle aurait pu défiler seins nus s'il s'était agi, une fois de plus, de déjouer l'oppression.

On peut être alors d'accord avec M. Macron. Jeanne d'Arc, figure contemporaine de la lutte des femmes, aux côtés de Marianne la République est bien une figure-clé de la culture de la Nation. Mais elle est, comme la République, seins nus.

Pierre OUDART – mai 2016

Du Lucrativisme

Péguy-Pasolini #11

Le monde a tremblé, l'Europe a tremblé, l'Autriche a tremblé...

C'est à peu près ce que les médias ont titré après la victoire du candidat écologiste à la Présidence de la République autrichienne contre un candidat issu de l'extrême-droite. Certes, il fallait trembler, même si la lutte est souvent plus efficace que le tremblement. Certes, il fallait se réjouir de la victoire d'un démocrate contre un fasciste. Mais il fallait aussi s'appliquer à considérer plus précisément ce qu'était cette victoire, ce qu'elle pouvait vraiment représenter, au-delà du jeu médiatique habituel alimenté par les communiqués attendus de personnalités politiques toujours promptes à exprimer leurs sentiments en moins de cent-quarante caractères... Je me réjouis, je déplore, je regrette, je salue... etc.

Bien sûr, il y avait de la défaite dans cette victoire, si l'on considère que 71% des ouvriers ont voté pour le candidat populiste. Que l'extrême-droite puisse prétendre désormais accéder aux plus hautes responsabilités dans des pays européens, et ce, par le vote des prolétaires, est une source inépuisable d'angoisse et de colère. Mais il y avait aussi de la victoire dans cette victoire, si l'on considère en revanche que 56% des jeunes ont voté pour le candidat écologiste. De cette défaite, il a beaucoup été dit ; de cette victoire, en fait, presque rien. Il faut pourtant admettre *aussi* qu'il y a de la victoire et tenter de mieux comprendre de quelle victoire il s'agit. Surtout depuis que l'élection a été annulée.

Mais, avant cela, arrêtons-nous sur la menace qui pesait et qui continue de peser sur l'Autriche. Cette menace populiste était présentée par les médias comme une « première fois ». En effet, ils annonçaient en chœur que cela aurait été la première fois qu'un leader d'extrême-droite populiste serait arrivé au pouvoir dans un pays de l'Union européenne. Et l'opinion publique a cru - ou a fait semblant de croire - que cela aurait donc été la première fois qu'un pays membre de l'Union aurait été gouverné par l'extrême-droite. Conséquence : l'Europe aurait été de nouveau sous la menace fasciste !

Il faut mieux y regarder.

La Pologne.

Depuis octobre 2015, en Pologne, les conservateurs du parti *Droit et Justice* gouvernent le pays. Après cette élection, dans le journal *Le Monde*, la sociologue Ewa Bogalska-Martin, spécialiste de la Pologne a écrit un article intitulé : *La Pologne n'est pas à l'abri d'une dérive fasciste*. Et depuis son arrivée au pouvoir, le gouvernement polonais

a montré qu'il endossait une dérive autoritaire : bonneteau sur le tribunal constitutionnel, mise au pas des médias avec licenciements de journalistes jugés incompatibles avec la politique gouvernementale, arrêt du financement social de la fécondation in vitro, censure au théâtre... Ce n'est pas l'extrême-droite, mais cela y ressemble beaucoup...

Autre pays : la Hongrie.

Elle est gouvernée depuis 2012 par la coalition du parti conservateur FIDESZ et du KNDP, coalition qui rassemble 68% des députés. C'est ce gouvernement qui n'a pas hésité à recourir au travail forcé de prisonniers pour édifier un mur de barbelés anti-migrants.

La menace grise en Autriche aurait donc dû avoir un aspect de *déjà-vu*.

Pour autant, il apparaît qu'une victoire de l'extrême-droite autrichienne inquiète davantage que des gouvernements de la droite populaire, qui prennent les mêmes mesures scélérates que celles annoncées par M. Hofer, le leader populiste autrichien, s'il avait eu la victoire. Il y a certainement plusieurs raisons à cela, et, comme souvent, les raisons les plus fortes sont celles qui viennent de l'imaginaire, c'est à dire de la culture.

La première raison, c'est que l'Autriche, dans l'imaginaire européen, et plus particulièrement français, par une sorte d'Anschluss perpétuelle, est *vaguement l'Allemagne*, et que l'extrême-droite dans un pays qui est *vaguement l'Allemagne*, c'est plus grave que dans tout autre pays européen. Les analystes atteignent plus rapidement que pour d'autres pays le point Godwin dans leur propos.

Il y a une autre raison plus factuelle, qui est que, *nominalement*, les partis hongrois et polonais cités plus haut ne sont pas des partis d'extrême-droite. Évoquant les fascistes italiens des années 1970, Pasolini dit qu'il s'agit d'un fascisme *nominal*, qui a peu à voir avec le fascisme de Mussolini. À rebours, Ces partis populistes polonais et hongrois ne sont pas considérés d'extrême-droite parce qu'ils ne se revendiquent pas comme tels. Considérons les groupes au Parlement européen. Le parti hongrois FIDESZ ne siège pas au sein du groupe de *l'Europe des nations et des libertés*, mais au sein du *Groupe du Parti populaire européen*, aux côtés, par exemple, des députés européens de « Les Républicains ». En revanche, les députés du Parti de la liberté d'Autriche (FPÖ), le parti de M. Hofer sont bien assis aux côtés de Mme. Le Pen et de ses amis. Et ceci semble suffire à caractériser chacun de ces partis sur l'échiquier politique européen. Ainsi, FIDESZ peut se livrer à des actes politiques profondément antidémocratiques et contraires aux valeurs humanistes de l'Europe, ce n'est pas le fait de l'extrême-droite, puisque ce parti ne se déclare pas tel... C'est d'ailleurs la manipulation que Mme. Le Pen a tentée en déclarant en 2013 qu'elle attaquerait désormais en justice ceux qui qualifieraient le Front national de parti d'extrême-droite.

De plus fins politologues que l'auteur de ces lignes pourraient certainement expliquer comment un parti xénophobe, souverainiste, aux valeurs ultra conservatrices n'est pour autant pas un parti d'extrême-droite, c'est-à-dire, catalogué à l'extrême-droite, car, on peut donc être caractérisé sans être catalogué. Voilà qui, sans aucun doute, va donner des idées en France à de nombreux leaders populistes de droite-républicaine. Républicaine…

Je considère cependant que cela participe du brouillage politique généralisé et que cela, aussi, explique la désaffection des masses pour les partis. Avant, les partis, on savait ce qu'il y avait dedans, c'était écrit sur l'emballage. Cela servait même aux gens qui pensaient à peu près la même chose à se rassembler pour faire valoir leurs idées. Presque tous les partis...

En 1974, Pasolini s'interrogeant sur les attentats fascistes en Italie, se demandait « si ce sont les mots qui comptent ».

Nous sommes aujourd'hui dans une période politique, une époque, où, après Pasolini, nous devons aussi nous demander si « ce sont les mots qui comptent », et, par conséquent, s'il faut continuer d'analyser la situation politique avec les mêmes outils analytiques que pour la période précédente, celle qui a suivi la seconde guerre mondiale, celle du développement de la société de consommation, celle aussi de la rédemption du péché mortel des fascismes et du nazisme, période de la décolonisation politique et *civilisationnelle* au profit d'une colonisation économique et marchande par le néolibéralisme. Dans ce temps-là, de l'après-guerre, et de guerre froide, et de guerres coloniales, et de guerres civiles, quatre outils politiques simplistes permettaient de savoir à peu près qui était qui sur l'échiquier politique mondial : la droite, la gauche, l'extrême-gauche, l'extrême-droite. En ce temps de maintenant, en ce temps de décomposition et de recomposition qui forment des complexités nouvelles, comme le dit Edgar Morin, ces quatre outils sont devenus obsolètes.

Cela ne veut pas dire qu'ils ne servent plus à rien.

Cela ne veut pas dire que tout se vaut.

Cela veut dire qu'ils ne suffisent plus, qu'ils ne peuvent plus suffire.

Edgar Morin, affirme dans le journal *l'Humanité* du 18 avril 2016 qu'une nouvelle civilisation veut naître, qui par *oasis encore éloignés les uns des autres* s'oppose à la barbarie du profit illimité. Croyons-le, au moins un moment, et tentons alors de relire les élections autrichiennes sous cet angle.

Il faut d'abord considérer que l'Autriche d'aujourd'hui n'est plus celle de l'Anschluss et de Kurt Waldheim. C'est d'abord celle de la frontière avec l'actuelle Slovénie, et donc l'Autriche voisine de l'ex-Yougoslavie, voisine de la dernière guerre civile européenne d'envergure. Je me souviens d'une conversation dans les années 1990, dans un avion, avec une chercheure autrichienne qui me disait que c'est à ce moment-là, celui du voisinage de cette guerre, qu'elle est devenue écologiste et qu'elle a senti le besoin irrépressible de construire dans la campagne une maison auto-suffisante. Alexander Van der Bellen, le nouveau Président autrichien, est de cette Autriche-là. Il est contre le retour des frontières en Europe, favorable à une solution coordonnée pour les réfugiés, à une société ouverte et multiculturelle.

Ainsi, ces élections autrichiennes sont bien une défaite des acteurs politiques conventionnels et de ceux qui aimeraient que l'échiquier politique européen demeure bloqué sur la partie nulle que jouent depuis plus de cinquante ans conservateurs et néo-conservateurs keynésiens d'apparence, ceux qui tiennent aux vieux outils de la politique « rédemptionniste » de l'après-guerre, et qui, en conséquence, s'exemptent d'analyser cette victoire comme une victoire. Que proposait l'adversaire de Monsieur Van der Bellen,

Monsieur Hofer, qui faisait campagne en souriant tout en étant armé d'un pistolet « à cause de la crise des migrants » : la sortie de l'Union européenne ; la Grande-Allemagne - dans une sorte d'Anschluss inversée ? - et la réintégration d'une partie du Tyrol, celle qui fait aujourd'hui partie de l'Italie ; l'islamophobie institutionnelle... Monsieur Hofer peut avoir quelques années de moins que son adversaire, il n'en est pas moins un homme du passé, pour ce en quoi son imaginaire politique se réfère au passé, à une situation définitivement passée... ce qui ne signifie pas, malheureusement, qu'il n'aura pas d'avenir.

On peut aussi considérer, d'ailleurs, que ce qui a gagné en Autriche, ce n'est pas l'écologie contre le nationalisme, mais, la morale, contre cette forme particulière d'immoralité qu'est le populisme, qu'il soit nationaliste, souverainiste ou non, qu'il soit catalogué ici ou là, ou encore ici et encore là.

À cet égard, la « nouvelle civilisation » qu'Edgar Morin croit entrevoir pourrait bien être *aussi* une civilisation de la réhabilitation de la morale comme outil d'analyse politique. Elle déclarerait donc profondément amoraux les profits terrifiants que font certains au détriment de l'intérêt de tous. Elle déclarerait amorale l'absence de partage équitable des ressources, comme elle déclarerait amorale la négation de l'autre, qu'il ou elle soit réfugié-e ou simplement pauvre. Cette « nouvelle civilisation » serait donc *spirituelle*, ce qui ne signifie pas religieuse, car la religion a tôt fait de produire des clercs et du cléricalisme et le cléricalisme est aussi amoral. L'Autriche qui a gagné les élections présidentielles est, si l'on veut bien être optimiste, l'Autriche de la « nouvelle civilisation » décrite par Morin, contre l'obscurantisme, le retour vers un passé mythifié, la pureté supposée d'origines d'abord nationales, puis ethniques, et religieuses.

Est-ce le grand âge d'Edgar Morin qui lui donne cette impression que quelque chose de meilleur pourrait arriver ?

L'utopie du sage se fait parfois prophétie.

Mais, il y a des indices précis qui peuvent nous inciter à croire à cette utopie, et, mieux, à militer en sa faveur.

Constatons tout d'abord qu'il n'a jamais été aussi facile de connecter les unes aux autres les initiatives, les opinions, les envies... Le succès d'une organisation terroriste et mafieuse comme celle de l'État islamique n'aurait pas été possible sans l'internet généralisé. Si le mal peut se mettre en réseau, pourquoi le bien ne le pourrait-il pas ? Et que l'on ne se choque pas à l'évocation du bien ! C'est un terme utile pour commencer à distinguer ce qui construit de ce qui détruit, de ce qui détruit en détruisant de ce qui détruit en construisant, de ce qui, construisant construit. C'est une bonne boussole, cette vieille affaire du bien, sujet s'il en est de la morale.

Si Pasolini distinguait dans les troubles des années 1970 en Italie une révolution anthropologique, qu'il décriait, nous pouvons, nous, constater qu'il y a bien plus que de la crise dans ce qui agite le monde aujourd'hui. Michel Serres, lui, ne voit pas de rupture avec la société de consommation de l'après-guerre, mais de la continuité, sinon l'achèvement du bouleversement dont Pasolini a décrit et critiqué les prémices, et qui verrait son aboutissement dans les technologies numériques. Pourquoi pas ! Mais à la condition de s'attacher entièrement à ce qui demeure et de considérer tout cela dans une

perspective marxiste, ou, du moins, marxisante, et constater ainsi que ce qui est permanent dans cette révolution anthropologique consumériste « 2.0 », c'est la condition économique et sociale faite aux masses, l'exploitation de l'homme par l'homme, et son aliénation, sa réification. Ainsi, cette société de consommation qui a bouleversé la planète conduit à une catastrophe écologiste, celle qui a bien d'autres conséquences que le seul réchauffement climatique », et notamment la dégradation des conditions de la vie humaine en tant qu'elle est humaine. Et, c'est bien contre cette dégradation constante de l'humain chez l'humain que se lèvent, un peu partout sur la planète, des volontés très pragmatiques de changement, qui touchent l'ensemble des activités humaines, de l'éducation jusqu'au deuil, de l'alimentation jusqu'au voyage. Ces volontés inventent des formes solidaires, modestes et tranquillement fières.

Mais, il faut demeurer aux aguets !

La grande machine du profit sait repérer ce qui est exploitable, ce qui est potentiellement rentable dans ces nouvelles formes, et en faire industrie, et en faire profit. Ainsi, de nombreuses formes participatives nées dans un élan généreux sont déjà devenues des « business », à une vitesse qui a surpris les plus habiles des commentateurs. Au passage ces nouvelles formes *supposées* participatives saisissent l'occasion de mettre à mal les protections sociales gagnées par les salariés dans le monde ancien de l'économie ancienne. C'est aussi, en quelque sorte, ce qui s'est passé avec le marxisme, qui s'est dégradé par industrialisation - c'est-à-dire par organisation en partis de gouvernement -. C'est donc qu'il faudrait aussi inventer le « marxisme 2.0 » pour répondre aux travers de la société de consommation « 2.0 », et veiller à ce que de mystique, ce nouveau marxisme ne devienne une politique, pour paraphraser Péguy. Ce marxisme 2.0 se fonderait sur les principes de son ancêtre, à savoir l'émancipation individuelle et collective de la femme et de l'homme. Ancré sur les valeurs universelles de la dignité humaine, il serait établi qu'aucune personne, quelles que soient son activité et sa capacité ne peut manquer des ressources indispensables à une vie décente, et, en tout premier lieu, un logement, de quoi se nourrir, l'accès aux soins, à l'éducation, à la culture, à l'expression de soi, mais aussi à tout ce qui humanise la condition humaine : l'intimité, la considération... Comme son ancêtre, ce marxisme 2.0 serait donc établi sur un meilleur partage des richesses issues de la production des masses, à l'heure où les profits des capitaines d'industrie dépassent en orgueil ceux de leurs pères du dix-neuvième siècle. Tout cela s'appuierait sur les règles intangibles de la Déclaration des droits humains, qui garantissent la justice. S'y ajouteraient des dispositions veillant à préserver la planète. S'agit-il bien d'ailleurs d'inventer cela ? Des économistes, et notamment, bien sûr, Thomas Piketty, surnommé parfois Marx 2.0, ont déjà théorisé la chose.

Contre quoi s'agit-il de lutter ?

Contre le capitalisme ?

Contre le libéralisme ?

Peut-être pas.

Ce serait encore faire usage de catégories anciennes.

Il s'agit d'abord de lutter contre le profit institué comme valeur ultime de l'organisation humaine. Il ne s'agit pas, en théorie, du libéralisme, sauf si l'on ne retient du libéralisme que la seule économie de marché exemptée de toute régulation, ce qui est un contresens historique et épistémologique, un contresens philosophique et un contresens économique. Même Adam Smith prônait le contrôle de « la main invisible », et Keynes, l'économiste de la « redistribution » était un libéral. Lutter contre le libéralisme sans faire davantage de distinction, ce serait aussi lutter contre les autres formes de libertés. Et, ce qui est en cause, ce ne sont pas les libertés, même celle de commercer, mais un système qui permet et encourage l'enrichissement de quelques-uns seulement au détriment du plus grand nombre. Il s'agit donc moins de fustiger le libéralisme en tant que doctrine économique, que de combattre résolument un libéralisme qui n'aurait comme fin le seul profit, et qui ne serait dès lors plus un libéralisme, mais une version dégradée de celui-ci. C'est pourquoi je n'utiliserai plus, lorsque, après Pasolini, je voudrai fustiger ce nouveau libéralisme mondial sans vergogne et sans autre doctrine que le profit, le bête et méchant profit, le terme de« libéralisme », mais celui de « lucre », qui me semble mieux adapté, et je suivrai Pasolini quand il affirme qu'il s'agit bien là d'un nouveau fascisme. Quand je lis que l'accession à la propriété des jeunes, en quarante-cinq ans, en France, a été divisée par deux, quand je lis qu'un enfant sur sept est concerné par les aides sociales en Allemagne, et quand je lis tant d'autres choses encore, partout, tous les jours, je me dis que c'est le profit qui est en cause, pas le libéralisme et que l'ennemi public, c'est le lucre.

Il y a beaucoup d'avantages à réhabiliter ce vieux mot de « lucre », pour ce en quoi il ne bannit ni le « bénéfice », ni même le « profit », mais qu'il rétablit dans le bénéfice et dans le profit la question de la morale.

Le *Dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers de Diderot et d'Alembert*, mieux connu sous le nom d'*Encyclopédie*, ne s'y trompait d'ailleurs pas. À l'article : *bénéfice, gain, profit, lucre* (grammaire), Diderot énonce :

> « le gain semble dépendre beaucoup du hasard ; le profit paroît plus sûr ; le lucre est plus général, & à (sic) plus de rapport à la passion ; l'émolument est affecté aux emplois ; le bénéfice semble dépendre de la bienveillance des autres. Le gain est pour les joüeurs (sic) ; le profit pour les marchands ; le *lucre* pour les hommes intéressés (...). »

Et, à l'article : *Profit, gain, lucre*, Jaucourt fait de ces trois termes des synonymes, mais en établit les nuances et du lucre écrit ceci :

> « Le *lucre* est d'un style plus soutenu, & dont l'idée a quelque chose de plus abstrait & de plus général : son caractère consiste dans un simple rapport à la passion de l'intérêt, de quelque manière qu'elle soit satisfaite ; voilà pourquoi on dit d'un homme avide, qu'il aime le lucre, & qu'en pareille occasion l'on ne se serviroit pas des autres mots avec la même grace (sic). C'est dommage que ce terme vieillisse, tandis que les âmes éprises de l'amour du lucre augmentent. »

On remarquera que, déjà, le terme vieillissait et que les Encyclopédistes le déploraient.

Depuis, le terme « lucre » est tombé en désuétude, n'en demeurant pas moins parfaitement adapté à la description du moteur du capitalisme financier mondialisé.

Le 6 juin 2016, Bruno Amable, professeur de sciences économiques à la Sorbonne, publiait dans le journal Libération une chronique dans laquelle il commentait la publication récente de trois économistes du département de la recherche du Fonds monétaire international (FMI), publication critiquant le « néolibéralisme », c'est-à-dire, rien de moins que la doctrine centrale de cette institution. Il rappelle qu'après la crise de 1929, le libéralisme a été contraint à « une inexorable évolution interne », reprenant l'expression d'Auguste Detœuf, le fondateur, notamment d'Alsthom, expression sans doute issue de son discours « la fin du libéralisme », prononcé en 1936 - à vérifier -. Cette évolution forcée face à l'échec économique du libéralisme et à la casse sociale qui s'en est suivie, aura été le néolibéralisme, qui a fait florès depuis la fin de la seconde guerre mondiale. La « nouvelle civilisation » dont Edgar Morin scrute les premiers bruissements, sonnerait ainsi la fin de ce néolibéralisme, cela-même que j'appelle ici le « lucre », ou, par goût pour les néologismes le « lucrativisme », le constat étant fait désormais, comme l'écrit avec force Amable, que « le libéralisme, rénové ou non, conduit toujours aux mêmes impasses et les promesses de son renouvellement sont aussi crédibles que celles d'un alcoolique chronique affirmant qu'il arrêtera de boire demain. »

Dans un autre texte, j'ai proposé l'usage du terme « popularisme », comme terme alternatif à « populisme ». Aux allures de néologisme, le terme existe cependant depuis le Siècle des lumières, et, d'ailleurs, dès 2003, le chercheur et spécialiste des médias, Jean-Gustave Padioleau, le remettait en activité dans une tribune du journal Libération intitulée « Les 400 coups du « popularisme » ». Le terme « lucrativisme », semble, en revanche, quant à lui, bien être un néologisme. Il va d'évidence que le popularisme s'accommode parfaitement avec le lucrativisme. On peut même penser qu'il en est l'emballage, la technique de vente, le marketing. Si le peuple n'était pas distrait en permanence par une actualité factice, artificielle, comment pourrait-il supporter la vie que l'institution lui propose ? S'il n'était pas en permanence invité à se représenter lui-même sous les traits insolents et aliénés d'un petit profiteur jaloux et méfiant de son voisin, pourrait-il encore donner crédit au spectacle politique médiatisé ? Ainsi, par-delà les apparences, le choix qu'ont dû faire les Autrichiens était de devoir choisir, d'une part, entre un « popularo-lucrativisme » un peu rance, celui de M. Hofer et de son parti, se référant à des doctrines politiques historiquement périmées vendues dans un costume folklorique du Tyrol ; et, d'autre part, le choix d'une société qui pourrait être durablement plus juste, plus morale, car, non fondée sur le lucre comme seule valeur économique et sociale.

De la même façon que ce que l'on appelle « la gauche » ne peut se revendiquer indemne de tout popularisme, cette même gauche n'est pas sourde aux sirènes du lucrativisme, même camouflé sous des atours vaguement keynésiens. On peut relire le jeu politique à l'aune de ces termes et admettre alors qu'il y a d'une part le « popularo-lucrativisme » plus ou moins outrancier, dont M. Trump ou, hier en Italie M. Berlusconi, dans leurs boursouflures, ne sont que des avatars, qui pourraient avoir comme utilité secondaire de débusquer ce qu'il y a de Trump chez tous les hommes et toutes les femmes politiques qui font la vedette ; et, d'autre part, quelque chose qui veut naître, qui devrait

pouvoir naître, qui relève de la pensée d'Edgar Morin, mais de beaucoup d'autres avec lui, qui n'est pas étranger, ni aux élections autrichiennes, ni à *La Nuit debout*, qui connaît aussi ses dérives et ses caricatures, mais qui s'apparente, dans son lignage, dans sa lignée, à l'humanisme.

Pierre OUDART – juin 2016

Double Anomie anosognosique

Péguy-Pasolini #12

Tenter d'écrire au jour le jour - la diégèse - une époque qui change brutalement, sous les auspices conjointes de Péguy et de Pasolini, qui l'ont fait en leur temps, est une gageure, car, le plus souvent, le changement ne s'apprécie, ne se constate, que dans l'après-coup. Mais, il y a des périodes, des séquences, où la mutation s'accélère, comme ces périodes de crise chez les adolescents qui cumulent les troubles du comportement et les poussées séborrhéiques. Cette séquence de deux ou trois semaines, en juin 2016, aura été l'une de ces périodes qui suscite angoisse et regrets. Faut-il encore écrire quand, certains jours l'actualité déborde l'écriture, quand elle la tétanise ; ces jours où il paraît impossible de ne pas *en* parler, et tout autant impossible d'*en* parler ?

Mais on continue à écrire, car, ne pas *en* parler, ce serait comme revendiquer la cécité.

En parler, c'est prendre le risque d'écrire des bêtises.

Et pourtant, ces morts appellent, et leurs meurtriers aussi appellent.

Ils appellent le regret.

Il faudra donc *en* parler, quand bien-même les faits, dans leur gravité terrible, appellent le silence, le silence du deuil, et les pleurs du regret.

Car, qu'est-ce que « regretter » ?

L'étymologie renvoie à la lamentation du deuil, aux pleurs sur les défunts. Ce serait donc seulement par extension que le terme s'associe à cette « douleur du retour » que l'on nomme « nostalgie ». C'est là le sens de ces « regrets éternels » que l'on inscrit sur les tombes, sur ces plaques gravées que l'on trouve dans tous les cimetières. Je suis au regret. Je suis en grand regret, mais, ce regret sur l'époque ne procède pas de la nostalgie d'une autre époque, nostalgie que je laisse aux réactionnaires. Ce que je regrette et ce qui m'inquiète, ce sont ces coïncidences du temps, ces meurtres revendiqués, ce temps profondément troublé.

Le trouble de l'époque étant désormais patent, il est urgent de se détacher du terme « regret » pour commencer à pouvoir *en* parler, pour commencer à cerner ce regret, à l'entourer, pour le consoler et pour le dépasser enfin.

Quels sont les faits principaux qui ont marqué en quelques semaines, quelques jours, cette actualité de basculement ?

Dans la nuit du samedi 12 au dimanche 13 juin 2016, un jeune Américain a tué à l'arme lourde une cinquantaine de personnes et blessé une autre cinquantaine dans une discothèque gay d'Orlando en Floride. L'État islamique au Levant a revendiqué ce massacre ;

Lundi 13 juin, un jeune Français de la grande banlieue parisienne a tué à coups de couteaux un policier et sa femme, épargnant, après avoir hésité, leur fils de trois ans, hospitalisé depuis dans un état de sidération. L'État islamique au Levant a revendiqué ces meurtres ;

Jeudi 16 juin, Madame Jo Cox, députée travailliste britannique, a été assassinée à l'arme blanche et par balle. L'agresseur aurait crié en l'abattant « Britain first », marquant ainsi ses opinions nationalistes sur fond de campagne électorale référendaire du maintien ou de la sortie de la Grande-Bretagne de l'Union européenne. Le meurtrier serait issu de l'extrême-droite ;

Le 23 juin, les syndicalistes et le gouvernement français ont organisé une sorte de divertissement para-politique autour du bassin de l'Arsenal, près de la place de la Bastille à Paris ;

Le 24 juin, la majorité des électeurs britanniques a voté en faveur de la sortie de leur pays de l'Union européenne ;

Le 28 juin, un attentat à l'aéroport international d'Istanbul faisait 43 morts et près de 150 blessés.

D'autres faits, de cette même période[5], pourraient certainement servir de support à cette écriture, mais ceux-ci fonctionnent comme une série suffisamment significative des symptômes de la maladie du temps, maladie dont il conviendra d'établir le diagnostic.

Il s'agira pour cela, tout d'abord, de ne pas considérer ces symptômes comme étant séparés les uns des autres, mais bien de déterminer qu'ils fonctionnent comme un syndrome, c'est-à-dire comme un ensemble de symptômes liés entre eux et conduisant ensemble au diagnostic de la maladie.

Quel serait le premier symptôme de ce syndrome ?

Un état perpétuel d'émotions mêlées les unes aux autres sans distinction, ni réelle hiérarchie, provoquant une logorrhée intarissable et altérant sensiblement le jugement, notamment celui du personnel politique.

C'est donc cette émotion qu'il conviendra d'observer cliniquement, puisque c'est elle, d'abord, qui est recherchée par les assassins et leurs commanditaires.

Ainsi, par exemple, les meurtres d'Orlando et de Magnanville ont suscité, légitimement, une émotion immense, internationale, émotion entraînant un flot continu

[5] Ce texte a été terminé le 1er juillet 2016 et ne prend en conséquence pas en compte les attentats perpétrés par la suite, et notamment pas celui du 14 juillet 2016 à Nice, évoqué cependant dans un autre texte.

de commentaires qui se fondent principalement sur des processus d'identification et d'empathie. Si l'on s'éloignait un peu de ces faits atroces, si l'on s'éloignait aussi de toute tentative d'analyse géopolitique, il ne resterait que cette émotion.

Que signifie-t-elle ?

À quoi sert-elle ?

Les sites internet des organes de presse les plus sérieux, et ce, pour l'ensemble des faits d'actualité placent systématiquement, en pied de page, des vignettes, qui ont pour objectif de faire cliquer le lecteur aux fins de l'emmener vers un autre site sur lequel il sera soumis à une annonce publicitaire, avant d'accéder au sujet désiré. Ces vignettes placées par des algorithmes sont parfois le véritable sujet de la page, puisque c'est ce sujet qui finance le média. Souvent, ces vignettes ont pour ressort la curiosité et, très souvent, cette forme de curiosité malsaine qui est le moteur des médias à scandale. Or, cette pratique publicitaire généralisée a pour effet de placer à un niveau équivalent, de juxtaposer, l'information et le sensationnel, même quand ce dernier est dérisoire. L'imaginaire du lecteur n'a plus qu'à faire le mélange. Dès lors, information et publicité font également appel à la capacité de s'émouvoir. Il est ainsi malheureusement possible de parier que les terroristes vont s'attacher à perpétrer des crimes qui susciteront la plus grande émotion afin de remporter les victoires médiatiques dont ils ont besoin pour exister. De manière caricaturale et atroce, cela s'approcherait d'une vignette publicitaire incitative qui dirait : 10 décapitations, la 8ème est vraiment incroyable[6] !

C'est précisément ici que se place l'indécence du système d'information médiatique.

Ces juxtapositions d'émotions qui brouillent la compréhension et le raisonnement peuvent aussi aisément être utilisées à des fins politiciennes, et de fait, elles le sont. Dernier exemple - ou presque - en date de l'écriture de ces lignes, l'exploitation faite de l'horrible double meurtre d'un couple de policiers à Magnanville en région parisienne : au cours d'une manifestation contre la loi réformant le code du travail, un « casseur » a brisé des vitres de l'hôpital Necker spécialisé pour les enfants. L'acte à l'évidence stupide n'a cependant eu d'autres conséquences que matérielles, si ce n'est l'émotion qu'il a suscitée. Fallait-il alors préciser de surcroit que l'enfant du couple de policiers assassiné à Magnanville se trouvait dans cet hôpital ?

Le bon sens répond : « ça n'a rien à voir ! ». Quelques jours plus tard, le maire de Grenoble, interpellé sur une fresque d'art urbain anti-gouvernementale qui met en scène des policiers en tant qu'allégorie du pouvoir frappant une Marianne à terre, tout aussi allégorique, à l'aide de matraques et de boucliers siglés de l'article 49-3 de la constitution, se voit contraint par ses adversaires politiques de droite comme de gauche de préciser qu'il est bien sûr de tout cœur solidaire avec la police, surtout après « ce double meurtre indicible ».

Là aussi, il faut crier aux uns et aux autres : « ça n'a rien à voir ! »

En fait si.

---

[6] À la fin de l'article sur la tuerie de Magnanville le site d'un quotidien reconnu me propose, dans la rubrique « vous aimerez aussi » : « La fille de Josiane Balasko a perdu 25 kilos ». Les algorithmes ne sont pas infaillibles.

Tout cela se rejoint dans l'ordre de la manipulation mentale qui vise à utiliser l'émotion du peuple à ses propres fins, et c'est précisément la racine et la définition du populisme.

Pour autant, ces juxtapositions et ces rapprochements affligeants, s'ils utilisent le même ressort émotionnel que le terrorisme ne sauraient être qualifiés de terrorisme, pas plus que le train-fantôme..., ce serait une exagération coupable. C'est pourquoi il serait de bon aloi de pouvoir utiliser un autre terme qui paraîtrait mieux adapté que « terrorisme », qui est en l'occurrence hyperbolique et que « populisme », bien trop galvaudé : on pourrait donc forger le terme d' « émotionnisme », qui prendrait la définition suivante : *perpétrer, provoquer ou exploiter, notamment par le commentaire ou l'allusion, un acte suscitant une émotion forte à des fins politiques ou politiciennes*. Une fois le terme entré dans l'usage commun, on pourrait ainsi lancer à la tribune : ne répondons pas à l'émotionnisme terroriste par l'émotionnisme pleurnichard ! ; pourrait-on clamer, par exemple.

Voilà pour le premier symptôme du syndrome qu'il fallait diagnostiquer : notre époque souffre d'un *émotionnisme* caractérisé qui provoque une altération prononcée du jugement.

Pour identifier le deuxième symptôme - il y en aura trois -, il faut aller à la fois vers les sciences sociales et vers la médecine, qui utilisent le même terme pour définir un trouble individuel et collectif dans un cas, individuel seulement, dans l'autre : l'anomie.

En 1893, le père fondateur de la sociologie en France, Émile Durkheim, dans *De la Division du travail social*, fait apparaître ce terme, construit à partir du grec ἀνομία / anomía, du préfixe ἀ- a- « absence de » et νόμος / nómos « loi, ordre, structure ». Durkheim, dès la préface de son ouvrage, déplore ainsi que les relations au sein du monde du travail ne reposent que sur des règles imprécises, qui ne sont sanctionnées « que par l'opinion, non par la loi ». Il continue :

> « Les actes les plus blâmables sont si souvent absous par le succès que la limite entre ce qui est permis et ce qui est prohibé, ce qui est juste et ce qui ne l'est pas, n'a plus rien de fixe, mais paraît pouvoir être déplacée presque arbitrairement par les individus. »

Durkheim institue ainsi un concept qui sera fertile pour ce que l'on nommera après lui la sociologie. On remarquera d'ailleurs que le désordre de la société industrielle naissante que décrit Durkheim et qui conduit les êtres au désespoir et au suicide ressemble à celui de nos sociétés post-industrielles inégalitaires.

Cette anomie sociale - ou sociétale - sera la première anomie que nous conserverons, pour aller ensuite vers la neurologie, qui définit aussi l'anomie, cette fois comme l'incapacité pour le patient de produire les mots corrects, trouble présent dans la plupart des aphasies.

Conjugués, ces deux concepts correspondent bien à la pathologie de l'époque.

S'agissant de l'anomie sociale, que dire de l'inefficience des normes réglant la conduite de l'humain ? Et ce sont ces meurtres, et ce sont ces égorgements, et ce sont ces tueries, au nom d'autres règles et d'autres normes édictées depuis un supposé ailleurs de l'humain

et mises en œuvre par une dérive nihiliste profondément désespérée. C'est la première anomie.

Mais, c'est aussi la parole publique qui, soudainement, ne parvient plus à dire que les morts dans une boite de nuit étaient homosexuels, et que c'est pour cette raison qu'ils ont été assassinés. De la même façon, on ne sait plus qui est casseur et qui ne l'est pas, et qui tire les projectiles qui blessent des manifestants. En Grande-Bretagne, pendant plusieurs jours, on ne sait pas dire si l'assassinat à l'arme blanche et à l'arme à feu d'une députée pour des motifs idéologiques est un acte terroriste ou non. Enfin, la presse française escamote quasiment l'attentat d'Istanbul, lui préférant d'autres préoccupations plus hexagonales. Désormais, souvent et soudainement, la dénomination se fait hésitante.

C'est l'anomie.

Nous qualifierons donc de « double anomie » ce deuxième symptôme qui, face au désordre de la société ne trouve plus les mots pour le dire.

Enfin, complétant le syndrome dont souffre l'époque, et auquel il faudra bien trouver un nom, nous pouvons diagnostiquer un troisième symptôme. Il est en effet tout à la fois surprenant et frappant que, malgré les signes cliniques alarmants, le malade ne semble pas prendre conscience de la gravité de son état.

Par exemple, le 20 juin 2016, le journal *Le Monde* a rendu compte du *rapport annuel pour 2015 du Haut-Commissaire aux réfugiés*, qui indique que pour la première fois plus de 65 millions de personnes à travers le monde ont quitté leur foyer, chassées par les conflits et les persécutions. Les réfugiés, à eux seuls, représentent 21,3 millions de personnes. Ces chiffres, néanmoins, semblent demeurer abstraits pour le malade et ne suscitent pas le choc de lucidité que l'on pourrait attendre, même si on les illustre en les mettant en rapport avec des nombres que ce malade, même dans son relatif confort anesthésique, pourrait mieux percevoir. *Le Monde*, d'ailleurs, s'y emploie en rappelant que 65,3 millions de personnes, c'est l'équivalent de l'intégralité de la population française. On ajoutera que 21,3 millions de réfugiés, c'est presque la population de l'Australie, ou encore celle de Madagascar. Chacun pourra trouver des éléments de comparaison qui lui sembleront bien adaptés. Cette absence de prise de conscience pourrait être un déni provoqué par la peur d'être envahi, submergé, occupé, comme l'annoncent certains personnels politiques à longueurs de colonnes. Pourtant, 86% des personnes déplacées trouvent asile dans des pays à faible ou à moyen revenu, à proximité des situations de conflit. Plus clairement : ce sont les pauvres qui sont les premiers touchés et le plus touchés par les troubles sociaux, et la plupart se contente de partager la pauvreté d'aussi pauvres qu'eux.

Mais le malade demeure impassible...

Tout neurologue aura d'emblée reconnu de quelle pathologie il s'agit.

Nous sommes à l'évidence confrontés à une « anosognosie », trouble qui fait qu'un patient atteint d'une maladie ou d'un handicap ne semble pas avoir conscience de sa condition. L'anosognosie diffère du déni par le fait que cette méconnaissance est pathologique et qu'elle peut refléter une atteinte de certaines zones cérébrales.

S'agissant de notre époque, malgré les symptômes, malgré la douleur, malgré le mauvais pronostic émis par quelques médecins philosophes, la parole de cette époque - ou son porte-parole -, c'est-à-dire principalement la parole médiatique et politique, semble incapable de reconnaître et d'admettre l'état inquiétant du corps social dans son ensemble. Comme dans une comédie, le malade dit que ça pique quand ça pique, que ça brûle quand ça brûle, et que ça saigne quand ça saigne sans, à aucun moment, pouvoir ou vouloir se rendre compte que les sources de la piqûre, de la brûlure et de la plaie sont coordonnées et articulées. Pourtant, il n'y a pas, de façon séparée, ici des supporteurs de football qui s'entretuent ou presque, là, des terroristes illuminés grandis dans « les quartiers » de Paris ou d'Orlando, là-bas, des militants d'extrême-droite qui trouvent et qui prennent des armes pour assassiner des députés, ceux-là mêmes que les terroristes musulmans fanatisés veulent aussi sacrifier, de manière séparée, les faits n'étant rassemblés que par leur concomitance.

Non !

Tous ces troubles ne sont pas seulement concomitants, ils sont synchrones, et il ne servira à rien de tenter de soigner les symptômes si l'on ne s'attaque pas à la cause de la maladie, sauf à accepter l'idée qu'il est déjà trop tard et que seuls les soins palliatifs, désormais, peuvent constituer une réponse sociale et politique possible.

Le syndrome dont l'époque est affligée est donc désormais identifié : un état d'émotion permanente proche de la confusion : l'émotionnisme ; une incapacité à dire ce qui est et à produire des normes permettant de réguler le corps social : la double anomie ; l'absence de prise de conscience de la gravité de l'état du corps social : l'anosognosie. Nous sommes donc face à une *double anomie anosognosique* avec trouble de l'émotion pouvant aller jusqu'à la confusion.

Il y a sans doute des traitements possibles et efficaces. Malheureusement, cette *double anomie anosognosique* exige un traitement auquel le malade ne veut et ne peut consentir.

Si l'on admet que l'une des causes de la pathologie décrite est la mise en spectacle de tout et de tous à des fins mercantiles, c'est d'abord le spectacle - au sens que l'on donne au terme société du spectacle - qu'il faudrait pouvoir un temps arrêter, comme on prescrit le jeûne à un patient qui a abusé de l'alcool et des graisses. Mais le malade est buté et son anosognosie même ne lui permet pas de considérer les bienfaits d'un tel sevrage. Bien au contraire, le spectacle redouble. Par exemple, rien ne saurait lui faire renoncer à un championnat de football, surtout pas à un championnat de football, qui ne fait pourtant rien d'autre que mettre en scène les guerres de l'imaginaire. Il suffit pour s'en convaincre de lire les commentaires à l'issue des matchs. Il n'y est question que d'humiliation.

L'une des principales erreurs d'appréciation dans le diagnostic de la maladie du temps, et, par conséquent, dans les soins qu'il faudrait lui apporter, est de considérer que la mise en spectacle en est un symptôme secondaire, alors qu'elle en est la manifestation virulente. Pendant longtemps, les émissions et les jeux télévisés ont emprunté à d'autres formes spectaculaires leurs codes et leurs arguments. Les programmes de divertissement de la télévision étaient directement issus du music-hall, du cirque, de la fête foraine... Peu à peu, la chose spectaculaire médiatique s'est autonomisée, développant ses propres règles sémiotiques, sa structure. Puis il y a eu, par le développement des modes de

production et de diffusion de formes personnelles permises par les outils de la technologie numérique, un retournement historique. La réalité ne semble désormais accessible, perceptible, que si elle est mise en scène, « fictionnalisée ». Désormais, même les actes protestataires, mêmes les plus violents et les plus abjects, empruntent leur structure sémiotique aux instruments de fictionnalisation du réel fournis par les médias. Un double meurtre va ainsi chercher dans le « selfie » son mode de propagation, mais aussi sa consistance même. Le terrorisme utilise la vidéo personnelle en ligne comme arme idéologique, mais, par la production de films à mi-chemin du jeu vidéo et de la science-fiction « gore ». L'esthétique de la marchandisation du monde a gangréné jusqu'aux formes créées par ceux qui la contestent le plus violemment, et les iconophobes enragés sont ceux qui diffusent les images les plus idolâtres, pour ce en quoi elles totémisent l'image elle-même.

La vraie-fausse interdiction par le gouvernement de la manifestation syndicale du 23 juin 2016 a donné un nouvel exemple de la mise en spectacle de la politique par hystérisations successives. Rappelons les faits : des syndicats de salariés – presque tous - sont contre le projet de loi réformant le code du travail : ils veulent organiser une nouvelle manifestation à Paris, souhaitant donner ainsi le signe « qu'ils iront jusqu'au bout ». Cependant, les manifestations précédentes, à Paris et dans plusieurs autres villes ont été le théâtre d'incidents entraînant parfois des blessures corporelles graves et des dommages aux biens. La conjonction du championnat européen de football, de l'état d'urgence, deux jours après la fête de la musique, tous faits qui mobilisent ou ont mobilisé les forces de l'ordre, ont conduit, dans un premier temps, le gouvernement à demander aux syndicats de renoncer à cette manifestation, dans un deuxième temps, le Préfet de police à interdire la manifestation et, dans un troisième temps, le gouvernement à autoriser la manifestation sous réserve d'un parcours restreint et de mesures de sécurité exceptionnelle. Dès lors, les commentateurs ont titré que les syndicats avaient fait plier le gouvernement. Le personnel politique a émis des remarques politiciennes et parfaitement insincères. Tout cela passera. Tout cela est déjà passé. Quand on s'éloignait un peu de ce brouhaha, il apparaissait surtout que tout cela était dérisoire. La solution trouvée, qui s'est donné les allures d'un compromis, et qui a imposé de défiler en tournant autour du bassin de l'Arsenal près de la place de la Bastille, a été le révélateur que les manifestations, qui, auparavant, étaient *aussi un spectacle,* ne sont désormais *plus qu'un spectacle*. Car, il n'y a évidemment plus aucun sens politique à tourner en rond autour d'un bassin de plaisance. Mais, y avait-il encore un sens à multiplier ces rassemblements ? Il s'agirait d'une épreuve de force entre les syndicats et le gouvernement... Peut-être, mais elle est alors à l'évidence factice. La manifestation en question était une sorte de pantomime qui avait besoin d'un décor. Cette fameuse manifestation à laquelle des femmes et des hommes allaient prêter leur sincérité, n'aura pourtant eu qu'un rôle déclaratif. L'assertion performative : « ils ont manifesté » semblait bien devoir être l'unique bénéfice politique de la chose, dans une sorte d'après coup. On se prend à penser qu'il aurait suffi de passer d'emblée à cette étape, sans s'imposer de battre un pavé qui n'avait plus rien de révolutionnaire devant deux mille policiers harassés. Et l'on a encore entendu que l'interdiction de la manifestation aurait eu une portée symbolique terrible ! Montrer combien l'action de protestation collective, encadrée par des syndicats professionnalisés, est devenue grotesque aura aussi une portée symbolique, certainement plus durable.

Et, si l'on admet que l'Histoire écrit des séquences, tient sa propre narration, et qu'il arrive que ces séquences fonctionnent dans une accélération sensible de cette narration, le vote des citoyens britanniques en faveur de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne est venu clore cette séquence-là, commencée par la tuerie d'Orlando. Je ne sais pas si cela va provoquer pour la Grande-Bretagne la catastrophe économique et sociale qu'on a bien voulu prédire et je ne sais pas non plus si la chute que connaît en ce 24 juin 2016 la Livre Sterling sera durable ou non. Tout indiquait que le vote serait ce qu'il a été et il a été sans réelle surprise. En revanche, ce qui est étonnant, c'est qu'il y ait eu encore presque 49% des citoyens d'outre-Manche en faveur de l'Union. En effet, pourquoi, dans un système médiatique qui donne toute priorité au spectaculaire jusqu'au détriment de la morale - et le système médiatique britannique est en la matière paroxystique - les citoyens donneraient encore quelque valeur à une idée : l'idée européenne, qui s'est d'abord fondée principalement sur la morale après les atrocités de deux guerres mondiales nées en Europe.

Ainsi, le vote en faveur de ce qui s'est nommé le « Brexit » est l'une des évolutions prévisibles de la *double anomie anosognosique* dont souffre le temps.

Puisqu'on ne sait plus nommer ce qui se passe et que les normes sociales, pour ce en quoi elles sont issues de la morale, sont devenues sans effet - l'anomie de Durkheim - au profit d'une dictature de l'événement perpétuellement mis en scène, pourquoi le peuple, désormais assigné au populisme par le popularisme, pourrait encore souscrire à un concept aussi sophistiqué que le concept européen ? Rien de spectaculaire dans l'Europe : il n'y a pas de stars, il n'y a pas de drames, peu ou pas d'exaltations égotiques. On connaît à peine le nom des commissaires européens, on ne sait pas où ils vont en vacances et avec qui, quelle est la marque de leur automobile, rien encore de leurs possibles chagrins d'amour... Ainsi, aucune des conditions nécessaires au maintien dans l'Union européenne n'était remplie pour que les tabloïds britanniques se déclarent en faveur de l'Europe. Le peuple a voté « out ».

Le peuple...

En Grande-Bretagne lors du référendum sur le maintien ou non dans l'Union européenne, comme en Autriche pour les élections présidentielles, les instituts statistiques ont affiché les mêmes données : les plus démunis, les moins éduqués, les ruraux, les retraités ont voté contre l'Europe, et ils ont voté contre en tant qu'instrument perçu comme bras armé technocratique d'un libéralisme vécu comme un facteur de précarité, notamment par le dumping social et une normalisation lourde et inefficiente. Quand les Britanniques votent contre l' « immigration », ils ne votent pas d'abord contre les réfugiés venus de Syrie ou de Libye, ni vraiment contre une fantasmatique islamisation de la société, eux dont le maire de la Capitale est musulman. L'empire de Sa majesté a importé de longue date tous les modes de vie de la planète sur cette petite île. Ils votent surtout contre l'immigration d'Europe de l'Est, comme il y a une dizaine d'années en France les anti-Europe stigmatisaient les plombiers polonais. Mais, ce qui serait blâmable, ce serait de les en blâmer. Blâmer les médias qui pour faire du chiffre flattent les craintes des plus pauvres et des plus fragiles est une obligation morale. Blâmer les gens qui ont des craintes qui se fondent sur des difficultés de vie qui n'ont, elles, rien de fantasmatique, est une faute morale doublée d'une faute politique, et ceux qui la commettent le payent régulièrement dans les urnes. À chaque élection désormais, c'est

ce peuple « non-dit », ce peuple qui se sent politiquement inconnu, ce peuple dont le mode de vie est entièrement livré à la marchandisation, c'est bien ce peuple qui vote contre ces remèdes dont les politiciens affirment qu'ils sont amers, qu'ils ont des effets secondaires désastreux, mais qu'ils sont bons pour la croissance et pour l'emploi, sans que cette croissance à venir ni cet emploi toujours à venir ne permettent jamais de vivre décemment, et surtout de rêver. L'Europe était un rêve, elle ne fait plus rêver parce que l'avenir qu'elle propose ne fait pas rêver. Alors, puisque l'avenir est devenu impropre au rêve, c'est le passé qui fait rêver, l'Autriche avec le Tyrol italien, la Grande-Bretagne avec le Commonwealth, les États-Unis sans le Mexique... S'il y a des reproches à formuler, c'est à l'encontre de ceux qui font peur, pas de ceux qui ont peur.

Le peuple... encore…

Les médias insistent sur ces citoyens britanniques qui ont voté en faveur de la sortie de leur pays de l'Union européenne et qui regretteraient leur vote, inquiets pour l'avenir. C'est sans doute vrai, mais ce n'est qu'un épiphénomène, pourtant présenté de façon massive, avec une insistance telle que, *derrière*, on ne peut qu'entendre « c'est bien fait pour eux ! » De la même façon, les analyses du scrutin mettent en évidence que les jeunes ont très majoritairement voté pour le maintien dans l'Union européenne - même si en fait, le vote majoritaire des jeunes britanniques aura été l'abstention -, quand les personnes âgées, ont, quant à elles, très majoritairement voté contre, et de trouver cela injuste, que ces « vieux » qui n'ont que quelques années à vivre obèrent l'avenir de tous ces jeunes dont certains vivront jusqu'au siècle prochain. On peut en fait résumer ces commentaires en une seule phrase : « ces abrutis de pauvres et de vieux ont voté contre l'avenir ! ». Il ne faut pas s'y tromper, c'est toujours la même rengaine, qui est celle de la performance, qui ne peut être que l'apanage des plus jeunes, cette doxa qui promeut une sorte de vitalisme beaucoup plus inquiétant que la chute, à l'évidence momentanée, de la Livre sterling. J'ai aussi pu lire que, dans une salle de marché de la « City », l'ordre avait été donné de vendre massivement quand le Premier ministre, Monsieur Cameron, était sorti sur le perron du 10-Downnig-Street pour faire son allocution, en compagnie de son épouse. Les banquiers en ont instantanément conclu que l'heure était grave. Dans l'ordre sémiotique para-fasciste des tabloïds, ils avaient raison. Si le Premier Ministre sortait avec sa femme, c'était, sur proposition de son service de communication, « pour la photo », la présence de l'épouse devant donner une touche de drame personnel tout en voulant capter et conserver la sympathie - ou la compassion - envers celui qui s'était trompé et qui « allait en tirer les conséquences ». À ces banquiers, qui jouent des milliards sur une image, un mot, une expression contrariée, personne ne va contester leur droit de vote, ni même leur lucidité. Ils ne sont pas vieux, pas pauvres et ils sont éduqués.

Ainsi, la *double anomie anosognosique* qui a frappé nos sociétés a ceci de curieux dans les symptômes par lesquels elle se manifeste, que ceux qui devraient savoir *dire* ne savent plus dire que le futile, quand l'important, est laissé aux sectaires, aux populistes, aux fanatiques, et à l'angoisse de ce qui ne peut plus se dire que par la violence.

Pierre Oudart – 1er juillet 2016

Métonymie de la culture

Péguy-Pasolini #13a

Les médias s'interrogent sur les raisons qui font que la France est plus touchée que ses voisins européens par les attentats « djihadistes ». Les commentateurs avancent une première série de raisons politiques et historiques telles que la politique étrangère française, une conception stricte de la laïcité, l'histoire coloniale du pays et les spasmes de la décolonisation... Soit. Mais, au-delà de ces raisons presque conjoncturelles, pointe une autre question que l'on pourrait définir comme étant la « question culturelle ».

Le sociologue Farhad Khosrokhavar, spécialiste de l'islam radical, conclut ainsi dans le *New-York Times*, tel que le traduit le journal *Libération* dans son édition du 20 juillet 2016, que « la France n'est plus ce qu'elle était et (qu') il est temps qu'elle se fasse à cette idée. » On lirait volontiers, même si le mot n'est ici pas utilisé, que « culturellement » la France n'est plus ce qu'elle était.

Alors, je m'interroge : on saurait donc ce que la France était « culturellement » pour pouvoir distinguer un changement, mesurer ce changement et le décrire ? Cela mérite discussion et au moins quelques précisions.

S'agissant de la culture - et non pas des arts - il me semble au contraire que ce qui se passe en France est conforme à sa culture, et j'ajouterai en parodiant Péguy, que c'est malheureusement conforme à sa culture malheureuse. Car, profondément, la culture de la France est une culture douloureuse, et même une culture doloriste. Si la France attache d'ailleurs autant d'importance aux arts, jusqu'à simuler parfois son plaisir, ce n'est pas parce qu'elle a foi en sa culture, mais au contraire, parce que la culture, au sens anthropologique du terme, est toujours dans son histoire un signal faible, comme une indécision, une incertitude. Une bonne partie de l'histoire française peut se lire à l'aune de nécessaires rétablissements culturels après des crises d'affaiblissement successives, et « rétablissement » est ici pris au sens gymnique du terme. La geste gaullienne en est l'exemple le plus récent. De Gaulle, non pas le De Gaulle vivant, mais, le De Gaulle historique, celui qui sauve « culturellement » la France deux fois, en 1940 et en 1958. Il sauve deux fois un pays culturellement traumatisé et prêt à tous les renoncements, ceux de la collaboration et de la déportation des Juifs, comme ceux de la torture en Algérie.

Plus loin dans le passé - mais est-ce vraiment si loin ? - la défaite de 1870 est un autre épisode traumatique qui n'a cessé d'entraîner des tentatives de rétablissement. C'est après la perte de l'Alsace et la Lorraine, comme l'aurait écrit Madeleine Rebérioux, que la France glorifie et s'invente des héros « vainqueurs mais vaincus », tels Vercingétorix et

Jeanne d'Arc. Quand le personnel politique déplore que l'on « (n') apprenne plus l'histoire en classe », c'est cette histoire-là qu'il a en tête, celle de la troisième République, pas celle des Annales. On peut aussi analyser le combat dreyfusiste comme un rétablissement moral et culturel de la France, et c'est d'ailleurs ainsi que le décrit Péguy dans *Notre Jeunesse*.

On peut donc, considérant la culture française comme un signal qui s'affaiblit par cycles successifs avant d'être relancé dans la souffrance et dans la crise, aboutir à une conclusion diamétralement opposée à celle de notre sociologue, par ailleurs talentueux. Ce qui se passe en France depuis 2015, mais certainement depuis plus longtemps, et au moins depuis 2005 (si l'on tient à poser des périodes, des époques) serait la preuve que la France est « culturellement » ce qu'elle a toujours été « culturellement », c'est à dire un pays où la culture est sensible aux variations des temps, toujours mise en doute, ne dédaignant pas la violence ni le conflit, frôlant la guerre civile, pour afficher ensuite de grands rassemblements et de grandes embrassades patriotiques sans trop s'embarrasser de ce qui se passe dans les coins sombres des rues adjacentes. Je ne vois rien dans ce qui se passe depuis janvier 2015 qui démente que la France demeure la France, pour peu que l'on veuille bien s'éloigner de préjugés doxaux et de leurs emballages publicitaires préparés par le personnel politique et vendus par les médias.

En juillet 1974, Pasolini revient dans le journal *Il Mondo* sur ce qu'il appelle « une révolution anthropologique en Italie », à savoir l'avènement de la société de consommation de masse, qui vient se superposer, selon lui, à une « autre culture (la culture populaire), ou une culture antérieure » nouvelle culture qui représente, toujours selon lui, un nouveau fascisme plus délétère pour la culture italienne que ne l'aura été le fascisme historique. Si l'on admet que nous vivons nous-aussi une nouvelle mutation anthropologique, ou plutôt la suite de cette même révolution qui pointait déjà dans les années 1970, il nous faut donc admettre *aussi* que cette mutation est culturelle. Cependant, je ne conclus pas, comme Pasolini, que cette mutation produit une culture nouvelle, mais bien qu'elle modifie la culture, qu'elle la fait évoluer, pour peu que l'on s'entende sur le sens du mot « culture ».

Ce sera l'objet de ce texte, car, dès que l'on emploie le terme « culture », il est prudent et surtout plus juste, de préciser dans quel sens on l'utilise en se référant, par exemple, au dictionnaire.

Le dictionnaire de l'Académie française distingue trois entrées principales :

- à propos des productions naturelles ;
- à propos du développement de l'esprit et du corps ;
- à propos des productions de l'esprit et des valeurs qui les accompagnent.

Cette troisième entrée, celle de la « culture » d'un groupe, présente elle-même deux sous-entrées :

- (l') ensemble des acquis littéraires, artistiques, artisanaux, techniques, scientifiques, des mœurs, des lois, des institutions, des coutumes, des traditions, des modes de pensée et de vie, des comportements et usages de toute nature, des rites, des mythes et des croyances qui constituent le

patrimoine collectif et la personnalité d'un pays, d'un peuple ou d'un groupe de peuples, d'une nation (...) ;

- (l') ensemble des valeurs, des références intellectuelles et artistiques communes à un groupe donné ; état de civilisation d'un groupe humain.

Ainsi, si l'on voulait éviter toute ambigüité, on devrait, à chaque usage du terme « culture » préciser s'il s'agit de « culture 2 », de « culture 3a » ou encore de « culture 3b ».

Mais les conversations ressembleraient à une bataille navale.

Ce devoir de précision, pour exigeant qu'il soit, est donc bien mal aisé, et c'est sans doute pour cela que les orateurs s'en dispensent. Cela leur fait cependant courir le risque d'effectuer des va-et-vient entre les différents sens du mot « culture », le sachant parfois, et l'ignorant souvent, par calcul ou par opportunisme plus que par véritable ignorance.

Cette imprécision n'épargne pas ceux qui font profession de « culture ».

On doit même craindre qu'ils en soient les premiers affectés.

Pourtant, on peut tirer de cette définition du dictionnaire quelques enseignements, sinon sur le « bon usage », tout au moins, sur un « meilleur usage » du terme « culture ».

Ainsi, s'agissant de la culture de l'individu, et rappelant en cela l'origine agreste du terme, l'Académie indique :

> « Effort personnel et méthodique par lequel une personne tend à accroître ses connaissances et à donner leur meilleur emploi à ses facultés ».

Cette relation avec le sens premier de « culture » est entièrement contenue dans le terme « effort ». Se cultiver est une démarche exigeante, un travail de soi comme on travaille le sol d'un champ, d'un jardin. Aucune trace ici d'agrément, et encore moins de divertissement. Par ailleurs, le terme « effort » induit qu'il y a mouvement. La culture de l'individu n'est pas un état, c'est un travail en cours qui ne commence ni ne se termine, sinon par la mort ; et ce mouvement est « méthodique ». Cela suppose qu'il est donc conscient. Et, c'est là un autre trait que l'on peut retenir, qui serait que la « culture » ne se travaille pas à l'insu de l'individu, comme par inadvertance, que « ça ne lui tombe pas dessus ». Il faut qu'il y consente.

La culture personnelle est en fait un consentement en cours à devenir soi.

S'agissant maintenant, de la troisième entrée du dictionnaire de l'Académie relative à la culture des groupes, le terme qui retient mon attention est le terme « personnalité ». Un commentateur du temps, journaliste ou personnel politique, aurait certainement ici utilisé le terme « identité » plutôt que le terme « personnalité ». Dans l'écart sémantique entre « personnalité » et « identité », écart qui n'est pas de l'ordre de la nuance, se situe à mon sens justement ce qui relèverait du culturel.

« Personnalité »... Lacan avait-il raison de nommer cela une « momerie » ?

Personnalité… Emmanuel Mounier et le personnalisme ne sont évidemment pas loin, qui opposent la personne à l'individu. Car, « Identité », ne renvoie pas à la personne, mais bien à l'individu, cet « individu » des rapports de police, qui peut être délinquant et justiciable, mais jamais vraiment une personne.

« Personnalité » n'est pas « identité ».

On peut même penser que les deux termes s'opposent.

Dans « personnalité », il y a la permanence de la personne, prise dans le mouvement de la vie, dans cet « effort » dont on a vu qu'il est consubstantiel à la culture de soi. Alors que dans « identité », il y a ce qui est figé dans l'individu. Il y a tout ce qu'il peut y avoir *d'assigné* par autrui et par la société à tout être, tout ce qui n'est pas choisi. La personnalité est toujours en devenir alors que l'identité est déjà donnée. La personnalité ne peut être *que* vivante quand l'identité subsiste après la mort. Car, l'identité, c'est *déjà* la mort. En cela, l'identité ne relève pas de la culture de soi. Je me cultive en dépit de mon identité. Sur les livrets de famille, à côté de la date et du lieu de naissance, figure, déjà prête, la place de la date et du lieu du décès.

Les livrets de famille ne disent rien de la personnalité, car ils ne disent rien de la personne, non plus que les passeports ou les cartes d'identité.

Mais, revenons aux différentes définitions du mot « culture » données par le dictionnaire de l'Académie française. Si l'on exclut de notre réflexion la culture de la terre, tout en gardant à l'esprit qu'il s'agit là du terme originel dont les autres acceptions découlent par un procédé métaphorique qui s'est peu à peu effacé, il y a donc deux acceptions principales : la culture de la personne, culture individuelle, culture de soi, et la culture collective, culture des groupes, ces groupes pouvant avoir des tailles différentes allant jusqu'au peuple, sinon jusqu'à l'humanité toute entière. On pourrait croire que la culture d'un groupe est, par une sorte d'opération arithmétique ou statistique bien choisie, la résultante de l'ensemble des cultures de chaque personne qui compose ce groupe. Ce peut être un postulat opérationnel. Et, on conviendra que la culture de chacun n'est pas sans rapport avec la culture de tous.

Pour autant, il n'en demeure pas moins qu'il ne peut y avoir qu'une mise en tension de la culture de soi et de la culture du groupe, les cultures des groupes. En effet, cet « effort personnel et méthodique » qui, selon le dictionnaire, caractérise la culture de la personne, la culture de chacun, s'effectue bien sûr dans le cadre des cultures des groupes auxquels cette personne appartient, mais, pour mieux s'en extraire ou s'en distinguer. C'est l'objectif d'émancipation par la culture, celui que poursuivaient les fondateurs des politiques culturelles. Les inventeurs du théâtre populaire n'avaient pas pour objectif de distraire le peuple, ni même de l'instruire, mais celui de lui permettre d'accéder à d'autres outils de compréhension du monde à des fins de liberté individuelle et collective. Il en va de même pour les livres et les bibliothèques populaires. Si la culture d'un groupe peut s'identifier par ses livres, la culture des individus qui composent ce groupe va se bâtir sur la lecture - faite ou non d'ailleurs - de ces livres et sur l'influence qu'aura eue cette lecture sur la personnalité de chacun. Dans ce qu'il est convenu d'appeler la « culture de l'écrit », la bibliothèque d'une personne pourra constituer un indice de sa culture potentielle, qui s'avèrera ou non par l'activation que cette même personne aura faite de ses lectures dans sa propre vie.

Et c'est là une première tension.

La chaîne économique de production du livre a tout intérêt à ce que le plus grand nombre de personnes fasse l'acquisition du même livre au même moment et, accessoirement, en fasse la lecture, au moins pour la recommander à d'autres. Mais, pour mener à bien son processus de culture, chaque personne, à l'idéal, a besoin de pouvoir faire son choix de lecture dans l'infinité de la production livresque, ce qui va à l'encontre des intérêts de ceux qui produisent et qui vendent les livres. La résolution de cette tension est précisément de l'ordre de la politique culturelle, et ce sont les bibliothèques, et c'est le prix unique du livre...

L'association entre « culture » et « identité » est donc non seulement une association malsaine - car on n'a jamais vu qu'elle eût produit des effets bénéfiques -, mais, c'est en outre un couplage mensonger. Si l'on admet que l'identité est ce qui est fixe, ce qui demeure fixe dans le mouvement général de la vie, alors, il est aisé d'affirmer qu'il ne peut y avoir de culture identitaire. Certes, pourra-t-on objecter, la culture inclut les traditions. Elle inclut aussi les rites, et notamment les rites religieux, qui sont certainement ce que les humains ont inventé de plus efficace pour se donner l'illusion que quelque chose, au moins, peut demeurer sans périr. Pour autant, tous les rites, même ceux des religions les plus codifiées, se pratiquent, s'actualisent, diraient les anglo-saxons, dans une société mouvante. Le rite, dans sa succession de gestes et de paroles peut demeurer fixe, les conditions de sa production ne cessant de se modifier, il en est lui-même transformé. Par exemple, les thuriféraires du mariage dit traditionnel, qui veulent interdire l'extension de ce rite aux personnes du même sexe, le font au nom de la tradition, comme si le mariage, même au sein des familles les plus conservatrices, était resté ce qu'il était depuis... Et la phrase reste en suspens. Car, il est impossible de la terminer en précisant le point de référence culturel qui serait le point fixe de la tradition. Le mariage, même le mariage chrétien, même le mariage catholique, n'a jamais cessé de se modifier, et il continuera de le faire tant les humains inventent en permanence de nouvelles formes d'associations pour se reproduire et résister à un monde qui, le plus souvent, lui est profondément hostile.

Enfin, c'est sans compter sur la capacité de l'homo-sapiens à produire sans cesse de nouveaux rites et de nouvelles traditions. Le championnat européen de football au printemps 2016 en a l'exemple, aidé par les technologies en réseau. L'équipe islandaise a popularisé une sorte de célébration alliant battements de mains et cris gutturaux, rite pendant lequel le public rassemblé en masse célèbre les joueurs de l'équipe. Ce qui s'est nommé le « clapping », retransmis par la télévision et les réseaux électroniques, a donné l'idée et l'envie aux spectateurs français du stade vélodrome à Marseille de le reproduire après la victoire de l'équipe de France contre l'équipe d'Allemagne fédérale. Il y a fort à parier que, désormais, cette sorte de manifestation spectaculaire va se pérenniser, donnant lieu à des surenchères à l'applaudimètre.

Un rite est né, car des rites peuvent naître.

D'autres meurent.

Arguer de leur permanence pour imposer une règle à autrui contre son gré ne peut donc être qu'une escroquerie.

Péguy distingue les « périodes », qui sont comme un temps de « bonace », dit-il, un temps calme où, en apparence, il ne se passe rien, et les « époques », qui sont les temps de crise pendant lesquels le monde se modifie.

Pasolini, au début des années 1970 fait un constat analogue, s'appuyant notamment pour cela sur la lecture de Gramsci.

On sait par ailleurs que Gramsci était lecteur de Péguy, notamment de *L'Argent*, et que Péguy, quant à lui, lisait Bergson.

Admettons ces filiations entre des œuvres qui, à des époques certes différentes, s'attachent à analyser, à disséquer les crises, crises définies d'abord comme des crises culturelles.

Quant à notre temps, il n'est pas hasardeux de prétendre que nous sommes de nouveau - si nous en sommes jamais sortis - dans une « époque », qu'il y a bien crise, et que, pour paraphraser la citation surexploitée de Gramsci, « l'ancien ne veut pas mourir et le nouveau ne peut pas naître ». Gramsci précise ensuite que c'est pendant les crises que naissent des monstres. Et l'on constate, ô combien, que notre époque voit naître et agir des monstres particulièrement violents et sordides.

Comme Péguy, Gramsci, Pasolini, et beaucoup d'autres, constatons aussi que la crise d'aujourd'hui est culturelle et que la culture, ou plutôt, pour éviter trop d'ambiguïtés, la question culturelle, en est instrumentalisée. Il y a les partisans de cet « ancien qui ne veut pas mourir » qui revendiquent pour eux-mêmes la « culture », mieux, qui revendiquent d'être la « culture », aidés et armés en cela par les clercs de tout acabit. Ce sont eux qui prêchent une sorte d'implosion temporelle où le passé deviendrait l'avenir. Et puis il y a les propagandistes écervelés du « nouveau » qui proclament, au nom de ce « nouveau » qu'ils sont eux aussi la culture, pour aujourd'hui et pour demain, et qui passent par-dessus bord toutes les vieilleries culturelles qui n'auraient plus cours. Il suffit pour s'en convaincre d'entendre ou de lire certains chantres des technologies, qui sont d'autant plus acculturés qu'ils ignorent même qu'ils le sont et qui partent la fleur au fusil numérique sur les sentiers numériques balisés par le grand capital. Les deux camps ont chacun leurs monstres, qui peuvent parfois paradoxalement s'entendre quand il s'agit de se partager les profits.

L'une des caractéristiques de la crise de la culture que nous vivons, l'un de ses symptômes - et « culture » est ici pris dans son acception la plus large - semble bien être la modification du rapport entre « identité » et « personnalité », l'identité tendant à vouloir « prééminer » sur la personnalité, en partie pour faciliter la consommation. La communautarisation ou la re-communautarisation de la société accompagne ce mouvement, le suscite et l'amplifie. Si l'on considère sous cet angle, par exemple, les réactions à l'odieux massacre perpétré dans la discothèque gay d'Orlando, l'indignation et la peine se sont exprimées très vite, au niveau international, sous la forme de manifestations de solidarité avec la « communauté homosexuelle », notamment en arborant le drapeau arc-en-ciel symbolisant les luttes pour l'égalité des droits. C'est louable. Cependant, est-ce que l'orientation sexuelle suffit à faire « communauté » ? Oui et non. Oui, si l'on considère la segmentation de la consommation, et la production de produits spécifiés pour la « communauté homosexuelle » supposée avoir un mode de vie

unifié. Non, si l'on considère que la sexualité ne suffit pas à caractériser la personne et sa personnalité. Par les manifestations de solidarité avec la « communauté homosexuelle », on est ainsi passé de l'ardente nécessité de solidarité et de compassion universelles au nom d'une humanité commune - l'horreur du massacre de personnes civiles en train de s'amuser - à une solidarité inter communautaire qui ne peut être que factice.

C'est aussi ce qui se joue dans la prolifération des « je suis », magnifique signe de solidarité né, on s'en souvient, après les attentats de janvier 2015 à Paris avec « je suis Charlie ». Or, d'un point de vue strictement humaniste, il n'est pas nécessaire, ou il ne devrait pas être nécessaire, de devoir emprunter l'identité de l'autre pour ressentir de la compassion pour l'autre et pour lui manifester de la solidarité. Au risque d'atteindre le point Godwin, il n'est cependant pas anodin que ce soit le nazisme qui ait, de la façon la plus horrible, fusionné « culture » et « identité », au détriment de la personne et de sa personnalité, jusqu'à annihiler toute humanité. C'est peut-être cette ombre funeste qui a fait que la variante « je suis juif » au « je suis Charlie » n'a pas eu la même diffusion que son original lors de la manifestation du 11 janvier 2015. Même par antiphrase, même par solidarité, la sinistre étoile jaune ne pouvait, légitimement, ni être évoquée, ni être détournée.

Enfin, comme le soulignait déjà Pasolini, peu à peu, le terme « culture » n'est plus employé que dans son acception restreinte, et le « gouvernement de la culture », confié pour l'État à un ministère, et pour les collectivités à des directions spécialisées, s'est restreint à un gouvernement des beaux-arts, incluant le patrimoine, et dans lequel les industries dites culturelles tendent tout à la fois à prendre plus de place tout en devenant toujours davantage des industries du divertissement.

Des définitions du mot « culture », si l'on tentait donc de tirer quelques enseignements, le premier d'entre eux serait que l'usage que l'on fait communément de ce mot est un usage métonymique, et l'on rappelle que la métonymie est une figure de style qui consiste à nommer la partie pour le tout. En effet, si l'on considère le périmètre que l'on accorde habituellement à la « culture », c'est à dire, plus ou moins, un agrégat d'œuvres du passé et du présent associées à leurs différents modes de production, de diffusion et de consommation, on ne considère, bien sûr, qu'une petite part de ce qui fait « culture ». C'est d'ailleurs pour cette raison que, très vite, on abandonne à raison le mot « culture » pour se borner à des champs plus restreints, des disciplines, des pratiques : la danse, le théâtre, la peinture, la photographie argentique, le patrimoine gothique... Car, la notion de « culture », pour séduisante qu'elle soit, est peu opératoire. Ces productions, toutes liées d'une façon ou d'une autre à un terme tout aussi problématique qui est l'« art » ne fonctionnent d'ailleurs jamais que comme une sorte de faisceau d'indices qui laissent penser qu'il y a « culture ».

Ou plutôt, si l'on considère que la « culture » est inhérente à toute société humaine, qu'elle est humanité, les productions de l'art en sont l'une des manifestations, et donc l'un des moyens qui permettent, parmi d'autres, d'entrevoir ce que serait la « culture » d'un groupe, d'un peuple, d'une nation. On peut donc admettre l'usage métonymique du mot « culture », en tant qu'il active une figure de style. Mais on sait cependant que les figures de style ne valent que si elles sont maîtrisées par celui ou celle qui les produit pour être perçues par celui ou celle qui les reçoit. Or, désormais, s'agissant de ce que l'on nomme « culture », la figure s'est effacée. La plupart du temps, on croit vraiment que la

partie *est* le tout. De la figure de style, on a basculé dans l'erreur, comme ce fou qui dans l'adage regarde le doigt plutôt que la lune.

Les plus acharnés à prendre la partie pour le tout, et, tendanciellement, la plus petite partie pour le plus grand tout, sont naturellement les journalistes qui font profession de commenter ce que l'on nomme les politiques culturelles. Il faudrait un jour pouvoir les interroger de façon serrée pour savoir s'ils croient vraiment, du fond de leur conscience, que la « culture » se borne au périmètre de la rubrique du même nom dans le journal ou le magazine pour lequel ils travaillent. Ainsi, je lis, dans un magazine spécialisé dans l'art, ce titre pour le moins curieux : « La France veut prendre la tête de la lutte pour la culture au Moyen-Orient ». Ce type d'approximation linguistique qui frôlerait un coupable ridicule s'il n'était communément admis me rappelle une réunion sur la célébration du demi-siècle du ministère de la Culture, il y a quelques années, lorsqu'un un spécialiste de la communication voulait pendre sur les monuments historiques de France des calicots imprimés du slogan « 50 ans de culture ». Un haut-fonctionnaire, sans doute moins sensible au calicot qu'à ses anciennes humanités, avait alors interjeté : « Vous n'allez quand-même pas écrire « 50 ans de culture » sur les cathédrales ! ». L'article en question, en fait, annonçait qu'il s'agissait de susciter des mesures coordonnées au niveau international afin de lutter contre la destruction du patrimoine et le trafic des antiquités. Le projet était donc juste. Il était même ardemment urgent. Ce n'était que le titre qui était mal trouvé, qui aurait pu laisser penser au lecteur inattentif ou - faussement - naïf que la France voulait revenir au mandat qu'elle a exercé sur la Syrie de 1923 à 1943, quand la Grande-Bretagne, enfin libérée de l'Europe, pourrait ainsi se réinstaller en Irak. En l'occurrence, il n'y avait évidemment rien de néo-colonialiste dans le vœu de sauver le patrimoine du Levant, qui est le patrimoine de toute l'humanité. Or, précisément, ceux qui le détruisent considèrent qu'il est la trace d'un colonialisme ancestral et impie. Alors, pourquoi utiliser une formule qui, linguistiquement, leur donnerait raison ? C'est bien qu'il ne faudrait utiliser le mot « culture » qu'avec la plus précautionneuse parcimonie, tant son usage hâtif conduit le plus souvent, directement au contresens.

L'usage métonymique abusif du terme « culture » n'est pas sans conséquence, car puisqu'il est admis que des spécialistes de la « culture » s'en occupent, les autres ministères au sen de l'État, et les autres directions des collectivités se considèrent ainsi dédouanées de devoir s'occuper des questions culturelles, et même de la question culturelle, sauf par raccroc. Ainsi, ce qui est non seulement une part intrinsèque de la nation, la culture, mais aussi l'élément fondamental qui définit la nation, vivote, réduit à l'art d'hier et d'aujourd'hui et aux « machines à rêves », comme Malraux appelait le cinéma et ses avatars télévisuels et maintenant numériques.

À force de prendre la partie pour le tout, on ne sait plus ce qu'est le tout, et on a de moins en moins d'intérêt pour la partie.

Et, peu à peu, plus personne ne prend en charge la question culturelle.

Est-ce que c'est grave ?

Oui, ça l'est.

On ne demande pas d'enrégimenter la culture de la Nation dans tous ses aspects, mais au moins que l'on sache de quoi on parle. Car, ne plus en parler donne toute la place à ceux qui, en en parlant, n'ont de cesse que de pointer de supposées différences culturelles aux fins de stigmatiser une partie du peuple, qui est aussi la partie la plus démunie.

Si l'on considère un instant la culture du peuple de France, donnant toujours au mot « culture » son sens le plus large, on peut s'apercevoir pourtant qu'elle est assez unifiée. Les modes de consommation sont les mêmes, dans les mêmes magasins et régulés seulement par le pouvoir d'achat.

Les modes de divertissement sont aussi les mêmes.

La langue, la prosodie et l'accent ne sont plus spécifiés par les lieux d'habitation, et ce que l'on appelait auparavant « l'accent des banlieues » est en fait l'accent de toute la jeunesse, ou presque.

Certes, certaines femmes portent des foulards et d'autres non.

La belle affaire !

Certains prient et d'autres non. Soit ! La liberté de conscience est la mère de la laïcité.

Est-ce que tout cela suffit en soi à distinguer une culture qui serait différente, surtout quand la pauvreté des pauvres est la même quelle que soit le nom et la couleur de la peau ?

La société de consommation privilégie l'identité à la personnalité, principalement pour des raisons de segmentation des cibles de clientèles et de chalandise et ce ciblage généralisé a infiltré toute la question culturelle. L'économie de la société de consommation fait toujours davantage appel à la publicité, et donc aux facteurs de notoriété. Cette économie de la notoriété doit alors résoudre une autre tension : faire, d'une part, que les consommateurs puissent être ciblés, sur la base d'une identité qui leur est assignée par manipulation publicitaire, et qui tend donc à les rendre semblables, avec des goûts identiques et des désirs « marchandisables », et, d'autre part, leur permettre l'illusion de l'originalité personnelle - l'illusion d'une personnalité affranchie des injonctions publicitaires - pour leur laisser un rôle dans l'économie de la notoriété généralisée. Dis, plus simplement : comment faire des êtres tous semblables tout en leur donnant l'illusion qu'ils sont différents ? Dilemme « orwelien »... On y reconnaît aussi les « 15 minutes de célébrité » prédites par Andy Warhol. Les moyens que les médias de masse avaient inventés pour résoudre cette équation paraissent désormais très artisanaux. Même la télé-réalité, qui en est certainement l'un des derniers avatars, paraît désormais désuète. C'est désormais par les réseaux sociaux que cette tension se résout : « Exprimez-vous » propose Facebook à l'utilisateur.

La fin éludée de cette proposition est : « Les algorithmes feront le reste ».

L'une des caractéristiques de l'époque, et Péguy écrirait « des époques » en tant que périodes de crises, c'est que l'Institution ne prend plus en charge le fait culturel, elle le laisse vacant. On a vu dans un texte précédent que la société souffrait d'une « anomie anosognosique », c'est à dire d'un délitement de ses normes et d'une incapacité à se décrire. Une des conséquences, sinon la principale, est que cette société malade ne sait plus ce qu'est sa culture. Mais, la communautarisation consumériste fait que, d'une part, chaque communauté, ou supposée telle, s'invente ce qu'elle nomme sa propre culture, notamment par la consommation de produits culturels plus ou moins frelatés, et que, d'autre part, ces mêmes communautés revendiquent leur propre sous-culture comme étant culturellement meilleures que celle de la communauté voisine, sous la forme d'un communautarisme identitaire. Quand on stigmatise les musulmans, on passe sur le fait que les tenants de la chasse et de la pêche dites traditionnelles ou les adeptes d'un végétalisme le plus observant sont certainement plus sectaires que l'immense majorité des musulmans qui ont un mode de vie qui se définit d'abord par leur classe sociale plutôt que par leur religion.

Certes, cette vacance dans la prise en charge du fait culturel par l'institution laisse la place à toutes les dérives sectaires.

Il n'y a pas de société humaine sans culture.

C'est consubstantiel à l'humanité et cela la définit.

Comme le personnel politique ne sait plus dire ce qu'il en est de la culture du peuple, le peuple pense qu'il est sans culture, et cela laisse la place aux marchands du divertissement financés par la publicité.

Et la boucle est bouclée.

Chacun sa chaîne de télévision, chacun son rayon dans les supermarchés, chacun son quartier, son voisinage, sa solidarité. Quel méchant tour on joue à la société !

Pasolini s'émerveillait en 1974 de l'uniformité de la rue soviétique, comme étant une uniformité conquise par la lutte des classes pour les prolétaires. Plus de quarante ans plus tard, plus de vingt ans après la chute du Mur de Berlin, ses propos, pour une fois, paraissent naïfs et empreints d'idéologie, ce qu'il aurait certainement nié, puis détesté. On sait désormais que la rue moscovite était surtout moscoutaire, avec des corps brimés et endeuillés de toute liberté. Mais, ce que Pasolini avait décelé, c'est la nécessité d'une nouvelle forme de lutte politique contre l'apparence uniforme des foules modernes des villes. Ce qui se joue dans l'accoutrement de ces foules, c'est un conflit qui n'abolit pas la lutte des classes, mais qui la transcende, conflit de mise en tension entre le semblable et le différent, mouvement schizophrène enclenché par la publicité consumériste qui assigne à tous d'êtres semblables et à chacun d'être différent. C'est ce même conflit qui se joue entre l'identité et la personnalité au profit de l'identité, plus vendeuse que la personnalité. La jeunesse est évidemment la première ciblée par la consommation qui va ainsi tenter de fixer en chaque jeune des identités successives pour chaque âge, comme on achète des vêtements pour les enfants, identités dotées de tous les accessoires nécessaires. Le développement de la personnalité viendrait par surcroît, et peu importe à la société ainsi conformée qu'il vienne ou non.

Car, ce que la personnalité permet comme émancipation contrarie nécessairement la fièvre de la consommation.

Et c'est à ce point-là que l'on peut rejoindre encore aujourd'hui Pasolini quand il affirme que « jamais la différence n'a été une faute aussi effrayante qu'en cette période de tolérance », après avoir énoncé que « la fièvre de la consommation est une fièvre d'obéissance à un ordre non énoncé ».

Le développement culturel, œuvre d'émancipation individuelle et collective, serait donc ce qui accompagne la personne dans son effort de sevrage de la consommation, cette consommation dût-elle être celle de produits issus de l'industrie culturelle. Ce devrait être l'objet irrémédiable de la politique culturelle.

Pierre Oudart – juillet 2016

Des attentats de l'imaginaire

Péguy-Pasolini - #13b

Le soir du 14 juillet 2016, jour de célébration de la fête nationale française, à Nice sur la Promenade des Anglais, un homme a foncé dans la foule rassemblée qui avait assisté au feu d'artifice, tuant plus de quatre-vingt personnes sans distinction de genre, d'âge ni de religion. L'enquête a établi qui était le tueur : un homme tunisien d'une trentaine d'années, en situation régulière en France, père d'enfants nés en France, en instance de divorce, connu de la justice pour des faits de violence, mais non repéré comme musulman radicalisé. L'homme n'était pas un musulman observant, buvait de l'alcool et ne jeûnait pas pendant le mois de ramadan. Il est apparu qu'il avait des relations sexuelles avec des femmes comme avec des hommes et que son amant le plus régulier avait plus de soixante-dix ans. Si, pendant plusieurs jours, il n'apparaissait pas qu'il eût des complices, ceux-ci ont été progressivement découverts, ainsi que le caractère prémédité de l'attentat, reliant celui-ci à la mouvance radicale islamique mondialisée, qui a d'ailleurs quelques jours après le 14 juillet revendiqué laconiquement ce crime. L'événement a provoqué une grande émotion en France et dans le monde entier, mais a aussi été exploité par le personnel politique, notamment de droite, à des fins politiciennes et, à l'évidence, électoralistes.

Ce sont les faits.

Mardi 26 juillet 2016, deux jeunes hommes français ont fait irruption dans une église d'une petite commune ouvrière de la banlieue de Rouen. Ils ont assassiné le prêtre qui servait la messe, blessé gravement un autre homme et pris en otage des femmes, dont des religieuses âgées. Ils ont ensuite été abattus par les forces de sécurité. L'événement a ravivé l'émotion publique suscitée par l'attentat du 14 juillet à Nice et a entraîné, de nouveau, une exploitation politicienne de ce crime.

Ce sont aussi les faits.

Ces faits provoquent une grande émotion. C'est légitime.

Il faut cependant mettre de côté, un instant, la peine et le deuil.

Il faut sortir de la sidération.

Il faut sortir de l'émotion pour que notre émotion ne soit pas utilisée à de mauvaises fins, pour que notre imaginaire ne soit pas exploité à d'autres fins que les fins humaines qui veulent que l'on pleure les morts.

Le 18 juillet 2016, dans le journal *Libération*, le philosophe Jean-Luc Nancy a publié un tout petit texte intitulé « Un camion lancé », qu'il termine ainsi :

> « Il ne s'agit pas de nous accuser plus que d'accuser les fanatiques, les terroristes et les terrifiés. Il s'agit de passer outre toutes les formes de réflexes conditionnés. Car ce qui est en jeu est l'exigence inconditionnelle d'un monde possible. »

Le philosophe a raison, car, depuis le 14 juillet, un autre camion lancé ne s'est pas arrêté. Celui qui a été montré dans les médias de toute la planète, à Nice, le pare-brise criblé de balles, est définitivement là et son conducteur a rejoint les mystères de la mort, mais le camion lancé de l'imagination, cette « folle du logis » comme l'aurait écrit Malebranche, est quant à lui toujours lancé, à vive allure, et on peut même craindre qu'il n'accélère. Il n'est pas sans conducteur et son conducteur est bien vivant.

Ne nous laissons pas renverser par le camion de l'imagination.

Le terrorisme agit tout autant sinon davantage sur notre imaginaire, et c'est l'une de ses caractéristiques et c'est l'un de ses objectifs. Mais aujourd'hui, le contexte de ce terrorisme est celui de notre société de l'information médiatisée, de l'information comme support à la consommation dans une « économie de l'attention » et de la notoriété. Les terroristes l'ont évidemment compris et en usent parfaitement. Ils utilisent, on le sait, les médias, les réseaux sociaux en ligne en experts. On le sait aussi.

Mais ils vont au-delà, manipulant l'incapacité à dire de ceux qui détiennent les droits de parole et le pouvoir de suggestion des médias, des alertes en continu, des « posts » sur les réseaux sociaux et les commentaires en boucle.

Et arrive le point de basculement où les terroristes n'ont plus besoin de commettre des attentats, les médias vont quasiment en inventer pour eux.

Prenons comme exemple les alertes sur les téléphones mobiles du *Parisien* pour la seule journée du 19 juillet 2016.

C'est d'abord un conflit de voisinage dans un camp de vacances, certes terrible, puisqu'il aboutit à l'évacuation d'une enfant de neuf ans poignardée, son pronostic vital étant engagé. Motif supposé ? La tenue trop légère des femmes. « Suivez mon regard ! ». Le schizophrène était musulman. Il s'est avéré que l'agresseur était aussi schizophrène et que le passage à l'acte viendrait d'un geste perçu comme déplacé du père des enfants.

Peu importe. Le camion de l'imagination, qui est aussi celui du fantasme, a déclenché des hordes de commentaires malsains sur les réseaux sociaux.

Et « malsain » est un euphémisme.

C'était d'autant plus facile qu'un jeune Afghan halluciné avait attaqué des voyageurs dans un train en Allemagne pour tuer des « mécréants », meurtre commandité par les islamistes terroristes.

Puis, *le Parisien* a continué...

Un forcené était retranché dans une maison et le GIGN allait intervenir... Mais là, l'alerte n'a cette fois pas fait recette : le forcené en question était un chasseur alcoolisé qui menaçait de tuer sa famille... Il s'est rendu. Personne n'a supposé qu'il s'était

rapidement converti à l'Islam radical, ni s'est même demandé si c'était possible quand on est complètement saoul.

Puis, ce fut un autre forcené dans un hôtel bon marché près de l'autoroute du Sud.

De celui-là, on ne sait pas grand-chose car, un peu plus tard, les trains de la gare du Nord à Paris ont été interrompus à cause de l'incendie d'un transformateur. Mais *le Parisien* n'a d'abord annoncé, sans plus de précisions, qu'un incendie et le lecteur inquiet et à l'affut de sa propre inquiétude a pu croire que la gare était en feu. On apprendra plus tard que l'incendie a sans doute été allumé par des voleurs de câbles électriques. Ouf ! « La folle du logis », accablée par la canicule, a pu se détourner des musulmans pour se fixer un instant sur les Roms.

Ainsi, pendant une journée entière, *le Parisien* a déroulé subrepticement le scénario fantasmatique de cellules fondamentalistes islamistes soudainement activées sur l'ensemble du territoire, comme l'avait annoncé le tueur de Magnanville.

Ce camion fou de l'imagination était bien parti pour faire le tour des plages, des bistrots, des camps de vacances et de tous les campings comme celui des hôtels de luxe.

Voilà la principale victoire de ceux qui commanditent des attentats, que d'avoir des alliés objectifs dans les médias qui les aident dans leur projet de guerre civile généralisée. Les terroristes produisent de la fiction scénarisée qui s'incruste dans le réel et les médias embrayent sur cette fiction sans même qu'elle s'actualise dans le réel. Les médias, littéralement, inventent des attentats dans l'imaginaire de leur auditoire.

Les deux camps jouent donc le même jeu.

Il ne faut pas ajouter de la déraison à la déraison.

Car, pendant ce temps, les ravages continuent.

Pierre OUDART – juillet 2016

Espérance désespérée

Péguy-Pasolini #13c

L'attentat du 14 juillet 2016 à Nice, comme celui du 26 juillet de la même année, à Saint-Etienne du Rouvray auront été une nouvelle fois l'occasion de vérifier l'incapacité de tous ceux, ou presque, qui ont la parole - les médias et le personnel politique - à saisir la question culturelle et, a fortiori, à s'en saisir. Pasolini, à travers le temps, apporte des réponses plus pertinentes que le fatras verbal qui nous a été servi, cette anomie - ou cette « double anomie » - que ces « porte-parole », les uns empêtrés dans une logique de captation des spectateurs, donc, dans une logique du spectaculaire jusqu'à l'atroce, concurrence oblige, les autres dans des logiques partisanes et électoralistes qui, malgré leur contrition - les cravates noires des hommes et le maquillage atténué des femmes - ont fait de leurs sous-entendus politiciens les « sur-entendus » de leur vacuité.

Depuis, les pouvoirs institués semblent avoir déclaré l'état d'urgence de la « non pensée ».

Interdit de chercher des explications !

Devoir absolu de demeurer dans l'émotion !

Déclaration obligatoire que les terroristes sont des monstres !

Jurer sur la République qu'ils ne sont pas humains !

Et pourtant si. Ils sont humains.

Pourtant, on ne va pas pouvoir continuer d'aligner tous les adjectifs de la langue française exprimant l'effroi et la condamnation morale, car, ce ne sera pas suffisant, pour stopper le mal, de jeter l'opprobre sur toute une partie de la population comme le fait déjà l'extrême-droite – et pas seulement –.

Le remède ne pourra même qu'amplifier le mal.

Non, il ne doit pas être interdit d'analyser le processus désastreux qui a pu conduire un homme de 31 ans, père de famille, à commettre un acte aussi absurde (« contraire à la raison » nous dit le dictionnaire) et indéterminé.

Il ne doit pas être interdit d'analyser comment deux jeunes de dix-neuf et vingt ans, dont l'un habitait à cinquante mètres de l'église en viennent à égorger un vieillard à l'arme blanche.

Sauf à penser que les tueurs étaient prédestinés à ces meurtres.

Mais alors il faudra alors assumer le caractère raciste d'une telle pensée.

Rien ne prédestinait le tueur de Nice à devenir terroriste.

Rien ne prédestinait ces jeunes à tuer un prêtre.

Les médias se sont étonnés de l'impossibilité de déceler par leur habitus le passage à l'acte des tueurs du mois de juillet. Je renverrai, encore une fois, ceux qui s'étonnent à Pasolini s'interrogeant sur les terroristes déclarés fascistes du massacre de Brescia du 28 mai 1974, place de la Loggia.

D'eux il écrivait ceci :

> « En effet, ils sont en tout semblables à l'énorme majorité des jeunes de leur âge. Rien ne les distingue culturellement, psychologiquement et — je le répète — somatiquement. Seule, une « décision » abstraite et pleine d'apriorisme les distingue, et pour la connaître, il faut qu'elle soit dite. »

Et dans un autre texte, s'adressant à Moravia, Pasolini écrivait encore ceci de ces jeunes terroristes fascistes :

> « Quand ils sont devenus des adolescents capables de choisir, d'après qui sait quelles raisons et quelles nécessités, personne ne leur a gravé dans le dos de façon raciste la marque des fascistes. C'est une forme atroce de désespoir et de névrose qui pousse un jeune à un tel choix ; et peut-être une seule petite expérience différente dans sa vie, une simple rencontre, aurait-elle suffi pour que son destin fût autre. »

Certes, il est malheureusement inutile de se demander aujourd'hui si ces jeunes qui sont morts après avoir tué auraient pu être sauvés.

En revanche, dans beaucoup de commentaires et d'analyse, il y a un point aveugle des raisonnements, c'est que ces jeunes gens ont commis ces crimes *pour être sauvés*. Ils étaient en quête de leur salut. Si les activistes des années 1970 voulaient sauver le monde, les terroristes des années 2000 veulent sauver leur âme.

Alors, il faudra bien se coltiner la question du spirituel et de la spiritualité, et ce ne sera pas déroger à la laïcité que de traiter cette question qui fait aussi que l'humanité est l'humanité.

C'est évidemment difficile à penser, le salut, tant cette question du salut a été éradiquée de notre quotidien occidental. C'est ce que rappelle avec une grande clarté Jean Birnbaum[7] dans son ouvrage « Un Silence religieux », ou encore Régis Debray quand il explique justement que nous sommes passés d'une économie du salut à une économie de la réussite, et que cela entraîne des conséquences que nous n'avions pas prévues, ce même Régis Debray qui sur France-Culture qualifiait très justement le tueur de Nice d'halluciné.

Jean Birnbaum s'emploie à retracer l'incapacité historique de la gauche française, dans toutes ses composantes, par une référence approximative à Marx et par anticléricalisme historique, à prendre en compte le fait religieux dans les révolutions postcoloniales, en tout premier lieu en Algérie, mais aussi en Iran où, seul Michel Foucault en reportage pour le journal italien *le Corriere de la Sera*, a dit avec insistance qu'il se passait quelque chose

[7] *Un Silence religieux* (la gauche face au djihadisme) - Jean Birnbaum - Le Seuil - Janvier 2016

qu'il a qualifié alors de « spiritualité politique ». Cela vaudra au philosophe d'avoir été brocardé à gauche comme à droite, puis accusé même, quelques années après sa mort, d'avoir cautionné le régime des mollahs.

Mais il n'y a pas que la gauche, car, l'analyse de Birnbaum peut valoir aussi pour la droite française, qui, face à la question du salut, est au moins quadruplement empêtrée dans sa culture politique et dans son temps politique. En outre, comme en 2016 elle ne détient pas le pouvoir exécutif, cela semble l'autoriser à dire à peu près n'importe quoi.

Tout d'abord, elle est empêtrée car, bien que laïque, elle entretient un rapport de plus grande proximité, sinon de complicité, avec la religion, se bornant cependant souvent à en servir les clercs, surtout les plus réactionnaires, et à aller glaner les voix des catholiques moralistes extrémistes, comme elle l'a fait sans honte lors de la lutte contre le mariage pour tous.

Elle est empêtrée, ensuite, car elle a historiquement un rapport différent de celui de la gauche avec la question de l'immigration, dans une posture postcoloniale qui n'est pas celle de la gauche qui a accompagné - ou cru le faire - les luttes de libération.

Elle est empêtrée, car les courants maurrassiens qui la parcourent - on l'a vu avec le conseiller Buisson de Monsieur Sarkozy - sont toujours vivaces et agitent en permanence le spectre du multiculturalisme comme dilution de la Nation française, ce qui n'est rien d'autre que l'anathème jeté jadis par les ligues d'extrême droite contre le « cosmopolitisme ».

Elle est empêtrée enfin, car, elle aime, comme tous les partis néo-conservateurs à tendance populiste, à apparaître comme autoritaire et répressive, favorisant ainsi la prison et une politique pénale dure, dont on a vu pourtant que, s'agissant de l'islamisme, elle avait surtout servi la radicalisation et le recrutement pour le djihad, comme l'explique terriblement clairement Gilles Kepel.

Que l'on ne se leurre pas, derrière les prises de parole du personnel politique de droite, il faut lire, exprimé et vécu avec plus ou moins d'intensité, et presque explicitement pour le Front national, le fantasme d'un « grand retour » qui ferait que « ces gens-là qui ne sont « pas de chez nous » retourneraient chez eux ».

Évidemment, le « pas de chez nous » et le « chez eux » est flou et impraticable, mais c'est bien ce fantasme qui a déjà secoué le débat politique, et pas seulement à droite, d'ailleurs, sur la question de la déchéance de nationalité.

C'est aussi pour cela que l'on a vu des gens pourtant réputés raisonnables imputer à Christiane Taubira, l'ancienne garde des sceaux, le fait qu'un homme titulaire d'une carte de séjour, père d'enfants nés en France, n'ait pas été reconduit à la frontière après une condamnation avec sursis. Ce qui est évidemment absurde dans un État de droit, et la sentence n'aurait pas été différente avant mai 2012.

L'homme qui a commis l'attentat de Nice, nous a-t-on dit, n'était connu ni des services de police, sinon pour des actes de violence, ni par les services de renseignement pour des faits de radicalisation religieuse. Et l'on a évoqué alors un « terrorisme de troisième génération ».

Il faut prendre garde aux fantasmes, surtout quand ils sont collectifs.

Quel serait ce « terrorisme de troisième génération » ? Celui d'agents dormants menant des vies « occidentalisées », allant jusqu'à ne pas pratiquer leur religion, jusqu'au moment de passer à l'acte contre leurs voisins-mêmes.

Ce n'est pas sérieux.

Pasolini écrivait :

> « Les gosses du peuple sont tristes parce qu'ils ont pris conscience de leur infériorité sociale, étant donné que leurs valeurs et leurs modèles culturels ont été détruits ».

Et il faut en outre amputer désormais la deuxième partie de la phrase, car, dans les quartiers dits populaires, qui ne sont que les quartiers de la pauvreté et de la relégation, a grandi une génération sans autre modèle culturel que celui d'une consommation effrénée à laquelle elle ne peut avoir accès que dans l'illégalité - le trafic - ou, plus rarement, comme un mirage supplémentaire forgé par la consommation, accès par le spectacle, c'est-à-dire le sport marchandisé ou la musique enregistrée. À cette aporie, l'Islam apporte des réponses et l'Islam radicalisé prétend même apporter *toutes* les réponses.

Alors on nous dit que « nous sommes en guerre ! »

S'il y a « guerre », c'est une guerre qui a longtemps été froide avant de tourner à une guérilla encore très circonscrite, c'est la guerre d'un totalitarisme, celui de la consommation qui a réponse à tout, contre un autre totalitarisme, celui d'un système prolifique qui se présente comme spirituel et qui produit des réponses prémâchées aux problèmes du monde.

Les deux systèmes sont anti-culturels.

Ils haïssent, les uns le disant, les autres le cachant, toute possibilité d'émancipation individuelle et collective, et c'est d'ailleurs aussi pour cela, qu'en fin de compte, les uns comme les autres haïssent l'art.

Et ceux qui devraient expliquer et trouver les remèdes ne s'en sortent pas car, encore une fois, ils sont dans l'incapacité à percevoir et à dire ce qu'il en est de la question culturelle de la nation française aujourd'hui. Il y a ceux, par exemple, qui voulaient distinguer l'islam politique de l'islam culturel. C'est évidemment une ânerie, car il n'est pas nécessaire d'être spécialiste de ces questions pour comprendre que l'islam est politique parce que l'islam est culturel et que le judaïsme aussi, et que le catholicisme français l'est aussi et que ce dernier l'a même été pour des causes justes avant de sombrer massivement dans la réaction[8].

Alors, après le fracas, le brouhaha des médias déchaînés et du personnel politique « couinard » et désorienté, peu d'images, de rares propos, sont parvenus à recouvrir l'indécence brutale de la scène publique, l'indécence de ceux qui ont diffusé des photographies de jouets d'enfants ensanglantés. Et c'est désespérant.

Si ces attentats relèvent de la question culturelle, il faut alors s'interroger sérieusement et avec gravité sur les éléments culturels qui ont huilé, par exemple, les

[8] À quelques voix près, évidemment… dont celle du pape François.

mécanismes du psychisme à l'évidence malade du tueur de Nice. Les quelques éléments qui sont apparus par l'enquête montrent que l'islam y joue un rôle évident, mais somme toute secondaire. Le premier facteur d'influence du tueur, c'est la pornographie et une curiosité morbide pour la violence, violence qui fait d'ailleurs partie de l'univers de la pornographie. Ce qui a nourri sa perversion, alimentant ainsi le conflit psychique du tueur jusqu'au passage à l'acte, ce sont des outils technologiques et des offres de service qui sont utilisés quotidiennement par des millions de personnes qui ne tueront cependant jamais personne. Il serait pour autant faux de dire que l'islam n'a joué aucun rôle. L'islam a entretenu le conflit psychique, notamment par ce qu'il contient de préceptes moraux et d'interdits de toute sorte, à l'instar des deux autres religions du Livre, comme le péché et la damnation dans le catholicisme entretiennent le conflit psychique des prêtres pédophiles. Enfin, des sites internet et quelques personnes adeptes d'une dérive sectaire de l'islam, ont fourni une solution radicale à cet homme pour se sortir de la camisole morale dans laquelle il était enfermé en dehors de ses crises maniaques : un rachat instantané par un crime de masse. Cet homme, qui n'a pas été entraîné dans un camp au Yémen ou en Syrie, s'est procuré facilement des armes tout aussi facilement fournies par le trafic qui sévit dans cette ville frontalière - comme il sévit partout - et sa maladie mentale a fait le reste. Cet homme était un déséquilibré déraciné particulièrement vulnérable.

Et qualifier un terroriste de « déséquilibré », ce n'est pas lui trouver des « excuses », encore moins minimiser son acte. Notre société ne saurait donc plus reconnaître qu'il faut être fou pour tuer des enfants ?

Quelle est donc la question culturelle posée, en prenant le terme « culture » dans son sens le plus large, y incluant ainsi les religions ?

Ce n'est évidemment pas celle de l'immigration.

Il est frappant de constater que, dès le soir-même, et les jours qui ont suivi, s'agissant du tueur de Nice, l'enquête et le débat public ont été stupéfaits par le conflit, l'opposition, sinon l'incompatibilité, entre son identité, telle qu'elle pouvait être déduite de son acte : un arabe musulman radicalisé, de ce qui apparaissait de sa personnalité : un érotomane bisexuel jouisseur, violent, caractériel. Pour la doxa, il ne pouvait être l'un <u>et</u> l'autre, et les gens se sont écharpés sur ce faux débat. La découverte progressive de ses complices et des indices laissant penser à un acte prémédité de longue date a continué de nourrir ce débat stérile sans cependant l'éteindre. Il n'aurait donc pas été si déséquilibré puisqu'il avait préparé son crime avec des complices !

Il faut comprendre qu'il s'agit là d'une erreur de pensée pour ce en quoi cela oppose deux instances d'ordres différents qui sont l'identité, d'une part, et la personnalité d'autre part, et si l'on admet cela, il devient possible de concevoir que le tueur était un arabe musulman radicalisé bisexuel jouisseur caractériel, et certainement affecté de troubles psychiatriques somme toute banals. Car, ce qui relevait de l'identité du tueur pour l'ensemble de ses relations sociales, le récit social de son identité, était entièrement dissocié de l'impossible récit intime de sa personnalité. Dans d'autres circonstances, l'homme aurait pu tuer l'un de ses amants, ses enfants, sa femme, un conducteur irascible - et il l'a presque fait -. Les circonstances historiques ont fait que d'autres petits malfrats manipulés par des idéologues cyniques lui ont fourni un support identitaire, des armes et

peut-être de la drogue et que cet arsenal, l'espace de quelques minutes cruelles, lui auront peut-être permis de faire coïncider son identité et sa personnalité mise en acte, cet acte fût-il atroce.

Il a trouvé des fournisseurs d'une promesse insensée faite à son vœu désespéré d'une espérance à jamais refusée.

Pierre OUDART – juillet 2016

Morale, sublime et chimie

Péguy-Pasolini #14

Le trajet historique de l'humanité est jalonné de progrès scientifiques qui semblent repousser la frontière de l'humanité, c'est à dire ce qui différencie et sépare l'être humain du biotope incertain dans lequel il prospère plus ou moins bien. Les progrès des neurosciences qui permettent de décrire les processus cervicaux des émotions humaines, et même, grâce à l'imagerie médicale, de les voir, entretiennent l'espoir ou la crainte - le fantasme - que nous ne soyons en fait qu'un peu d'eau agitée par des réactions chimiques. On enseigne en classe de terminale que cette question n'est pas nouvelle et que les philosophes, depuis qu'il y a des philosophes, se la sont posé et que les réponses qu'ils y ont apportées se nomment précisément *philosophie*.

Si l'on veut aller vite, on peut penser que le premier embranchement de la pensée des passions humaines serait Platon contre Aristote.

Pour le premier, l'âme est immortelle et immatérielle, quand, pour le second, elle est principe de vie indissociable du corps, et donc mortelle. Tout ce qui suivra ne sera que raffinement de cette dichotomie. Chaque avancée scientifique pensera avoir eu raison de Platon et de son dualisme, mais Platon, chaque fois, reprendra le dessus, comme les astronomes repoussent toujours les limites de l'univers.

L'immortalité de l'âme a encore de beaux jours devant elle.

Supposons donc, avec Platon, et avec beaucoup d'autres, que l'âme humaine soit immortelle et supposons aussi que la conscience est la manifestation de l'immortalité de l'âme et que la conscience morale en est la manifestation la plus pure. Que faire alors du corps et de la chimie du corps ?

Je lis dans l'*Orient le jour*[9], le grand journal francophone libanais, que la brigade des stupéfiants des forces de sécurité intérieure du Liban aurait arrêté l'un des plus importants dealers de *captagon*, drogue considérée comme « la drogue des terroristes ». J'apprends ainsi, car je l'ignorais, qu'un cachet de *captagon* « pèse quelques centaines de milligrammes », « est plus petit qu'un cachet de paracétamol et coûte - selon l'offre et la demande - 10 à 20 dollars. ». J'apprends de la même manière que cette drogue est de consommation courante chez les hommes des pays du Golfe qui l'utilisent comme stimulant sexuel. J'apprends enfin que son usage a été intensif dans les années 1980 chez

[9] http://www.lorientlejour.com/article/965429/le-trafic-de-captagon-un-marche-de-plusieurs-dizaines-de-milliards-de-dollars-par-an.html

les cyclistes, que la première fabrication de masse était bulgare, puis syrienne dès 2005, c'est à dire plusieurs années avant le commencement des Printemps arabes.

En novembre 2015 *Sciences et Avenir*[10], publication de vulgarisation scientifique, expliquait les effets de cette drogue : « résistance à la fatigue, vigilance accrue et perte du jugement ».

Une des religieuses présente dans l'église de Saint-Étienne du Rouvray pendant l'attaque terroriste et l'assassinat du prêtre Jacques Hamel raconte dans le journal *La Vie*[11] :

> « j'ai eu le droit à un sourire du second. Pas un sourire de triomphe mais un sourire doux, celui de quelqu'un d'heureux. »

Supposons ici – et je n'ai rien lu qui l'atteste - que ceux qui ont commis les attentats en France depuis janvier 2015 aient été sous l'influence d'une drogue qui pourrait être le *captagon*. Ce n'est pas impossible. Cette drogue produite massivement, est nécessairement présente sur toutes les places de marché de la drogue dans le monde, c'est à dire partout ou presque. Beaucoup de ces jeunes avaient un passé de petit trafiquant. Cela a sans doute une importance pour l'enquête de police. Est-ce que cela modifie en rien le sens qu'ils ont voulu donner à leur acte et le sens que l'on doit donner à leur acte ?

Est-ce que la drogue aurait annihilé leur volonté ou seulement leur empathie ?

Qu'en était-il de leur conscience morale ?

En fin de compte, cela finit par poser cette question, qui relève aussi bien de la science que de la philosophie : la morale de l'être humain est-elle seulement chimique ?

On peut décrire assez précisément les processus chimiques déclenchés dans le cerveau par une drogue. L'imagerie médicale permet désormais d'identifier assez précisément les aires cervicales qui sont activées ou non, et, ce que l'on sait faire pour l'orgasme, on doit aussi le savoir pour le *captagon*. Cependant, et c'est là que le bon vieux Platon dualiste va finalement peut-être gagner, plus les sciences, et notamment les neurosciences, progressent, plus la description des processus se fait fine et sophistiquée, plus le fait que « derrière » des processus, il y a bien une personne, relève finalement de la croyance sinon de la foi.

Les travaux du neurologue praticien Lionel Naccache, qui exerce à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière et qui est l'auteur de « Le nouvel Inconscient : Freud, Christophe Colomb des neurosciences » sont à cet égard passionnants, pour ce en quoi ils recomposent, et surtout décloisonnent, alliant l'observation clinique et les technologies les plus récentes, les notions de « conscience » et d'« inconscient », mais aussi par la façon dont il montre que les troubles qui relèvent de la psychiatrie ne sont pas, de façon étanche, bien différents de ce qui n'en relève pas, ou plutôt n'en relèverait pas. Il affirme ainsi que la conscience se définit non pas par le fonctionnement de l'une ou l'autre région du cerveau,

---

[10] http://www.sciencesetavenir.fr/sante/cerveau-et-psy/20151116.OBS9569/qu-est-ce-que-le-captagon-la-drogue-des-djihadistes.html

[11] http://www.lavie.fr/actualite/france/face-a-face-avec-les-terroristes-de-saint-etienne-du-rouvray-le-temoignage-des-religieuses-otages-29-07-2016-75263_4.php

mais par les relations entre différentes régions. Au micro de Mathilde Wagman, dans l'émission « Les Passeurs de science[12] » sur France Culture, le 16 juillet 2016, Naccache dit ceci :

> « La biologie, c(e n)'est pas simplement un cerveau dans un crâne, c'est aussi dans un corps social, il y a une histoire. »

Dans le livre cité plus haut, Naccache affirme ainsi que Freud croyait avoir découvert l'inconscient, mais qu'il a en fait découvert la conscience et sa capacité à produire des récits. Et c'est en cela qu'il associe Freud à Christophe Colomb qui croyait avoir découvert une nouvelle voie maritime vers les Indes, mais qui avait découvert l'Amérique. Il faudrait interroger l'auteur sur la « drogue du terroriste », mais je fais le pari qu'il pourrait dire qu'en inhibant certaines zones, et notamment la zone du jugement, la drogue facilite le passage à l'acte, mais qu'elle n'en est ni la source, ni la fin. C'est en quelque sorte une anesthésie locale d'une partie de la conscience morale au profit d'une autre morale, concurrente et transcendantale, eschatologique, qui s'est matérialisée en récit et qui, le moment du crime, doit prédominer sur la morale commune. C'est sans doute pour cela que les apprentis djihadistes, après leurs maîtres, font tant l'usage du mot « licite ». Il doit absolument y avoir une autre loi qui rend licite ce qui dans le code pénal, et celui-ci transcrit en cela la morale sociale, est franchement illicite, en particulier et avant tout le meurtre. S'il n'y a pas cette autre loi, et donc cette autre morale, le passage à l'acte serait impossible.

Il semble donc bien que, drogue ou pas, ce qui est en cause, ce n'est pas la drogue, même si ne pas en consommer épargnerait peut-être des vies, mais bien le récit préexistant à l'acte terroriste, ce récit fournisseur d'une interprétation belliqueuse et hégémoniste d'un autre récit ésotérique considéré comme d'émanation divine. C'est à ce métarécit qu'il faut s'intéresser et à son dealer. C'est à ce métarécit qu'il faut s'attaquer. Aucune bombe ne détruit les récits. Il n'y a que d'autres récits qui peuvent être utiles dans cette bataille, et le droit n'est d'ailleurs rien d'autre qu'un récit performatif et prescripteur. De la même façon, tout autant que les bombes, l'émotion est inutile. Croire que l'émotion suscitée par le meurtre peut combattre le meurtre, et même la tentation du meurtre, c'est bien mal penser, voire ne pas penser du tout.

Il faut ainsi admettre, provisoirement peut-être, que la conscience morale de tout être humain n'est pas que chimique, qu'elle est aussi narrative et méta-narrative, et aussi admettre que, quand bien même le jugement d'un être se verrait gravement altéré par de la chimie ou par la maladie, il resterait là « de l'humain », c'est à dire une personne baignée dans du culturel. La conscience, on le sait aussi grâce aux neurosciences, n'est pas située dans une région particulière du cerveau, mais elle se manifeste par les modes de relations que les différentes régions cervicales entretiennent entre elles. La conscience est donc pétrie, non pas l'inconscient, mais par <u>les</u> inconscients. C'est là encore la thèse de Lionel Naccache. Nous nous manifestons à nous-mêmes par des récits, comme nous nous manifestons aussi aux autres par des récits, qui peuvent être semblables à nos récits intimes mais qui sont le plus souvent différents. Il y a les moments où la fabrication du récit obéit à la volonté et ceux où elle lui obéit moins bien, et c'est la rumination, et c'est

---

[12] http://www.franceculture.fr/emissions/les-passeurs-de-science-le-cerveau/les-frontieres-du-conscient

le ressentiment, ou c'est la colère, mais aussi le désir. Il y a les situations, furtives ou durables, où les récits s'entrechoquent. C'est le conflit. Il est intérieur, domestique ou public. Chaque camp politique tente, par exemple, d'imposer un récit comme récit dominant. Et l'on fait d'ailleurs voter les gens sur ces récits.

Nous ne serions donc que récits et notre conscience serait uniquement narrative ?

Et pourtant non, car, à ce moment de la réflexion, il y a d'autres ingrédients qu'il faut réintégrer, et qui paraissent devoir échapper au récit, ne pouvant être saisis par le récit qu'a posteriori, pour les constater. Le plaisir est l'un de ces ingrédients, et l'on sait, toujours par les neurosciences, que le système de la récompense est actif chez la plupart des vertébrés, et que, pour sophistiqué qu'il soit chez l'espèce humaine, il n'en demeure pas moins vital, et, somme toute rudimentaire.

Mais cela ne suffit pas encore.

Il demeure un mystère, et ce mystère, c'est le mal.

Le mystère du mal n'a d'autre égal qu'un autre mystère, qui est le bien.

Car, à l'évidence, on ne peut se contenter de récits plus ou moins formés qui entreraient en compétition les uns contre les autres... et que le meilleur gagne !

Ce relativisme répugne à la pensée.

Il faut alors traquer le mal, et donc aussi le bien, en parcourant les écrits de tous les philosophes ?

Certainement.

Mais il faudra bien se doter d'un viatique avant d'en avoir terminé la lecture.

Autre question soulevée par ces meurtres : s'agit-il d'un passage à l'acte ?

Il est convenu, au moins depuis Freud, de considérer que le passage à l'acte est un échec de la sublimation, une victoire des pulsions. En cela, le tueur de Nice est un sujet intéressant, dont le geste pourrait s'apparenter à celui de ce pilote de ligne d'une compagnie allemande qui a précipité son avion et ses passagers sur une montagne. L'analogie n'est cependant qu'apparente. En fait, les processus psychiques qui conduisent l'un et l'autre à des crimes de masse sont très différents.

Dans l'édition du journal *Libération* du 9 juin 2016[13], la philosophe et psychanalyste Anne Dufourmantelle affirme que la sublimation a vécu au profit du déni et du passage à l'acte. S'agissant des actes terroristes qui nous occupent, je ne crois pas qu'elle ait raison, car, la société de consommation, ou, pour reprendre le néologisme utilisé dans un autre texte, la société « lucrativiste », celle qui commercialise les passions humaines même les plus immatérielles, peut très bien s'accommoder du sublime, et en faire commerce, et d'ailleurs elle le fait.

Quand tout va bien, c'est à dire quand on appartient à la bourgeoisie blanche occidentale, le système lucrativiste propose pour chaque âge de la vie, et en fonction des possibilités physiques de chacun, de « se dépasser », et, par là-même, d'atteindre le

[13] http://www.liberation.fr/chroniques/2016/06/09/la-fin-du-sublime_1458435

sublime. Et ce sont des voyages, et c'est du canyoning, et ce sont des paysages ou de la plongée sous-marine. Mais cela peut être aussi un cours fameux de cuisine exotique et hypo-calorique. Pour ce qui est des pulsions, il y a les sites de rencontre et les Pokémons.

Cela, c'est quand tout va bien.

Mais, quand tout va moins bien, pour ceux qui naissent dans une périphérie économiquement et culturellement reléguée, et que ce sont pourtant les mêmes formes - somme toute dérisoires - de sublime et de sublimation qui leur sont proposées, la tentation peut survenir de revenir à des formes historiquement éprouvées de la sublimation, et c'est la religion, et c'est le rite, et c'est l'observance...

Les actes terroristes, tels qu'ont les a vus depuis quelques mois, seraient donc à la fois sublimation *et* passage à l'acte. Les considérer seulement comme telle ou tel, de façon exclusive, est une erreur qui entame la capacité de les comprendre, et donc de les prévenir.

Quel élément de preuve avancer à cette supposition ?

Les images et les gestes qui accompagnent ces sublimations morbides sont directement issus des produits et des sous-produits de l'industrie culturelle qui brade un sublime de pacotille : mises en scène macabre de décapitations montées comme un film ou une série télévisée... Et c'est là qu'apparaît le point de retournement car, alors que ces meurtres clament le rejet d'une société païenne, ou du moins paganisée, plaident en faveur du rejet de la vie d'ici-bas, de cette société supposée culturellement avilie, l'esthétique de ces crimes - en tant que posture - est directement issue de la « junk culture » occidentale dans une sorte de « djihadowood » macabre.

Ainsi, prenons comme hypothèse de travail et de compréhension des événements que les actes terroristes d'inspiration religieuse que nous connaissons ces derniers temps - et je ne parle pas de ceux de janvier et de novembre 2015, qui me semblent d'une autre nature, mais seulement de ceux de juillet 2016 - sont à la fois sublimation et passage à l'acte. Admettons pour conforter cette hypothèse qu'il n'y a pas de société humaine sans sublimation collective - ne seraient-ce que les rites funéraires - ni capacité individuelle à sublimer. Constatons aussi que cette capacité anthropologique est une nécessité anthropologique. On ne sublime pas pour passer le temps, ni même par plaisir, et cette nécessité est d'ailleurs ce qui distingue l'art des pratiques de loisir créatif. André Malraux disait que l'homme est le seul animal qui sait qu'il doit mourir. La sublimation vient alors de la connaissance de cette implacable finitude. Mais, cette connaissance ne serait rien si elle n'était pas mise en tension avec une idée bizarre, proprement humaine, que tout, dans l'univers, vient pourtant démentir, et qui est la notion d'éternité.

L'éternité !

L'homme peut concevoir l'éternité tout en sachant qu'il est mortel, et que tout, autour de lui, est mortel. Et l'on peut encore citer Malraux :

> « Le plus grand mystère n'est pas que nous soyons jetés au hasard entre la profusion de la matière et celle des astres, c'est que dans cette prison nous tirions de nous-mêmes des images assez puissantes pour nier notre néant. »

C'est en cela que l'auto-martyrisation eschatologique est à la fois sublimation et passage à l'acte, qu'elle est à la fois désespoir et espérance.

Pour autant, cela ne suffit pas encore à expliquer pourquoi certains prennent cette voie escarpée et incertaine d'un salut si proche de la damnation, d'un salut qui est aussi damnation.

« Debout ! Les damnés de la terre ! » fait chanter l'Internationale aux révolutionnaires depuis la Commune de Paris. C'est que l'accès au sublime est lui aussi marqué par la lutte des classes, car les classes dominantes se sont toujours réservé l'accès au sublime, qu'il soit religieux ou non, et en ont toujours interdit, ou tout au moins contrôlé l'accès aux classes dominées. C'est dans ce rapport de classe où le dominant - le riche - pense toujours que le dominé - le pauvre - est incapable de sublimer, que ce soit de faire de l'art ou de le fréquenter, ou seulement de former des actes sublimes, que se situent les révoltes et les révolutions. Consciencieusement bannis du sublime par une société qui livre le sublime aux seules forces du marché, des gamins paumés, tourmentés et manipulés, en viennent à commettre ces actes d'espérance désespérée tout aussi atroces qu'absurdes.

Passages à l'acte de pauvres mus par une sublimation de pauvres.

Pour autant, cela demande un certain entraînement, il faut être entraîné, comme les athlètes dopés qui, pour être dopés, n'en sont pas moins des athlètes.

Lors des jeux olympiques de Rio, après tant de scandales, on a beaucoup insisté sur le dopage, rejetant hors du sport de haut niveau les athlètes convaincus de dopage. Cependant, un athlète dopé est assurément encore un athlète. Que l'on dope un jeune homme ou une jeune femme sans entraînement ni technique et, quelle que soit la drogue et le dosage qui leur seront administrés, peu de chance qu'ils puissent prendre place dans une compétition sportive internationale.

En est-il alors de même d'une drogue qui abolit le jugement et qui, en conséquence, autorise celui qui la prend à commettre des actes que la morale commune réprouve, tels foncer dans une foule de femmes et d'enfants avec un camion ou assassiner un vieillard inoffensif à l'arme blanche en filmant son crime. Oui, si l'on considère que la drogue dite du terroriste, c'est-à-dire le *captagon*, pour être d'usage courant chez les hommes des pays du golfe ne transforme pour autant pas ces pays en théâtre de crimes de masse ritualisés permanents, en tout cas, pas à la hauteur de la quantité de drogue consommée. L'acte terroriste demanderait donc bien un certain entraînement, comme pour les athlètes des jeux olympiques. Cet entrainement est fourni par des prédicateurs qui vont convaincre a priori que l'abject est licite et qu'il plaît à Dieu. La drogue agirait donc comme un accélérateur, ou un facilitateur, ou encore comme un inhibiteur de morale profane pour que puisse s'épanouir librement une autre morale, religieuse voire mystique, qui obéirait à d'autres règles, celles-là même qui ont conduit Abraham à accepter l'idée de sacrifier son fils. Et c'est sans doute ce qui est le plus terrifiant : le caractère indifférencié de ceux qui font de leur crime une offrande.

Et c'est cela qu'il faut parvenir à penser.

Cette complexité apparente, ou plutôt, cette mise en tension inusitée dans les sphères politiques et médiatiques dominantes des composantes de la condition humaine, font que l'équation qui est posée par ces crimes terroristes semble impraticable aux

commentateurs, journalistes et personnel politique, qui, pour la plupart ont renoncé à la fois à croire et à penser, et qui alignent en conséquence les mots de l'incompréhension et du rejet de ces crimes comme étant en dehors de toute civilisation.

Le mot qui revient le plus souvent pour exprimer cela est ainsi le mot « barbare ». Mais on trouve aussi fréquemment le mot « monstre ». Les hommes qui ont commis ces crimes atroces seraient dès lors expulsés du genre humain et de l'histoire. Cela rassure peut-être les enfants, mais, les adultes pourraient savoir - et on pourrait leur dire - qu'il n'en est rien, et que ces crimes qui, à l'évidence, ne s'expliquent que par une altération de la conscience morale de ceux qui les commettent, sont pour autant pleinement inscrits dans la culture judéo-chrétienne. La rhétorique du salut, qu'elle soit juive, chrétienne ou musulmane, est parsemée de violence. Le seul épisode du sacrifice d'Isaac semble inciter le croyant du Dieu unique à perdre tout sens commun. Abraham emmène son fils sur une montagne, en lui mentant sur ses intentions, et va presque jusqu'à le tuer jusqu'à ce qu'une voix céleste ne l'en dissuade, non parce que ce serait mal, mais parce que ce n'est plus nécessaire pour prouver sa foi qu'il a amplement prouvée en levant la main sur un fils unique terrorisé. Le fils unique, Isaac, n'était d'ailleurs pas unique et Ismaël, le premier né, avait avec sa mère Agar la servante été rejeté au désert… Nous y reviendrons peut-être.

Les évangiles ne sont pas exempts eux-mêmes d'épisodes qui prônent un total abandon du croyant. « Celui qui veut sauver sa vie la perdra ! » Cette parole du Christ est présente dans les quatre évangiles, ce qui est d'ailleurs assez rare et gage qu'elle est vraiment attestée. Certes, elle fait l'objet depuis plus de deux-mille ans d'interprétations théologiques qui en atténuent le caractère sacrificiel. Il n'en demeure pas moins que dans sa profération vivante, elle est pleine de violence.

Et puis il y a bien sûr la fameuse secte des Assassins, ésotérique et militaire dont Guillaume de Tyr disait que pour ses adeptes, il n'y avait pas de crime qu'ils pussent refuser s'il leur était ordonné par leur chef. L'usage de drogues qu'auraient fait ces « assassins » finit de boucler le mythe et suffit à imaginer de lointaines connexions entre ces assassins du temps des croisades avec les terroristes d'aujourd'hui. Rappelons que les premiers étaient chiites ismaéliens et qu'ils étaient poursuivis en hérésie par les sunnites.

Ainsi, aussi terrible que cela paraisse, et aussi révoltant que cela paraisse, les crimes terroristes commis au nom d'une certaine conception de l'islam s'inscrivent dans l'histoire et dans la culture, non pas des seuls musulmans, mais bien dans celle de tout le monde occidental qui a toujours goûté les sacrifices.

On sait aussi que les tueurs avaient tous un passé de délinquant.

Qu'en conclure ?

Ou plutôt, quelle autre conclusion qu'une banale conclusion sociologique peut-on faire ?

Tout d'abord, ces jeunes avaient pris goût à l'adrénaline, car la délinquance offre souvent l'occasion d'en consommer, et d'en consommer beaucoup, et l'adrénaline est une drogue puissante. Ils avaient connu la frustration face à l'autorité institutionnelle qui, tout à la fois, les pourvoyait en adrénaline - la cache, la traque, la poursuite - et les en privait - la prison -. Ils avaient côtoyé les plaisirs artificiels de la drogue et de la consommation de biens matériels, et même de biens matériels de luxe, et en avaient été privés aussi. Ainsi, dans leur courte vie, ils avaient expérimenté violemment ce que toute philosophie et toute spiritualité entend démontrer : que le seul accès possible au bonheur de l'être, au véritable sublime ne réside pas dans la matérialité de ce monde. Dans le communiqué revendiquant les meurtres de novembre 2015 à Saint-Denis et à Paris, un terme retient l'attention. Il y était évoqué des combattants martyrs qui avaient « divorcé de la vie d'ici-bas ». C'est donc qu'ils étaient déjà morts. Ils n'étaient pas candidats au suicide. Ils étaient déjà suicidés, aidés ou non de drogue, ils avaient déjà accès au sublime et on leur avait vendu la certitude que ce serait éternel. Il est d'usage de brocarder dans la presse et les conversations courantes les promesses de félicités infinies du paradis qui sont faites à ces jeunes hommes, en oubliant au passage qu'on les avait vendues aussi à nos aïeules et à nos aïeux, non sans efficacité. Cependant, pour qui a perçu, au sens le plus fort du terme, que les félicités terrestres n'étaient qu'illusion, et qu'en outre, elles ne pouvaient être dissociées de la frustration, la promesse eschatologique, le salut, peut avoir un effet stupéfiant et c'est donc à cet effet stupéfiant qu'il faut s'attacher.

Si, comme on l'entend, nous sommes « en guerre », il faut avoir conscience que cette guerre n'est militaire qu'à sa marge, et qu'elle est essentiellement spirituelle.

Que promettre en retour à ceux qui ont reçu la promesse du Grand Tout ?

Quel autre rachat et quel autre Salut leur opposer quand sont si nombreux ceux de leur classe d'âge qui trouvent la promesse et l'adrénaline de la promesse dans la chasse aux Pokémons ?

Ainsi, ce qui s'accomplit dans ces actes terroristes relève *à la fois* de la sublimation et du passage à l'acte. L'absorption de drogues inhibant le jugement ne serait que secondaire au regard de la puissance stupéfiante de l'endoctrinement et de la promesse.

Soit !

Mais il n'en reste pas moins l'horreur.

Il demeure ces corps écrasés, déchiquetés, les cris, le sang...

Aussi douloureuse soit-elle, cette horreur aussi est culturelle et elle n'appartient pas à une culture extraterrestre, ni même à la culture d'un autre fantasmé.

Cette horreur appartient à notre culture commune, celle des bourreaux et celle des victimes. Elle est culturelle et historique. Elle est anthropologique. Cette horreur n'est pas

plus islamique que juive ou chrétienne. Elle est l'horreur que l'humanité a toujours su produire à des fins jugées supérieures à la morale commune.

Et cela porte un nom, au moins depuis Aristote : la catharsis.

Pour Aristote, le spectacle de la tragédie a la capacité de purger les passions du spectateur, se substituant ainsi, historiquement, aux rites cathartiques dionysiaques où se déroulaient des scènes de transe et de possession. Puisqu'il s'agirait de punir des « infidèles » ou des « mécréants », le spectacle de leur agonie ne peut avoir qu'un effet apaisant. S'il n'en était pas ainsi, personne ne regarderait les films de guerre. Il n'y aurait aucun spectateur pour les films d'horreur. Il faut donc admettre que ces crimes, pour horribles qu'ils soient, et tout aussi inacceptables qu'ils soient, ne sont pas anthropologiquement a-culturels et admettre que si culture il y a là-dedans, c'est d'abord celle de la guerre, et que les ressorts psychologiques qui sont mis en branle pour autoriser moralement les tueurs à perpétrer leurs crimes sont des ressorts guerriers. Ce ne sont quand-même pas les salafistes qui ont inventé les soldats, qu'ils soient de Dieu ou des hommes. Il faut donc affirmer, et hausser le ton dans cette affirmation, que ce n'est pas en brandissant le fantasme d'un choc des cultures, et encore moins des civilisations, que l'on peut combattre la dérive sectaire et violente qui est source des attentats actuels, car on ne saurait ainsi la comprendre, et sans la comprendre, on ne saurait la contenir.

Je lis que, dans un magazine réactionnaire, l'ancien Président de la République, qui aspire à le redevenir, Nicolas Sarkozy, déroule le laïus de la guerre étrangère à la manière d'un Déroulède contemporain. La guerre étrangère repose toujours sur la croyance que l'autre, celui de l'autre côté de la frontière, est tout autre. Il n'y a jamais d'ennemi sans fantasme de l'ennemi. Sinon, ça ne marche pas cette histoire d'ennemi, et le soldat, lancé dans des assauts meurtriers, dans des attaques terrestres, comme Monsieur Sarkozy les appelle de ses vœux, perd du cœur à l'ouvrage.

Le message de l'ancien Président, dont on se rappelle les succès militaires en Libye, est en quelque sorte : face au fanatisme, fanatisons-nous !

C'est faire la preuve encore une fois d'une grande immaturité de la pensée et d'une forme d'agitation coupable. Ce sera bien difficile d'engager une guerre étrangère, car, il n'y a rien d'étranger dans toute cette affaire. Les jeunes qui ont perpétré les attentats qui ont tué - comme l'affirme l'ancien Président qui tient ses comptes - 237 personnes ne sont pas des combattants étrangers mais des enfants d'ici. Ces enfants reprochent à la nation de les avoir rejetés, sans même plus pouvoir le dire, ce, avant même qu'ils aient commencé le chemin de leur réclusion, de cette réclusion à perpétuité, celle du meurtre ritualisé. En leur répondant : « nous sommes en guerre », on leur donne raison.

Ce que propose ainsi Monsieur Sarkozy, et avec lui une grande partie de la droite, et avec eux, une bonne partie de la gauche, c'est une forme de guerre civile dont le théâtre des opérations serait déplacé en Syrie et en Irak. Je les soupçonne, eux aussi, pris du captagon. Car, il faudrait alors admettre que nous sommes ici en Irak et ici en Syrie.

Quelle serait une plus juste réponse ?

Tout d'abord, elle serait difficile.

Elle serait difficile à former et difficile à soutenir.

Difficile à défendre et difficile à conserver.

Elle relèverait de l'effort.

De l'effort de la pensée et d'un effort de la morale, et même de la moralité.

Il s'agirait d'affirmer que non, nous ne sommes pas en guerre, et qu'il ne suffit pas que de façon provocatrice, terriblement douloureusement provocatrice, quelques jeunes hallucinés en quête d'un sublime à l'évidence frelaté, déclarent solennellement comme on le fait dans les films que la guerre est déclarée pour que, dans l'instant, la nation apeurée y agrée.

Il s'agirait de comprendre que ces jeunes sont des jeunes et qu'ils ont commis l'irréparable et que cela leur a coûté la vie, à eux qui ont gâché des vies.

Il s'agirait de ne pas avoir peur de comprendre, de ne pas avoir peur de savoir, de ne pas refuser le diagnostic de la maladie économique et sociale qui provoque, à l'échelle planétaire, ces inflammations urticantes. Certes, le mal de notre société est profond mais il y a peut-être d'autres traitements que celui de tuer le malade.

Il s’agirait encore une fois d’accomplir cet effort moral, celui qui a aboli la peine de mort, celui qui a fait naître le droit et l'État de droit et admettre que ces jeunes que l'on appelle terroristes, pour fous et drogués qu'ils puissent être, sont nos enfants et nos semblables.

C'est le seul point de départ de la cure et c'est aussi le seul point d'arrivée, en humanité.

Pierre OUDART – juillet-août 2016

Tout petit petit burkini

Péguy-Pasolini #15

Je ne sais pas ce que l'histoire retiendra de la polémique politique et médiatique, mais aussi sociale et sociétale, qui s'est engagée au tournant du mois d'août 2016 à propos d'un costume de bain destiné aux femmes musulmanes et couvrant le corps conformément aux préceptes islamiques : le « burkini », marque déposée. On avait pensé à la suite des attentats terroristes à sécuriser les plages en armant les nageurs-sauveteurs, mais ceux-ci n'étaient visiblement pas armés pour affronter le bain ou le non-bain de femmes habillées de la tête au pied. Des maires, pensant certainement bien faire, ont pris des arrêtés municipaux interdisant les « burkinis » sur les plages de leur commune. Et, en conséquence, sur les réseaux sociaux, sur les plages corses et dans les médias, on s'est écharpés sur le bien-fondé ou non de cette interdiction. Il y a même eu de sérieuses échauffourées en Corse et la presse, même la presse supposée sérieuse, a cru bon d'évoquer alors une rixe « inter communautaire ». C'est ainsi que l'on a appris, ébahis, au beau milieu de l'été, sur France-Télévision et dans le quotidien *Le Monde*, que les Corses étaient une « communauté » et que la Corse était ainsi sans doute peuplée d'une « communauté » corse et d'une « communauté » musulmane - lire arabe -. On a appris plus tard qu'il n'y avait jamais eu de « burkini » sur cette plage corse de Sisco… mais uniquement, de part et d'autres, de petites frappes pressées d'en découdre pour tout et n'importe quoi.

Peu importe. Le mal était fait.

Drôle de célébration du quatre-vingtième anniversaire des congés payés du Front populaire, de cet été 1936, mythique, où la classe ouvrière, libérée du carcan de l'usine, a pu rencontrer la nature, découvrir de nouveaux paysages et vivre autre chose que le quotidien du travail. Les images d'archives montrent des trains bondés, des familles avec des bagages, des bicyclettes tandem, images qui sont devenues constitutives de la vulgate nationale. C'est à partir de 1936 que va s'instituer une nouvelle culture de la villégiature populaire, qui va dès lors se superposer à la culture bourgeoise des grands hôtels et des manoirs, des cabines de plage et des restaurants guindés, celle de Marcel Proust et de Paul Morand. Les habitants des faubourgs des villes industrielles vont rejoindre les faubourgs des stations balnéaires, imprimant ainsi à la France une nouvelle géographie. L'adoption du mode de vie du vacancier, d'un accoutrement particulier, de modes de consommation hédonistes - quand on peut se le permettre - et l'acquisition de « souvenirs » vont s'inscrire dans un imaginaire vite capté par le cinéma. Les gendarmes de Saint-Tropez chasseront le naturiste et les bronzés n'en finissent pas depuis près de quarante ans de se moquer de ceux qui bronzent en cherchant à baiser. Ce sera aussi la première fois que les corps des ouvriers seront montrés autrement qu'en tant que corps

au travail, comme si, pour la première fois en effet, la société reconnaissait à l'ouvrier, au prolétaire, le droit de disposer de son corps autrement que pour le travail.

Dès lors, les vacances, et, singulièrement, les vacances au bord de la mer, sont devenues, dans l'imaginaire collectif, le temps de la libération des corps, de la nécessaire libération des corps, de l'obligatoire libération des corps.

Cet imaginaire des vacances, issu de la société industrielle, est demeuré bien vivace dans la société post-industrielle, parce que c'était avant tout un imaginaire de classe dans une société de classes. Dès lors que la représentation collective de la société a superposé à la classe la notion de communauté et le communautarisme, il fallait bien que cet imaginaire là aussi en fût bouleversé. Et ce fut le « burkini ».

Mais, c'est toujours des corps qu'il s'agit et des corps prolétaires, et dans le cas qui nous occupe, du corps des femmes, du corps des femmes prolétaires, musulmanes de surcroît. Comme souvent, quand la société veut signifier un trouble, c'est d'abord au corps des femmes qu'elle s'attaque, car le corps des femmes est le point faible des poussées auto-immunes de la société, sans doute parce que les hommes ont toujours eu le goût de fétichiser n'importe quelle partie du corps féminin. À la fin du 19ème siècle, sur les plages du Touquet, dont le maire a lui aussi interdit le « burkini » alors que la seule température de l'eau aurait pu le justifier, les femmes gardaient souvent sur la tête leur chapeau ou leur charlotte, mais il s'agissait surtout que la femme ne montrât pas ses genoux. Puis, peu à peu, le costume s'est fait plus léger, jusqu'au bikini des années 1960, alors révolutionnaire, avant que ne surgisse le monokini au tournant des années 1970. C'est ainsi que l'on a cru que plus le temps passerait, plus les femmes sur les plages en France seraient dénudées. Il n'en est évidemment rien, car, sur les plages, il y a aussi des hommes qui ont toujours voulu décider de la façon dont les femmes s'habillent et se déshabillent.

Qu'en est-il du corps ? Qu'est-ce que l'on fait au corps ? Qu'est-ce que l'on fait dire au corps ? Que peut-on montrer ou ne pas montrer ? Voilà des questions culturelles éminemment sérieuses qu'il convient d'examiner sérieusement, c'est-à-dire culturellement, c'est-à-dire politiquement.

Car, en cet été 2016, ce que ce costume de bain supposé cacher aura révélé, c'est avant tout l'état préoccupant de la France, de son personnel politique et des Dupont-Lajoie 2.0 qui ont envahi les réseaux sociaux et les rubriques « commentaires » des médias en ligne. Même certains commentateurs réputés cultivés et de gauche se sont fourvoyés. La rapidité avec laquelle certaines bonnes consciences se sont montrées prêtes à sacrifier les libertés publiques pour des motifs hypocrites camouflant sous de belles pensées pour ces « pauvres femmes qu'il faudrait libérer » d'autres préjugés nauséabonds a donné le frisson. Une phrase revenait en boucle sur les réseaux sociaux : « On ne sait pas vraiment quoi en penser ! ». C'est qu'à l'évidence, « on » ne savait pas ce qu'il pensait en général et qu'une petite affaire de rien du tout aura révélé la grande déréliction des positions politiques des uns et des autres. Enfin, surtout à gauche. À droite, c'est plus facile, il suffit de se laisser aller…

Comment réfléchir à cette affaire du « burkini » ?

Il faut d'abord s'éloigner du cadre même des analyses produites par les médias et par le personnel politique - ce sont les mêmes analyses - et essayer de replacer ce fait, à

l'origine très marginal, pour ce qu'il est : des femmes, en petit nombre, sur quelques plages, sont allées « à la plage » - ce qui signifie à la fois « sur la plage » et « dans la mer », dans des costumes de bain qui couvrent tout leur corps, sauf les mains, les pieds et le visage, costume imaginé par une styliste australienne pour faciliter la vie des femmes musulmanes pratiquantes. Énoncé de cette façon, banale et plate, on se demande comment un fait aussi ténu a pu se muer en un tel prurit social et politique. C'est qu'il faut chasser l'image fantasmatique de plages couvertes de femmes... couvertes de la tête aux pieds.

Bref, il faut vigoureusement expulser le fantasme que l'on est « envahis ».

Ce que manifestement tous n'ont pas fait.

Le « burkini » a donc été interdit sur certaines plages.

Pour quels motifs ?

Le contexte terroriste.

À ce que l'on sache, les attentats n'ont pas été commis par des femmes en « burkini », et est-il besoin de préciser que le « burkini » ne permet pas de dissimuler plus aisément que d'autres costumes de bain des explosifs, des armes à feu ou des armes blanches, et même des « machettes », puisqu'il semble désormais convenu que toute attaque à l'arme blanche faite par un individu « vaguement » musulman ou simplement arabe fasse de cette arme blanche une « machette ». Le « burkini », ni même le port du « burkini » ne constituent en eux-mêmes une menace potentielle à l'ordre public comme le constitueraient une grenade, une arme à feu ou une ceinture d'explosifs[14], une énorme valise, une malle non identifiée – d'ailleurs, a-t-on pensé à interdire les valises sur les plages ?-. Arguer du contexte terroriste pour interdire un costume de bain est grotesque. Pathétique mais grotesque. On ne peut attester en outre que le « burkini » provienne d'une interprétation rigoriste salafiste des préconisations islamiques. Il s'agit plutôt d'une interprétation littérale libérale qui se joue du sens des préconisations vestimentaires faites aux femmes. La preuve en serait qu'il a été inventé en Australie où la question du voile islamique se pose autrement - ou ne se pose pas -. Par ailleurs, les photographies de femmes en « burkini » sortant de l'eau prouvent que ce vêtement, mouillé, est comme tout vêtement mouillé et qu'il colle à la peau. Les imams salafistes devraient se pencher sur la question et proclamer l'interdiction du « burkini » pour cause d'impudeur ! Ce qu'ils ont certainement fait.

Un signe ostentatoire.

En effet, comme tout vêtement, et, en fait, comme tout objet, le « burkini » n'est pas seulement un vêtement mais aussi un signe. S'agit-il pour autant d'un « signe ostentatoire », c'est-à-dire, si l'on en croit le *Petit Larousse*, un signe « destiné à se faire remarquer » ? Pas certain que les femmes en « burkini » aient vraiment envie de se faire remarquer. Mais on ne le saura pas. Personne ne le leur a demandé. On remarquera au passage que ce qui pourrait constituer le caractère « ostentatoire » de ce signe est sa rareté. Si plus de dix pour cent des femmes sur les plages portaient des « burkinis », le

[14] Tout cela est écrit avant la décision du Conseil d'État attendue en réponse aux recours déposés contre les arrêtés municipaux interdisant le « burkini » sur les plages.

caractère ostentatoire s'évanouirait comme s'est évanoui le caractère ostentatoire du bikini. Imaginons une religion qui impose de porter des plumes autour du maillot de bain. Voilà qui serait ostentatoire. Il faudrait l'interdire. Mais on ne l'interdirait pas. Pourquoi ? Ce ne serait pas « une religion de terroriste ». Voilà la preuve que le caractère ostentatoire ou non n'a de toute façon rien à voir avec l'interdiction en question.

Un trouble à l'ordre public.

L'interdiction du « burkini » ne vaut que pour la plage. En poussant les choses jusqu'à l'absurde, une femme qui le porterait dans les rues ne serait pas inquiétée par la police municipale… Voilà une belle idée de manifestation que je cède bien volontiers : organiser une manifestation à Nice d'hommes et de femmes en « burkini »… En quoi « la plage » diffère-t-elle des autres espaces publics ? La plage est l'espace public où l'on réglemente la promiscuité des corps dénudés. Il est admis que l'on y soit en slip de bain ou en monokini parce que, *culturellement*, il est d'usage que l'on y soit ainsi. Se promener en bikini en dehors de la plage ne sera pas culturellement admis. De la même façon, sur une plage naturiste, la présence de « textiles » est considérée comme une forme d'agression, comme du voyeurisme, car elle remet la nudité des autres, habituellement proscrite en public, dans une situation d'interdiction. Ainsi, à la « pudeur » de la femme musulmane observante qui porte le « burkini » répond la « pudeur » de la femme en maillot de bain qui ne consent et n'est autorisée à cette tenue extraordinaire des tenues portées habituellement dans l'espace public « parce que tout le monde est en maillot de bain ». Il s'agirait donc de régler des questions de pudeurs discordantes. Soit. Mais d'où vient en droit que l'on réglemente les questions de pudeur ? On rappellera que depuis 1994, l'outrage public à la pudeur n'existe plus dans le code pénal. On n'y trouve que le délit d'exhibition sexuelle, ce qui ne saurait être mis en cause dans le cas du « burkini »… On se souviendra donc qu'en août 2016, certains édiles français ont inventé l'outrage public à la pudeur « à l'envers ». On entend déjà les Tartuffe contemporains entonner : « découvrez donc ce sein que je ne saurais voir... couvert. »

Un vêtement attentatoire à la liberté et à la dignité des femmes.

Autre tartufferie.

Par une sorte de court-circuit spatio-temporel tels que le permettent et l'encouragent les réseaux sociaux, cette interdiction est juxtaposée aux images des femmes syriennes brûlant leur voile intégral dans les villes libérées du joug islamiste. Évidemment, cela n'a rien à voir. Aucun risque que les fondamentalistes du « djihad » laissent leurs épouses, sœurs, mères, aller à la plage en costume de bain, fût-il un « burkini ». D'ailleurs, s'il s'agissait de juguler la diffusion de l'islam radical dans l'espace public, comme on peut supposer que les maris, frères, cousins, oncles des femmes en « burkini » sont en « qamis », il faudrait donc aussi interdire les « qamis » sur les plages. Or, je n'ai pas lu qu'il y eût des arrêtés anti « qamis ». Certes, ce serait impraticable. Fort heureusement ! On verrait surtout beaucoup trop clairement qu'il s'agit en fait d'arrêtés anti arabes. Arabes pauvres, répétons-le. En poussant l'investigation, on trouve que le motif principal de ces interdictions, et c'est aussi l'argument le plus grotesque, est que « burkini » commence comme « burqa » et que la « burqa » est interdite dans l'espace public. Oui. C'est vrai. Et ça commence aussi comme « burne ».

C’est incroyablement méprisant d’affirmer que ces femmes sont « obligées » de porter ce vêtement, et il n'est d’ailleurs juridiquement pas possible de le prouver. Y seraient-elles obligées qu'il faudrait agir à l'encontre de ceux qui les y obligent. Il reste l'argument de l'aliénation, au sens marxiste du terme, mais il ne tient pas davantage. Ou alors, il faudrait aussi interdire le string, les seins en silicone, l'anorexie, l'épilation intégrale, toutes formes de tortures infligées aux femmes et qui n'ont rien à voir avec l'islam.

Enfin, il y a ceux qui demandent aux musulmans de la « discrétion ».

Il suffit de se rappeler que c'est aussi ce qu'on a dit pendant des siècles aux homosexuels : « vous pourriez être discrets ! », pour percevoir immédiatement que c'est franchement dégueulasse.

Bref, dans cette affaire, comme aurait dit Flaubert, « Tout le monde plie les reins devant la plus ignominieuse bêtise qu'on ait rêvée. »

Mais de quoi s’agit-il vraiment ?

Pour mieux comprendre, il faut rapprocher ces arrêtés d’interdiction d’autres arrêtés municipaux, pris de longue date, et jamais abrogés, bien que manifestement illégaux, et qui interdisent aux hommes pendant la période estivale de se promener torse nu en ville. Les tribunaux administratifs annulent régulièrement les contraventions constatées et les amendes données à ce motif, l’exhibition sexuelle ne pouvant être retenue et rien en droit ne venant appuyer cette restriction aux libertés. On retrouve d’ailleurs parmi les villes qui ont pris ces arrêtés « anti torse nu » Nice et Le Touquet.

Qui est ciblé ?

Qui sont les hommes qui se promènent torse nu en ville à Nice ? Les clients du Negresco ? Certainement pas.

Alors qui ?

Les prolétaires. Les « congés payés » comme on disait…

Qui sont les femmes musulmanes qui vont aller sur une plage publique de Nice vêtues d’un « burkini » ? Les clientes musulmanes du Negresco ? Certainement pas.

Les femmes musulmanes prolétaires.

Ces arrêtés qui disent aux hommes de se rhabiller et aux femmes de se déshabiller visent donc principalement les pauvres qui, on le sait, « ne savent pas se tenir »…

D'où vient le trouble potentiel à l'ordre public ? De ces femmes ? On n'y croit pas une seconde. Il vient évidemment des hommes, que ce soient les hommes qui accompagnent ces femmes et qui pourraient s'offusquer que ce signe supposé ostentatoire suscite commentaires sinon quolibets ; ou des autres hommes qui par leurs commentaires ou leurs quolibets iraient attenter à la pudeur de ces femmes. Comme d'habitude, quand les hommes dérapent, ce sont les femmes que l’on contraint... Difficile d’admettre cependant qu’une mesure qui, plutôt que de contenir et de punir le fauteur de trouble, contraint et punit la victime potentielle du trouble potentiel soit une mesure de justice.

Mais il n’y a pas que le motif économique.

Toute cette affaire est une nouvelle manifestation du syndrome de « double anomie anosognosique » dont la France est affectée. Rappelons qu'il s'agit de cette maladie définie par l'auteur de ces lignes comme une double incapacité à trouver les mots pour décrire les troubles dont la société malade est affectée, sans pour autant avoir conscience de la gravité de l'état de cette même société. On peut donc tenter de soigner le corps social français malade en essayant, de façon directe sinon brutale de lui dire ce dont il souffre vraiment en espérant que cela provoquera un choc de conscience salutaire.

Racisme.

Voilà le diagnostic. Voilà la maladie.

Ces interdictions sont le symptôme du racisme anti-arabe de la partie de la société française qui a accès à la décision publique : les élu-e-s. Le « burkini » rejoint la nourriture halal, le ramadan, les repas de substitution dans les écoles et les mosquées. Monsieur Ménard doit se désespérer qu'il n'y ait pas de plage à Béziers pour pouvoir interdire sur le champ ce « burkini » félon. On s’en prend à l’islam, ou plutôt aux signes relevant de la pratique de la religion musulmane, parce que ces signes sont faciles à identifier et à stigmatiser et qu’ils iraient à l’encontre de la laïcité. Mais que l'on ne s'y trompe pas, derrière cela, c'est toujours « le bruit et l'odeur » dont il s’agit.

La manipulation de l'opinion publique est flagrante et la tactique en est éprouvée. Prenez un fait ou un ensemble de faits qui suscitent unanimement ou presque une forte émotion et la réprobation : ici, les attentats. Vous souhaitez pouvoir attribuer ces faits à toute une partie de la population, et donc effectuer des amalgames, mais, pour dissimuler ces amalgames fantasmatiques et scélérats, vous allez donc prendre un fait mineur que vous monterez en épingle artificiellement : ici le « burkini ». Vous laissez le corps social s'agiter quelques jours. Même des personnalités réputées de bonne volonté vont tomber dans le piège, soulagées de pouvoir pour une fois sans honte se pincer le nez. « Car, vraiment ces gens-là, n'est-ce pas, on n'en peut plus ! ».

Et le tour est joué.

Vous avez gagné un point sur l'échelle du racisme ambiant.

D’ailleurs, dernière manipulation dans le florilège des expressions mal situées, et on pourrait même écrire « in-située », il y a ceux qui, pour justifier l'interdiction, s'appuient sur des textes, des tribunes de musulmanes ou de musulmans, le plus souvent vivant hors de France, et appelant à la vigilance sur l'expansion du wahhabisme via ce costume de bain. Il faut se pointer que ce mouvement argumentatif - et « mouvement » a ici le sens qu'il prend aux échecs - a été amplement utilisé par les colonialistes alors supposés apporter la « civilisation ». Par dessiccation, ce mouvement se résume en fin de compte à : « vous voyez ! Même *eux* le disent ! » Il s'agit en fait d'un mouvement d'inspiration tout autant raciste que celui qui conduit à dire : « je ne suis pas raciste, j'ai un ami arabe. »

Comment résumer et s'en sortir ?

Face à un tel galimatias, le premier réflexe doit être de ne pas tout mélanger, sauf si « tout mélanger » est une tactique pour pouvoir prétendre que l'on n'y comprend rien et se passer ainsi d'analyse afin de réagir par intuition ou par émotion.

Dans cette affaire, on confond le plus souvent deux choses qui sont cependant distinctes et qu'il faut impérativement laisser distinctes : le « burkini » et « l'interdiction du burkini ».

On peut contester, par féminisme, le bien-fondé du premier en étant farouchement opposé au second, à savoir son interdiction. Et, même, c'est par féminisme et par militantisme féministe qu'il faut dénoncer cette interdiction, car, si l'on considère que le « burkini » est un signe d'asservissement de la femme, ce n'est pas par une mesure de réclusion des femmes que l'objectif politique de leur libération sera atteint, ni en les considérant d'emblée comme incapables de faire un choix vestimentaire et de l'assumer.

La seule position, en conséquence, qui me semble politiquement possible comme position républicaine de bonne volonté est celle d'être deux fois contre : contre l'interdiction du « burkini » et contre le « burkini » en ne « touillant » pas les deux argumentations.

Il faut être contre le « burkini » comme objet de domination de l'homme sur la femme pour de vagues motifs de religiosité et continuer de clamer que, tant que la femme sera obligée de cacher une parcelle de son corps pour « ne pas faire envie » à un homme, le combat féministe ne sera pas éteint. La lutte pour l'égalité intégrale et radicale entre l'homme et la femme ne souffre en cela pas d'exception.

Mais il faut être contre l'interdiction du « burkini » pour ce en quoi celle-ci ne saurait être une voie pour atteindre ces mêmes objectifs d'égalité homme-femme, et aussi et surtout, parce que cette interdiction est une expression de domination de classe sur une autre classe via une nouvelle contrainte faite aux femmes.

Ce n'est pas si compliqué, en fait !

Il faut donc s'élever bruyamment contre une mesure qui restreint la circulation d'une partie de la population pour des motifs d'éviction culturelle, une mesure qui institue un « délit culturel ». Il faut s'élever contre le fait qu'au motif du « vivre ensemble » - à la plage -, on prend ou on soutient une mesure qui, de facto, est une mesure réglementaire explicite de ségrégation spatiale qui vient confirmer les mesures implicites de ségrégation sociale et économique.

C'est cela qu'il s'agit de valider ou non.

Et dire que tout cela est contenu dans un tout petit petit costume de bain.

Pierre OUDART – août 2016

Des Images politiques comiques

Péguy-Pasolini #16

En 1974, Pasolini commence un texte sur la perte d'influence de l'Église face à la société de consommation en évoquant une photographie du pape Paul VI coiffé d'une parure de chef sioux. J'ai retrouvé sans grande difficulté une photographie où l'on voit en effet le pape déguisé, plus que souriant, sinon hilare. Mais je n'ai pas retrouvé la photographie originale dans laquelle, si l'on en croit Pasolini, on voit aussi les Sioux.

Alors que Pasolini embraye, encore une fois, sur les conséquences qu'il voit aux résultats du referendum sur le divorce, je me demande, quant à moi, pourquoi les photographies de représentants du pouvoir, quand ils apparaissent comme déguisés font rire, mais aussi pourquoi, dans certains cas, cela ne fait pas rire. Et je pense évidemment à Bergson qu'il s'agirait donc de prendre comme guide dans cette ébauche de réflexion.

En décembre 2014 une photographie a circulé en boucle sur les réseaux sociaux : celle du Président de la République François Hollande vêtu d'un manteau d'apparat traditionnel et coiffé d'une chapka, cadeaux de bienvenue du Président du Kazakhstan. Fort opportunément, le *Journal du Dimanche* avait alors répliqué à cette photographie par une série de photographies montrant des personnages officiels en « tenue locale ». On y voyait ainsi son prédécesseur en boubou, Jacques Chirac avec un couvre-chef végétalien et d'autres dirigeants de ce monde dans des tenues qui pouvaient prêter à sourire.

Qu'est-ce qu'il y avait de si drôle ?

S'agissant de la photographie du pape Paul VI, on pouvait, certes, y voir une métaphore de l'affaiblissement du pouvoir temporel de l'Église, son chef spirituel devenant un peu comme un chef indien au pouvoir limité à sa réserve. La parure de plumes est toujours aussi flamboyante et impressionnante, mais le pouvoir qu'elle symbolisait s'est évanoui. Le signifiant n'a pas bougé quand le signifié s'est singulièrement dégradé. Le Vatican serait donc devenu une « réserve d'indiens » et la photographie tirerait son intérêt de ce « retour du littéral » : elle dit ce qu'elle montre et, comme le dirait Roland Barthes, « la photographie dit tout ».

Il y a toujours quelque chose de littéral dans le rire ou le sourire qui naissent des photographies politiques comiques.

Admettons que c'est d'abord leur caractère officiel qui provoque le rire. En effet, les photographies, volées ou non, qui montrent des dirigeants, parfois les mêmes, dans des situations vernaculaires ne provoquent pas le même sentiment. Ainsi, les photographies de Nicolas Sarkozy, alors Président de la République, à la plage du Cap Nègre au début de son quinquennat ne font pas rire. Elles peuvent laisser indifférent, susciter de la curiosité pour la plastique de Carla Bruni ou pour les modalités des retouches effectuées ou non sur les abdominaux du Président, quitte à informer les retoucheurs que les muscles intercostaux ne se situent pas au niveau de l'abdomen... mais elles n'ont pas cette propriété sémiologique ténue et incertaine de faire rire, ni même de faire sourire. C'est que ces photographies disent exactement ce qu'elles voulaient dire. Or, s'agissant de la photographie du pape ou de celles des dirigeants en costumes divers, l'interstice par lequel se glisse le rire, c'est justement qu'elles ne disent pas ce qu'elles voulaient dire. La photographie de François Hollande au Kazakhstan, par exemple, a été, logiquement et légitimement publiée sur le site de la présidence Kazakh comme témoignage de l'amitié entre les deux peuples et du traitement très particulier qui était réservé au Président français... avant d'être retirée précipitamment quelques heures plus tard. Ce n'est pas une photo volée. Son intention n'était pas de susciter de la moquerie. Il y a donc bien eu distorsion sémantique entre l'intention du photographe, d'une part, et la perception et l'interprétation de la photographie, d'autre part. Cette distorsion est en partie interculturelle, mais « pas que ». Il y a une part d'universel qui relève du burlesque.

En littérature, le genre *burlesque*, est, si l'on en croit le dictionnaire de l'Académie française, ce genre « qui prête à des personnages historiques des actions ridicules et des paroles grossières ou triviales ». Pour que la photographie du Président Hollande au Kazakhstan entre dans le burlesque, il faut donc que celui qui la regarde puisse superposer au récit officiel et autorisé de l'image, récit qui est ici évident : un cadeau et une photographie protocolaires, un autre récit, décalé et irrévérencieux.

Ce qui fait rire dans cette photographie, c'est d'abord, très certainement, le costume traditionnel, et en tout premier lieu la chapka qui, dans la culture populaire française, est une source infinie de moqueries. Depuis les années 1950 et la guerre froide, la chapka est fondue dans un ensemble imaginaire qui porte le nom en voie d'obsolescence de « Popoffs », notion qui agglutine en un tout « ringardisé » les Chœurs de l'armée rouge et Kalinka, l'esthétique soviétique et feu Ivan Rebroff, que l'on voyait rarement sans son couvre-chef en fourrure. Mais il y a aussi les Aventures de Tintin. Dans les voyages de Tintin, les personnages qui, croyant se fondre dans la population autochtone, vont porter un vêtement traditionnel qui va au contraire les désigner comme étrangers et, de surcroît, les rendre ridicules et comiques, ces sont les Dupond et Dupont, les deux policiers parfaitement inefficaces. C'est d'ailleurs cette référence qui apparaît en premier dans les commentaires en ligne de cette photographie. Ainsi, celui qui regarde va *faire comme si* il croyait que le Président était venu au Kazakhstan habillé ainsi et que cela, en conséquence, fût drôle, car ridicule.

Mais cette posture éphémère, ce nouveau récit irrévérencieux et décalé imprimé sur le récit officiel, n'est possible que si la référence burlesque est partagée avec d'autres. Bergson a souligné que le rire était toujours le rire d'un groupe. Si la référence n'était pas partagée, si l'image n'était drôle que pour soi, elle ne serait pas vraiment drôle. Il y a toujours quelqu'un qui, au moins fantasmatiquement, regarde avec moi quand je trouve une image drôle. Bergson n'écrit-il pas : *le rire cache une arrière-pensée d'entente, je dirais presque de complicité, avec d'autres rieurs, réels ou imaginaires*.

Suivons Bergson pour tenter d'analyser le comique de ces images.

Bergson commence son ouvrage *Le Rire. Essai sur la signification du comique* par trois considérations qu'il juge fondamentales :

> « Il n'y a point de comique en dehors de ce qui est proprement *humain* » ;
>
> « *L'insensibilité* qui accompagne d'ordinaire le rire. (...) Le rire n'a pas de plus grand ennemi que l'émotion. »

La troisième considération est précisément cet effet de groupe évoqué plus avant. Il est possible d'appliquer ces trois critères à la photographie du pape Paul VI, comme à celle de François Hollande.

Humain : évidemment, le pape souriant, heureux de sa coiffure, semble beaucoup plus humain, et donc proche de celui qui regarde la photographie que lorsqu'il est en grand apparat dans la basilique Saint-Pierre ou au balcon de sa résidence romaine. « C'est un homme comme les autres, après tout ! » dit aussi la photographie. Le Président de la République, avec sa toque de fourrure - car on disait « toque » avant que la mode ne remît la chapka au goût du jour - semble aussi profondément humain. Il est visiblement fatigué. Sa barbe transparaît sous la peau du visage. L'ébauche de sourire semble forcée, embarrassée, presque contrainte. L'homme apparaît d'avance piégé par l'image du Président qui va être prise. Lui aussi est « un homme comme les autres, après tout ! », et c'est d'ailleurs peut-être ce qui lui sera reproché.

Ce temps de l'empathie est le premier temps.

Puis vient le second temps du regard qui, en effet, comme le suggère Bergson, s'éloigne de ce qui pourrait relever de l'empathie et va souligner le caractère incongru de la scène, second temps qui va mettre l'image à distance, un peu comme le presbyte tend les bras pour mieux voir, et c'est à ce moment que va naître le rire ou le sourire.

Certes, on rira plus franchement si l'on se passe du premier mouvement. Le premier temps du regard, ce temps de l'empathie, c'est celui où je regarde l'autre comme moi-même. Le second, celui où je regarde l'autre, non plus seul, mais avec les autres, et je regarde l'autre comme autre, sinon tout autre, et non plus comme mon semblable. C'est d'ailleurs le sens du reproche que l'on fait aux enfants qui rient de la mésaventure d'un de leur camarade : « ne ris pas, cela pourrait t'arriver ! ». C'est aussi le sens de la pulsion triviale : « Non mais ! Quel c... » Le rire sera plus franc, sans remord, si l'on est bien persuadé que cette mésaventure ne pourrait arriver à soi-même, ce qui n'est possible, justement, que si l'autre est désormais d'une autre nature que soi-même. C'est aussi en cela que les photographies de chefs d'État grimés sont drôles, c'est qu'elles désignent d'emblée des personnages qui nous sont tout autres et que leur notoriété permet d'envisager de partager le rire très largement. Ainsi, et pour s'éloigner de quelques pas de Bergson, il semble que le rire est toujours une émotion contrariée, qu'il est toujours second, comme si l'émotion venait ouvrir la possibilité du rire et que le rire venait clore l'émotion.

Quand on rit, on ne sait jamais s'il faut en rire ou en pleurer.

Il y a toujours un clown triste dans le clown.

Mais tout cela ne suffit pas encore à expliquer pourquoi cette photographie protocolaire au Kazakhstan a connu un tel succès et a déclenché des passions médiatiques d'une telle intensité que l'on peut supposer que, dans un certain ordre, cette photographie est parfaite.

Le vêtement ?

S'agissant du vêtement, Bergson écrit que le comique naît quand « une raideur quelconque est appliquée sur la mobilité de la vie, s'essayant maladroitement à en suivre les lignes et à en contrefaire la souplesse ». En cela, pour le philosophe, le vêtement est *d'abord ridicule* et ne nous fait pas rire que parce que nous y sommes habitués :

> « On devine alors combien il sera facile à un vêtement de devenir ridicule. On pourrait presque dire que toute mode est risible par quelque côté. Seulement, quand il s'agit de la mode actuelle, nous y sommes tellement habitués que le vêtement nous paraît faire corps avec ceux qui le portent. Notre imagination ne l'en détache pas. L'idée ne nous vient plus d'opposer la rigidité inerte de l'enveloppe à la souplesse vivante de l'objet enveloppé. Le comique reste donc ici à l'état latent. Tout au plus réussira-t-il à percer quand l'incompatibilité naturelle sera si profonde entre l'enveloppant et l'enveloppé qu'un rapprochement même séculaire n'aura pas réussi à consolider leur union (...) : notre attention est appelée alors sur le costume, nous le distinguons absolument de la personne, nous disons que la personne se déguise (comme si tout vêtement ne déguisait pas), et le côté risible de la mode passe de l'ombre à la lumière. »

Même si les officiels kazakhs ne portent pas ce vêtement traditionnel, il n'en est pas moins vrai qu'il n'a pas pour eux le caractère d'étrangeté exotique qu'il a pour un Français, et le photographe officiel n'a donc pas perçu le ridicule de l'image qu'il allait produire, non moins que le service de presse qui l'a publiée.

Mais il y a encore autre chose, et puisque nous avons pris Bergson pour guide dans cette investigation, continuons avec lui. Car, s'agissant maintenant des cérémonies officielles, quels que soient les pays où elles se déroulent, aucune, assurément, n'est exempte de ridicule. Les gardes républicains qui forment les haies d'honneur dans la cour du palais de l'Élysée, pour altiers qu'ils soient, n'en sont pas moins potentiellement risibles. Mais ils ne le sont que potentiellement et Bergson condense ainsi cette potentialité :

> « Le côté cérémonieux de la vie sociale devra donc renfermer un comique latent, lequel n'attendra qu'une occasion pour éclater au grand jour. »

Admettons donc, toujours avec Bergson, que cette photographie n'était comique que de façon latente. Mais alors, qu'est-ce qui a révélé son caractère comique ? Si l'on admet, donc, avec notre guide que, même seul, on rit toujours avec quelqu'un, que le rire est toujours un rire collectif, ce collectif constitué autour du rire, autour d'un rire, se donne toujours des allures d'évidence qui tournent à la tautologie : c'est drôle parce que c'est drôle, et si c'est drôle, c'est que c'est universellement drôle. Bien sûr, il n'en est rien et chacun aura expérimenté, parfois à ses dépens, la blague qui tombe à plat, la scène jugée irrésistible par certains quand d'autres la trouveront pathétique. S'agissant d'une photographie d'une personnalité politique, comme celle du Président Hollande au Kazakhstan, mais d'autres pourraient être choisies dans chacun des camps politiques, il serait intéressant de vérifier que même des sympathisants, même des partisans vont trouver drôle la photographie. Car, le rire excède toujours sa base... Le rire fait toujours du prosélytisme. Le rire est un sergent recruteur. C'est d'ailleurs ce que l'on constate communément quand on évoque l'effet d'entraînement du rire, au point où, entendant un rire particulièrement communicatif, on rira sans même savoir pourquoi. Ce qui fait rire définit donc le groupe qui en rit tout en agglutinant à ce groupe de nouvelles recrues. C'est en cela une arme politique redoutable et chaque parti en use abondamment. L'expressivité du visage du précédent Président de la République, Nicolas Sarkozy, aura fourni d'innombrables photographies de ce qui, figées par l'appareil, apparaît comme des grimaces. Or, la grimace fait rire. Le caricaturiste, par son dessin, ne fait pas autre chose, sinon amplifier ce qui peut sembler encore latent dans le cliché photographique d'une grimace. « Il (le caricaturiste) fait grimacer ses modèles comme ils grimaceraient eux-mêmes s'ils allaient jusqu'au bout de leur grimace. » nous dit Bergson. Ce faisant, si l'homme politique - ou la femme - est « bon client », le rapport entre le visage grimaçant et le visage non grimaçant va s'inverser : ce qui est éphémère par nature - la grimace - va devenir permanent. C'est ainsi que des personnalités politiques sont devenues peu à peu leur propre caricature. On ne les voit plus que « comme ça ». C'est bien ce qui a fait le succès du spectacle télévisé de marionnettes appelé « Les Guignols ».

Et l'on a même vu que ces caricatures tournassent à l'avantage du caricaturé. C'est, par exemple, le tour de force que Jacques Chirac a réussi, faisant de sa marionnette son meilleur agent électoral, celle-ci le rendant sympathique, même auprès de ses adversaires.

La caricature, qu'elle soit dessin ou photographie, chosifie la personne. C'est, toujours, Bergson qui affirme « Nous rions toutes les fois qu'une personne nous donne l'impression d'une chose. »

Là où il y avait réification, Chirac a fait ressurgir le sujet.

Il n'est pas certain que ses successeurs y soient parvenus, ni même qu'ils s'y sont essayé.

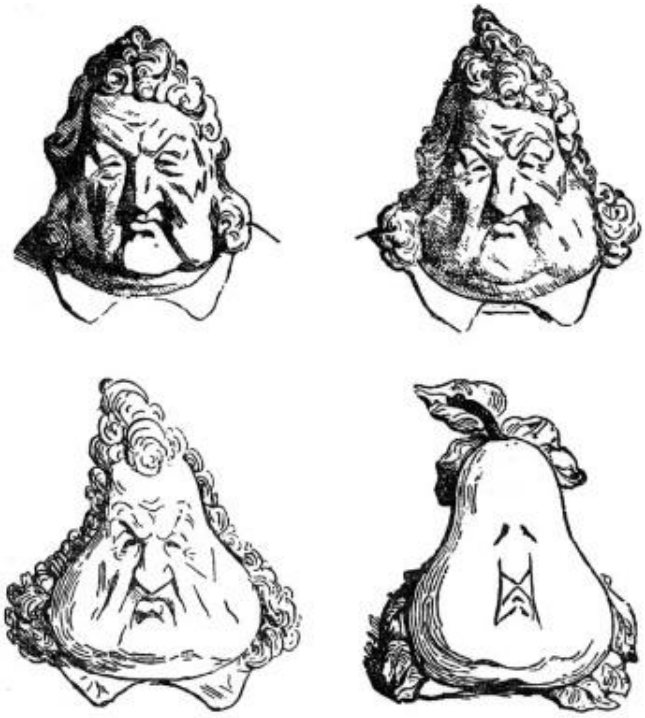
S'agissant donc de demeurer le sujet de sa propre image, il y a aussi le cas de ces photographies qui ont presque tous les ingrédients pour tourner au désavantage de la personnalité qu'elles représentent, et qui, pourtant, la laissent indemne.

Ainsi, la photographie représentant M. Emmanuel Macron, alors ministre de l'économie, chaussé de lunettes publicitaires déclarant un amour pour lui-même, cadeau d'un opticien de l'est de la France rencontré lors d'une visite ministérielle, n'a pas eu le succès qu'elle aurait pu avoir. Elle a tous les ingrédients pour être drôle, porteuse d'un comique de ridicule renvoyant le jeune ministre-gendre-idéal à un narcissisme de forcené - et la photographie dit aussi cela - ; mais elle n'est pas drôle et, prise en mars 2015, elle n'est d'ailleurs pas restée attachée à sa personne politique. Et il serait étonnant qu'elle soit exploitée plus tard, car, si l'on veut suivre encore une fois Bergson, le ministre n'y apparaît pas comme une chose. Son large sourire aux dents un peu écartées dément qu'il soit dupe de l'image qui est prise et qui sera publiée. Il en est le sujet, et non l'objet. Fût-il apparu gêné, crispé, embarrassé, que la photographie eût basculé dans le comique. Ici, la photographie dit : c'est ridicule, je sais que c'est ridicule, mais c'est peut-être vrai, et vous verrez, il y aura un jour des accessoires de campagne électorale qui prendront le même slogan. C'est d'ailleurs sans doute cette agilité dans la communication sur soi qui a fait le succès du jeune homme. Cette photographie porte un message qui, malgré tout, est parfaitement agréé par son sujet. Il n'y a donc pas cet écart entre l'intention de l'image et la réception de l'image qui produit l'effet comique. Et, en conséquence, ce n'est pas drôle. Juste un peu pathétique.

Car, être une personne publique et demeurer le sujet de l'image de cette personne publique est bien ce qui peut déterminer tout un parcours politique. Y faillir, et devenir l'objet des rires et de la moquerie peut nuire gravement à la crédibilité. La difficulté, c'est qu'entre « c'est une personne comme tout le monde » et « quel guignol ! », la ligne de démarcation est parfois incertaine, et il suffit d'un fait, à l'apparence anodin, pour que le roi d'hier apparaisse bien nu, comme dans le conte d'Andersen. On se souvient que ce conte est resté célèbre par la phrase « Le Roi est nu », et on se souvient aussi que le roi, donc, ou l'empereur, ou encore le grand-duc, selon les traductions, s'est fait berner par des escrocs qui lui ont vendu un tissu qui demeurerait invisible pour les sots. Personne, dans l'entourage du roi, ne voit ce tissu, mais n'ose l'avouer de crainte de paraître sot... Et le roi finit par défiler nu dans les rues où le peuple, ayant appris l'histoire, et ne voulant pas non plus paraître sot, ne rit pas à son passage. Il n'y aura qu'un enfant pour crier la vérité et faire douter la foule qui l'instant d'avant louait la splendeur de l'habit.

Comme dans tous les bons contes, la morale est ici à double détente. Il y a la première strate de la morale, évidente, qui serait que la vanité du pouvoir est grande et que le bon sens permet de déciller la foule la plus aliénée. Ainsi, il semble désormais évident à l'immense majorité des gens qu'Hitler était un fou furieux, et ce au seul visionnage de l'un de ses discours. Cela semble évident *maintenant* et ne l'était à l'évidence pas pour ceux qui l'ont porté au pouvoir, ni pour les foules qui l'écoutaient galvanisées. Mais il y a une deuxième strate de la morale qui nous est donnée par la fin du conte, pour peu qu'on s'en rappelle. En effet, quand la foule, éclairée par l'enfant, commence à chuchoter que cet enfant a peut-être raison, le conte se termine ainsi : « Le Grand-Duc en fut extrêmement mortifié, car, il lui semblait qu'ils avaient raison. Cependant, il se raisonna et prit sa résolution : « quoi qu'il en soit, il faut que je reste jusqu'à la fin ! » Puis il se redressa plus fièrement encore et les chambellans continuèrent à porter avec respect la queue qui n'existait pas. » Cette double détente de la morale serait donc : savoir que « Le Roi est nu » ne change rien ; le ridicule n'est pas une arme aussi utile qu'on le craint ou qu'on l'espère, selon les cas, contre le pouvoir, contre l'aveuglement du pouvoir ni, surtout, contre les flatteurs et les profiteurs qui vivent de ce pouvoir... puisque ce même pouvoir, même désigné comme ridicule, peut choisir « de rester jusqu'au bout ».

N'est-ce pas ainsi ce qui se passe au Gabon pour l'élection présidentielle ? La fraude est grotesque et le président déclaré vainqueur, fils du dictateur précédent, est à l'évidence tout aussi nu que le grand-duc du conte d'Andersen. Mais, tout aussi bien, cela ne changera rien s'il décide, comme il en a bien l'intention, de « rester jusqu'au bout » et surtout tant qu'il y aura autour de lui des gens pour dire et répéter qu'ils croient à sa légitimité, car c'est leur intérêt.



Tout cela ne date pas de la photographie car, la caricature n'a pas attendu la photographie. Parmi les plus célèbres des caricatures de personnalités politiques, il y a bien sûr *Les Poires*, de Charles Philipon et Honoré Daumier, montrant la métamorphose progressive du roi Louis-Philippe en fruit du même nom, et ce, en 1831. On y voit démontré avec une grande clarté le processus de chosification de la personnalité politique, par exagération des traits, au point où l'on se demande si ce n'était pas cette caricature que Bergson avait précisément en tête quand il pointait ce phénomène.

D'autres enseignements peuvent être tirés de cette caricature du roi et du succès qu'elle a connu. On remarque tout d'abord que cette caricature, bien avant l'apparition des réseaux sociaux, a dû son succès au fait qu'elle a été reproduite sur les murs de la capitale, puis de la France entière. On dirait aujourd'hui qu'elle a été « partagée ». On retrouve donc l'idée centrale qui veut que le comique n'est comique que par le collectif, et qu'il est d'autant plus comique que le collectif est plus large. Les réseaux sociaux ont facilité le processus et l'ont rendu quasiment immédiat tout en l'amplifiant mais ils n'ont pas inventé le processus. Autre enseignement, le processus de réification doit introduire, via un nouveau signifiant, un nouveau signifié, qui fait écho à ce que celui ou celle qui regarde la photographie, la caricature, pense *déjà* avant même de l'avoir vue. Tout se passe comme si, quand on rit d'une image, on en rit parce qu'elle correspond à une image mentale *déjà là*. C'est aussi cela le succès de *Les Poires*, car ce fruit a en français une connotation toujours péjorative, même quand il s'agit d'une « bonne poire » et Renault dans les années 1980, en a fait la triste expérience avec son modèle de R14 que la publicité présentait comme une poire. Le succès de la photographie du Président Hollande au Kazakhstan s'explique aussi, et peut-être surtout, par ce même phénomène. Elle vient donner un support visuel à l'impression et à l'opinion de ses détracteurs et confirmer à leurs yeux son illégitimité à gouverner, puisque déguisé en satrape, il ne paraît pas un chef guerrier. Peu importe qu'il serait plus raisonnable de s'en réjouir. Mais, parmi les motifs de rejet des pouvoirs, que ce soit celui d'un Président de la République ou d'un chef de bureau, la honte qu'ils inspirent à leurs peuples ou à leurs collaborateurs figure parmi les plus puissants. L'ancien Président Nicolas Sarkozy en a fait amèrement lui aussi les frais, et a finalement dû « se casser », tout Français étant désormais capable de terminer l'expression par une onomatopée triviale qu'il avait lui-même interjetée au début de son mandat.

Et ce sera le dernier effet que je soulignerai ici, qui est sans doute le plus paradoxal dans le rire et le comique, et souvent, le plus cruel : nous apparaît comme comique ce qui soudain, tout en grimant, tout en déformant la réalité, nous semble pourtant dévoiler cette réalité.

Nous rions parce que cela nous semble « vrai », et, si cela ne nous semble pas « vrai », cela ne nous fait pas rire ou cela nous indigne.

Et c'est sans doute cela qui vexe celui qui devient l'objet du rire, que ce rire prenne comme supposition qu'il dévoile la vérité.

C'est aussi ce qui fait le succès des humoristes, et l'on entendra le public hilare s'exclamer : « c'est exactement ça ! »

Pierre OUDART – septembre 2016

Désirable Décadence

Péguy-Pasolini #17

« Décadence »

Alors que ce vieux terme de « décadent » réapparaît dans le discours politique de la droite et qu'il est objet de croyance pour les Musulmans du monde entier, qu'est-ce que ce terme ? Il convient de s'y arrêter.

Considérons d'abord les Musulmans, bien au-delà de ceux qui sont engagés dans la lutte armée, bien au-delà de ceux qui sont candidats au suicide organisé et supposé rédempteur. L'idée que l'occident laïc est entré en décadence est très présente dans l'imaginaire des Musulmans, et, singulièrement, des Arabes, y compris dans l'imaginaire de celles et de ceux qui n'iront jamais suivre les prédicateurs du djihad. Pour beaucoup de Musulmans, s'il est vrai que l'occident détient le pouvoir économique que lui donne la technologie, il court pourtant à sa perte, car il a abandonné toutes les valeurs morales qui fondent durablement la société, parmi lesquelles la chasteté des femmes et la pudeur, mais aussi la tempérance et, plus généralement, les bonnes mœurs. Ainsi, la légalisation des mariages entre personnes du même sexe serait tout à la fois une abomination honnie par les textes saints, mais aussi le signe attendu, sinon espéré, de l'accélération de cette décadence morale et civilisationnelle. « Babylone » va tomber et l'Islam, quelques siècles privé du pouvoir temporel, règnera sur le monde... Cette croyance, qui, je le répète, ne conduit cependant pas tous les Musulmans à l'action violente, est largement partagée par de très nombreux Musulmans. Elle joue comme une consolation de toutes les avanies que l'occident leur a fait subir ces quelques derniers siècles.

Mais, la croyance dans la décadence de l'occident, qui est aussi un mythe, n'est pas le fait des seuls Musulmans. À cet espoir de décadence fonctionnant comme une promesse eschatologique, répond aussi désormais la dénonciation véhémente d'une supposée décadence de l'occident, et, plus particulièrement de la France, portée par certaines personnalités politiques de droite, qui n'hésitent plus à utiliser ce terme auquel il préférait jusqu'alors celui de « déclin ». Certes, il y a un écart sémantique entre « déclin » et « décadence », écart sur lequel nous reviendrons, mais cet écart est aussi et surtout politique. En effet, depuis les années 1930, la droite républicaine hésitait à entonner la complainte de la décadence qui, politiquement, était un marqueur de l'extrême-droite. Céline, Maurras, Drumont ont été à la fois des antisémites emportés et les accusateurs compassés de la décadence de la France, décadence qu'ils attribuaient, principalement, aux Juifs. Le thème politique de la décadence de la France s'enracine historiquement dans l'anti dreyfusisme, l'anti parlementarisme, voire, pour la frange royaliste de l'extrême-

droite, dans l'anti républicanisme. Il se fonde notamment sur la thèse de l'ennemi de l'intérieur et sur la présence au sein de la Nation de traitres incarnés par « la gauche » et surtout ce qu'elle produit de pire : « l'intellectuel de gauche » évidemment « cosmopolite ». Il serait amusant s'il n'était pas tragique de pointer que ceux qui dénonçaient alors les traitres ont été des collaborateurs zélés de l'ennemi nazi quelques années plus tard. Il n'est donc pas politiquement anodin que des personnalités politiques de droite, en apparence éloignées de l'extrême-droite, en viennent à redonner vie à ce vieux mythe nauséabond de la décadence. Ainsi, ces derniers mois, par exemple, Valéry Giscard d'Estaing, dans *le Parisien*, puis François Fillon, sur *Atlantico*, ont chacun évoqué la décadence de la France. Qu'ils aient eu, l'un et l'autre, précédemment, du goût pour les sornettes des déclinistes tel Nicolas Baverez est notoire, qu'ils basculent dans le « décadentisme » est une autre affaire.

Pourquoi donc reprendre l'antienne de la décadence et ne pas se borner à sermonner sur le déclin ?

Pourquoi donner raison à ceux qui annoncent leur victoire sur la laïcité française en reprenant à leur compte cette vieille putain de « décadence » ?

C'est qu'il s'agit de faire entrer dans le sermon politique réactionnaire, qui est toujours le sermon de l'énergie nationale, la morale sous l'angle de la moralité. S'il n'est pas nécessairement question de morale ni de moralité dans la notion de « déclin », la notion de « décadence » n'y échappe pas et fonctionne comme un mot-valise, détenant en lui-même la cause et le remède de ce qu'il désigne et, par là-même, dénonce : il y aurait « décadence » parce que les valeurs traditionnelles ont été abandonnées ! Voilà ce que disent les réactionnaires.

Mais il faut poursuivre le raisonnement, car, ce n'est que la première strate de leur discours, c'est celle que ces supposés nouveaux réactionnaires avouent. Il y a ensuite tout ce que cela emporte ! Il n'est pas besoin de beaucoup chercher pour comprendre que ces valeurs traditionnelles sont évidemment des valeurs patriarcales, blanches et hétérosexuelles, et que ce sont aussi des valeurs militaires affublées de l'adjectif « viril ». Ce discours range donc d'emblée un certain nombre de personnes dans le camp des ennemis de la nation, au premier rang desquelles les féministes, les homosexuels, et, pire, les féministes et les homosexuels militant pour l'égalité des droits. Puis, très vite, affleure une autre notion équivoque : celle de « pureté ». Le fantasme de la « pureté » hante tous les réactionnaires. Dans leur mémoire historique frelatée, c'est parce que les Romains ont affranchi leurs esclaves qu'ils ont fini par être vaincus par les barbares qui avaient vocation à demeurer leurs esclaves. Et nos ancêtres étaient les Gaulois, avec de longues moustaches blondes. Ce type de fantasme, mobilisé au vingt-et-unième siècle, est un fantasme postcolonial raciste, et ce n'est pas anodin que ceux qui parlent de décadence veuillent dans le même mouvement trouver des bienfaits à la colonisation.

> « Pour lors, Rome ne fut plus cette ville dont le peuple n'avait eu qu'un même esprit, un même amour pour la liberté, une même haine pour la tyrannie, où cette jalousie du pouvoir du Sénat et des prérogatives des grands, toujours mêlée de respect, n'était qu'un amour de l'égalité. »

C'est ce que Montesquieu écrit au début du chapitre neuf de son ouvrage paru pour la première fois en 1734 aux Pays-Bas « Considérations sur les causes de la grandeur des

Romains et de leur décadence ». Et c'est à Montesquieu que l'on peut attribuer d'avoir cristallisé dans la tradition politique française cette idée que la France pouvait entrer en décadence, ce qui est une façon de dire qu'elle a été grande et que le pouvoir en place la conduit à sa perte.

1734...

Soit dix-neuf années après la mort de Louis XIV. La France de Louis XV perd de son influence en Europe et ses colonies d'Amérique au profit de la Grande Bretagne. C'est ainsi que des historiens considèrent que le déclin de la monarchie commence dès la fin du règne de Louis XIV. Louis XV est aussi le roi des maîtresses et des favorites. Si les plus connues se nomment Pompadour ou du Barry, la liste est presque aussi longue que celle de ses bâtards. Ceux qui voudraient réhabiliter une histoire de la grandeur de la France en glorifiant sans plus d'esprit critique la monarchie absolue n'auront certainement pas découvert la lune.

Mais il faut, s'agissant de la décadence, parvenir maintenant au point de la grande ambiguïté, de la grande difficulté : la décadence fascine.

Certes Louis XIV a fait de grandes choses, quand Louis XV en a fait beaucoup moins, mais il demeure que Louis XV est enveloppé d'un halo de sympathie, quand Louis XIV n'est vraiment apprécié que des militaires. Si Louis XIV a fait beaucoup pour les arts, il est plus confortable d'être assis sur un fauteuil Louis XV.

Les orgies de la décadence romaine ont depuis des siècles nourri les fantasmes des apprentis latinistes comme ceux des amateurs de peinture « à l'antique ». La scène orgiaque et suggestive que peint Thomas Couture, artiste parangon de l'académisme, dans *Les Romains de la décadence* dénonce toute autant qu'elle émoustille, et si Delacroix, incomparablement, est meilleur peintre, personne ne regarde *La mort de Sardanapale* en pleurant sur le sort du roi assyrien et de sa maisonnée sacrifiée. Quant à Serge Gainsbourg, cela ne lui avait bien sûr pas échappé. C'est cette ambiguïté intrinsèque à la décadence qui fait que, plus les réactionnaires la dénoncent, pris dans leur fantasme, plus ils érigent « le dérèglement de tous les sens » en posture politique de résistance.

Après la défaite de 1871, des artistes répondent à ceux qui déplorent la décadence par le « décadentisme ». La dénonciation de la décadence supposée de la société entraîne la revendication de cette même décadence comme saine réaction à la réaction. Il n'est pas étonnant qu'en notre période trouble et troublée où la liberté, qui est aussi la liberté de mœurs, ne cesse d'être attaquée partout dans le monde et jusque dans les démocraties dites libérales, on reprenne ainsi le vieil oriflamme de la décadence, celui qui a toujours servi à l'enrégimentation du peuple. Et le peuple, rigolard, a toujours jeté l'oriflamme aux orties, aidé en cela par les artistes à qui on ne la fait plus depuis longtemps.

Et Rimbaud dans Paris dévasté par la « semaine sanglante » éructera ses vers :

Le Poète prendra le sanglot des Infâmes,
La haine des Forçats, la clameur des maudits :
Et ses rayons d'amour flagelleront les Femmes.
Ses strophes bondiront, voilà ! voilà ! bandits !

C'est que la décadence est biface : il y a les décadents malgré eux, qui baragouinant le discours politique contribuent, en l'accélérant, à cette impression détestable que l'avenir se dissout dans le pessimisme, et ceux qui, revendiquant la décadence comme révolte contre un ordre établi arasant, veulent vivre la catastrophe comme une fête. Et ces deux camps s'affrontent depuis des millénaires.

La décadence, comme notion politique et surtout politicienne est le plus souvent haïssable. La décadence dans le champ de l'art et de la pensée apparaît éminemment désirable.

C'est que là où les réactionnaires voudraient imposer leur vision - qui est justement absence de vision - d'une société, que dis-je d'une civilisation, d'une culture entièrement vouée à se perpétuer, totalement tournée vers le passé, vers un passé mythifié et mystificateur, artistes et intellectuels de la décadence prennent note de l'épuisement du temps, de son absurdité, de sa désespérance et préfèrent y opposer, avec une certaine arrogance, une sophistication alerte.

Parmi les personnalités qui concentrent l'ire de ceux qui hurlent à la décadence figure en bonne place, et même souvent en première place, Christiane Taubira qui a porté la loi autorisant le mariage pour tous. Or, ce qui est frappant, c'est précisément que Christiane Taubira est une figure éminemment morale et sans doute la personne politique la plus morale de la scène politique française. C'est bien dans cette tension contradictoire qu'il faut réfléchir à ce que les réactionnaires expriment quand ils utilisent le terme de « décadence ».

En politique, en politique politicienne, et surtout en politique politicarde, le terme « décadence » fonctionne comme une clé qui ouvre une porte sur le paysage du « comme avant », dont il faudra bien convenir que c'est un paysage entièrement artificiel, pourtant présenté comme un paysage naturel, voire comme le seul paysage naturel possible. Il s'agit évidemment d'une escroquerie. La dernière expérience en date concerne le réchauffement climatique. Il est désormais de bon ton chez les popularistes et les populistes de prétendre que celui-ci est une invention et que, si la terre se réchauffe, ce n'est pas de la responsabilité de l'humanité. Dans le même temps, le président de la région Auvergne Rhône-Alpes érige les chasseurs et les pêcheurs comme véritables défenseurs de l'environnement. Si l'on peut convenir que, dans certains cas, pêcheurs et chasseurs défendent l'environnement, l'escroquerie populiste réside dans le terme « véritable ». Ce qu'il s'agit en fait de rétablir comme vérité indiscutable et intangible c'est la doxa et la doxa est nécessairement réactionnaire. Est dès lors considéré comme décadent tout ce qui dévie de cette doxa. C'est d'ailleurs sur cette équation que se fondent toutes les dictatures : sur un apparent « bon sens » remis en cause par des intellectuels et des artistes nécessairement dépravés et oisifs, face à une « France qui se lève tôt » qui n'en pourrait plus de leurs nuances. Et dans cette grande braderie, même l'État de droit devient une argutie.

Le discours de la décadence est donc toujours un discours autoritaire, car, il ne s'agit pas, en fait, de revenir à un état antérieur meilleur, mais à l'ordre supposé perdu, et, pour ce faire, poursuivre et châtier les responsables du désordre. Ces responsables sont des boucs-émissaires et ne peuvent être que des boucs-émissaires, puisque l'ordre antérieur est supposé rendre compte d'un état meilleur qui n'a aucune réalité historique. On peut

même penser que le discours politique de la décadence n'a d'autre objectif que celui d'établir un gouvernement autoritaire, d'une part, et de faire la chasse aux responsables de cette décadence dénoncée, d'autre part, jusque par la guerre étrangère, mais en commençant par tous ceux qui viennent contredire le mythe de la parousie passée. Ces « ennemis de l'intérieur » sont toujours les mêmes. On peut les classer en figures. Il y a celle du « métèque ». Selon les époques, il change d'origine ou de nationalité, de couleur de peau, de mode de vie, mais, il est toujours celui qui vient rompre un fantasmatique état de pureté. En cela, le « métèque » est toujours supposé doté de capacités sexuelles hors du commun. On peut même affirmer que le fantasme du « métèque » est toujours un fantasme sexuel, et, la plupart du temps, un fantasme homosexuel refoulé. Il y a aussi la figure de l'« intellectuel ». Est qualifié tel, toute personne qui vient contredire la doxa, grimée aussi sous le vocable de « bon sens », et qui dit donc des choses compliquées. Là encore, il ne faut pas s'y tromper : c'est un fantasme infantile d'ancien élève frustré de ne pas avoir été premier-de-la-classe et qui se venge des années plus tard sur ses anciens petits camarades devenus grands et toujours meilleurs que lui. On l'aura compris, le discours de la décadence est toujours un discours régressif. Le temps heureux qu'il s'agirait de retrouver est celui de l'enfance.

Mais, cette façon de faire de la politique est aussi d'un mépris total pour celles et ceux à qui cela s'adresse. Car, c'est considérer que le peuple ne peut accéder à la connaissance, au débat, au jugement, au raisonnement, à la vérification des faits, à la dialectique... Ce sont les mêmes qui ânonnent des imprécations contre l'obscurantisme alignant des contre-vérités stupidement opportunistes à longueur de discours. Je ne sais pas si les enfants de 2016 utilisent encore dans la cour de récréation cette expression curieuse qui renvoie l'injure à celle ou celui qui l'a proférée : « C'est celui qui le dit qui y est ». Et c'est bien ce que l'on a envie de rétorquer à ceux qui, jusque sur les bancs de l'Assemblée nationale proposent avec véhémence de bafouer les principes fondateurs de la République.

Décadents, ceux qui proposent de se passer de l'État de droit.

Décadents, ceux qui veulent revenir à l'enseignement d'une histoire officielle dépourvue de perspectives... historiques.

Décadents ceux qui confondent nationalité et origine...

Décadents ceux qui se passent de père en fille et aussi en petite-fille le gouvernement d'un parti jadis factieux et qui donne aujourd'hui des leçons de républicanisme.

Décadents tous ceux-là...

Pour revenir à cette intuition enfantine qui veut que dans l'injure comme dans l'anathème et dans l'imprécation, c'est « toujours celui qui le dit qui y est », admettons, pour la nécessité de la démonstration, que nous sommes en effet « décadents en décadence. » Quelle serait l'une des principales manifestations de cette décadence ?

Certes, on voudrait nous faire croire que la légèreté des mœurs ou les droits acquis des travailleurs en sont d'indéniables signes. Mais qui pourrait le croire vraiment dès lors que l'on considère les difficultés de vie de ces mêmes travailleurs ?

On voudrait nous faire croire encore que l'immigration en est la cause principale, mais qui pourrait le croire, encore, confronté à la pauvreté désespérée des migrants émigrés sans même plus devenir jamais immigrés ?

En revanche, il y a bien un symptôme qui ne trompe pas, qui ne trahit pas et qui pourrait confirmer la décadence décriée, c'est le niveau de corruption de la société et des classes dirigeantes, corruption dont on admet qu'elle a contribué déjà à la chute de l'Empire romain. Je ne vais pas citer ici les « affaires » qui agitent régulièrement les médias et évoquer celui-là qui dissimule et celui-là qui ment. D'ailleurs peu importe leurs noms, ce sont les mêmes. Je ne veux pas m'intéresser aux corrompus. C'est trop facile. Ce sont de trop bonnes figures offertes au lynchage. Et ces lynchages organisés, médiatiquement organisés, masquent le véritable problème, l'indéniable problème, le décadent problème et ce problème, ce sont les corrupteurs. Et je ne me souviens pas de retentissants procès assignant des corrupteurs. Il est vrai que le procès d'un système ferait de moins belles photographies à la une des journaux. Et, force est de constater que ceux-là mêmes qui dénoncent la décadence côtoient en permanence et depuis toujours corrompus et corrupteurs, participant parfois à leur sarabande.

Essayons maintenant de calibrer l'écart sémantique entre « déclin » et « décadence ». L'évocation du « déclin » se veut seulement constat et se fonde le plus souvent sur des graphiques décrivant la situation économique et sociale de la Nation. Tout ou presque peut alimenter les graphiques des déclinistes, du nombre des escargots de Bourgogne sur le bord des routes au nombre de fautes d'orthographe dans les copies du baccalauréat. Le slogan du « décliniste » est évidemment « Tout fout le camp ! ». Mais, le terme « déclin » ne comprend pas en lui-même de programme politique. Le « déclin » peut d'ailleurs être de droite comme de gauche et l'on a vu des gens de gauche déplorer le supposé plein-emploi sans se soucier davantage que ce plein-emploi fût souvent létal pour les employés. Certes, il y a bien dans le constat politique du « déclin » l'idée qu'il faudrait « redresser la barre », ce qui est plutôt une idée de droite, mais la voie de ce redressement n'est pas intégrée dans la notion même de « déclin ». Il n'en va pas de même pour le terme « décadence », qui comporte en lui-même son propre projet politique.

Que dit le personnel politique quand il parle de « décadence » ?

Il dit « Tout fout le camp », certes, mais il ajoute : « Et j'en vois qui s'amusent ».

C'est pourquoi l'usage du terme « décadence » en politique augure toujours de la répression.

Le « déclin », c'est que la politique en cours est mauvaise et que l'on pense que l'on ferait mieux.

La « décadence », c'est qu'on va remettre au pas toute cette bande de fainéants aux mœurs et à la pensée douteuses.

On retrouve évidemment dans cette dénonciation de la « décadence » les intello-fakes habituels au premier rang desquels Michel Onfray qui jette par-dessus bord toutes ces balivernes qui ont conduit le monde occidental à sa perte : la psychanalyse et le structuralisme au premier chef. Jusqu'à la « méthode globale » qui porte en elle seule les

germes de la putréfaction générationnelle. C'est que l'usage du terme « décadence » se fait le plus souvent par la voie et la voix de l'imprécation.

En conclusion, sommes-nous ou ne sommes-nous pas entrés en décadence ?

Si l'on s'éloigne des imprécateurs de la décadence qui instrumentalisent cette notion assez floue à des fins autoritaires et réactionnaires, on ne retrouve pas beaucoup des indices qui le laisseraient croire ou même le supposer. La production littéraire et artistique n'est pas vraiment marquée par une sophistication inouïe, mais plutôt par le mercantilisme qui tend à la normaliser à l'extrême. On présente à grand renfort de publicité des romans de gare comme des chefs d'œuvre et des écrivains *à la ligne* comme des romanciers. On donne des heures et des heures d'une radio culturelle à des pseudo philosophes qui font semblant de penser en rétablissant la doxa la plus doxale. Quant à la production plastique, elle est surtout marquée, dans sa diversité même, par l'avènement d'une sorte de nouvel académisme dont seuls quelques artistes ont assez d'énergie pour pouvoir s'extraire. Le Second-Empire n'aura pas été une période décadente mais aura précédé une courte période décadente qui se sera dissoute dans le fracas des armes. Le Second-Empire aura été surtout le règne du mauvais goût, de la spéculation, de l'avènement des médiocres et de leur règne sans partage sur les richesses, et ce n'est qu'après la chute de l'empereur, ce n'est qu'après Sedan, que, dans les débris impériaux, quelques poètes voyants, quelques peintres incroyables commencèrent à percevoir les lueurs d'un nouveau temps.

Les nouveaux adoubés du capitalisme financier, de ce lucrativisme forcené qui gouverne aujourd'hui, crient à la décadence car leur chute et leur défaite est irrémédiablement programmée. L'humain sera plus fort que leur goût du pouvoir et de la force.

Si l'on exclut une déflagration mondiale qui anéantirait l'humanité, et qui adviendrait, non par un phénomène de décadence, mais plutôt par celui d'une exaspération généralisée des forces belliqueuses en présence, il y a peu de chance que le monde occidental connaisse une nouvelle décadence, ou alors, elle serait mondiale et il faudrait alors utiliser un autre terme.

Car, il n'y a plus de guerre de civilisation possible puisque, pour la première fois, toute la planète vit sous le régime de la même civilisation, qui est celle de la consommation.

Il peut seulement se produire des guerres civiles, et l'issue en sera incertaine et cruelle.

Pierre OUDART – septembre 2016

Intelligence de la bêtise

Péguy-Pasolini #18

La bêtise.

Voilà qui paraît simple à percevoir et à comprendre.

Si simple qu'il nous arrive de déclarer qu'elle est partout.

Elle prend des formes différentes, parfois légères et drôles, parfois tragiques.

La bêtise assaille, agace et tue parfois.

On l'opposerait un peu rapidement à l'intelligence, bien que chacun connaisse des intelligents qui font les bêtes au point que l'on se demande s'ils ne sont pas tout à la fois intelligents *et* bêtes. Ils le sont, comme chacun l'est aussi, et il semble même que c'est l'une des caractéristiques humaines.

La bêtise est familière et demeure pourtant étrange. Qu'est-ce que cette notion à la fois transparente et opaque ?

La neuvième édition du dictionnaire de l'Académie française, après avoir rappelé que « bêtise » serait né au quinzième siècle par dérivation du mot « bête », propose deux entrées principales pour ce terme : le premier révèle un « défaut d'intelligence, de jugement, de bon sens, ou des notions les plus communes » ; la seconde qui comporte trois sous-entrées désigne « une action ou un propos déraisonnable ». Dans cette seconde catégorie, les académiciens distinguent : « la maladresse, l'erreur, la faute » ; « les bêtises » au pluriel qui, s'il s'agit d'un enfant, peuvent être grosses ou petites, et pour les adultes nettement plus grivoises ; enfin, « bêtise » peut prendre comme synonyme « broutille », souvent associée alors à « fâcherie ». Je laisserai de côté ici « Les Bêtises de Cambrai », bonbons un temps célèbres et qui doivent certainement encore être trouvés dans quelques boutiques du chef-lieu du Cambrésis.

Comme souvent, ces justes distinctions académique ayant été énoncées, ce qui est intéressant, c'est de tenter de déceler ce que toutes ces acceptions du terme « bêtise » ont en commun, et il faut pour cela nécessairement s'éloigner du terme que l'on oppose le plus souvent à « bêtise » : « intelligence » et se rapprocher d'un de ses synonymes de la langue courante : « stupidité ».

C'est d'ailleurs ce que fait le philosophe Bernard Stiegler en 2012 lors d'une intervention en Belgique, quand il explique qu'il n'y a pas de mot dans la langue anglaise pour traduire correctement le mot français « bêtise », qui ne se traduit donc que par « stupidity », perdant ainsi la référence à la bête. Il a raison sur ce point. Cependant, je ne suis pas convaincu par sa conclusion. L'anglais, plutôt que de se concentrer sur ce qui est

perçu : la bêtise, focalise sur l'effet produit par l'acte perçu comme bête : la stupeur. Est bête ce qui nous stupéfie. On peut être étonné par l'intelligence, on n'en sera pas stupéfait. Seule la bêtise est stupéfiante. L'être humain qui fait une bêtise, est soudain perçu comme *bête* et fait l'objet d'une métamorphose. Ce n'est d'ailleurs qu'au quatorzième siècle que les Métamorphoses d'Ovide sont traduites sous le titre d'*Ovide moralisé*, pas très longtemps avant que le mot *bêtise* n'entre dans la langue française. Le *bête* est monstrueux, et c'est ainsi que *bêtise* relève à la fois de la métaphore et de la métamorphose. Ceci est d'ailleurs traduit communément dans les publicités ou les bandes dessinées dans lesquelles un humain s'adonnant à la bêtise sera montré comme transformé ou comme se transformant en animal. On dessinera ainsi facilement, par exemple, un chauffard grillant un feu rouge à vive allure comme un sanglier. Il sera difficile ensuite pour qui aura vu le dessin de voir autrement les conducteurs se livrant à ce genre de bêtises bêtes. Les exclamations que provoque la bêtise de l'autre portent la marque de ce déplacement du réel, de cette métamorphose. Il n'est ainsi pas rare de s'entendre dire, confronté à la bêtise : « c'est incroyable ! C'est invraisemblable, ce n'est pas possible ! ». Il me semble dès lors que l'on utilise le terme *bêtise* pour caractériser un écart constaté entre un acte, une parole, un geste d'une personne et ce que l'on considère être la réalité. Le *bête* nous apparaît toujours comme irréel.

En avril 2014, l'élégant Raphaël Enthoven, à la RTBF, commente cette phrase de Montaigne :

> « Autant peut faire le sot celui qui dit vrai que celui qui dit faux, car nous sommes sur la manière non sur la matière (du dire). »

Il en conclut avec Montaigne que la bêtise est une affaire de forme et que l'élément-clé qui pourrait, sinon immuniser, aider à se garantir contre la bêtise est le doute. D'ailleurs, un peu plus loin dans ce même chapitre VIII du Livre III des Essais, Montaigne précise :

> « Tout homme peut dire véritablement, mais dire ordonnemment, prudemment et suffisamment, peu d'hommes le peuvent. Par ainsi la fausseté qui vient d'ignorance ne m'offense point, c'est ineptie. »

Montaigne a raison, car, le véritable antonyme du terme « intelligence », c'est bien « ineptie » et non « bêtise ».

Mais alors, qu'y a-t-il nécessairement dans le *bête* qui peut s'absenter dans *l'inepte* ?

Je crois qu'il y a toujours dans le *bête* de l'affirmation, de l'assertion impérative. Est perçu comme bête ce qui s'impose au réel comme seule réalité possible. C'est ainsi que l'on frôle à coup sûr la bêtise dès que l'on utilise la forme assertive, ce que les promoteurs de « l'assertivité » pour le développement personnel devraient certainement méditer.

Dès lors, le discours qui doit craindre le plus la bêtise, car il la côtoie par nécessité, c'est le discours politique. Le personnel politique, pour convaincre, pour rallier, pour s'imposer doit, comme on le dit assez vulgairement, exprimer et tenter de transmettre sa « vision du monde ». Et cette « vision du monde » doit s'affirmer comme étant la seule réalité possible dans l'esprit de celui qui l'écoute et qui adhérera ensuite aux propositions énoncées pour que cette réalité s'améliore. Plus la solution proposée pour résoudre les problèmes est rudimentaire, plus l'assertion qui la précède doit donc être forcée. C'est

d'ailleurs une des marques du populisme que de ne pas douter. Quiconque aura croisé sur sa route un chauffard, ce même chauffard-sanglier, qui accélère pour passer le feu qui vient, lui, de passer au rouge, aura vu dans le regard du conducteur cette lueur fixe caractéristique de qui vient d'imposer au monde sa propre vision du monde, au mépris de visions concurrentes, fussent-elles mues par un 38 tonnes. C'est cette même lueur hagarde que l'on retrouve chez les leaders populistes du monde entier.

Bien sûr, le *bête*, n'est pas seulement chez autrui, il est aussi en soi, où il élit domicile subrepticement, et parfois durablement. Qui ne s'est jamais écrié, soudainement placé face aux conséquences d'un de ses actes : « Mais que je suis bête ! » ?

Considérons un événement mineur de la vie domestique : casser un verre. Sauf à ce que ce soit le dernier verre en cristal du service de son arrière-grand-mère, de grande valeur et à la valeur sentimentale encore plus grande, ce n'est pas très grave. C'est seulement ennuyeux. Il faut ramasser les morceaux, risquer de se couper. On se serait passé d'une pareille bêtise. Mais, il y aura eu, quelle que soit la presse et quelle que soit la circonstance, ce léger instant d'arrêt, où, malgré sa propre conscience, on regarde fixement les éclats sur le plancher, doutant que ce soit vrai, que ce soit réel, que la réalité soit à ce point contraire à ce que l'on en espérait, que le verre soit tombé et qu'il se soit cassé. Il en va comme si notre conscience avait besoin d'un léger temps d'ajustement entre ce qui est et ce qui aurait dû être… si l'on n'était pas si bête.

Le constat de sa propre bêtise peut aussi être rétrospectif. On comprend tout à coup ce que l'on aurait dû comprendre des années auparavant, et cet acte de compréhension, soudainement, nous semble d'une totale évidence. Comment a-t-on pu être aussi bête ! Et c'est tout un pan de la vie qui est alors reconsidéré à l'aune de cette bêtise première. N'est-ce pas d'ailleurs l'argument principal de *La Recherche du temps perdu*, ou, tout au moins, celui de *Du côté de chez Swann*, ce roman à la toute fin duquel le personnage principal, Charles Swann, confesse :

> « Dire que j'ai gâché des années de ma vie, que j'ai voulu mourir, que j'ai eu mon plus grand amour, pour une femme qui ne me plaisait pas, qui n'était pas mon genre ! ».

Se considérer comme ayant été bête, c'est constater a posteriori que l'on n'était pas dans la réalité, mais dans la fiction de son jugement, de sa croyance ou de ses pulsions. On était stupéfait !

Il faut dès lors tenter de mieux cerner ce qui surgit quand je perçois l'autre comme bête ou quand je me considère moi-même comme bête.

Revenons ainsi à l'image instantanée du chauffard qui franchit en accélérant ce feu tricolore encore une fois passé au rouge : son regard fixe semble bien trahir une forme particulière d'absence au monde. Pourtant, la plupart du temps, ce chauffard n'est pas saoul, il n'est pas drogué, il n'est pas inconscient. Rien de la scène ne lui échappe, jusqu'à l'absence d'un véhicule de police. Il voit les piétons et les autres usagers de la route. Il n'est ni frappé de cécité, ni de surdité. Au contraire, tous ses sens paraissent en éveil... Seul son regard est fixe, presque mort. Cette absence est, certes, une forme de défaut de présence au réel, mais elle n'est pas absence au monde, mais - seulement - une forme d'absence à l'autre. Mais, il faut encore penser plus avant, car, il ne s'agit pas seulement

de l'autre en tant qu'autre, mais de l'autre en tant qu'il est semblable : ce que j'appellerai « l'autre-même ». Le pacte social en son entier ne repose-t-il pas sur la perception de l'autre comme semblable, sur la perception et sur l'acceptation de cet « autre-même » ? « Ne fais pas à autrui... ce que tu ne voudrais pas que l'on te fasse... ».

Ce que sanctionne le droit, c'est d'ailleurs bien le manquement plus ou moins grave à ce principe fondateur de la société humaine. Quand je considère l'autre comme *bête*, je considère dans le même temps qu'il manque à l'humanité, comme « autre-même », et, pour sa peine, je l'exclus de la société humaine. Il est devenu « bête ». Qu'advient-il alors quand c'est moi que je trouve bête ? La même chose. Quand je me considère comme bête, je me considère comme autre. L'espace d'un instant, parfois un peu plus longtemps, je ne coïncide plus avec ce moi semblable à l'autre que je pourrais donc désigner par « le moi-même ». Ce décalage, ce défaut dans la perception, cette brisure dans l'espace et dans le temps est bien la cause de cette appréciation soudaine : je suis bête.

Même si l'on est rétif au jeu volontiers psychanalytique des signifiés et des signifiants, il est difficile de ne pas entendre dans « autre-même », comme dans « moi-même », quelque chose de l'amour. Le signifiant, sur cela, nous renseigne : la bêtise trahit toujours un manque d'amour. Que la bêtise de l'autre me fasse rire ou m'exaspère, au moment où surgit la bêtise, je n'aime pas celui qui la fait et celui qui la fait ne m'aime pas. Et quand je casse quelque chose, « je me donnerais des claques »... que je ne me donne finalement pas, parvenant le plus souvent à une réconciliation plus ou moins durable avec ce « moi-même » qui m'avait un temps manqué. La mère ou le père qui gronde son enfant qui vient de faire une bêtise le gronde tout autant à des fins éducatives que pour s'insurger que le chenapan « ait fait ceci ou cela à papa ou à maman ! ». Ainsi, on ne trouve jamais vraiment bête longtemps qui l'on aime. Quand on avoue aimer quelqu'un parce que cette personne n'est pas bête, on inverse tout aussi bien l'équation affective, et la phrase pourrait être plutôt : « je ne le-la, trouve pas bête puisque je l'aime. »

Il faut maintenant examiner le cas où la bêtise est intentionnelle et se dénonce comme telle, par exemple dans les émissions télévisées de divertissement. Le procédé n'est pas très différent de celui du théâtre comique. L'effet cathartique de la scène permet de rire volontiers tout en trouvant cela bête, puisqu'il est entendu qu'il n'y a pas rupture du pacte d'amour réciproque entre les « autres-mêmes » qui jouent la comédie et moi qui les regarde faire. Je peux en rire, car je n'en suis pas affecté. Que je soupçonne une véritable humiliation derrière le jeu de rôle, alors l'effet comique disparaîtra vite au profit d'une entière consternation. Ce ne sera plus drôle, mais seulement bête.

Cheminant dans cette tentative d'intelligence de la bêtise, et celle-ci ayant maintenant été identifiée comme un défaut d'amour, il faut comprendre encore pourquoi ce mouvement de l'esprit qui exclut de l'humanité, durablement ou momentanément, celle ou celui qui fait montre de bêtise, est assimilé-e à un animal, à une bête, plutôt qu'à une chose. Par hasard, je lis dans le quotidien Le Monde, sous la plume de Nathaniel Herzberg, qu'une étude scientifique espagnole publiée par la revue Nature, donne un éclairage nouveau sur l'agressivité des mammifères : « Sur les 1024 espèces de mammifères étudiées, 40% étripent joyeusement les leurs. » Les primates ne sont pas en reste : le poids de la violence létale chez les singes atteint 2% contre 0,3% pour l'ensemble des mammifères. On sait que l'interdit du meurtre, ce « Tu ne tueras point ! », qu'il soit inscrit dans le code pénal où dans les Tables de la Loi, est une constante fondamentale des

sociétés humaines historiques. Certes, cet interdit est transgressé partout quotidiennement et l'a toujours été. Peu importe, il est impérativement posé. S'agissant du vivant, seul le meurtre de l'animal, le meurtre de la bête, plus ou moins ritualisé, est autorisé. Le mouvement de l'esprit qui conduit à considérer quelqu'un comme bête, ou à se considérer soi-même comme tel, est toujours, de façon plus ou moins sous-jacente, une envie de meurtre. Pour contrer l'interdit qui pointe face à ma pulsion au moment où je retire à l'autre sa qualité d' « autre-même », je le métamorphose alors en bête. Le tuer devient potentiellement licite. Virtuellement le plus souvent, heureusement, je peux alors le ou la tuer. C'est ainsi qu'il n'y a jamais constat de bêtise sans violence exprimée ou contenue. On a toujours envie de frapper qui l'on trouve bête, et ces coups ne sont que le mouvement inachevé du meurtre, autorisé, puisque l'être soumis à ma pulsion n'est plus cet « autre-même » que j'aime et que je dois aimer. Constatant maintenant que je fais le bête, je renonce la plupart du temps à me tuer. Mais, si les conséquences de ma bêtise devaient provoquer chez moi une honte inextinguible, ma bêtise-même pourrait me tuer. On ne sait rien ou pas grand-chose des raisons pour lesquelles certaines espèces de primates suppriment leurs congénères. Le sait-on davantage chez les humains ? Si l'on y regarde, les raisons alléguées pour expliquer les meurtres sont d'une ténuité qui les rend dérisoires. Car, il suffirait, toujours, de ne pas refuser son amour pour que la pulsion meurtrière, d'elle-même s'éteigne.

On commence donc à mieux comprendre comment les mécanismes de réaction à la bêtise, ou plutôt à ce que l'on considère comme bête, se mettent en place et agissent : on repère cette forme de fixité chez l'autre qui l'extirpe un instant du réel. Dès cet instant, on ne l'aime plus. On pourrait le frapper ou le tuer, comme une bête.

On pourrait opposer que les relations que les humains entretiennent avec les espèces animales, avec les bêtes, ne sont pas toujours marquées par la violence et par l'agressivité. C'est vrai, mais alors, cela passe le plus souvent par le truchement d'une humanisation et celui de la domestication. Ce chien me paraîtra moins bête si je connais son nom et que je peux alors, plus encore que lui parler, m'adresser à lui. Dès lors, je vais lui prêter une intelligence propre, m'exclamant d'admiration aux tours qu'il pourra faire et qui seront déclarés intelligents. Ainsi, l'animal sera déclaré « pas bête ». J'aurai entamé le chemin inverse de celui que je fais avec un être humain qui manque à « l'autre-même » : j'aurai humanisé et, humanisant, affecté à cet être vivant des attributs propres à l'humanité.

Tout cela est banal, et il y a jusqu'à des poissons rouges qui se sont vu prêter un attachement pour leur maître. Peut-être d'ailleurs en avaient-ils et là n'est pas mon propos.

Ce qui m'intéresse dans ce mouvement d'humanisation, c'est qu'il déjoue l'agressivité première que l'on a pour le *bête* comme pour la bête. Cette agressivité première envers le bête, à l'encontre de la bêtise, n'est pas totalement injustifiée, car le *bête*, car la bêtise peuvent être des menaces sérieuses.

Il y a des bêtises explicitement agressives. Où est la menace ? Pourquoi la réaction à la bêtise, est-elle toujours agressive ? C'est que l'on craint la contamination. La bêtise, fantasmatiquement, est contagieuse. On ne veut pas se laisser entraîner dans la bêtise de l'autre.

Mais alors, que propose l'autre stupéfait dans sa bêtise de si inquiétant, qui serait bête, mais aussi fascinant ? Comme toujours la réponse est évidemment du côté de la libido. « C'est une bête ! » dira-t-on du sportif champion. « C'est une bête ! » dira-t-on de celui ou de celle doté-e, de compétences remarquables. La référence commune et sous-jacente à toutes ces exclamations est la performance sexuelle. Une bête est toujours une bête de sexe. Face au bête, je crains que l'autre, soudainement métamorphosé ne m'impose sa puissance, qui ne sera jamais que sexuelle. Le chauffard du feu rouge est aussi un faune en érection.

Si le *bête*, par analogie et homonymie avec la bête, est supposé sexuellement puissant, on comprend mieux pourquoi le personnel politique va utiliser la stratégie de la bêtise. Cette stratégie est d'ailleurs principalement utilisée par les mâles, la question de la puissance sexuelle se posant différemment pour les femmes, pour lesquelles le sexisme machiste fait qu'il n'est pas bon de passer pour une séductrice. Il est frappant de constater que les leaders populistes cherchent toujours à paraître bêtes et sexuellement puissants. Le collectif d'artistes activistes *indecline* ne s'y est pas trompé en érigeant dans plusieurs villes américaines des statues réalistes de Donald Trump nu ventripotent et pourvu d'un tout petit pénis. L'action, intitulée *The emperor has no balls* que l'on traduira aisément par « L'empereur n'a pas de couilles » a parfaitement atteint son but. En suggérant que celui qui assène en grimaçant des bêtises à longueur de discours n'a pas la puissance sexuelle fantasmée, les artistes ont pris à rebours le story-telling du candidat en suggérant que l'on pouvait être con *et* impuissant. Et comme rien n'est épargné au malheureux citoyen américain, Donald Trump a dû donner des indications sur la taille de son pénis. L'action du collectif d'artistes était en cela singulièrement subtile.

De la même façon, en France, tout candidat mâle aux élections nationales doit répondre de sa virilité en arborant épouse ou maîtresse.

En 2007, le meilleur opposant à Nicolas Sarkozy aura été son épouse Cécilia, venant détruire cruellement l'image fantasmatique de l'homme petit, donc sexuellement puissant, pour y substituer celle du cocu. On comprend dès lors qu'il aura fallu corriger très rapidement ce mouvement d'image désastreux et ce fut Carla, et ce fut « du sérieux ». Le leader populiste ne dit en somme jamais rien d'autre que « je suis peut-être con, mais je baise bien. »

Que l'on attribue fantasmatiquement à la bête, et donc au « bête » la puissance sexuelle, entraîne, en conséquence, que, tout aussi fantasmatiquement, la manifestation d'une trop grande intelligence, ou simplement d'un peu d'intelligence peut être perçue comme un signe de faiblesse, sinon d'impuissance. On constate ainsi, par exemple, dans les discours des candidats à l'investiture du parti « Les Républicains » pour l'élection présidentielle un jeu savant qui allie manifestations de bêtise, comprenez de force, auquel s'oppose dans l'affrontement médiatique, non pas l'intelligence, mais la sagesse. D'Alain Juppé, en 1994, Jacques Chirac dit : « il est le meilleur d'entre nous ». Il faut comprendre : le plus intelligent, sachant que personne alors n'aurait contesté à ce même Jacques Chirac la suprématie sexuelle. Avec sa tonsure précoce, qui n'avait d'égale alors que celle de Laurent Fabius, ce qui est resté de cette harangue était que Juppé était un « crâne d'œuf », or, l'électeur de droite se méfie de l'intelligence, qui pourrait brimer sa valeur première : l'énergie. Il est arrivé la même mésaventure à Dominique de Villepin, dont on aurait pu croire que le physique avantageux allait un temps le sauver de ce péché

d'intelligence. Nicolas Sarkozy, lui, n'a jamais fondé sa posture politique sur l'intelligence. Au contraire, il n'a jamais manqué une occasion de paraître bête, alors qu'à l'évidence il ne l'est pas. C'est une tactique. Elle a fonctionné. Cependant, dans cet affrontement scénarisé entre la bêtise énergique et l'intelligence trop compliquée peut surgir ce troisième larron qu'est la sagesse. Le vieux sage n'a plus besoin de prouver sa puissance sexuelle. Dans le fantasme de son interlocuteur, elle est derrière lui. Il peut donc être intelligent sans que cela soit au détriment de sa force.

Nous pouvons donc maintenant nous approcher d'une définition de la bêtise qui ne peut que s'éloigner de celles données par les dictionnaires.

Bêtise : moment d'absence à l'autre comme autre-même, visant inconsciemment à faire montre de ses capacités sexuelles à des fins de domination sur les autres humains, les animaux et même les objets.

Bien sûr, cette définition donne à la bêtise un genre : le genre masculin. Le mâle aurait plus de propension à faire le « bête », croyant faire la bête.

Je sais que j'encours critiques et moqueries, de tous ceux qui penseront n'avoir pas de difficultés à prouver qu'il y a aussi des femmes bêtes. On objectera qu'il y a des femmes qui calquent leur comportement sur les hommes, même pour griller les feux rouges, et qu'en conséquence, la bêtise féminine est sociologique, quand celle de l'homme est anthropologique. Dans les évangiles, ceux qui font les bêtes, qui ne comprennent rien, qui sont à contretemps, ce sont les hommes. Les femmes, elles, ont un dialogue plus simple et plus direct avec Jésus. C'est qu'il n'est pas question de pouvoir.

Réjouissons-nous, les mâles peuvent échapper à la bêtise, mais c'est plus long et plus difficile.

Et c'est surtout plus rare.

Ils croient s'en sortir en faisant les malins...

Pierre OUDART – septembre-octobre 2016

Sortir du métarécit

Péguy-Pasolini #19

Il arrive souvent que l'espace médiatique, vaste masse liquide échauffée, laisse échapper une bulle qui vient éclater à la surface avec un léger bruit. Puis, le bouillonnement reprend, toujours semblable dans son mouvement perpétuel. L'espace de quelques jours, parfois quelques semaines, l'illusion que quelque chose s'est passé a été donnée. Parfois, il s'agit d'un propos, d'un geste, d'un acte d'une personnalité connue, voire célèbre, et cet acte, ce geste, ce propos ne correspond pas au rôle qui est assigné à cette personnalité dans l'espace médiatique bouillonnant. On parle alors de « sortie », voire de « dérapage » ou encore de « sortie de route ». On pouvait même appeler auparavant cela « saillie » quand on ne craignait pas encore que ce fût mal compris.

Ces sorties sont rarement véritablement involontaires. Mais, c'est que dans le brouhaha de l'information, il faut parvenir à se faire entendre, et que pour se faire entendre, il faut justement sortir du rôle que l'on est supposé jouer. C'est cela l'injonction paradoxale tragique de l'information : devoir sortir de son rôle tout en y restant. Et il importe peu en fait que ces saillies soient volontaires ou non.

L'espace médiatique se nourrit de cette ébullition et aime à prospérer sur les malentendus, sinon à les provoquer. Les médias forcent le trait de ces « sorties », quitte à ce que ces grossissements virent à la déformation. Il y a pour ce faire des techniques et l'usage de titres provocateurs est l'une d'elles, usuelle dans les journaux.

Le titre est gras.

Le lecteur est appâté.

L'article n'illustre que partiellement le titre.

Peu importe, le mal est fait.

On retiendra le titre.

Ainsi, en janvier 1975, Pasolini signe dans *le Corriere de la sera* un article intitulé « Je suis contre l'avortement ». Quarante ans plus tard, alors que de nombreux pays, dont la Pologne, veulent remettre en cause les lois légalisant l'avortement, ce titre sonne encore comme une provocation. Mais il ne s'agit pourtant que d'un titre, et ce titre n'a pas été choisi par Pasolini, car, la pensée du poète polémiste se déploie de façon plus subtile et plus complexe que par la seule assertion d'être pour ou contre ceci ou cela. Les titreurs du quotidien italien auront fait leur travail selon les règles marchandes de l'économie de l'attention : surprendre pour vendre.

L'équation est simple : Pasolini = communiste homosexuel = proche de l'extrême-gauche = pour l'avortement. Donc, annoncer que Pasolini est *contre l'avortement*, surtout dans le contexte politique du référendum italien sur le divorce, c'est s'assurer l'attention du lecteur et surtout s'assurer la vente du journal. On peut même espérer une polémique, un feuilleton et c'est toujours très vendeur. On imagine presque les vendeurs de journaux à la criée dans les rues de Rome, de Milan ou de Naples s'époumonant sur « Pasolini contro l'aborto ».

La même mésaventure médiatique était auparavant arrivée au même Pasolini avec les cheveux longs des garçons. Dans l'imaginaire social un progressiste homosexuel ne pouvait être que pour les cheveux longs. Que Pasolini fût contre est resté gravé dans les mémoires. Bien sûr, Pasolini n'était ni pour ni contre les cheveux longs, mais analysait et dénonçait cette mode capillaire comme un signal politique faible, un signal politique de faiblesse politique.

En titrant de cette manière l'article de Pasolini, quelle information le quotidien livrait-il à ses lecteurs ? Une information inexacte, ou plutôt, sans la nuance qui la rendrait exacte. Mais, l'idée que l'objectif des médias est d'abord d'informer est une idée naïve. Au mieux, ce peut être l'objectif des journalistes qui travaillent pour ces médias. Cela ne peut en aucun cas être l'objectif du média lui-même, qui est de se vendre et pour cela, de jouer en permanence sur la bascule binaire de l'attention humaine : doxa versus paradoxe. Cette bascule repose, exactement, comme le souligne Pasolini, sur le caractère profondément conformiste de l'opinion. Et c'est d'ailleurs ce conformisme, toujours, qui enclenche la répression. Ce sont aussi les opinions anti-doxales de Pasolini qui ont provoqué son assassinat.

Contraints de se vendre, les médias élaborent et débitent des fictions, fabriquent des personnages. La langue anglaise utilise le terme « character », qui renvoie d'ailleurs en français aux « Caractères » au sens utilisé par Jean de La Bruyère pour son célèbre ouvrage qui croque… des personnages.

Il y a, bien sûr, une différence ontologique entre un personnage et une personne : les personnages ne sont en rien des personnes, ils n'en ont que l'apparence. Il n'y a rien de libre dans un personnage, il n'y a même aucune possibilité de libération, et les sentiments, les volontés, les goûts et les dégoûts que l'auteur lui prête n'ont qu'une utilité, qu'un motif, celui de faire avancer l'intrigue dont l'auteur demeure le seul maître. Une personne, même de celles dont on dit qu'elles sont *prévisibles*, recèle toujours des trésors d'imprévus. Soi-même, on change d'avis, on hésite, on regrette, on s'excuse, on avoue que l'on ne sait pas, que l'on n'a pas su, que l'on ne saura pas...

Il arrive aussi bien sûr que dans les romans, les personnages se livrent le temps de quelques pages à des tourments humains, qui finissent cependant toujours par céder quelques pages plus loin.

Les personnages produits par les médias, et particulièrement le personnel politique, ne sont pas très sophistiqués, et en tout cas beaucoup moins que n'importe quel héros ou héroïne d'un roman de gare. Ils et elles ne doutent pas, déclarent avoir changé sans avoir changé et sans changer jamais, ne vivent que par l'affirmation, le truisme asséné, et la morgue aux lèvres. Mais qu'un homme ou une femme politique décide soudainement de changer son rôle et de ne plus suivre le texte qu'on lui a écrit... et c'est un tollé, un déchaînement. N'importe quel acteur sur n'importe quelle scène de théâtre a plus de liberté dans l'interprétation de son texte qu'un politique en campagne. C'est ce qui a fait un temps le succès des marionnettes des *Guignols*, car on y voyait de la véracité.

Qu'est-ce donc que ce bain bouillonnant où nagent, comme dans un enfer sans purgatoire les pauvres personnages médiatisés ?

En 1979, Jean-François Lyotard, dans *La Condition postmoderne. Rapport sur le savoir* analysait la mort des grands métarécits qui avaient fondé l'idée de modernité. Pour Lyotard, ces deux grands métarécits modernes étaient ceux de l'émancipation du sujet rationnel et celui de l'histoire de l'esprit universel. Et, dès 1979, Lyotard perçoit avec une lucidité étonnante que les avancées technologiques, en particulier de l'informatique, sont d'abord de l'ordre du langage. Il émet l'hypothèse, dès le début de son texte[15], que « l'incidence de ces transformations technologiques sur le savoir semble être considérable. Il s'en trouve ou s'en trouvera affecté dans ses deux principales fonctions : la recherche et la transmission de connaissances », ce, après avoir indiqué dès la préface : « les décideurs essaient pourtant de gérer ces nuages de socialité sur des matrices d'input/output, selon une logique qui implique l'incommensurabilité des éléments et la détermination du tout. »

Près de quarante ans plus tard, la prophétie lyotardienne est non seulement vérifiée mais elle s'est amplifiée. Il convient en conséquence de réexaminer la situation narrative de la société, narrative ou méta-narrative, surtout quand d'autres métarécits, et tout particulièrement les métarécits religieux et guerriers qui se déploient dans un nouvel espace de concurrence sans concurrence, tendent à vouloir imposer une doxa rigoriste.

Examinons les productions médiatiques et médiatisées en tant que ce métarécit qu'il faudrait parvenir à analyser méthodiquement. Il convient alors au premier chef d'observer, en entomologiste, les manifestations de ce métarécit supposé. On remarquera ainsi facilement que tout essai, toute tentative visant à s'échapper du métarécit sous-jacent mis en place par les médias entraîne une réaction hostile, sinon violente, de ces mêmes médias. Cette réaction n'a pas vraiment pour objectif de punir la personne publique récalcitrante, mais de la réintégrer dans le métarécit, un peu comme dans ce feuilleton télévisé des années 1960 « Le Prisonnier ». La scène médiatique est ce « village » où les personnages sont rattrapés par différents gadgets chaque fois qu'ils veulent s'en échapper. C'est que le métarécit médiatique pour fonctionner doit être

[15] Jean-François Lyotard *La Condi*tion postmoderne - Les Éditions de Minuit Collection critique. pp12 et 8

prédictible, un peu comme le sont les feuilletons télévisés du matin, aux intrigues infimes et aux personnages interchangeables, dont « Les Feux de l'amour », qui vient de fêter son onze millième épisode, est devenu le parangon.

On pourrait objecter que les médias vivent aussi de « scoops », qui peuvent être définis comme des éléments non prédictibles du métarécit - les bulles qui éclatent à la surface du chaudron - et qu'en conséquence, la prédictibilité de l'information ne peut qu'être régulièrement mise à mal. Il y a en fait peu de « scoops » qui viennent déranger le métarécit. Un scoop n'est un scoop que s'il vient confirmer, par une sorte de révélation inversée, le métarécit médiatique doxal. C'est pourquoi la plupart des scoops ou présentés comme tels ne sont que des accentuations de la trame narrative dominante.

Prenons par exemple la vidéo dans laquelle Donald Trump tient des propos orduriers sur les femmes. L'information fait la une des médias pour ce en quoi elle pourrait bouleverser la campagne électorale. Il n'y a pourtant rien là de surprenant, tant le candidat populiste a aussi fondé son personnage sur sa boulimie sexuelle, supposée démontrer sa surpuissance sexuelle, donc sa capacité à diriger les forces armées. L'équation, pour être stupide, n'en fonctionne pas moins dans l'imaginaire (mâle) américain. L'existence d'une telle vidéo n'est donc pas vraiment un « scoop ». La prédictibilité de son existence était très forte et dévoile ce qui en fait n'était pas vraiment caché.

Nous pouvons donc lire à l'aide de cette grille quelques-unes des bulles médiatiques, éphémères ou plus durables dans la mémoire.

Éric Zemmour, par exemple, est l'un des personnages-marionnettes du métarécit médiatique. Le rôle qu'il y joue est assez précis, rôle que l'on pourrait qualifier de réactionnaire islamophobe décomplexé. Il est donc supposé débiter une doxa franchouillarde assez nauséabonde, nourrie de propos de comptoirs éhontés et concurrencer ainsi le pseudo comique antisémite Dieudonné sur son propre terrain sans jamais franchir la frontière de la respectabilité qui lui assure les tranches horaires de grande écoute.

En cela, la marge de liberté que le métarécit accorde à ses propos est très étroite.

Le personnage de Monsieur Zemmour est entièrement mécanique.

Ainsi, quand la machine se dérègle, ou fait mine de se dérégler, c'est soudain le tollé, et l'on voit une rédaction pourtant peu regardante, celle du Figaro, devenue habile à déguiser le publireportage politique sous l'aspect d'un article de fond, s'émouvoir de la dernière sortie du polémiste réactionnaire qui tient habituellement une chronique hebdomadaire dans ce même quotidien, sans encombre.

C'est que Monsieur Zemmour a déclaré dans un magazine de droite qu'il respectait les djihadistes, car capables de mourir pour ce en quoi ils croient « ce dont nous ne sommes plus capables. » La dernière partie de la proposition : « nous ne sommes plus capables » est une figure imposée de la réaction. On peut la faire suivre de tout ce qui fleure bon le passé mythique d'une France, qui était déjà un mythe en 1880. Chez Zemmour, sans doute, le dernier épisode du Français (comprenez « de souche ») « capable de mourir » pour son pays remonte à la guerre d'Algérie, dernier grand épisode fasciste de la même Nation. Ce n'est donc pas cette partie de la phrase qui émeut les journalistes du Figaro,

mais que cette figure imposée soit précédée d'un paradoxe : le respect porté aux djihadistes. Au-delà même de ce qui peut faire débat dans un tel énoncé, il est formellement interdit à Zemmour de l'émettre, car cet énoncé est diamétralement opposé au rôle du personnage qu'il doit continuer à jouer. C'est un peu comme si, soudainement, dans *Le Misanthrope*, Alceste devenait altruiste. Les autres personnages en seraient à coup sûr déroutés. Que tout aussi soudainement, Monseigneur Vingt-trois, figure catholique réactionnaire bien connue, s'en allât vers de tels propos, il ne serait pas certain que la polémique eût été la même. Cela aurait collé davantage au rôle. C'est que l'on aurait pu plaider pour un accès mystique, ce qui pour Zemmour est plus difficile à croire.

Mais le tollé provoqué par ces « saillies » n'est qu'en apparence, et la sortie du métarécit n'est elle aussi qu'apparente, car, c'est le même personnage et c'est le même rôle.

Les personnages, marionnettes ou pantins du métarécit médiatique doivent tendanciellement épuiser leur rôle, et doivent aussi, en conséquence, périodiquement, le relancer en simulant et en sur-jouant le dérapage ou le changement. Cependant, une image inversée est toujours la même image. Il n'y a que pour celui qui la regarde que l'image a changé. Mais c'est une illusion, car, l'image, elle, n'a pas changé.

Il en va de même du personnel politique ou médiatique. Il nous propose soudainement et provisoirement de le considérer « à l'envers » avant de reprendre à l'endroit cette fois la même partition. Si la phrase de Monsieur Zemmour a suscité autant de commentaires, c'est que le nombre de commentaires est à la mesure de sa détestation de l'islam et des musulmans. Il a dit la même chose à l'envers mais cela demeure la même chose.

Si l'on considère maintenant l'information en réseau dans son ensemble, telle qu'elle est propulsée par les sites des médias et les réseaux sociaux, si on la considère comme un organisme vivant, on peut alors mieux comprendre comment cet organisme produit ses propres déviances, ses propres métastases comme des cellules devenues folles et cancéreuses, et ce sont toutes les théories du complot qui fleurissent localement ou mondialement. Ces théories ne sont pas distinctes, formellement, de l'information sérieuse, vérifiée ou supposée telle. Elles en reprennent l'argumentation, et même la dialectique. Entre Zemmour et Dieudonné, du point de vue des formes du discours, il y a surtout, le lieu d'où chacun parle, et l'on retrouve ici la bonne vieille théorie de l'énonciation qui veut qu'un énoncé ne vaille sans le contexte de sa propre énonciation. L'un éructe dans les plus grands médias, l'autre insinue des saloperies en utilisant un petit théâtre et les réseaux sociaux. L'un est islamophobe, l'autre antisémite. Ce sont deux figures inversées du même mal. L'un est considéré comme bénin, mais agressif. L'autre comme malin, mais curable. Espérons qu'il n'y ait pas d'erreur de diagnostic des médecins du métarécit médiatique.

Ce n'est malheureusement pas certain.

Chaque imprécision dans les médias, chaque manquement à la déontologie, à la transparence, manquements qui soudain dévoilent qu'il y a un jeu, que tout cela n'est qu'un jeu qui assure le pouvoir et l'argent à quelques-uns, chaque faille du métarécit médiatique sont ensemble la source de nouvelles théories du complot mondial ou alimentent les complots imaginaires existants. Il ne serait ainsi pas exact de considérer

que les complotistes vivent dans un autre monde. La maladie, malheureusement, ne se nourrit que du corps du malade. Elle n'est pas extra corporelle. Le complotisme est incorporé dans le métarécit, il en est une de ses composantes.

En cette fin d'année 2016, la chaîne de télévision M6 a inauguré une émission présentée par une jeune femme et dont le concept, le « pitch », est de montrer le personnel politique comme s'il venait prendre un verre chez vous, ou plutôt, comme si il ou elle vous invitait à prendre un verre chez elle ou chez lui, car les appartements qui servent de décor relèvent davantage de la location saisonnière de courte durée de luxe que du logement moyen d'un Français ou d'une Française usuel-le. Le rôle supposé du spectateur est joué par une femme qui montre ses jambes et qui glousse. Il s'agit donc pendant le temps d'un apéritif sur un sofa de proposer à ce personnel politique de sortir de son rôle habituel dans le but de paraître « humain ». L'objectif est déjà assez surprenant, pour ce en quoi il dévoile la duperie médiatique d'une manière néo-cartésienne, qui désignerait son propre masque. Ce serait donc que ce même personnel politique qui suscite les suffrages de ses concitoyens au nom de l'égalité républicaine ne serait pas suffisamment « humain » ? On ne se lasse justement de le déplorer.

Mais de quel « humain » s'agirait-il alors sur ce canapé ?

De personne.

Sorti de son enveloppe ritualisée, le personnel médiatique ne dit rien, ne fait rien, et l'on ne s'étonnera jamais assez qu'autant de spectateurs aient le goût de vérifier la vacuité qu'ils pressentaient sans doute...

Je n'ai pas écouté le 13 octobre 2016 les allocutions des candidats et de la candidate à l'investiture des partis de la droite française pour l'élection présidentielle, allocutions présentées comme étant un débat. J'ai seulement regardé une image les présentant dans un alignement bleuté souligné d'un filet rouge sombre d'un ton rappelant la couleur du corsage de la seule candidate. Je ne sais pas précisément ce qu'ils ont dit, mais je peux légitimement parier sur le fait qu'aucun d'entre eux n'est sorti de son rôle, non pas d'un rôle qu'il ou elle se serait donné, mais du rôle qui lui a été assigné par le métarécit médiatico-politique. Ils ont fait jouer sagement les éléments d'un puzzle précontraint.

En effet, s'agissant de la société et de ses troubles, si l'on s'en tient au cadre politique conventionnel, il existe un certain nombre de mesures perçues comme étant de droite, ou plutôt de droite et d'autres perçues comme étant de gauche, ou plutôt de gauche. Ces mesures ne sont pas en nombre infini. Aucune n'est nouvelle. La possibilité d'en inventer de nouvelles est infime. Les partis de droite se présentant toujours du côté du « bon sens », qui n'est jamais en fait que la doxa, l'opinion commune, tout écart prononcé avec cette supposée opinion commune enchâssée dans le popularisme est strictement interdit. En conséquence, ils ont été dans l'obligation de se partager le petit viatique des solutions déjà élimées, et de les débiter avec plus ou moins d'effets de manche selon leur personnalité. Il n'y avait donc aucune raison valable d'écouter après coup ces allocutions. Seul le direct pouvait laisser l'espoir ténu qu'il allait se passer quelque chose, qu'un candidat allait s'évanouir, qu'ils allaient s'insulter...

Mais non.

Rien.

Et le rien après le rien n'est pas visible ni entendable.

Et c'est ainsi que l'on perçoit mieux comment le métarécit médiatique épuise son propre carburant. Il était presque suicidaire pour la machinerie politique d'afficher en même temps les éléments d'un même puzzle qui dessine la même vision de société, qui est une vision qui ne change rien à la vie des gens, qui est une vision où la vie des gens est découpée selon les mêmes catégories, parmi lesquelles ne figurent ni le rêve, ni l'amour, ni même la mort ou la détresse.

Je sais qui vous êtes, dit le métarécit orwelien.

Je sais qui vous êtes ont affirmé les sept officiants bleutés... et ce que vous voulez.

Mais il arrive aussi que le rôle assigné par le métarécit médiatique néo orwelien à une personnalité politique ne lui convienne plus, ne lui convienne pas. C'est que, comme tous les univers essentiellement narratifs, ce métarécit a besoin de se nourrir de têtes de turc et de boucs émissaires. C'est aussi un trait que *Les Guignols de l'info*, en leur temps, avaient mis en évidence par l'exemple. Quand on est devenu la tête de turc, il faut tenter de changer de personnage ou de rendre ce personnage sympathique. Les techniques supposées permettre de le faire sont communément appelées du terme anglais « story-telling ». Mais l'exercice est ardu, et il est encore plus complexe aujourd'hui qu'il ne l'était il y a vingt ou trente ans, c'est-à-dire au temps d'une information rare et canalisée, qui n'était certes ni sans rumeur ni paparazzi, mais qui n'avait pas les outils de propagation de la doxa qui sont à la disposition de presque tous aujourd'hui.

Changer de rôle dans le métarécit, c'est à l'évidence ce que le Président de la République François Hollande est en train d'essayer de faire en ce début d'automne 2016. Il n'est pas sans expérience en la matière et les médias ont déjà eu par le passé à son égard des revirements surprenants. On se rappellera ainsi que, déjà, en juin 2005, les médias, un temps en faveur du futur Président, s'étaient brusquement retournés contre lui. En 2012, ils avaient le temps de la campagne suspendu leur avanie pour la reprendre très vite après son élection, jugeant certainement que c'était un bon client. C'est ce que les anglo-saxons, inventeurs incontestés de ces techniques manipulatrices, ont appelé le « bashing ».

Le Président parviendra-t-il donc à inverser la tendance ?

C'est le suspense un peu frelaté que le métarécit propose. Rien n'est impossible car ce même métarécit est aussi d'une plasticité surprenante. Mais la tâche sera rude.

Et puis il y a les nouveaux entrants, ceux qui, en fanfare, viennent d'acquérir un rôle et qui entendent bien que cela dure un peu. C'est évidemment le cas d'Emmanuel Macron, dont chacun aura remarqué l'ascension fulgurante dans le métarécit national. Une telle ascension, cependant, au-delà des moyens qui sont mis à son service, ne peut fonctionner que sur la base de schèmes archaïques des récits humains. Ce n'est ni sur les propositions politiques, ni même sur quelques anecdotes ou quelques rumeurs croustillantes qu'une telle ascension à la courbe presque verticale n'est possible. Il faut entrer en occupant un rôle repéré dans la tragédie, ou la méta-tragédie humaine.

S'agissant d'Emmanuel Macron, c'est celui du jeune loup qui prend la place du chef de meute, le rôle du tueur de père, de mentor. C'est Brutus. Mais il n'est pas certain que ce soit un bon calcul, car, prenant ce rôle, la place d'Emmanuel Macron dans l'imaginaire collectif demeure indissociable de celle de François Hollande. En fait, en affichant son émancipation, il met en scène son allégeance et sa dépendance. Cette scène est évidemment fantasmatique et se fonde, avant la vaillance à la guerre, sur la puissance sexuelle. Dans l'imaginaire sexiste du métarécit - car le métarécit est élaboré par les mâles - le chef de meute est celui qui possède un droit de cuissage - de tirage - sur les femelles. On se souvient qu'il y a une vingtaine d'années, Nicolas Sarkozy avait lui aussi joué ce rôle de Brutus. Le vieux loup était Jacques Chirac, alors encore fringant, qui avait donc renvoyé sèchement le prétendant en rut. Il avait fallu plusieurs années et des serments de changement pour que la figure du traitre ne soit plus systématiquement associée au nom du futur président de la République et à son image. Emmanuel Macron a évidemment conscience du piège, trop cultivé pour ignorer que la structure anthropologique qui le porte : le renouvellement des mâles pour une bonne fécondation des femelles, risque cependant de comporter quelques inconvénients…

Jamais, pour personne, Brutus n'a été sympathique.

Parfois, il arrive pourtant qu'un personnage qui demeure « dans son rôle » soit parfaitement dans ce rôle et le porte à un niveau d'incandescence surprenant. Les élections américaines, par le seul gigantisme des moyens de communication qui sont mobilisés, « poussent » le métarécit comme on pousse un moteur en surrégime. Le pays qui a inventé le « story-telling » fait de ce mode de communication une sorte de sport de combat redoutable dans lequel s'affrontent des champions déployant des mythes et des légendes supposés rejoindre et nourrir l'imaginaire populaire américain, comme de s'en nourrir aussi.

Dans ce sport, et pour une cause respectable, est née une championne toute catégorie : Michelle Obama.

D'abord les faits : prononçant un discours de soutien à la candidate démocrate à l'élection présidentielle dans le New-Hampshire, l'épouse du Président actuel a évoqué les propos graveleux de Donald Trump, controversé candidat républicain. Celui-ci raconte dans une vidéo ses pratiques de séducteur le conduisant jusqu'à embrasser les femmes contre leur gré. Michelle Obama a dénoncé ces propos et ces comportements qui lui semblent relever de la prédation sexuelle. Mais les faits, seuls, ne rendent pas compte de l'impact sur l'imaginaire social américain de cette passe médiatique réussie. Car, voix cassée par l'émotion, Michelle Obama est soudainement apparue comme la représentante, et même l'incarnation vivante, de la longue lignée de femmes, et de femmes noires, lutinées par leur patron, et par leur patron blanc, dans l'arrière-cuisine de leur relégation sociale. À l'imaginaire du cow-boy, amateur de chevaux et d'armes, et aussi de femmes, à cet imaginaire de western sans cesse activé par Trump, elle a opposé celui qui a porté son mari à la présidence des États-Unis : la lutte du Nord contre le Sud, la libération des esclaves, les droits de l'homme, la dignité retrouvée, le rêve de Luther-King...

Dès lors, Trump a été précipité dans les rangs des perdants.

Élire Trump, disait Michelle Obama, ce serait réécrire l'histoire du pays en faisant, à chaque fois, gagner les méchants et les injustes, et cela n'était pas possible, sauf à déliter l'imaginaire américain dans son entièreté.

Trump a gagné les élections, mais il les a malgré tout perdues, historiquement, perdues.

Il serait donc impossible de sortir du métarécit, car celui-ci, en tant que schéma narratif social diffusé collectivement et simultanément par l'ensemble des médias, ne changerait pas, ne pourrait pas changer et confinerait la société à assister sans y participer, inlassablement, au même récit ?

Évidemment non.

Les sociétés humaines, même aux prises avec les tentatives d'aliénation totale de la société de consommation numérique, ont d'autres ressorts que le récit contraint supposé les décrire et les représenter. Le métarécit, toujours conservateur, est historiquement en retard sur la société et, surtout, sur les récits en concurrence au sein de cette société. Le discours de Michelle Obama, plus encore qu'un récit du droit au respect acquis durement par les femmes, récit rendu plus dramatique encore par les traces historiques et sociales de l'esclavage, est aussi un discours d'une Amérique contemporaine qui peine - les émeutes contre les violences policières - à se débarrasser des stigmates de son histoire esclavagiste, mais qui, historiquement et sur le temps long, y tend. Il en va de même, a contrario, pour la Manif pour tous qui, une nouvelle fois, en ce mois d'octobre 2016, s'est livrée à ses pitreries haineuses dans une indifférence grandissante, manifestant surtout son mépris de classe et sa sortie-de-route du métarécit national.

Les assistantes parlementaires qui créent un site internet pour lutter contre le sexisme ambiant et volontiers graveleux des mâles élus à la Chambre sont elles aussi les témoins d'un déplacement du métarécit politique français. L'histoire retiendra que c'est par l'humiliation sexuelle que Dominique Strauss-Kahn a infligée à une femme de chambre noire que, par un ricochet incroyablement long, la Représentation nationale a pu commencer à changer. Jusqu'alors, et jusqu'à peu, le vieillard lubrique demeurait une figure possible de la vie politique.

La société, ce que l'on nomme parfois « la société civile », peut donc ébranler et modifier le métarécit. « Nuit Debout », autre exemple, avant d'être une fabrique de propositions alternatives, a d'abord été l'une de ces tentatives, et l'on a vu comment, et combien, cette initiative inattendue avait rendu fébriles les acteurs du métarécit politique et médiatique. Celui-ci réagit alors comme le ferait un macrophage, il s'agit de « digérer » au plus vite, par le métarécit lui-même, tout ce qui pourrait modifier le métarécit ou, a fortiori, en sortir.

Mais il arrive que le système se dérègle et développe des formes de maladie auto-immunes. Ainsi, par exemple, de manière d'abord subreptice, et, désormais, explicite, une partie de l'appareil socialiste et des commentateurs affidés ont désigné Alain Juppé comme leur cible principale. La raison en est évidente : il est le candidat qui peut rassembler le plus d'électeurs de la droite républicaine, du centre républicain et aussi de la gauche républicaine. Il rassure là ou d'autres inquiètent ou désespèrent. Son passé parisien est effacé, or, les électeurs détestent le parisianisme. On ne lui connaît aucune photographie avec des dictateurs. Il n'a pas d'embonpoint. Il n'est ni trop petit, ni trop grand. Sa voix est bien timbrée. Bordeaux est une belle ville. Il est gaulliste, mais d'un gaullisme qui est gaulliste. Bref, il peut jouer un rôle de premier plan dans le métarécit national sans avoir besoin d'inventer des fables abracadabrantesques. Faire de lui la cible unique de critiques au prétexte qu'il serait dangereux électoralement est à la fois immoral et stupide. Stupide, car l'électeur attend autre chose du débat politique que des tactiques de cour de récréation. Immoral, car ce n'est pas en affaiblissant ceux qui portent haut les valeurs républicaines que l'on renforce la République.

C'est que les stratèges de campagne n'ont pas encore voulu comprendre que Lyotard avait vu juste en définissant notre « condition post moderne » et que nous sommes au temps de la première maturité de ce qu'il voyait déjà se dessiner en 1979...

Qu'est-ce qui a changé depuis 1979 ?

Essentiellement les conditions de production et de diffusion de l'information.

Dans les années 1980, les métarécits contestés, effondrés sur eux-mêmes depuis la Shoah, étaient toujours des métarécits descendants. Les lieux de leur élaboration étaient aussi les lieux du pouvoir, pouvoir politique ou scientifique, les médias étant ensuite chargés de leur diffusion. Les conflits entre des métarécits opposés les uns aux autres, par exemple le libéralisme et le communisme, étaient mis en scène frontalement par la mise en place violente de l'étanchéité presque parfaite de leur spatialisation. Le symbole le plus fort de cette géographie politique et idéologique des métarécits était alors évidemment le Mur de Berlin. Désormais, et c'est très documenté, le fantasme d'une telle géographie est nécessairement voué à l'échec, car les modes de circulation de l'information ont été numérisés, mais, surtout, la communication point-à-point généralisée : l'internet, a transformé radicalement les modes de production et de diffusion de cette information. L'une des caractéristiques de l'univers numérique en réseau est que la concurrence s'exerce différemment. Là où, dans le monde de l'information analogique, les métarécits entraient en conflit sous la forme d'un bras de fer fantasmatique où il y aurait un soir, un « grand soir », un gagnant et un perdant, dans le monde de l'information numérique, de multiples métarécits peuvent tout à la fois être antagonistes et coexister. Alors que les Lumières pensaient pouvoir éradiquer l'obscurantisme, Lumières et obscurantisme peuvent de manière égale prospérer sur les réseaux sociaux sans s'exclure l'un l'autre. La ségrégation spatiale de l'information est devenue impossible, même par les dictatures.

L'autre changement apporté, et il n'est pas des moindres, est que chaque individu connecté ou « connectable » peut imaginer devenir acteur de ce métarécit, tout seul, dans son coin et acquérir cette minute de célébrité annoncée par Warhol. Les sociétés analogiques avaient résolu la nécessité anthropologique d'être acteur en proposant des événements collectifs massifs tels que les guerres ou les matchs de football. Il s'agissait

de s'enrôler pour sauver la patrie, en tuant d'autres humains qualifiés d'étrangers ou en les tuant symboliquement avec un ballon rond. Ces pratiques analogiques ne sont pas éteintes. Cependant, de nouvelles formes naissent, non moins massives et non moins terribles et l'on en voit les conséquences tant avec les Pokémon-Go que les attentats djihadistes.

Face à ces métarécits convergents et divergents, multiples, articulés finement les uns aux autres dans leurs oppositions mêmes, face à ce que l'on pourrait nommer le « méta-métarécit », le personnel politique et médiatique, empêtré dans une pensée et un mode de production et de diffusion ontologiquement analogique et descendant, est contraint à des stratégies de manipulation grotesques, aussitôt déjouées qu'elles ont été imaginées.

Ces pratiques, qui visent à préserver ou à recréer les conditions de diffusion d'une information ou d'une idéologie descendantes sont cruellement vouées à l'échec. Renaissent ainsi des bêtes que l'on croyait mortes, et, dans le même temps, des utopies généreuses que l'on croyait éteintes depuis Saint-Simon.

Le pire et le meilleur.

Pour autant, ce méta-métarécit, s'il n'est pas autoritaire, est totalitaire car total.

Jamais le terme de « métarécit » n'aura été aussi proche de l'anagramme de « matrice ».

Pierre OUDART – octobre 2016

Malaise dans la langue

Péguy-Pasolini #20

Au début de l'automne 2016, le gouvernement français a dû prendre en charge l'afflux massif de personnes venant d'Orient et d'Afrique, nommées « migrants » ou encore « réfugiés », à moins qu'il s'agisse de deux états potentiellement successifs et que la prise en charge consiste justement à faire de ces « migrants » des « réfugiés ».

C'est qu'il y avait urgence.

Il y avait bien sûr une urgence humanitaire, à Calais, dans ce qu'il est désormais convenu de nommer « la jungle » - on y reviendra -.

Il y avait une urgente urgence humanitaire à Paris où des milliers de personnes se rassemblaient sous la ligne du métro, aérien dans cette portion qui va de la place de la Chapelle à celle de Stalingrad.

Mais cette urgence humanitaire a été brouillée par la politique, et par la pire des politiques politiciennes. On a pu ainsi entendre et lire des leaders populistes, de la droite supposée républicaine, s'opposer à la création de lieux d'accueils, dénommés « centres d'accueil et d'orientation » et même faire voter des chartes « commune sans migrants » à l'instar de ces chartes qui indiquent qu'une commune est « sans pesticides ». Ainsi, au métarécit républicain de la fraternité et de la solidarité s'est opposé celui des racines identitaires et des appels à résister à une « invasion » fantasmatique de « barbares » qui viennent jusque dans nos bras... on connaît la suite.

Dans ce contexte « méta narratif » complexe et incertain, la langue ne peut que trahir le malaise des locuteurs publics, même les mieux intentionnés. Il suffit dès lors de prêter attention à ce qui se dit, même quand le discours est préparé à l'avance et d'essayer de déterminer ce que dit ce malaise, à l'instar de l'analyste qui va débusquer derrière une ambiguïté anodine que l'analysant, seul dans son anamnèse, aurait négligée, la manifestation inconsciente d'un trouble.

Le premier trouble que l'on peut pointer est celui qui est venu avec le terme « camp » tel qu'il est utilisé pour désigner « les camps de réfugiés ». Depuis les fascismes et la shoah, le terme « camp » renvoie implacablement au « camp de concentration ». Il n'est sans doute pas fortuit que le même jour, le Président de la République reconnaisse la responsabilité de la France dans l'internement des Tziganes à Montreuil-Bellay dans le Maine-et-Loire, dans un « camp » et déclare, s'agissant des migrants : « nous ne pouvions plus tolérer les camps de migrants et nous n'en tolérerons pas ». Quelques semaines auparavant, des dirigeants de la droite avaient appelé à l'internement des musulmans

radicalisés pouvant représenter un danger pour la sûreté de l'État. Il s'en était suivi un de ces échanges que les médias nomment « musclés » entre le Président par intérim du parti Les Républicains et le Premier Ministre, ce dernier s'exclamant : « La France dont je dirige le gouvernement ne sera pas celle où seront instaurés des centres où l'on enferme de manière indéterminée, pour un temps indéterminé, des individus que l'on suspecte ». On aura noté qu'il s'agissait ici de « centres » et non de « camps ». S'agissant des migrants, on démantèle des « camps » et l'on emmène les personnes qui y séjournaient dans des « centres », qui, certes, sont des « centres d'accueil et d'orientation ». Il n'est pas nécessaire d'être si fin linguiste pour déceler que le terme « orientation » signifie que les personnes « accueillies », et non « transplantées », n'ont pas vocation à y rester, et, qu'en conséquence, ces « centres » ne vont pas devenir des « camps ». Quand, s'agissant de l'expression publique, la langue hésite à ce point, c'est que le malaise est encore plus grand que celui que l'on consent à exprimer.

Que nous apprend le dictionnaire sur le terme « camp » ? Qu'il s'agit d'abord d'un terme militaire et qu'au moyen-âge, c'était le lieu des tournois. C'est par dérivation que l'on a fait des camps de prisonniers. Les campeurs ne sont arrivés que plus tard, avec les nudistes, les scouts et leurs feux de camp. Le « camp » est donc toujours organisé, soit qu'on l'organise pour ceux qui y sont rassemblés, et souvent enfermés, soit que l'organisation vienne de ceux qui s'y rassemblent. On pourrait penser que le « campement » se fait plus spontané que le « camp » et qu'il y aurait ainsi des « camps » de réfugiés, mais des « campements » de Roms ou de Tziganes. Il n'en est rien, et « campement », selon le dictionnaire, a encore plus l'allure militaire.

Qu'il s'agisse des « camps » ou des « campements », leurs installations ont ceci de commun qu'elles sont supposées être provisoires. Permanentes, il s'agirait alors plutôt de prisons, et si les gens y vivent librement, il s'agit dans ce cas de villages et parfois même de villes. C'est ainsi que personne ne qualifie de « camp » les habitations spontanées des faubourgs des grandes métropoles et que les favelas brésiliennes sont aussi durables que la ville elle-même, et qui, de fait sont la ville. Cette précision terminologique étant effectuée, on peut mieux examiner comment la langue, hésitant, trahit, notamment par ambiguïté, le malaise de la société tel qu'il s'exprime par la voix du personnel médiatique et politique. On aura pu lire ainsi, dans le *Journal du dimanche* du 30 octobre 2016, ce titre qui peut laisser rêveur : « Après Calais, Paris évacué (sic) cette semaine ». On savait bien, on nous l'avait expliqué, que depuis les attentats de fondamentalistes musulmans, la France était en guerre. On n'avait cependant pas perçu que le conflit avait à ce point gagné en intensité que Paris, qui déjà pendant la seconde guerre mondiale avait presque brûlé, dût en être évacuée. Quant à Calais, la ville avait ses bourgeois, la corde au cou, depuis des décennies de livres d'histoire, et l'on se doutait bien qu'il s'agissait encore d'un mauvais coup anglais.

Ainsi, le 29 octobre 2016, à Doué-la-Fontaine, le Président de la République, commentant le démantèlement de la « jungle » de Calais, a prononcé la phrase suivante : « La France a donné la meilleure des images possibles, parce que, face à cette épreuve qui est celle des réfugiés, nous devions être à la hauteur. Nous ne pouvions plus tolérer les camps et nous n’en tolérerons pas. » Cette phrase condense toutes les ambiguïtés de la posture officielle face au drame des migrants réfugiés. Considérons tout d'abord le segment : « La France a donné la meilleure des images possibles ». On s’étonne que

« donner une bonne image » soit, dans cette situation critique, un enjeu politique. On concéderait, à la rigueur, que cela puisse être un bénéfice secondaire à une bonne action, mais jamais le motif de cette bonne action. On objectera aussi que « donner une bonne image » ne dit rien de la sincérité de l'acte accompli.

Autre segment du même discours : « face à cette épreuve qui est celle des réfugiés, nous devions être à la hauteur »... De quelle épreuve s'agit-il ici et qui la subit ? Est-ce que le Président évoque l'épreuve vécue par les réfugiés contraints de vivre dans des habitations précaires avant d'être déplacés ou évoque-t-il l'épreuve que constituerait pour la France l'afflux de réfugiés et leur rassemblement dans des camps de fortune, sources de polémiques politiciennes au profit des forces réactionnaires et de l'extrême-droite ? Parle-t-il en fait de l'épreuve, comme le serait une épreuve d'examen, que constituait pour le gouvernement et pour lui-même cette « opération de Calais » ? La phrase prononcée ne permet pas de le distinguer clairement, car, la chose n'est sans doute pas si claire. Ce que dévoile évidemment cette phrase, c'est que l'opération de Calais est scénarisée et qu'il s'agit d'un plan de communication, et que le Président se réjouit de constater que ce plan se déroule sans anicroche. Ce n'est d'ailleurs pas stupide. Relier la question des réfugiés sur le territoire français en 2016 au sort des Tziganes, voire des réfugiés espagnols dans les années 1930 et 1940, c'est appeler les Français à un sursaut de dignité contre des politiciens véreux, à Béziers ou ailleurs, qui appellent une nouvelle fois au rejet.

Considérons maintenant la « jungle ».

Le mot nous vient de l'hindoustani *jangal*[16] qui signifie « territoire inhabité, désert », et c'est par une première dérivation qu'il désigne un « territoire couvert de végétation impénétrable ». C'est sous cette acception qu'il entre dans la langue anglaise, puis dans la langue française à la fin du dix-huitième siècle. Par analogie, la « jungle » a désigné plus tard un « milieu où les individus les plus forts imposent leur volonté et où les moins aptes à lutter sont voués à l'échec ». Le *Trésor de la langue française informatisé* donne cet exemple puisé chez Léon Daudet dans Cœur Brûlé (1929) : « C'est effrayant cette jungle de la finance ! On n'y rencontre que les sentiments les plus durs et les plus affreux. » En dénommant ainsi spontanément le rassemblement tout aussi spontané de migrants dans les dunes de Calais, la langue, dans ce cas précis, n'a pas hésité. Le terme « jungle » permet instantanément de convoquer un imaginaire aux vertus excitantes. On y trouve au premier rang le danger que constituent des hommes nécessairement sauvages, assemblés en tribus indistinctes qu'il convient de mater. L'exotisme est en prime avec son délicieux sentiment d'étrangeté qui, dans une posture de fiction para-coloniale, exempte de considérer vraiment les habitants d'une jungle comme des êtres humains à part entière. Car, la « jungle », c'est, bien sûr, ce qui échappe à la « civilisation », et qu'il conviendrait dès lors de « civiliser ». C'est ainsi que sur les photographies aériennes, aux amas de tentes bariolées s'opposent les parallélépipèdes blancs des containers habitables et « civilisés », alignés, comme pour une préfiguration des immeubles des cités dans lesquelles finiront bien par échouer, quelque part en Europe, ces êtres voués, quoi qu'il en soit, à la relégation. Le terme « civiliser » a toujours historiquement été le cruel synonyme du terme « exploiter ».

[16] http://www.cnrtl.fr/etymologie/jungle - http://www.cnrtl.fr/definition/jungle

Puisqu'il s'agit donc d'une jungle, il fallait bien que la parole publique en tirât toutes les conséquences. Ainsi, évoquant les incendies allumés dans ce que l'on a donc appelé la « jungle », la préfète du Pas-de-Calais a déclaré : « On peut le regretter mais ça fait partie des traditions de la population migrante de détruire leur habitat avant de partir. Ça veut dire aussi que vraiment ils ont compris que le camp de Calais c'était fini. » L'anthropologue Nicolas Jaoul, dans le quotidien *Libération* du 4 novembre 2016 analyse le fantasme qui s'exprime ainsi de sauvages aux rituels nécessairement barbares et aux coutumes certainement dangereuses. Pourrait-il en être autrement quand ces sauvages séjournaient dans une « jungle » ? Nicolas Jaoul rappelle que la mise en scène de traditions spectaculaires chez les populations colonisées fait surtout partie des rites des colonisateurs. Quant à la manipulation, qui est plus médiatique que politique, il la démonte assez finement. Alors, il devait bien y avoir dans l'expression préfectorale le signe linguistique de cette ambiguïté, cette hésitation que l'on repère dans la langue officielle et qui relève du lapsus officiel. Ici, il s'agit de l'hésitation entre le singulier et le pluriel. En effet, s'il s'agissait des traditions de la population migrante, celle-ci devrait détruire *son* habitat et non *leur* habitat. On objectera qu'il s'agit d'une incorrection vénielle formulée oralement. Il n'empêche que ce doute sur le caractère pluriel ou singulier des migrants, qui, soudainement pris dans un grand tout rituel qui les amène de façon univoque à brûler leurs *cases* ou leurs *huttes* conformément aux coutumes de leur peuple, avant déblaiement, dit exactement ce que la préfète voulait dire. Il ne s'agissait pas d'individus individuels mais d'un problème - un seul - qu'elle avait et qu'il fallait régler.

Il y a aussi parmi le personnel politique celles et ceux qui disent ce qu'ils ont à dire, qui n'hésitent pas, et même, qui insistent, quoi qu'il advienne, sur ce qu'ils ont à dire. C'est ainsi le cas de Nicolas Sarkozy, candidat à la candidature de la droite et du centre et qui, dans un élan linguistique incroyable, a déclaré à Belfort, considérant sans doute que les habitants d'un territoire aussi reculé devaient goûter tous les genres d'humour : « le changement climatique a eu des conséquences, il y a maintenant une *jungle* à Calais. » Sans autre considération sur la portée politique de ces propos, reconnaissons que, linguistiquement, c'est particulièrement sophistiqué. En effet, la phrase, en dehors de son contexte, peut s'entendre ainsi : « si l'on admet, comme le prédisent des scientifiques, que le réchauffement climatique va entraîner des déplacements massifs de population, le rassemblement de migrants à Calais en est l'une des premières manifestation. » Si l'on intègre maintenant dans l'énoncé, les caractéristiques de son énonciateur, dont on sait qu'il doute du réchauffement climatique et qu'il considère l'afflux des réfugiés comme une faillite du Gouvernement, il faut alors entendre : « ces gogos de socialistes (bobos) qui croient au réchauffement climatique - les cons - nous ont transformé Calais en camps de bronzés plus ou moins sauvages. » Et on ajoutera comme sur les réseaux sociaux : « hu hu hu ». Même le magazine *Le Point,* qui relate cette saillie, l'a trouvée de mauvais goût.

C'est dire.

Et puis les images s'affolent et se superposent.

Ce sont les quartiers d'Alep détruits et ce sont les villages du centre de l'Italie, détruits. Au plus près, les amoncellements de pierres se ressemblent dans leur terrible grisâtre. Le sol italien a tremblé, mais c'est l'ignoble absurdité humaine qui saccage la ville millénaire syrienne. Les caméras se posent sur des bâtiments solides, des bâtiments construits en des temps anciens par des maçons patients, des bâtiments désormais éventrés, laissant suinter quelques traces d'une vie passée, ordinaire : une chaise, un fauteuil, un ustensile de cuisine.

On déblaie.

Ce sont les engins, pelleteuses et bulldozers qui arrachent au sable de la lande de Calais des vestiges de tentes aux bivouacs noircis, des caravanes serrées les unes contre les autres dans un dernier apeurement.

Et ce sont enfin ces engins plus petits, urbains sans urbanité, qui bousculent sans ménagement des tentes, quelques sacs, quelques vêtements, ce qu'il est convenu d'appeler des effets personnels sous la clameur angoissée de jeunes gens venus du monde entier.

Il n'y a pas plus triste manière de commencer un matin frileux de ce mois de novembre 2016 que de visionner ces images de désolation. La protection des espèces animales passe toujours par la protection et par la sauvegarde des lieux où elles nichent. Mais les hommes se dispensent pour eux-mêmes de cette exigence. Peut-il y avoir images plus douloureuses que celles de ces jeunes qui assistent incrédules derrière un cordon de police à la destruction des objets qui constituent leur seul viatique ? Peut-on y voir autre chose qu'une opération d'intimidation brutale, une opération de dissuasion qui compte sur le bouche à oreille pour que, désormais, les migrants évitent d'imaginer camper sur le sol français ? La dissuasion est une arme de guerre, et puisqu'on nous dit que nous sommes en guerre...

Mais je ne voudrais pas être, moi aussi, ambigu, et laisser croire que je pense qu'il ne fallait rien faire et qu'il aurait été juste de laisser sur le trottoir sous la seule protection d'une ligne de métro aérien plus de trois-mille personnes sous des tentes et des cartons. Ce serait évidemment une indignité terrible. Bien sûr qu'il fallait donner un abri à ces personnes qui se pressaient à la porte des autocars pour être certains de quitter ce camp de misère de Stalingrad. Bien sûr qu'il est préférable de dormir dans un gymnase muni de douches et de toilettes. Là n'est pas mon sujet, car mon sujet est essentiellement linguistique, et, donc, essentiellement symbolique. Car, la langue a ceci de cruel qu'elle est prompte à déceler et à dévoiler l'absurdité des actes humains. On pense qu'une action a un sens, qu'elle a un sens politique, historique, sociologique... On pense même que c'est le bon sens, que c'est ce qu'il fallait faire, et mieux, qu'il n'y avait rien d'autre à faire ; et puis, patatras, la langue vient détruire le bel édifice sémantique patiemment construit et toutes ses justifications. Certes, les images, lorsqu'elles sont dépouillées de leurs commentaires, c'est à dire du récit supposé les décrire et qui est en fait le choix autoritaire d'un des récits possibles dans l'intrinsèque polysémie iconique, peuvent aussi dévoiler l'absurdité des actes humains. Ainsi, un observateur inattentif ou peu disposé à décoder « doxalement » ce qu'il voit et ce qu'il entend aura vu des images prises à Calais et à Paris de la force publique munie d'engins motorisés s'employant à démanteler et à détruire des

constructions précaires, mais assez solides pour encore résister, et aussi de se saisir de tentes qui soupirent avant de s'effondrer dans des bennes à ordures. Les images auront pu choquer. Elles demandent cependant encore un effort d'interprétation. La langue, elle, dénudée et dans un raccourci terrible dit abruptement et absurdement ce dont il s'agissait : on détruit les abris des sans-abris.

Pierre OUDART – novembre 2016

Produit contre produit

Péguy-Pasolini #21

Comme tout ce qui vient des États-Unis, l'élection de Donald Trump à la présidence du pays a suscité en France des réactions irrationnelles, beaucoup de commentaires et des analyses nourries, si bien que quelques heures à peine après l'élection, on pouvait avoir l'impression que tout avait déjà été dit et qu'il suffisait dès lors d'attendre et d'observer ce que ce milliardaire coloré, emporté et sanguin allait faire à notre monde. Pour les commentateurs français, il s'agissait aussi de savoir si cette élection outre-Atlantique allait ou non avoir des conséquences sur les élections françaises et faire progresser, ou au contraire régresser, les leaders populistes de l'échiquier politique local. Mais tout cela n'avait pas grand intérêt, car les analyses supposées sérieuses oubliaient, comme souvent, la part d'imaginaire et les désastres symboliques derrière le fracas médiatique. Il fallait prendre ce fait autrement. Entendre. Écouter. Regarder. Et laisser les mots venir.

Donald.

Donald Trump.

Pour un Français, ce qui vient en premier, c'est que les Américains ont élu un président qui s'appelle « Donald », comme le personnage de Walt Disney.

Qui est ce « Donald » qui n'est pas « Mickey » ?

La longue notice que l'encyclopédie en ligne Wikipédia lui consacre nous rappelle que, des personnages de l'univers de Disney, il est sans doute le moins sympathique, mais aussi celui que l'on envoie dès la seconde guerre mondiale en propagandiste de l' « American way of life ». Agressif, il est aussi séducteur, notamment de canes mexicaines. Le personnage se précise. Dans notre imaginaire français et sans doute aussi européen, plus que d'avoir élu un président qui se nomme « Donald », les Américains ont littéralement élu « Donald ». Certes, c'est un « Donald » qui cumule à la fois les traits de Donald Duck, de Picsou et de Gontran Bonheur, mais, c'est quand-même « Donald » et il ressemble bien à un canard. On apprend aussi dans la même notice encyclopédique qu'en Europe, la dernière période de célébrité pour Donald (Duck) aura été celle des années 1990-2000 en Italie, c'est-à-dire les années « Berlusconi ». Les indices concordent.

Il y a donc Donald. Et il s'appelle Trump. Qui est Trump ?

Pour un Français, non anglophone, « trump » ne signifie rien, mais se rapproche par approximation de « trompe », et donc d'un phonème polysémique qui peut désigner à la fois l'appendice nasal de l'éléphant, une forme du verbe « tromper », un instrument à vent à embouchure. Sans compter qu'il y a les trompes d'eustache et de Fallope, et même les trompes à eau ou à mercure, moins connues sinon tombées en désuétude. Ce que l'on sait moins, c'est que l'étymologie commune de tous ces termes est la toupie et que le mot a sans doute été forgé en néerlandais comme une onomatopée. Le Français entend dans « trump » quelque chose qui n'est pas vraiment agréable, quelque chose qui tonitrue, surtout à la chasse, ou qui, par tromperie, est vraiment déloyal. « Donald Trump », c'est « Donald Trompe ». Mais, les professeurs d'anglais pourraient enseigner que « trump » est un faux ami et qu'un anglophone entend tout autre chose. En effet, même si « the last trump » sonne le jugement dernier, ce qui, somme toute, demeure assez rare, « trump » signifie surtout « atout ». Le dictionnaire *Collins* donne ainsi cet exemple « Hearts are trumps », qui signifie « atout cœur », ou encore « she played trump » pour « elle a joué atout ». « To trump » ne signifie donc pas « tromper » mais, au jeu de carte, « prendre avec l'atout ». Par voie de conséquence, « to declare trumps » signifiera « annoncer la couleur » et « to turn up trumps », créer la surprise.

C'est d'ailleurs bien ce qui s'est passé : « Trump turned up trumps ».

Perdu !

Passons à la candidate malheureuse. Qu'est-ce que l'imaginaire des Français forme lorsqu'il entend « Hillary » et « Clinton » ?

S'agissant de « Clinton », c'est simple, Français et Américains entendent un peu la même chose, car, le terme a été surexposé dans l'imaginaire mondial : « Clinton », c'est Bill. Et l'on se souvient que la première fois que la femme de Bill est apparue au premier plan médiatique, c'était sous les traits de la femme... trompée, mais digne, une sorte de « Anne Sinclair » sans accusation au pénal, mais qui devait cependant affronter la menace d'une procédure de destitution de son mari Président des États-Unis : « Menteur, Menteur ».

S'agissant du prénom « Hillary », on apprendra qu'il est lié à celui de « Hilaire » et, en conséquence, à pas moins de cinq saints, de Poitiers, d'Arles, de Mende, de Carcassonne et de Toulouse, sans compter le quarante-sixième pape. Le prénom « Hillary » peut prendre un seul « l », ou deux. Cette distinction orthographique peut sembler anecdotique. Pas si l'on en croit le magazine *Elle* qui propose de mieux connaître « la personnalité de votre prénom ». En effet, selon cette rubrique du magazine, il apparaît que « Hilary est consciencieuse, discrète et très agréable à côtoyer. Elle a un sens inné de l'organisation et du devoir... », quand « Hillary est mystérieuse et cultive son côté inaccessible pour charmer son entourage. Elle est courtoise et conciliante, mais peut soudainement se montrer dure et intolérante. ». On se prend à rêver que le résultat des élections américaines tienne au seul doublement d'une consonne dans le prénom de la candidate démocrate. N'en eût-elle eu qu'un que le sort du monde en eût été peut-être changé...

Mais la défaite d'Hillary tiendrait en fait à autre chose, que révèle le quotidien régional océanique *Le Télégramme* : Hillary Clinton aurait un lointain cousinage avec François Hollande selon un généalogiste. Ceci est déjà hilarant, mais devient franchement grotesque quand on apprend que « les deux responsables politiques descendent en effet des "Rois maudits" ». Heureusement, il ne s'agissait pas du même roi, puisque Hillary descendrait de Louis X le Hutin quand François Hollande serait l'ultime rejeton de Philippe V le Long. Si Donald Trump a gagné, semble dire le quotidien, c'est qu'il n'avait aucun ancêtre français et que cela lui a sans doute fait gagner quelques voix dans les campagnes du Far-West.

Il est donc désormais établi que les Français et les Américains n'entendent rien de semblable quand ils entendent d'une part « Hillary Clinton » et, d'autre part, « Donald Trump »... Mais cela ne freine pourtant en rien les commentateurs qui veulent tirer de cette élection américaine des conséquences sur les élections françaises et le jeu politique hexagonal.

Cela relève évidemment de la supercherie.

En revanche, les femmes et les hommes politiques qui ont fait de la grossièreté d'expression et de pensée une sorte de label politicien ont tout intérêt à faire valoir que la baderne teinte en blonde aux grimaces effrayantes élue Président des États-Unis est de leur camp. Lors de sa première campagne électorale, Barack Obama avait utilisé un slogan que chacun a retenu : « Yes We Can ». Les réactionnaires voudraient l'utiliser désormais à leur propre profit, en le retournant, proposant aux électeurs de voter « Oui, nous le pouvons », c'est-à-dire, « Osez être des beaufs machistes, racistes, homophobes... vous le pouvez ». Il convient urgemment de dire à ces électeurs qu'il n'y a aucun doute là-dessus et qu'on ne leur demande aucune preuve. Nicolas Sarkozy a déclaré à La Baule que l'élection de Donald Trump était le symptôme d'un ras-le-bol de la « pensée unique ». On sait que pour les politiciens de droite et ceux qui les alimentent, le terme « pensée unique » est une sorte de formule magique, qui relève d'ailleurs de la pensée magique, et qui recouvre tout et n'importe quoi qui a l'air, même vaguement, d'être de gauche. Et, de leur côté, les gens de gauche ou plutôt de gauche, ou vaguement de gauche, taxent de « pensée unique » tout ce qui relève plus ou moins du libéralisme ou qui en a l'air. Tout cela est bien sûr grotesque. Les uns et les autres s'aveuglent. Dans ce monde qui change, il ne s'agit pas de s'envoyer des accusations de « pensée unique » à la figure, mais bien de chercher où « ça peut bien penser » et comment élaborer et diffuser une pensée contemporaine qui s'émancipe des vociférations du passé, qu'elles viennent d'ici ou qu'elles viennent de là. Le problème n'est pas la pensée unique mais bien l'opinion commune, les vieilles habitudes de pensée, les vieilles habitudes vieillies, et Péguy aurait ajouté, les « âmes vernissées ».

Tant est si bien que Donald Trump a gagné les élections.

Il est juste de se demander comment cela a été rendu possible.

Il y a bien sûr de multiples raisons politiques, sociologiques, économiques, historiques, qui sont analysées par les politologues, les sociologues, les économistes et les historiens, mais aussi par tous ceux qui font mine d'avoir quelque compétence dans l'une de ces disciplines et encore d'autres. Laissons cela, je n'en ai quant à moi aucune. Et, puisque les

campagnes électorales sont fabriquées comme les campagnes publicitaires, examinons plutôt les produits qui ont été proposés aux consommateurs-électeurs américains.

Sous l'angle de la tête-de-gondole, le produit « Donald Trump » est un bien meilleur produit que sa concurrente. Nous allons tenter de le montrer ici.

Tout d'abord, son emballage est facilement reconnaissable et ses couleurs criardes attirent l'attention du consommateur, à la fin ou au début de son parcours dans l'hypermarché, pouvant susciter sur la fin un achat compulsif. Ensuite, la corpulence de l'homme, perçue comme étant la taille de l'emballage, donne l'impression au consommateur qu'il en aura deux pour le prix d'un. Peu importe que le produit à l'intérieur de cet emballage soit petit, le consommateur a l'habitude de ce genre d'arnaques et peut même y consentir. Enfin, la promotion du produit a été faite par des bimbos et par des personnages de feuilletons télévisés et non par de vieilles stars supposées progressistes.

Que dit donc la publicité du produit « Donald Trump » ?

Que ce n'est pas un produit sophistiqué, mais qu'il est fait pour vous, qu'il n'est pas cher, et que c'est votre dernière chance de l'acquérir avant la caisse.

Le produit de campagne publicitaire « Hillary Clinton » était nettement moins bien « packagé » que le produit « Donald Trump ». Tout d'abord, il s'agissait d'une adaptation pour les femmes ou « en femme » d'un produit qui avait un temps envahi le marché pour les hommes, un peu comme ces gammes destinées aux femmes de rasoirs jetables que l'on trouve dans tous les supermarchés. Le produit « Hillary Clinton » ne présentait ainsi aucune forme de nouveauté pour le consommateur-électeur habitué à s'approvisionner, toujours au même endroit et sous la même forme d'un produit utilitaire : le candidat démocrate-issu-de-la-haute-bourgeoisie-blanche, ce que l'on appelle aussi « WASP ». Il y a dans le paysage politique américain conçu comme un supermarché un rayon « WASP » où l'on passe sans même y penser. Le produit « Hillary Clinton » ne présentait en outre aucune amélioration, et le fait qu'il fût présenté sous une forme féminisée n'apparaissait pas comme une innovation suffisante pour justifier l'achat-vote. D'ailleurs, il avait déjà fait l'objet d'un lancement, quelques années plus tôt, lorsque celle-ci avait été nommée, après sa défaite aux primaires contre Barack Obama, ministre des affaires étrangères. Davantage encore, le produit avait vieilli alors que Donald Trump se présentait déjà vieux. Il y a là une distinction majeure entre un produit directement ciblé pour les seniors, comme le sont certaines pantoufles et un produit intemporel, sans cible, pour les femmes qui se rasent de la puberté à la sénilité.

La campagne électorale américaine étant définie comme campagne publicitaire, l'élection qui s'en est suivie peut être analysée comme une enquête de mesure de l'efficacité de l'image publicitaire construite des deux protagonistes (produits). Il faut donc aussi essayer de comprendre les raisons subliminales qui ont fait que le produit « Donald Trump » a pris l'avantage sur le produit « Hillary Clinton ».

Si l'on examine des portraits officiels des deux candidats et que l'on s'attache à suivre le mouvement de la pensée quand on regarde un peu plus longtemps qu'à l'habitude, on peut s'apercevoir que le regard fait pour l'une et pour l'autre un chemin inverse. S'agissant de « Donald Trump », la première impression est celle du « faux », du « toc », ou encore

du « bling-bling », comme on le dirait de l'un des personnages de notre vie politique locale. Puis, faisant abstraction de la moumoute blonde peroxydée et des traits manifestement retaillés, on se prend à penser qu'il a pu être séduisant, avec des yeux de loup, ce que confirme une photographie de ses dix-huit ans à l'Académie militaire de New-York prise en 1964. On appellera ici ce mouvement de pensée, ou ce mouvement de regard : « le beau sous le moche ».

Si l'on procède au même exercice pour le produit « Hillary Clinton », l'image est plus lisse. Elle aussi est teinte en blond, mais d'un blond supposé moins vulgaire et admis comme de bon aloi pour une femme. C'est une belle femme qui ne fait pas ses presque soixante-dix ans. Mais si l'on regarde davantage, tout en concédant que la publicité porte d'emblée le regard sur le visage féminin vers plus de sévérité stéréotypée que pour le visage masculin, alors, ce qui apparaît, c'est que le visage tombe et que, pire encore, ce sont des plis d'amertume, de dureté sinon de méchanceté qui le font tomber. Ce mouvement de regard-là, appelons-le : « le moche sous le beau ».

La campagne a duré suffisamment longtemps et a été suffisamment violente pour que le deuxième regard prévale sur le premier. « Le beau sous le moche » a gagné car, subliminalement, il est plus satisfaisant, surtout dans un monde où les valeurs morales ont été façonnées par les studios Disney.

On comprend mieux, dès lors, la déception, sinon la colère, de celles et de ceux qui ont trouvé dans leur chariot du supermarché politique mondial, sans l'avoir désiré, ce produit bariolé qui ne correspondait pas à leur éthique de consommation. C'est un peu comme si un consommateur qui ne s'approvisionnait que dans des coopératives bio à circuits courts se voyait contraint de passer à la caisse avec une boite de « junk food » surgelée dont la viande proviendrait de vaches abattues en gestation. Ce qui est en jeu, en effet, c'est moins le programme du nouveau Président-élu que le fait qu'il n'est pas « leur genre de truc ». N'est-ce pas le sens, en fait des pancartes que la presse internationale a pris plaisir à reproduire : « Not My President » ? Sans brocarder la sincérité de celles et de ceux qui les ont arborées, elles demeurent cependant un acte politique infantile visant à reproduire dans la rue les publications des réseaux sociaux. Elles n'ont aucune conséquence, ni politique, ni sociale, ni économique.

En revanche, choisir les candidats et les candidates aux élections en tant que « produits », sur la base de leur emballage et des slogans de leurs campagnes publicitaires a nécessairement un impact important sur la démocratie représentative, car cela trouble profondément la notion même de « représentation ». Le verbe « représenter », qui paraît anodin sinon banal, pour peu que l'on s'y arrête, recèle une grande complexité sémantique, ce qui n'est pas si étonnant quand on se souvient qu'il rend compte de manière simple et usuelle du caractère subtil de l' « être-là-maintenant ». Ainsi, la démocratie, quand elle institue des « représentants », le fait, ou pense le faire, pour que ceux-ci puissent agir au nom du peuple, « dans l'exercice de ses droits et dans la défense de ses intérêts » nous dit le *Trésor de la langue française*. La notion de « représentation » démocratique rend donc compte d'une abstraction articulée à un processus juridique qui est non moins abstrait : le vote, les élections, la désignation. Conceptuellement, il ne s'agit pas de manipuler des formes visibles, palpables, tangibles. Certes, l'esprit humain a tendance à vouloir faire muter l'abstrait en concret, et c'est ainsi qu'il affectionne et manipule les métaphores et les allégories. Et, les statues et les portraits des

« représentants » des royaumes, des empires et des républiques dépeignent tout autant ce à quoi ressemblaient ces illustres qu'ils « représentent » le royaume, l'empire ou la république dont ils étaient les « représentants ». Cela tourne presque au jeu de mot entre deux acceptions d'un même terme. Relevons cependant que ces deux acceptions ne s'engrangent pas dans la même forme par hasard... Entre la statue de Louis XIV et celle de Marianne, la principale différence demeure la nature de la représentation, qui, pour la République distingue l'allégorie de la personne qui représente la Nation. Marianne n'a jamais existé en tant que personne pourvue d'une identité. En poussant le raisonnement, la démocratie devrait être iconoclaste, au sens propre du terme, et refuser toute « allégorisation » de ses représentants. Ce n'est évidemment jamais entièrement le cas. La tentation est trop grande et l'on trouvera aisément que tel ou tel candidat est trop gros ou trop petit ou trop laid ou... pour être notre « représentant » dans une sorte de confusion archaïque entre le concept et la forme.

Mais, s'agissant des élections américaines, on aborde encore d'autres rivages sémantiques - ou ce sont les mêmes, mais en surchauffe - car la notion de « représentation » semble devoir s'effacer au profit d'une autre notion que je nommerai « mascottisation ». De délégué dans l'exercice individuel d'une souveraineté collective, le « représentant » a tendance dans les démocraties de la société de consommation généralisée à devenir une sorte de *mascotte*, qu'il s'agirait de choisir, d'acquérir et de garder quelque temps comme un porte-bonheur. Si l'on apprend que « mascotte » vient du provençal *masco* qui signifie *sorcière* et que *mascoto* est un sortilège, on comprend alors que l'on fait plus que côtoyer la pensée magique. Le « représentant » est devenu protecteur de la nation par une sorte d'envoûtement, ce qui est exactement la définition et le rôle du fétiche. En tant que *mascotte*, Trump était un bien meilleur produit que Clinton. Les totems grimaçants et colorés sont supposés moins maléfiques que les poupées *enchiffonnées* et surtout beaucoup plus efficaces contre le mauvais sort et les mauvais génies, par une sorte de mise en miroir.

Ainsi, passer d'un système politique fondé sur la conceptualisation à un système qui, se présentant sous les mêmes traits, devient une pratique totémique, n'est pas gage d'une meilleure prise en compte de l'intérêt général et d'un meilleur éclairement social.

Surtout quand on veut occulter qui active les pouvoirs du totem.

Pierre OUDART – novembre 2016

Trafic de notoriété

Péguy-Pasolini #23

Alors que la vie médiatique française, à peine remise des élections américaines, s'embrasait pour les primaires de la droite et du centre, un objet non identifié, aux allures banales, mais en fait assez inédit, arrivait sur la toile relayé opportunément par le Journal du dimanche du 19 novembre 2016 qui titrait alors : « Deneuve, Binoche, Biolay... Une soixantaine de personnalités[i] disent "stop au Hollande-bashing" ». Le lecteur pouvait penser qu'il s'agissait d'une tribune, mais il s'apercevait qu'il était invité à se joindre à cette soixantaine de célébrités en signant lui aussi, le texte[ii] pour protester contre le traitement infligé au Président de la République par les médias. Il s'agissait d'une pétition disponible en ligne sur le site change.org.

Et des gens ont signé. Le 22 novembre au matin, le compteur affichait 5402 personnes et le 29 novembre, il manquait onze signatures pour atteindre le nombre de 7500. Dans le même temps, la pétition en ligne sur le même site en faveur de la libération de Madame Jacqueline Sauvage atteignait plus de trois cent mille soutiens. Ce qui n'est pas grand-chose au regard des scores des vidéos proposées par un certain Jeremstar qui, depuis son bain, interroge les protagonistes de la télé-réalité et qui sont visionnées par plus de 800 000 personnes, dont on se prend à espérer qu'elles ne votent pas toutes.

Cette pétition visant à enrayer le « Hollande-bashing » était suffisamment étrange pour que l'on s'y arrêtât.

Qu'y avait-il curieux dans cette initiative ?

Qui avait bien pu avoir cette idée bizarre ?

On imagine en effet mal Catherine Deneuve se réveiller un matin et se dire en écoutant BFM que vraiment, ça suffisait, et appeler à l'instant même Benjamin Biolay pour lui proposer de lancer une pétition pour que cela cessât. Il y avait donc peu de doute que cette initiative relevât d'une sorte de communication politique. Mais il était curieux que ce texte ne soit pas écrit dans un français correct.

Car, à lire le texte avec plus d'attention que celle que l'on accorde à ces objets jetables, on s'apercevait assez vite qu'il était écrit « avec les pieds ».

Ce texte comprend quatre paragraphes aux fonctions clairement distinctes : introduction, bilan du mandat, dénonciation, conclusion, et commence par « dès le départ ». L'usage de cette expression, là où l'on attendrait, par exemple, « dès son élection », donne d'emblée au texte un ton assez familier. En outre, les occurrences de cette locution marquent le plus souvent le regret et le reproche. Il est plus fréquent d'entendre que « quelque chose clochait dès le départ » que d'entendre que « tout a été parfait dès le départ ». On notera aussi que commencer un texte par « dès le départ » forme une sorte de redondance qui, certes, n'est pas de mauvais aloi stylistiquement, pour peu que cela ait été souhaité, ce que l'on peine à croire. Le texte se place sur le plan de l'affectivité, celui de la « scène », aurait dit Roland Barthes.

Le vecteur qui est utilisé est celui de l'émotion et tout le texte porte la marque de cette émotion, sinon de cette émotivité. L'une de ces marques est évidemment l'exagération. Elle perce dans le terme « incroyable » comme dans le terme « parfaitement », pour s'épanouir dans « met à mal toutes les institutions de la République ». En effet, le pays n'est pas en proie à la guerre civile et les institutions fonctionnent encore. Certes, la figure présidentielle est médiatiquement et politiquement affaiblie. Le Président n'en exerce pas moins toutes ses prérogatives. Dans la querelle, l'exagération a toujours un objectif, qui est souvent celui de faire oublier l'objet même de la querelle en le noyant dans l'affectivité. C'est bien ici le cas. Le lecteur ne saura rien des raisons, justes ou non, qui ont présidé à ce bashing... présidentiel. Mais peu importe, car la pétition comme genre littéraire s'appuie toujours sur l'émotion, et, le plus souvent sur la colère et la réprobation. S'appliquant ici à un sujet qui ne provoque immédiatement ni colère ni véritable réprobation, le lecteur a l'impression que le texte gonfle ses muscles... pour pas grand-chose et entend soudain le personnage de Calimero s'exclamer que « c'est vraiment trop injuste ». C'est une farce.

On sait que la langue, quand on lui impose une forme mal adaptée à son sujet, flanche et trahit le locuteur par quelque solécisme... Le texte n'en est pas avare. C'est ainsi que : « la stature d'homme d'État que François Hollande a parfaitement incarnée » est surtout parfaitement incorrect. En effet, s'il est possible d'avoir une stature d'homme d'État, qui est un usage déjà figuré du terme « stature », il est en revanche non seulement incorrect mais aussi impossible d'incarner une stature.

La langue ne trébuche jamais par hasard. De fait, la figure d'homme d'État supposée incarnée par François Hollande s'en trouve mise à distance. « Stature » devient une sorte de mot-valise pour « figure + statue » et l'ensemble confirme le grotesque. On passera sur l'hyperbolique « épouvantable tragédie » à l'aimable redondance. Bref, cette introduction énervée renvoie à l'emportement de salon plutôt qu'à la révolte de barricades. Il s'agit d'une révolte mondaine.

Bien sûr, après ce premier dérapage syntaxique, la langue devenue folle s'écrit n'importe comment et l'on retournera à l'école primaire pour corriger cette rupture syntaxique classique doublée d'une faute grammaticale : « on n'avait jamais entendu parlé ni retenu... ». Outre que « parler » eût été préférable, on se rappellera que l'on retient un fait - construction directe - quand on entend parler <u>de</u> quelque chose - construction indirecte - et que la coordination sèche des deux verbes n'est donc pas conseillée, car franchement fautive.

La langue quand elle déraille révèle la posture du locuteur, qu'elle place ici dans une posture scolaire d'élève pas très doué en grammaire. S'en suit... une fastidieuse liste de réalisations à porter à l'actif du Président. L'élève n'est certes pas bon en grammaire mais il a appris sa récitation. Intéressons-nous donc à cette liste. Les mesures présentées tendent à davantage de justice sociale. Ce sont, plus ou moins, des mesures « de gauche ». Et c'est alors que l'on remarque que le mot « gauche » n'apparaît qu'une seule fois dans le texte, accolé au mot « droite », mis à égalité avec lui, et décrivant un pauvre président assailli par sa gauche comme par sa droite, et donc au centre. Peu importe car, le hiatus n'est pas là, mais dans le fait que le texte, pour défendre une personne, qui « a droit au respect comme tout citoyen », fût-elle Président de la République, ce que l'on peut admettre, aligne quelques actes de gouvernement issus d'une action collective et qui, pour avoir été inspirés par le Président, n'ont cependant pas été mis en œuvre par lui. On aurait attendu la dénonciation vigoureuse des attaques *a persona*, allant jusqu'à brocarder, outre la vie privée, le physique présidentiel, à l'instar des propos fielleux distillés dans la presse par son prédécesseur qui avait lui-même subi ce genre d'avanies. On aurait attendu des exemples des vilenies des « médias prédateurs ». Mais rien. Il aura fallu se contenter d'une liste *à la Prévert* d'actes gouvernementaux peinant à dessiner un projet de société qui n'aura pas été décrit.

Revenons à la liste des premiers signataires qui ont mis leur notoriété au service d'un texte aussi mal écrit. Ils sont classés en plusieurs catégories : « artistes, sportifs et créateurs, penseurs, chercheurs, entrepreneurs et citoyens indépendants ».

Quelle taxinomie bizarre !

On se demande quelle est la logique qui a présidé à la coordination des sportifs et des créateurs, quand penseurs et chercheurs sont distincts. Mais peu importe, la catégorie qui retient l'attention est évidemment celle des « citoyens indépendants », c'est à dire ceux qui ne sont pas redevables des catégories précédentes. On remarquera tout d'abord que la liste de ces premiers signataires supposés s'enrichit régulièrement de noms, et l'on conviendra donc que certains de ces premiers signataires sont moins « premiers » que d'autres. On pointera ensuite que certains de ces « premiers signataires » ont droit à la précision, entre parenthèses, de leur métier ou de leurs activités, quand cela, pour d'autres, n'est pas précisé. Il est ainsi indiqué que C215 est artiste quand il est admis que tout le monde doit savoir que Bernard Murat est directeur de théâtre. Tout dépend de la population à qui l'on s'adresse, et l'on pourrait objecter que les moins de dix-huit ans connaîtront davantage le premier que le second, qu'en fait personne ne connaît si ce n'est quelque coterie parisienne. On rétablira donc la véritable taxinomie qui se substituera à celle proposée, qui n'est que d'apparence : « gens très célèbres », « gens assez célèbres » et « gens pas célèbres du tout ». On pourrait aussi, parmi la catégorie « gens très célèbres », distinguer « gens vraiment très célèbres » et « gens pas vraiment très célèbres mais qui se croient très célèbres » ou encore « gens pas célèbres mais qui sont célèbres dans le microcosme culturel parisien ». Mais ce serait la marque d'un raffinement cruel auquel on ne saurait céder.

Le lecteur aura bien sûr compris que la catégorie « gens pas célèbres » recouvre très exactement celle proposée par les auteurs de la pétition sous l'intitulé « citoyens indépendants ».

Cela laisse accroire que la célébrité est source de dépendance, ce qui est sans doute vrai et l'on se demandera donc de quelle dépendance il s'agit. On ne voit pas d'autre dépendance que la dépendance aux médias qui sont les artisans de leur célébrité, que l'on pourra tout aussi bien nommer « notoriété ». On comprend mieux, dès lors, de quoi il s'agit vraiment : des personnalités dépendantes des médias s'insurgent contre ces mêmes médias, qui sont qualifiés de « prédateurs » parce qu'ils auraient un comportement de harcèlement à l'égard d'un homme qui, par ailleurs, est Président de la République.

Pourquoi tout cela sonne-t-il faux ?

C'est qu'une pétition, sauf à ce que ce soit une performance artistique, fait une sorte de promesse à celles et à ceux qui la signent, à savoir que le vœu qui est exprimé puisse être exaucé. Dans le cas qui nous occupe, la presse d'information étant libre, il y a peu de chance qu'aucune pétition change quoi que ce soit au traitement médiatique que subit le Président de la République, fût-il particulièrement mauvais (le traitement). Peut-on vraiment croire, ou même seulement imaginer, que la seule pensée du courroux de Catherine Deneuve va faire dévier la ligne électorale de *Valeurs actuelles* ou de *BFM*, et même de *Libération* ? Évidemment non et aucun des signataires ne le croit sans doute vraiment.

Alors de quoi s'agit-il ?

D'une sorte de préachat, comme le proposent les fabricants de téléphones qui donnent la possibilité de s'inscrire pour figurer parmi les premiers utilisateurs d'un nouveau modèle qui n'est pas encore commercialisé. Les signataires, enfin celles et ceux qui ont une certaine notoriété, préfigurent ce que sera, ce que serait, le comité de soutien du possible candidat à l'élection présidentielle. C'est seulement une sorte de bande-annonce d'un produit dont on a toujours peiné à déceler l'utilité électorale : combien de voix est-ce que cela peut rapporter ? C'est évidemment difficile à mesurer, sauf à effectuer un sondage, ce qui serait un déploiement de moyens disproportionné avec l'enjeu...

Quoique...

Il faudra bien étudier les trafics de notoriété dans le champ politique, qui sont le transfert vers les campagnes électorales de techniques éprouvées dans les campagnes publicitaires. Cela, certes, n'est pas nouveau. De la même façon que des « stars » ont accepté de longue date de vendre du potage, les mêmes ont accepté de s'afficher dans des meetings électoraux. Ce qui est nouveau ici, c'est la forme pétitionnaire, d'une part, et le transfert de notoriété, qui apparaît comme de ce fait comme une « transfusion de notoriété », d'autre-part.

Sur la forme pétitionnaire qui exigerait que les médias « prédateurs » cessent de dire du mal de François Hollande, on maintiendra qu'elle paraît peu adaptée à l'objectif recherché, ou affiché. D'ailleurs, le nombre de signatures n'a jamais vraiment décollé. Dans le même temps, sur le même site, 55 000 personnes ont signé pour que les hôpitaux de Paris distribuent leurs repas non consommés aux réfugiés et plus de 60 000 personnes se sont déclaré en faveur de la naturalisation des tirailleurs sénégalais. C'est que le nombre de pétitionnaires dépend, certes, de la force émotionnelle de la pétition, mais

aussi de la prédictibilité de son objectif. Si la cause semble d'emblée perdue, peu de chance qu'elle suscite une vague de soutiens, sauf si l'émotion submerge le tout. François Hollande, même harcelé, n'est pas un bébé-phoque.

Reste l'échange de notoriété. Le soutien affiché de personnalités célèbres dans leur champ d'activité a pour objectif, le plus souvent, de démontrer et d'amplifier la dynamique d'une candidature politique dans la société civile. L'électeur, par un processus d'identification surexploité par la publicité, voudrait, lui aussi, recevoir l'onction de notoriété proposée, qui s'effectuerait par le rite électoral. Ceci est la théorie. Dans le cas qui nous occupe, ce qui était paradoxal, c'était de faire appel à des personnalités intégrées dans le système de notoriété pour critiquer ce même système de notoriété afin d'enrayer une dynamique négative. Il s'agissait donc bien d'une forme de transfusion de popularité vers quelqu'un qui en manquait cruellement, dont on gagera qu'elle avait cependant peu de chance de réussir. Il se pourrait même que la transfusion ait fonctionné *à l'envers* et que le déficit dans l'opinion du Président se soit propagé aux signataires imprudents, qui seront apparus dès lors comme une petite bande parisienne et parisianiste, ce que l'électorat qui, par ailleurs, venait d'adouber un bourgeois traditionnel de province, abhorre.

On ne retiendra donc de cette initiative à contretemps politique qu'elle demeure, dans sa spontanéité naïve, sympathique, ce qui est une façon agréable de dire qu'elle est ridicule.

Pierre OUDART – novembre 2016

Zone inculte

Péguy-Pasolini #23

En 1975, quelques mois avant son assassinat, Pasolini a ferraillé durement contre plusieurs écrivains et éditorialistes italiens, dont Umberto Eco, qui avaient réagi tout aussi durement à l'un de ses articles publié dans le *Corriere de la sera*, sous le titre *Pasolini est contre l'avortement*.

Pasolini nomme cette polémique « lynchage », lui qui sera précisément lynché, et cet ultime lynchage ne sera pas symbolique.

Il me semble dès lors utile et éclairant d'observer comment un poète qui exprime publiquement une opinion jugée contraire à la doxa, fût-elle de gauche, est assassiné d'abord par des outils rhétoriques et linguistiques grossiers, avant de l'être dans sa chair sur une plage d'Ostie.

Au-delà de l'identité des rhéteurs et des polémistes, ce qui était alors à l'œuvre dans l'injure est toujours à l'œuvre.

Ce que dit Pasolini à Umberto Eco et à d'autres éditorialistes italiens de l'époque, c'est que lorsque l'on n'est pas un mâle blanc hétérosexuel, quand on diffère, par son origine géographique ou culturelle, par son orientation sexuelle ou par son genre, par sa religion ou par son histoire, il est impossible de débattre, il est impossible d'entrer dans le débat politique, sans que cette différence ne pèse sur le débat, sans qu'elle ne détermine le débat, même en arrière-plan, même en sourdine, même de façon subliminale.

La vie politique française, dans la phase régressive qu'elle connaît depuis plusieurs années, a donné maints exemples de cette stigmatisation sourde et sous-jacente qui, soudain, surgit sous la forme de l'insulte. Les premières victimes en sont toujours les femmes. Dans l'enceinte de l'Assemblée nationale, une femme ministre, une femme députée est, à chacune de ses interventions, susceptible d'être ramenée à une supposée condition féminine qui n'est jamais que le fantasme machiste qui la chosifie, la définissant comme un objet plus ou moins consommable. Et l'on ne sait pas compter le nombre de fois où les cénacles, les arènes et les assemblées ont révélé, parfois crûment, leur machisme archaïque et atavique.

Le risque pour une femme d'être soudainement renvoyée à une condition féminine implicitement définie comme invalidante a longtemps pris la forme d'une expression aujourd'hui désuète : « Ah ! Les bonnes-femmes ! », employée pour souligner combien les femmes étaient inaptes à effectuer des travaux réservés à la gente masculine, telle la

conduite automobile, ou encore pour dénoncer une attitude supposée typiquement féminine, comme celle de protester contre un acte d'un homme. C'est en fait le prolongement de cette assignation brutale à un genre qui s'actualise en politique. Quand une ministre dénonce les inégalités salariales, les bancs majoritairement mâles des députés de droite s'ébrouent et l'on entendrait presque en écho : « Ah ! Les bonnes-femmes ! ».

Nous admettrons cependant qu'il ne s'agit que du premier niveau du sexisme, car, juste après, il y a l'insulte caractérisée, dont l'exemple le plus fréquent est le fameux « sale conne ! ». On passera sur le fait que linguistiquement, il eût été préférable de se borner au « sale con ! », le « con » désignant littéralement le sexe de la femme. Mais comme on s'est pris à traiter de « cons » les hommes, il fallait bien féminiser ce qui était déjà féminin, cette sur-féminisation devant sans doute renforcer l'injure. On pourrait presque s'étonner que l'usage populaire n'ait pas retenu plutôt « sale bite ! ». Certes l'injure paraît plus drôle mais aussi beaucoup plus triviale. C'est que la signification littérale de « con » s'est atténuée dans la généralisation de l'injure, quand celle du mot « bite » affleure toujours, même dans un usage figuré.

Mais alors, pourquoi traiter un homme de « sale con ! » ?

Eh bien, pour le dénoncer comme pénétrable, donc comme « enculé », et, dans le même temps, dénoncer cette pénétration comme dégoûtante.

Et l'on rejoint ici le propos de Pasolini. Tout homme déclaré homosexuel ou soupçonné tel qui entre dans un débat politique, dans une lutte politique, est toujours à la merci de se faire traiter de « sale pédé ! », et ce, que l'injure soit prononcée ou seulement insinuée. On se souviendra ainsi que lors de l'un des premiers débats sur le PACS à l'Assemblée nationale, en 1998, la députée Christine Boutin s'est exclamée, quand l'orateur de la majorité est monté au perchoir : « Oh, qu'il est mignon ! ». En elle-même, l'interjection n'était pas répréhensible et plutôt flatteuse, mais Madame Boutin savait suffisamment ce qu'elle voulait dire pour s'en excuser publiquement quelques semaines plus tard dans un mensuel gay et lesbien lyonnais.

Elle l'avait évidemment ce jour-là traité de « pédé ! ».

L'injure qui commence par le terme « sale » admet à la suite un paradigme varié et imagé.

Arrêtons-nous donc sur l'épithète « sale », qui appartient à la classe de ceux qui changent de sens quand ils sont placés avant ou après le nom. La grammaire nous apprend en effet que l'antéposition marque l'usage du sens figuré de l'adjectif quand la postposition celui du sens descriptif. Les exemples sont nombreux et l'on sait qu'un « individu triste » ne sera pas nécessairement un « triste individu ». Est-il dès lors nécessaire de rappeler qu'un « sale con » signifie tout autre chose qu'un « con sale » ?

Mais, il y a dans l'usage de l'insulte qui commence par « sale » un fait sémantique plus subtile qui serait de l'ordre de la contagion ontologique. C'est ce qu'il faut parvenir à distinguer. Ce sera sans doute plus aisé pour un hispanophone habitué à discriminer « ser » de « estar », car il saura que « ser » définit un état permanent quand « estar » est réservé aux états temporaires, l'un et l'autre étant traduits en français par « être ». C'est ainsi que « ser mudo », c'est être muet pathologiquement quand « estar mudo » marquera seulement la volonté temporaire de se taire.

Les insultes qui commencent par « sale » sont toujours d'ordre ontologique, elles sont toujours définitives, elles sont toujours du côté du « ser » plutôt que du « estar », comme si, de manière imagée l'apposition du mot « sale » suffisait à salir le terme apposé d'une tache indélébile. Les injures racistes sont celles qui dévoilent le mieux ce phénomène linguistique. Pour quelqu'un qui s'autorise l'usage de l'injure « sale Arabe », « Arabe » demeurera une insulte, même dépourvu de son épithète « sale ». Il en va évidemment de même de « pédé ». On laissera à chacun le soin de retrouver d'autres exemples d'usage courant ou qui l'ont été dans d'autres périodes historiques. C'est justement ce caractère ontologique sociologiquement admis, que l'insulte soit prononcée ou non, qui va disqualifier a priori telle ou tel dans le débat politique comme dans les actes de la vie courante.

Le ou la « sale quelque chose » vit sous la menace permanente de l'injure et cette injure peut aller jusqu'au meurtre.

Moins d'un an avant sa mort, Pasolini dénonçait l'injure sous-jacente dans les critiques émises par ses amis politiques sur sa position sur l'avortement, comme s'il pressentait que ces critiques étaient une sorte de meurtre symbolique avant le meurtre véritable. En janvier 1975, quand ce débat grondait dans la presse italienne, personne ne pouvait savoir que quelques mois plus tard le meurtre politique de Pasolini serait camouflé comme étant le meurtre crapuleux d'un homme mûr draguant les ragazzi dans les dunes d'Ostie. Certes, dans les cénacles politiques, les insultes demeurent verbales, au moins dans les États de droit, mais dans la rue, ce qui rode, c'est le meurtre, le véritable meurtre, le sordide meurtre et ces meurtres se nourrissent aussi de ces insultes-là.

Il n'y a pas véritablement de rupture, de faille infranchissable entre l'injure et la violence physique, et, de même, il n'y en a pas non plus entre la violence physique et le meurtre. Le mouvement pulsionnel et libidinal est le même. Le « sale Arabe » conduit à la ratonnade et la ratonnade aux meurtres institutionnels d'octobre 1961. Le « sale Nègre » porte à la fois l'esclavage et le Ku Klux Klan et tous les meurtres racistes depuis que le racisme s'est installé dans les consciences et dans les cultures. Et, évidemment, le « sale Juif » conduit à l'épouvante de la shoah. « Salope » est la genèse du viol. Il faut bien

comprendre qu'il ne s'agit pas là d'une exagération structuraliste, d'une extrapolation littéraire, mais d'un diagnostic clinique de sociétés malades de leur violence. Ainsi, quoi que ses organisateurs en disent, bien qu'ils s'en défendent, il y avait bien au sein de « La Manif pour tous » des slogans racistes et antisémites.

Car, c'est un autre fait qui peut sembler curieux, que celui du cumul des injures. Si l'on s'exprime à la manière des sondages, on peut parier qu'un homophobe a beaucoup plus de chance d'être aussi raciste et antisémite que quelqu'un qui n'est pas homophobe. Et l'on peut aussi prédire que le raciste sera aussi machiste. On objectera qu'il s'agit de tolérance ou de manque de tolérance, et que la personne qui fait montre de tolérance le fait pour l'ensemble de ses semblables, sans souci de genre ni d'origine. Certes. Pour autant, il me semble qu'il y a autre chose, qu'il se passe autre chose, qui s'actualise justement dans cette violence qui converge, et qui n'est pas de l'ordre de l'opinion, qui n'est pas seulement de l'ordre de l'expression, mais qui, anthropologiquement, est de l'ordre de la prédation mue par une libido déviante.

Qu'est-ce qu'il y a de commun dans ces injures ?

La dénonciation de la différence ?

La différence est bien sûr pointée, grossie à la loupe, comme pour justifier que la violence existe, même si c’est pour, aussitôt, la condamner. Cependant, entre celui qui profère l'injure et celui qui en est l'objet, la différence est ténue comparée à toutes leurs ressemblances. Et ces ressemblances vont bien au-delà de la seule appartenance à une humanité commune.

Non, la différence n'est pas la cause première et véritable de l'injure, de la violence, du meurtre « différentistes ». Il s'agit en fait de manifester que l'autre comme autre m'est insupportable et, surtout, qu'il ne me serait supportable que comme objet sexuel. On remarquera d'ailleurs que les groupes sociaux les plus soumis à l'injure sont toujours fantasmés comme ayant une activité sexuelle débridée ou surpuissante.

Le parcours qui va de la violence verbale au meurtre via la violence physique est à ce point balisé que, dans de nombreux pays, des campagnes institutionnelles entendent prévenir et combattre les violences conjugales, l'homophobie, les agressions racistes. S'agissant des campagnes contre les violences conjugales, elles reposent souvent sur des images-choc de femmes au visage tuméfié ou de films qui dénoncent la banalité de ce type de faits, ainsi que le silence coupable qui les entoure. Mais, ce qui est frappant, c'est que ces campagnes ne s'adressent jamais vraiment aux hommes auteurs de ces violences.

Je n'ai pas vu - cela existe peut-être - de campagne qui dirait : « vous frappez votre femme ? Allez consulter ! ». Ou encore : « vous êtes agité par des pulsions meurtrières quand vous croisez une personne homosexuelle ? Nous pouvons vous soigner ! ». Ou enfin : « Non soigné, le racisme est une maladie mortelle. » Celui qui insulte, qui frappe, qui tue, semble absent, sinon occulté en tant qu'être humain amendable et, face à ces actes terribles du désir de l'autre altéré et soigneusement camouflé sous la haine, on ne met en scène que l'objet abîmé du désir.

Ainsi, par cette occultation, la société dit en quelque sorte : « on ne sait pas qui c'est ». Ce n'est donc personne. Le désir déviant ainsi exprimé est tellement insupportable comme miroir du désir social qu'il en est implacablement effacé.

Tout cela, Pasolini le savait, car, dans l'Italie des années 1970, il y avait été confronté, et il y sera confronté jusqu'à la dislocation de son corps une nuit de novembre.

On objectera que toute personne qui profère une injure n'est pas un meurtrier en puissance. Certes, il est aisé, il est même réconfortant de considérer et de croire que le « passage à l'acte » est séparé, distinct, et donc protégé, par une barrière psychique qui, si elle peut être franchie, demeure cependant une barrière. Entre celui qui « passe à l'acte » et celui qui profère une injure, il y aurait donc la possibilité d'une catégorisation, celle, sempiternelle, des bons et des méchants. C'est sans doute confortable et réconfortant, puisque l'on peut alors se placer d'emblée soi-même, et jusqu'à preuve du contraire, dans la catégorie du non-passage-à-l'acte.

Bien sûr, tout homme - il s'agit bien d'hommes, de mâles - qui traite une femme de « salope », ou qui traite un homme de « pédé » ne court pas systématiquement le risque du passage à l'acte meurtrier. Mais, il faut s'extraire de la production langagière individuelle pour examiner la production langagière du groupe social. Et il faut alors parvenir à concevoir que quand un homme profère une telle injure, il y a superposition concomitante, d'une part, de l'expression individuelle déictique de l'individu et, d'autre part, de l'expression sociale, culturelle du groupe. Or, si, dans une perspective freudienne, l'individu est doté d'un « surmoi », la société, dans le meilleur des cas, ne possède que le droit et l'appareil juridique de la répression après-coup. Là où, pour l'individu, le surmoi fait de la prévention, le droit fait de la punition et ne sait faire que de la punition. Le pari, la croyance, qui alimentent le pacte social, que le droit vient alimenter le surmoi de chaque individu n'est jamais qu'une croyance. Admettons-le. Mais dans les périodes troublées, dans les périodes d'anomie, dirait Durkheim, le pari devient de plus en plus risqué. Les meurtres de jeunes hommes et de jeunes femmes homosexuel-le-s par des organisations fanatiques agréées par des foules fanatisées ne sont pas ontologiquement séparées de l'insulte spontanée « sale pédé » proférée dans une rue d'une ville française. Il n'y a pas de différence de nature, mais seulement une différence d'intensité sociale.

La société ne passe pas à l'acte, elle interprète la langue et, dans la crise, son interprétation met à nu la cruauté des libidos contrariées. C'est à cela que Pasolini se confronte jusqu'à en mourir. Quand son amie Natalie Ginzburg, critiquant son point de vue sur l'avortement, utilise le terme « sordide » pour qualifier les pratiques sexuelles homosexuelles, elle s'allie, socialement sinon politiquement aux meurtriers de la plage d'Ostie.

« Le sexe, avec ses féroces intolérances, est une zone inculte de notre conscience et de notre savoir » écrit Pasolini.

Il l'est en effet, mais il faut ajouter : individuellement *et* socialement.

Jusqu'au tournant des années 2000, environ, nous ne disposions pas d'instrument de captation et de mesure de l'expression langagière instantanée de la société. Celle-ci était filtrée, médiatisée par ce que l'on nomme justement les médias, et ceux-ci, même dans leur apparente instantanéité, étaient toujours différés. Maintenant, les réseaux sociaux sont à la fois cet instrument de captation mais ils sont aussi des instruments d'amplification instantanée. Les différentes fonctionnalités qui, par simples algorithmes, ou par choix délibéré de l'utilisateur, permettent de se regrouper, de faire groupe et donc de qualifier le groupe, donnent l'apparence du majoritaire au minoritaire, l'apparence de

l'admissible à l'inadmissible. « Vous n'êtes plus seul-e ! » C'est la nouvelle promesse, et c'est en cela que les réseaux sociaux ne sont pas des médias, mais des instruments de « dé-médiatisation », que, par jeu, on pourrait nommer des « dé-médias ». Cette expression « dé-médiatisée » ne vient pas cultiver cette « zone inculte de notre conscience et de notre savoir », mais seulement l'exhiber et la légitimer jusque dans ses aspects les plus dangereux. Cette « dé-médiatisation » massive a pour conséquence le raccourcissement critique du parcours social entre l'injure et le meurtre. L'étape suivante sera la modification du droit pour rendre cette légitimation licite, ce que, dans une interprétation déviante de textes religieux certains fondamentalistes de tout poil ont déjà effectué.

Pierre OUDART – décembre 2016

Regarder ailleurs

Péguy-Pasolini #24

Le temps de la société, le temps du groupe socialisé est polarisé par des moments ritualisés où les membres du groupe sont tous invités, sinon impérativement convoqués, à faire la même chose, ou plutôt à choisir quelques actes parmi un ensemble de choix limité. Ces polarisations successives définissent le groupe en tant que groupe, ce groupe pouvant être restreint, ou, s'agissant par exemple de la fête de Noël, quasiment planétaire. Dans la société de consommation généralisée, ces moments rituels de rassemblement sont principalement indexés sur la consommation d'objets matériels ou immatériels connectés entre eux par la publicité. Le Père-Noël Coca-Cola en est un bon exemple au long cours. Les acteurs de la consommation ont donc tout intérêt à intensifier le rythme de ces polarisations ritualisées. Le football, les Jeux Olympiques, les coupes du monde de ceci et de cela y pourvoient, de même que les fêtes de ceci et de cela. Les élections, avec leur lot de « meetings » et de soirées télévisées participent de ce même objectif.

Alors, puisque les forces de la consommation et les forces politiques nous enjoignent de regarder tous dans la même direction, il s'agirait de *regarder ailleurs*.

Mais l'injonction du groupe prend parfois un tour plus insidieux, en jouant sur l'émotion et la morale. Ainsi, alors qu'en cette fin d'année 2016, de violents bombardements accablent les civils de la ville d'Alep en Syrie et que la situation humanitaire est terriblement dégradée, il paraîtrait inconvenant de ne pas compatir et de ne pas en chœur marcher pour Alep, pleurer pour Alep, voire prier pour Alep pour celles et ceux qui le peuvent.

Pourtant, il s'agirait quand même de regarder ailleurs.

Dans le même temps la ville de Palmyre a été reprise par l'organisation *État islamique au Levant*. Deux attentats simultanés revendiqués par un groupe radical kurde ont tué 38 personnes dont 30 policiers à Istanbul. Un jeune homme au volant d'un camion immatriculé en Pologne a tué une douzaine de personnes sur un marché de Noël à Berlin avant d'être lui-même abattu à Milan après avoir pris un train qui passait par Lyon et par Chambéry. Un policier turc de vingt-deux ans a tué l'ambassadeur de Russie lors du vernissage d'une exposition à Ankara. Le quarante-cinquième président des États-Unis, M. Donald Trump, a désigné celui qui serait ambassadeur de son pays en Israël. Il s'agit de M. David Friedman, qui soutient financièrement l'extrême-droite israélienne et défend la colonisation de la Cisjordanie.

Il s'agira malgré tout cela de regarder ailleurs, non comme un évitement, mais comme une pratique, une technique de soi. Refuser les focalisations médiatiques qui fonctionnent sur le mode de l'émotion, parce qu'elles suscitent de l'émotion.

Tout d'abord, refuser les images. Car, il n'y a aucune image donnée comme une image d'actualité qui ne soit pas une image manipulatrice. Il ne s'agit pas de penser ni de croire que ce sont de fausses images. Ce serait du complotisme et ce serait ridicule. La plupart de ces images ne sont pas trafiquées. Mais c'est qu'aucune image ne pourrait rendre-compte mieux que l'écriture de la souffrance des habitants d'Alep et aucune image ne pourrait rendre-compte mieux que l'écriture de ma peine.

Refuser de regarder, et même de voir les images qui montrent des enfants d'Alep, blessés, parfois morts, ensanglantés, disloqués.

Parfois les images montrent qu'elles ne montrent pas. Elles n'en sont pas moins obscènes. Comme pour l'attentat de Nice, le camion de Berlin fait la une des journaux. Refuser de regarder cette image d'un camion qui tracte une semi-remorque grise. Cette image est d'ailleurs un oxymore ; elle ne montre rien et son objectif est justement de ne rien montrer. Dépasser ce camion, ce serait atteindre une autre image, découvrir la scène des meurtres et ce serait insoutenable. Le rôle de cette image est de s'adresser directement à l'imaginaire, et, en cela, elle est plus obscène que toute autre image.

Elle dissimule au voyeur son propre voyeurisme.

Alep.

Regarder ailleurs.

Regarder ailleurs, c'est aller chercher les images de la mémoire de cette ville syrienne qui se nommait Alep, comme elle se nomme encore Alep. L'histoire retiendra qu'il aura fallu peu de temps, quelques années seulement, pour que le sens de ce mot change terriblement. C'est qu'il en aura été d'Alep comme d'autres villes avant elle, dont le nom signifiait le plaisir et la joie avant de rassembler sur leur nom le symbole de toutes les destructions de la guerre civile et militaire. Je me souviens de Beyrouth, dans les années 1980, alors devenue synonyme de champ de bataille, et je me rappelle les images des immeubles au béton ajouré par les tirs, comme je me souviens qu'alors, des Irakiens de Bagdad se souvenaient des fêtes de fin d'année à Beyrouth, dans les années 1970, où ils partaient en voiture à travers la Syrie, fuyant les rigueurs baathistes pour la ville de la fête. Les villes détruites par la guerre ne se relèvent jamais entièrement. Leur nom demeure frappé d'opprobre et de peine. Que l'on prononce doucement Sarajevo comme Emmanuelle Riva prononce Hiroshima dans le film de Marguerite Duras, et Sarajevo demeure cette ville assiégée des années 1990, et aucune reconstruction n'y changera rien. Même Dresde ne s'est jamais relevée de son tapis de bombes. La mémoire a ceci de passionnant et d'épuisant qu'elle ne connaît pas la chronologie. Elle feint seulement d'en connaître le sens.

Regarder ailleurs, ce n'est pas confronter sa mémoire aux images, ce n'est pas remplacer les images d'aujourd'hui par les images d'hier, c'est mettre le passé en rempart.

Regarder ailleurs, ce n'est ni refuser de considérer la peine, ni tenter d'oublier la peine, mais c'est refuser de consommer l'émotion prémâchée qui est proposée, qui est vendue, qui est écoulée par les médias, par le personnel politique. On a fait par exemple ces dernières années, depuis l'an 2000, peut-être, de la tour Eiffel l'étendard de l'émotion collective. Une nuit, on l'allume, une nuit on l'éteint, on change de couleurs, tous les drapeaux sont disponibles. La tour Eiffel est devenue la mire, le symbole d'une société où

l'on propose au peuple, avant de l'exiger, de regarder dans la même direction, mû par la même émotion. La tour Eiffel est éteinte, on l'a vue au journal télévisé, on a une pensée pour le peuple syrien, pour les habitants d'Alep, comme jadis on bâclait ses prières avant d'aller se coucher après avoir jeté un coup d'œil sur le crucifix accroché au-dessus du lit.

Regarder ailleurs... C'est aussi s'extraire du temps instantané qui est celui de la consommation, aussi le temps de la consommation de l'information, de la consommation des images de l'information, pour considérer la situation dans le temps plus long de l'histoire, le temps de la construction des imaginaires des peuples par l'histoire.

Alep.

L'information sur la Syrie est construite sur un « maintenant », qui est le temps du chaos et sur un « avant » qui serait le temps de Palmyre, de la citadelle d'Alep, des souks débordant de lumières et de tapis orientaux, le temps de la Grande mosquée des Omeyyades et de son minaret carré. Si l'on s'en tient à l'imaginaire mis en scène, il y aurait aujourd'hui la Syrie hostile, si différente de la Syrie d'hier, c'est-à-dire la Syrie touristique. Il y avait, avant, une Syrie consommable et aujourd'hui une Syrie impropre à la consommation. Bien sûr, il y a les gens, les Syriens, vaguement classés dans la catégorie « Arabe » de l'imaginaire occidental. C'est une catégorie remplie d'oxymores où le meilleur - l'orientalisme - côtoie le pire - le fondamentalisme -. La population syrienne sous les bombes est ainsi provisoirement extraite de cette catégorie devenue non opératoire, et l'on évoque des « rebelles » ou des « innocents ». Nul doute que, dès lors que tout cela sera terminé et que le temps des contrats avec Eiffage ou Bouygues sera venu pour la reconstruction, les Syriens reprendront dans les médias leur catégorisation « Arabe », ce qui, en français courant, n'est jamais très loin de « bougnoule ».

On lit que la conscience occidentale aurait sombré face au martyre d'Alep. C'est une habile façon de dédouaner les occidentaux de la situation qui s'est construite en Syrie, non pas seulement depuis 2011, mais au moins depuis les accords Sykes-Picot après la première guerre mondiale. Pour qui se promenait en Syrie, et à Alep en particulier, il y a seulement une petite trentaine d'années, pour peu qu'il voulût bien abandonner ses préjugés et son goût culturel de l'Orient, ce qui le frappait, c'était que la Syrie était profondément un pays méditerranéen, avec des paysages méditerranéens, un mode de vie méditerranéen, une culture méditerranéenne. C'était le prolongement de la Grèce, comme la Grèce était le prolongement de la Syrie. Et pour qui faisait le voyage en automobile depuis Thessalonique jusqu'à Palmyre en passant par Éphèse, celui-là ressentait surtout la continuité des paysages, la continuité des cultures, et pas seulement parce qu'il voyait des temples hellénistiques. Mais, pour autant, on avait appris à considérer autrement la Syrie et la Grèce, la Grèce étant européenne et la Syrie... suppôt de Satan. Cette catégorie implicite a suffi pour qu'on la laisse vivoter avec sa dictature, ses pénuries, ses inégalités criantes, et que l'on étouffe systématiquement, génération après génération, tous les espoirs de liberté de son peuple. S'il y a une culpabilité de l'occident à entretenir et à réparer, elle ne doit pas dater d'aujourd'hui seulement, et du massacre d'Alep, mais englober le siècle, car il y a bien un siècle déjà, de cette période dite moderne, que l'injustice épouvantable faite aux Syriens demeure.

Regarder ailleurs. C'est aussi ne pas accepter d'être considéré comme on voudrait vous considérer et ne pas obéir aux injonctions de l'émotion.

Pour peu que l'on sache que j'ai vécu en Syrie, à Alep, au milieu des années 1990, souvent, on m'interpelle avec douceur, et parfois avec un peu de compassion, sur le sort d'Alep et de ses habitants, ajoutant que cela doit être terrible pour moi « qui connais la ville ». Le plus souvent, de cette conversation, je m'échappe par une feinte qui dit à peu près, quitte à paraître superficiel et même lâche, que je préfère ne pas y penser. C'est évidemment faux. J'y pense. Mais il faudrait alors que je m'explique un peu longuement et trop longuement pour être entendu dans le cours d'une conversation. Et je prends donc cette interpellation pour ce qu'elle est : une marque d'intérêt et d'affection qui doit en rester là.

Mais alors ?

Alors, il me semblerait inconvenant de faire du drame d'Alep un drame personnel. Et D'ailleurs, je ne connais pas Alep, car, si je connaissais, certes, une ville du même nom, il y a plus de vingt ans, je ne connais pas celle qui est aujourd'hui montrée détruite. Sur les photos des journaux, je ne reconnais rien, si ce n'est l'éboulis de ma mémoire. Et c'est bien cela qu'il faut considérer, à la manière d'Héraclite, que la ville où j'ai vécu est détruite depuis bien longtemps, depuis ce jour où, un peu hagard, j'ai fermé à double tour la porte de la maison du souk. Et si l'on me dit qu'elle est pillée, elle était en souvenir déjà pillée. Et si la vie d'Alep, sans guerre et sans fracas, avait suivi son cours, j'aurais tout autant été dans l'impossibilité de revenir vers le passé et de connaître cette ville qui porte désormais le même nom que cette ville du passé. Je peux certes faire l'effort de pensée, l'effort d'une imagination forcenée, pour parvenir à croire que les nouveau-nés que je croisais dans la ville s'entretuent désormais et qu'il y a parmi eux des jeunes hommes qui n'étaient encore pas nés, ni même conçus et qui s’entretuent tout autant. Quand bien même j'aurais fait cet effort, qu'en resterait-il, sinon quelques considérations sur le temps ?

Pour autant, je ne suis pas insensible, mais dans ma peine, j'accueille volontiers tout le peuple d'Alep, lié par la peine aux familles endeuillées de Berlin, et même la famille de l'ambassadeur russe tué à Ankara, comme celles de ces Mexicains victimes de l'explosion de feux d'artifice. Car, c'est bien cela qui donne de la peine, cet affrontement millénaire de ce qui, voulant vivre, meurt.

Regarder ailleurs tout en regardant en face, c'est cela la gageure, et prendre en pleine face, sans se protéger, comme le suggère Agamben, le « faisceau de ténèbres de son temps ».C'est cela le projet.

Mais pour en faire quoi ?

Des tribunes ?

Des pétitions ?

Des publications sur les réseaux sociaux ?

Des livres ?

Tout cela et rien de tout cela, car il s'agit d'abord de produire de nouvelles formes imaginaires pour lutter pied à pied avec l'imaginaire précontraint qui est imposé. Deleuze dit de la peinture qu'elle a toujours à voir avec la catastrophe. Il en va de même pour la poésie, qui, suivant en cela le prophète Isaïe ne « protège pas son visage des crachats ». Engageant *Les Cahiers de la Quinzaine*, ce projet d'écriture et de publication qui sera le

projet de toute sa vie d'écrivain, Péguy explique : « Je n'avais jamais rien écrit qui ressemblât à ce que je voulais écrire ». Ce projet d'une écriture nouvelle, c'est bien pour Péguy de tenter de détourner tout en le révélant le « faisceau de ténèbres de son temps ». Aux trompettes du socialisme devenu politique politicienne, et même politicarde, Péguy répond en rappelant que la laïcité fut un temps une mystique. Aux slogans, il répond longuement avec des phrases longues.

Pasolini dans *Scritti Corsari*, ne fait pas autre chose. Il décrit et dénonce la société de consommation comme le seul véritable nouveau fascisme et y répond par la nécessité d'avoir un cœur, d'avoir du cœur.

L'un et l'autre ne protègent pas leur visage des crachats.

Ils en mourront.

En cette fin d'année 2016, le « faisceau de ténèbres » est dense et violent. Chaque jour de nouvelles informations parviennent de l'Amérique du Nord où M. Donald Trump se prépare à gouverner en s'entourant d'hommes et de femmes dont les états de service résonnent comme une provocation à la face du monde, un crachat sur la douceur, sur la tolérance, sur l'amitié entre les peuples. Toute l'année 2016, des jeunes endoctrinés par des fascistes déguisés sous des oripeaux religieux ont apporté la mort et la détresse et suscité en retour de nouvelles violences. La neige enfouit les rêves de liberté de toute une génération de jeunes syriennes et de jeunes syriens, qui n'ont plus d'autres choix, encore, que de se livrer à la dictature, aux inégalités, à la bêtise. Car, la gangue de protection de ce « faisceau de ténèbres », c'est la violence physique et symbolique, c'est l'insulte, c'est la bêtise, c'est la haine de ce qui diffère de l'opinion commune et de la supposée normalité définie par la publicité. Et c'est ce qui définit le fascisme.

En France, les candidats aux élections présidentielles vagissent des discours que personne ne veut entendre et que personne n'entendra, semblant savoir désormais qu'ils font partie eux aussi de la menace qui livre leurs vies à la norme marchande, si loin de leurs amours et de leurs peines.

« Regarder ailleurs ! »

C'est ce qui rapproche Péguy et Pasolini, qui s'y sont occupés tout le temps de leur vie.

C’est le travail des poètes.

Pierre OUDART – décembre 2016

[i] STOP AU HOLLANDE - BASHING PREMIERS SIGNATAIRES : Agnès B., Catherine Deneuve, Benjamin Biolay, Juliette Binoche, Irène Jacob, Sylvie Testud, Laure Adler, Patrick Chesnais, Gérard Darmon, Denis Podalydès, Emilie Chesnais, Dominique Besnehard, Jean-Michel Ribes , Mazarine Pingeot , Claudine Nougaret et Raymond Depardon, François Marthouret, Andrée Zana Murat et Bernard Murat, Michel Rotman, Patrick Pelloux (médecin, écrivain) Layla Metssitane (comédienne), Bruno Masure, Dany Dan -Melopheelo et Zoxea (groupe Les Sages Poètes de la Rue), Laurent Hébert (auteur, producteur), Bertrand Van Effenterre (auteur, réalisateur), Touria Benzari (auteure, réalisatrice), Anna Medvecsky (réalisatrice) Gaëlle Bayssière (productrice) Pierre Douglas (journaliste), Rachid Benzine, (islamologue et politologue), David Kodsi (producteur), Florence Muracciole (journaliste), Stephane Distinguin (entrepreneur numérique), Jean Minondo (ingénieur du son), Yohann Diniz (triple champion de France de marche), Jean-Philippe Derosier (professeur de droit public) Sakina M'sa (styliste et entrepreneuse sociale), Evelyne Schapira (ortophoniste), Philippe Lemoine (entrepreneur), C215 (artiste), Nicole Baldet (retraitée), Anne Baveray (consultante), Rachel Khan (auteur), Michel Cantal-Dupart (architecte), Anne-Carole Denès (musicienne), Yves Denès (radiologue, Gerard Cicurel (entrepreneur), Gisela Blanc, Pierre-Emmanuel Guigo (docteur en histoire), Mathieu Sapin (auteur-dessinateur), Françoise Huguier (photographe), Edouard Brézin (physicien), Julie Saavedra, Alex Menu, Leïla Grison, Alexandre Leroy, Laurent Davenas (magistrat honoraire- avocat général à la cour de Cassation), Gilles Achache (entrepreneur numérique) Gabriel Gaultier (entrepreneur), Christian Zerbib (producteur-réalisateur), Christiane Hessel, Dorothée Bellage, Jean-Louis Bianco, Alexandre Bianco, Savannah Macè, Wenceslas Baudrillard, Jean-Marie Cambacérès (président de D12.), Jacqueline Beneix, Guillaume Godard (producteur), Marie-Hélène Bougeret, Fabienne Tsai (auteur, réalisatrice), Charles Gassot (producteur), Christian Carion (réalisateur), Maryvonne Le Meur (productrice), Carole Aoust, Sylvia Mazzeo (psychanalyste), Jean-Yves Lhomeau (journaliste), Christian Lacroix (costumier), Frédéric Boyer (écrivain), Marie d'Ouince, Dominique Miller (psychanalyste), Éric Dussart (producteur), Fethi Benslama (psychanalyste)

[ii] Texte de la pétition en ligne sur le site *Change.org*

« Artistes, sportifs et créateurs, penseurs, chercheurs, entrepreneurs et citoyens indépendants se mobilisent contre le Hollande-bashing et la quasi procédure de destitution anticipée entamée à sa droite comme à sa gauche.

Dès le départ, François Hollande a fait face à un incroyable procès en illégitimité. Ce dénigrement permanent met à mal toutes les institutions de la République et la fonction présidentielle. Il perdure encore aujourd'hui malgré la stature d'homme d'état que François Hollande a parfaitement incarnée, tant dans les crises internationales que lors des épouvantables tragédies que notre pays a traversées.
C'est comme si en 4 ans on n'avait jamais entendu parlé ni retenu tout ce qui été accompli, systématiquement effacé par ce Hollande-bashing : les créations de postes dans l'Éducation Nationale, l'alignement du traitement des instituteurs sur celui des professeurs, l'augmentation

du nombre de policiers et de magistrats, les emplois d'avenir, la garantie jeunes, le soutien à l'apprentissage, le compte personnel de formation, le compte pénibilité, la complémentaire santé pour tous, la généralisation du tiers payant, la prime d'activité, la retraite à 60 ans pour les carrières longues, la refondation de l'école, les droits rechargeables à l'assurance chômage, le mariage pour tous, la sanctuarisation du budget de la culture, le renforcement de l'égalité professionnelle hommes femmes, l'extension de la parité dans les conseils départementaux, le remboursement complet de l'IVG et de la contraception, une meilleure protection des femmes contre le harcèlement sexuel, la mise en œuvre concrète de la transition énergétique, le non cumul des mandats etc…etc … Ajoutons un déficit public passé de 5,1 % en 2011 à 3,5 % en 2015, plus de compétitivité, et plus de marges pour les entreprises pour favoriser les embauches, plus de pouvoir d'achat pour les ménages, moins d'impôts et enfin la diminution amorcée du chômage. Tout cela a été déformé et gommé par des médias prédateurs, transformés en armes de destruction et de diffamation.

Tout cela est ignoré, tout cela est déformé, gommé, remplacé par un procès quotidien, instruit à charge par des injures et des mensonges ignobles.

Nous artistes, sportifs et créateurs, penseurs, chercheurs, entrepreneurs et citoyens indépendants, dénonçons cet acharnement indigne, qui entraine le débat politique dans une dérive dangereuse pour la démocratie.

François Hollande a droit au respect comme tout citoyen, et comme Président de notre République. »